



~~Opusculum m. J. Lafesse professori
et Doctoris parisiensis. 1723.~~

Ex libris Jacobi Toppel
1828



coll. spec.

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

INSTITUTION AU DROIT ECCLESIASTIQUE.

*Par M. l'Abbé FLEURY, Prêtre
& Confesseur du Roy.*

Nouvelle édition, revûë & augmentée.

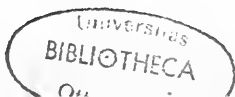


A PARIS,

Chez JEAN MARIETTE, rue saint Jacques,
aux Colonnes d'Hercules.

M. DCCXXI.

AVEC PRIVILEGE DU ROY.



EV.

759

F 545

1721

coll. spec



P R E F A C E.

LE deſſein de cet ouvrage eſt d'aider
ceux qui veulent commencer à s'inſ-
truire du droit eccleſiaſtique : en leur ex-
pliquant les termes, leur propoſant les
principales regles, & rapportant les mo-
tifs ſur leſquels elles ſont appuyées : afin
que le lecteur voyant les fondemens ſoli-
des de ces ſaintes maximes, ait plus de faci-
lité à les retenir & plus d'affection à les
pratiquer. Car les canons ne ſont pas des
inventions humaines, mais des loix que
les apôtres inſpirez de Dieu, & les évê-
ques leurs ſucceſſeurs conduits par le mê-
me eſprit, ont établies dès la naiſſance de
l'églife, pour la conſervation de la foi
& de la morale de J. C. voilà le verita-
ble objet de cette étude.

Pour la bien faire il faut remonter aux
ſources, & lire attentivement & en eſ-
prit de religion, premierement l'écriture
ſainte ſur tout le nouveau teſtament,
puis les anciens canons, que je vous in-
diquerai au commencement de cet ou-
vrage, & enfin les conſtitutions plus mo-
dernes, qui vous inſtruiront de l'uſage
preſent; & où vous verrez dans le fonds
le même eſprit de religion, quoi qu'al-

P R E F A C E.

térée dans les derniers tems par l'ignorance, la cupidité, & divers interêts humains. Or pour entendre les anciens & les nouveaux canons, il faut ſçavoir la ſignification des termes qui y ſont employez: diſtinguer les principes, des conſequences & les regles, des exceptions; & c'eſt ce que fait une inſtitution. Il y a long-tems que j'en voi la neceſſité & que je deſire qu'il y en ait en toutes les matieres qu'il importe de ſavoir; & c'eſt ce qui m'a porté à compoſer le Catechiſme hiſtorique & le traité de la methode des études. Sans ce ſecours on marche à tâtons, on commence par de petits détails, on ſuit l'autorité du premier venu, on ne forme que des doutes & des opinions incertaines.

C'eſt l'état des purs praticiens, qui n'apprennent la juriſprudence canonique que comme les artiſans apprennent les métiers les plus vils; en voyant travailler leurs maîtres, & retenant ce qu'ils leur diſent à l'occaſion particuliere de chaque ouvrage. Auſſi quand vous demandez à ces praticiens la raiſon de ce qu'ils font, ils ne vous en rendent guere d'autre, ſinon que c'eſt l'uſage & qu'ils l'ont toujours vû faire ainſi. Il faut toutefois éviter l'autre extremité, l'excès de methode qui degenerate en pedanterie: de vouloir définir juſques aux termes les plus clairs, diviſer &

P R E F A C E.

subdiviser à l'infini : ce qui ne fait qu'embrouïller , & charger la memoire sans éclairer l'esprit.

Le principal pour ceux qui commencent est de favoir à quelle autorité ils doivent deferer : faute de ce discernement on tombe dans l'un des deux excès , de croire au hazard ou de douter de tout. Les autoritez que l'on doit suivre dans la matiere que je traite ici font premierement l'écriture sainte prise dans son sens propre & litteral : puis les canons des conciles generaux , ou ceux des conciles particuliers , que toute l'église a reçûs : les constitutions des papes , dans les églises qui les ont reçûës , & les reglemens de chaque province ou de chaque diocese. Enfin les loix que les princes temporels ont faites , pour le maintien de la discipline ecclesiastique & l'exécution des canons , & que l'usage a autorisées. Les jugemens ne sont que des exemples particuliers , qui n'obligent point à juger de même en pareil cas : supposé qu'il se trouve des cas absolument semblables , ce qui est très-rare : les décisions des docteurs sont des conseils : qui meritent d'estre respectez , à proportion de la reputation de ceux qui les ont donnez : mais ces jugemens ni ces décisions ne sont pas des regles. Pour agir sûrement il faut examiner quel motif a determiné les juges & les

P R É F A C E.

docteurs : & ne point s'arrêter jusques à ce que l'on ait trouvé une autorité expresse de l'écriture ou des canons ; ou une consequence tirée de ces principes suivant les regles de la dialectique la plus exacte.

On ne trouvera donc point ici ce que l'on appelle ordinairement pratique beneficiale : je veux dire ces instructions des canonistes modernes pour aquerir ou conserver des benefices , qui la plupart ne tendent qu'à favoriser l'ambition ou la cupidité , en éludant par des chicanes les anciens canons & la saine discipline. Je prétens au contraire inspirer le goût de cette ancienne discipline , en montrant combien elle est conforme à la droite raison & à l'évangile. Car il est impossible de la conoître sans l'aimer & sans regretter ces heureux tems où elle étoit en vigueur. Or elle a bien plus duré & les abus sont bien plus nouveaux que l'on ne croit communément : je le montre clairement dans l'histoire ecclesiastique ; & il est plus raisonnable de prendre pour regle ce que l'église a prescrit & suivi pendant douze siècles , que ce qu'elle a toléré depuis quatre ou cinq cens ans & qu'elle s'efforce de corriger.

Enfin la jurisprudence fait partie de la morale , puisque c'est l'étude des regles de la justice pour les pratiquer nous-mêmes.

P R E F A C E.

mes les premiers & les faire observer aux autres, par les conseils ou les jugemens. La jurisprudence canonique doit être toute fondée sur la morale Chrétienne ; & ne pas s'attacher à la rigueur du droit, qui dégénere souvent en injustice : mais inspirer l'équité, le desintéressement, l'humilité, la charité, l'amour de la paix.

Le memoire sur les affaires du clergé, fut composé en 1680. pour M. le marquis de Segnelai secretaire d'état, sur les memoires imprimez & sur quelques manuscrits, principalement de M. Patru avocat au Parlement.



A P P R O B A T I O N.

J'AY lû par ordre de Monseigneur le Chancelier, un livre intitulé *institution au Droit Ecclesiastique*, composé par Monsieur l'abbé Fleury; dont une nouvelle édition avec des augmentations de l'auteur peut être utile au public. A Paris ce premier Juillet 1710.

CAPON.

PRIVILEGE

PRIVILEGE DU ROY.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre : A nos amez & feaux Confeillers les Gens tenans nos Cours de Parlement, Maîtres des Requestes ordinaires de nôtre Hôtel, Grand Conseil, Prevôt de Paris, Baillifs, Senéchaux, leurs Lieutenans Civils, & autres nos Justiciers qu'il appartiendra, Salut. Nôtre bien amé Pierre Emery, pere, Doyen des Syndics des Libraires & Imprimeurs de Paris, Nous ayant très humblement fait remontrer, que dans les Lettres de Privilège que nous lui avons accordées le deuxiême Février dernier pour trente années, pour l'impression de tous les Ouvrages du sieur Abbé Fleury, nôtre Confesseur, il n'y est fait mention que de son Histoire Ecclesiastique, qui ne fait qu'une partie de ses Ouvrages; ayant encore composé ceux intitulés, le Catéchisme Historique, & son Abregé, les Mœurs des Israélites, les Mœurs des Chrétiens, Institution au Droit Ecclesiastique, le traité du Choix & de la Méthode des Etudes & le Dvoir des Maîtres & des Domestiques; & que comme nôtre intention avoit été de lui accorder nos Lettres de Privilège pour tous les Ouvrages dudit sieur Abbé Fleury, il se trouvoit néanmoins privé de cette grace par la seule omission des titres desdits Livres dans nosdites Lettres du deuxiême Février dernier, ce qu'il ne peut faire sans que nous lui accordions de nouvelles Lettres de Privilège, qu'il nous a très humblement fait supplier de lui vouloir accorder A ces causes, voulant favorablement traiter ledit Emery pere, & le récompenser de son application a nous avoir donné depuis quarante ans l'impression de plus

de soixante volumes, tant *in folio*, qu'*in quarto*, dont quelques uns n'ont pas eu tout le succès qu'il avoit espéré : Nous lui avons permis & accordé, permettons & accordons par ces *Présentes*, d'imprimer ou faire imprimer tous les *Ouvrages* dudit sieur Abbé Fleury, intitulez, *Histoire Ecclesiastique de M. l'Abbé Fleury*, son *Catechisme Historique avec son Abrégé & en toutes langues*, les *Mœurs des Israélites & des Chrétiens*, l'*Institution au Droit Ecclesiastique*, le *Traité du Choix & de la Méthode des Etudes*, & son *Traité du devoir des Maîtres & des Domestiques*. *Commentaire Littéral sur tous les Livres de l'Ecriture sainte avec des Dissertations ou Prolégomènes*, par le *Pere Calmet*, avec son *Histoire de l'Ancien & du Nouveau Testament*, & le *Dictionnaire Historique, Geographique, Chronologique, Critique & Littéral de la Bible du même Auteur* : en tels volumes, forme, marge, caractère, en tout ou partie, conjointement ou séparément & autant de fois que bon lui semblera, & de les vendre, faire vendre & débiter par tout nôtre Royaume pendant le tems de *Trente années* consécutives, à compter du jour de la date desdites *Présentes*. Faisons défenses à toutes sortes de personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, d'en introduire d'impression étrangère dans aucun lieu de nôtre obéissance, à peine de trente livres pour chaque volume desdits *Ouvrages* qui se trouveront contrefaits. Comme aussi à tous *Libraires, Imprimeurs & autres d'imprimer, faire imprimer, vendre, faire vendre, débiter ni contrefaire aucun desdits Ouvrages ci-dessus expliquez*, en general ou en particulier ni d'en faire aucuns extraits, sous quelque prétexte que ce soit, d'augmentation,

correction, changement de titre, même de traduction étrangere ou autrement, que nous entendons être saisis en quelque lieu qu'ils soient trouvez, sans le consentement exprés & par écrit dudit exposant ou de ceux qui auront droit de lui, à peine de confiscation des exemplaires contrefaits, de dix mille livres d'amende: contre chacun des contrevenans, dont un tiers à nous, un tiers à l'Hôtel Dieu de Paris, l'autre tiers audit exposant, & de tous dépens, dommages & intérêts, à la charge que ces Presentes seront enregistrées tout au long sur le Registre de la Communauté des Libraires & Imprimeurs de Paris: & ce dans trois mois de la date d'icelles: que l'impression desdits Livres ci-dessus spécifiés sera faite dans nôtre Royaume, & non ailleurs, en bon papier, & en beaux caractères, conformément aux Reglemens de la Librairie; & qu'avant de les exposer en ventè, les manuscrits ou imprimez qui auront servi de copie à l'impression desdits Livres, seront remis dans le même état où les approbations y auront été données, es mains de nôtre très-cher & feal Chevalier Garde des Sceaux de France le sieur de Voyer de Paulmy, Marquis d'Argenson, & qu'il en sera ensuite remis deux exemplaires de chacun dans nôtre Bibliothèque publique, un dans celle de nôtre Château du Louvre, & un dans celle de nôtre dit très-cher & feal Chevalier, Garde des Sceaux de France, le sieur de Voyer de Paulmy, Marquis d'Argenson: le tout à peine de nullité des Présentes: du contenu desquelles, Vous mandons & enjoignons de faire jouir ledit exposant ou ses ayans cause pleinement & paisiblement, sans souffrir qu'il leur soit fait aucun trouble ou empêchement. Voulons que la copie desdites

Présentes, qui sera imprimée tout au long au commencement ou à la fin desdits Livres, soit tenue pour dûment signifiée, & qu'aux copies collationnées par l'un de nos amez & feaux Conseillers & Secrétaires, foy soit ajoutée comme à l'original. Commandons au premier nôtre Huissier ou Sergent, de faire pour l'exécution d'icelles tous Actes requis & nécessaires, sans demander autre permission, nonobstant Clameur de Haro, Charte Normande, & Lettres à ce contraires. CAR tel est nostre plaisir. **DONNE'** à Paris le dix-huitième jour du mois de May, l'an de grace mil sept cens dix-neuf, & de nostre Regne le quatrième *Signé*, Par le Roi en son Conseil, DE SAINT HILAIRE.

J'ai fait part à Monsieur Mariette de la moitié du présent Privilège, pour ce qui regarde les Ouvrages de M. l'Abbé Fleury seulement. Et de l'autre moitié desdits Ouvrages, comme aussi de la totalité du présent Privilège, pour ce qui regarde les Ouvrages du R. P. Calmer, à Emery mon fils, Saugrain & Martin, mes gendres, pour en jouir en mon lieu & place, suivant l'accord fait entre nous, à Paris le 20. May 1719. *Signé*, P. EMERY.

Registré le present Privilège, ensemble les cessions ci-dessus sur le Registre IV. de la Communauté des Libraires & Imprimeurs de Paris, page 480. numero 25. conformément aux Règlemens, & notamment à l'Arrest du Conseil du 13. Aoust 1709. A Paris le 16. Juin 1719.

Signé, DELAUNE, Syndic.

INSTITUTION



INSTITUTION AU DROIT ECCLESIASTIQUE.

PREMIERE PARTIE.

CHAPITRE I. *HISTOIRE DU DROIT Ecclesiastique.*



L'EGLISE n'avoit guere d'autres loix pendant les trois premiers siècles, que les saintes écritures de l'ancien & du nouveau testament.

La charité, qui regnoit entre les Chrétiens, prevenoit la plupart des differends ; & ceux qui naissoient, étoient appelez par l'autorité des apôtres & des saints pasteurs qui leur succederent. Cette autorité étoit toute spirituelle, fondée sur la foi du pouvoir que Jesus-Christ avoit donné à ceux à qui il avoit confié la conduite de son troupeau ; & soutenue par les miracles & par les vertus, qui brilloient en la plupart des pasteurs. Aussi cette autorité ne s'étendoit que sur les ames ; pour les choses temporelles, les Chrétiens obéissoient aux princes & aux magistrats, & suivoient

exaëtement les loix civiles.

Les apôtres avoient donné quelques regles aux évêques & aux prêtres, pour la conduite des ames & le gouvernement general des églises. Ces regles se conserverent long tems par tradition, & furent enfin écrites sans que l'on sçache par qui, ni en quel tems. De-là sont venus les canons des apôtres, car canon en grec signifie regle; & les constitutions apostoliques attribuées au pape S. Clement: mais leur autorité n'est pas sans atteinte, parce que l'on y a ajoûté en divers tems.

Les évêques de plusieurs villes s'assembloient quelquefois, pour décider les questions les plus importantes; & leurs assemblées s'apeloient conciles en latin, & en grec synodes. Ils furent plus rares pendant ces trois premiers siècles, à cause des persecutions: mais nous ne laissons pas d'en conoître plusieurs de ces premiers tems, comme les conciles touchant la pâque tenus sous le pape Victor l'an 196. celui de Carthage sous l'évêque Agrippin dont
Hist. Eccl. liz. IV n. 43. S. Cyprien fait mention: ceux de S. Cyprien
Cypr. ep 71. même & plusieurs autres. Enfin on les tenoit le plus souvent qu'il étoit possible: mais ils devinrent plus frequens & se tinrent plus regulierement, depuis que Constantin eut donné la paix à l'église. Sous son regne, & l'an 314. se tinrent les deux conciles d'Ancyre en Galatie, & de Neocesarie dans le Pont, qui sont les plus anciens dont il nous reste des canons. Sous lui se tint aussi le premier concile œcumenique, c'est à dire, de toute la terre habitable, à Nicée en Bithinie l'an 325. Il y eut ensuite trois conciles particuliers, dont les canons furent de grande autorité; l'un à Antioche capitale de l'orient, en 341. l'autre à Laodicée en Phrygie vers l'an 370, &

le troisiéme à Gangre en Paphlagonie, vers l'an 375 Enfin l'an 381. se tint le second concile universel à Constantinople.

Les canons de ces sept conciles, c'est-à-dire, des deux conciles universels, & des cinq conciles particuliers que j'ai nommez, furent recueillis en un corps qu'on apela le code des canons de l'église universelle. Le concile de Calcedoine s'en servit, & l'approuva en termes généraux, par le premier de ses canons. On ajouta ensuite au code des canons, ceux du concile d'Ephèse, qui fut le troisiéme oecuménique tenu l'an 430. & ceux du concile même de Calcedoine, qui fut le quatrième, tenu en 450. On y ajouta aussi les canons des apôtres, au nombre de cinquante, & ceux du concile de Sardique: qui avoit été tenu en 347. & que l'on regardoit en plusieurs églises comme une suite du concile de Nicée.

Tous ces canons avoient été écrits en grec; & il y en avoit, pour les églises d'occident, une ancienne version latine, dont on ne fait point l'auteur. Le code des canons, suivant cette ancienne édition, étoit celui dont s'étoit servi le concile de Calcedoine. L'église Romaine s'en servit jusques au siècle suivant; & les autres églises, particulièrement de Gaule & de Germanie, n'en connurent point d'autre jusques au neuvième siècle. L'abbé Denis le Petit, qui vivoit à Rome vers l'an 530. fit une autre version des canons, plus fidelle que l'ancienne; & y ajouta tout ce qui étoit alors dans le code grec: savoir les cinquante canons des apôtres, ceux du concile de Calcedoine, du concile de Sardique, d'un concile de Carthage, & de quelques autres conciles d'Afrique Il fit aussi une collection de plusieurs lettres decretales des papes, depuis Siri-

ce, qui mourut en 398. jusques à Anastase II. qui mourut en 498. On apeloit lettres decretales, celles que les papes avoient écrites, sur les consultations des évêques, pour décider des points de discipline, & que l'on mettoit au rang des canons: comme les Grecs y mettoient celles de S. Denis d'Alexandrie, de S. Gregoire Thaumaturge, & de S. Basile à Amphiloque.

La collection de Denis le Petit fut de si grande autorité, que l'église Romaine s'en servit toujours depuis: & on l'apela simplement le corps des canons. Il y avoit aussi un code des canons de l'église d'Afrique, composé principalement des conciles tenus du tems de S. Augustin; & la discipline en fut trouvée si excellente, que les Grecs même le traduisirent pour leur usage. Martin évêque de Brague, qui vivoit vers l'an 570. fit à peu près en Espagne, ce que Denis le Petit avoit fait à Rome; en publiant la collection des canons, suivant les orientaux; mais il y ajouta quelques canons des conciles d'Espagne. Cependant on se servoit toujours dans les Gaules de l'ancienne édition des canons; & ce fut Charlemagne, qui y apporta celle de Denis le Petit, l'ayant reçûe à Rome du Pape Arien I. en 787.

Les Orientaux ajoutèrent aussi des canons à l'ancien code: savoir 35. canons des apôtres, en sorte qu'ils en comptoient 85. le code de l'église d'Afrique, traduit en grec; les canons du concile de Trulle faits en 692. pour suppléer au cinquième & au sixième concile, qui n'avoient point fait de canons: ceux du second concile de Nicée, qui fut le septième œcuménique tenu en 787. Tout cela composa le code des canons de l'église d'orient. Ce code de lois suffit pendant 800 ans à toute l'église catholique. Les occidentaux en avoient moins

que les orientaux, encore en avoient-ils emprunté d'eux la plus grande partie ; mais il n'y en avoir point, qui eussent été faits pour l'église Romaine en particulier. Elle avoit jusques là conservé si constamment la tradition de la discipline apostolique, qu'elle n'avoit presque pas eu besoin de faire aucun reglement, pour se reformer ; & ce que les papes en avoient écrit, étoit pour l'instruction des autres églises. On peut nommer le droit, qui eut cours pendant ces 800. ans, l'ancien droit ecclesiastique.

Le nouveau commença bien-tôt après. Sur la fin du regne de Charlemagne, on répandit en occident une collection des canons, qui avoit été apportée d'Espagne, & qui porte le nom d'un Isidore, que quelques uns surnomment le Marchand. Elle contient les canons orientaux, d'une version plus ancienne que celle de Denis le Petit ; plusieurs canons des conciles de Gaule & d'Espagne ; & ce qu'il y a de plus singulier, un grand nombre d'épîtres decretales de tous les papes des quatre premiers siècles ; c'est à-dire, depuis saint Clement jusques à Sirice, où Denis le Petit avoit commencé : quoique Denis, qui vivoit à Rome 200. ans avant ce compilateur Espagnol, assure qu'il a recueilli avec très-grand soin, toutes les constitutions, qu'il a pu trouver des anciens papes. On trouve des extraits de ces decretales d'Isidore dans la collection attribuée à Enguerran évêque de Mets, & dattée de l'an 785. on en inséra plusieurs articles dans les capitulaires de nos roys ; on les alléqua souvent ; mais Hincmar archevêque de Reims voyant que le pape Nicolas I. s'en servoit pour établir le droit de juger à Rome les évêques : soutint que ces lettres, n'étant point dans le corps des canons, ne devoient

Hist. Eccl.

liv. XLIV. n.

^{22.}

point avoir plus de force que les canons mêmes : & le pape montra fort bien , qu'elles devoient tirer leur autorité de leurs auteurs , qu'il supposoit être les papes , & non pas du corps des canons.

On a reconnu dans le dernier siècle , que ces decretales depuis S. Clement jufques à Sirice , ne font point de ceux dont elles portent les noms. Elles font toutes d'un même ftile , & d'un ftile fort éloigné de la noble fimplicité de ces premiers fiescles ; elles font composées de grands paffages des peres qui ont vécu long-tems après : comme de S. Leon , de S. Gregoire , & d'autres plus modernes ; on y voit même des loix des empereurs chrétiens : les chotes dont elles parlent ne conviennent point au tems où on les rapporte : les dattes font fauffes. Cependant comme ces decretales ont paffé pour bonnes durant plufieurs fiescles , elles ont apporté un grand changement dans la difcipline ecclefiaftique ; principalement pour les appellations au pape , qu'elles établiffent comme ayant été ordinaires dans les premiers tems , & pour les jugemens des évêques : car elles tendent à les rendre plus difficiles , & Ifidore ne diffimule pas qu'il les a publiées à ce defsein.

Cependant on fit plufieurs compilations nouvelles des anciens canons : comme celle de Reginon abbé de Prum qui vivoit l'an 900. celle de Burchard évêque de Vormes faite vers l'an 1020 celle d'Ives de Chartres , qui vivoit en 1100. enfin Gratien moine benedictin de Bologne en Italie fit la fienne vers l'an 1150 Il y comprend les fauffes decretales , & plufieurs paffages des peres ; particulièrement de S. Jerôme , de S. Auguftin , de S. Gregoire , & de S. Ifidore de Seville. Toutes ces pieces

*V Concilia
P. Phil.
Labbe & m. a.
passim.*

sont rangées suivant une certaine méthode; & il y a plusieurs questions traitées de part & d'autre, par des autoritez qui semblent opposées, & que Gratien a voulu concilier: aussi a-t-il intitulé son ouvrage la Concorde des canons discordans, mais l'usage l'a nommé le corps des decrets, ou simplement le decret. Cet ouvrage, quoi que peu correct, par le malheur du tems, où la critique étoit presque inconnue, ne laissa pas d'être bien reçu par tout: & quoiqu'il eût été composé par un particulier sans autorité, il ne laissa pas d'être expliqué dans les écoles, allégué dans les tribunaux, & regardé d'un consentement unanime, comme le seul corps du droit canonique. Il est vrai que l'on a toujours reconnu, qu'il ne donne aucune autorité aux pieces qui y sont contenues, & qu'elles la tirent de leurs auteurs.

Depuis ce tems les constitutions des papes devinrent plus frequentes, par une suite nécessaire de l'état où l'église se trouvoit alors. Les guerres continuelles des petits seigneurs, qui s'étoient élevées depuis la chute de la maison de Charlemagne, empêchoient les évêques de s'assembler, & les métropolitains d'exercer leur autorité. Il n'y avoit presque plus que celle des papes, qui fût respectée: & elle reprit un nouveau lustre, depuis qu'ils furent délivrés de l'oppression des petits tyrans du voisinage de Rome. Ainsi après Leon IX. & l'an 1050, il se tint plusieurs conciles pour la reformation des mœurs & de la discipline: car tous les Chrétiens, même les clercs, étoient tombez dans un grand relâchement: la simonie & l'incontinence étoient frequentes. On reprima ces vices en plusieurs conciles particuliers, auxquels les papes présiderent en personne, ou par leurs legats. Ils en convoquerent aussi

de generaux à Rome & ailleurs. On a donné à ceux de Rome le nom de l'église patriarcale de Latran, où ils ont été tenus ; & le plus celebre est celui qui fut tenu l'an 1215 sous Innocent III. Il contient les principaux points de la discipline qui est encore en vigueur.

Ce pape Innocent III étoit jurisconsulte , aussi bien qu'Alexandre III & plusieurs autres papes du douzième & du treizième siècle : c'est-à-dire , qu'ils étoient instruits non seulement des canons , mais encore du droit Romain , que l'on recommençoit à étudier. Ils étoient consultez de toutes parts , même pour les affaires temporelles. On apeloit continuellement à Rome. & on y jugeoit les plus grands differents, non seulement entre les évêques , mais entre les princes souverains. Dans ces mêmes siècles s'établirent les ordres de religieux mandians, & les universitez. Ces corps se mirent sous la protection & la jurisdiction immédiate du saint siege ; & l'on en tiroit presque tous les prelates & les ministres de l'église. Ai si on n'y reconnut plus de loi generale , qui ne fût émanée du pape , ou présidant à un concile , ou assisté de son clergé, c'est à dire du consistoire des cardinaux.

Il y eut plusieurs collections des decretalles que les papes avoient faites depuis le decret de Gracien : mais la seule dont l'autorité a subsisté , est celle de Gregoire IX. composée en 1234. par S. Raimond de Pegnafort Dominicain Catalan. Elle contient tous les decrets du grand concile de Latran de 1215. & les décisions des papes , sur un grand nombre de procès , distribuées en cinq livres par ordre des matieres. C'est ce que l'on appelle simplement les decretalles ; & les canonistes appellent antiqués , toutes celles qui sont dans

les collections precedentes.

En 1198. Boniface VIII. fit publier un sixième livre des decretales, divisé en cinq livres, & distribué dans le même ordre, que le recueil de Gregoire IX. On l'appelle le Sexte : & il contient les decrets des deux conciles generaux de Lion, ou plutôt des papes qui y présiderent, savoir Innocent IV. au premier tenu en 1245 & Gregoire X au second en 1274. Le Sexte contient aussi plusieurs autres constitutions des papes, depuis Gregoire IX. jusqu'à Boniface VIII mais les differends de ce pape avec le roi Philippe le Bel ont fort de-credité en France les decretales, qui portent son nom. Le recueil qui fut fait ensuite, s'appelle les Clementines, parce qu'il ne contient que les constitutions de Clement V faites dans le concile general de Vienne en 1311. ce fut Jean XXII. qui les fit publier en 1317.

Toutes les constitutions, qui ont été depuis ajoutées au corps de droit, sont comprises sous le nom general d'Extravagantes; pour montrer qu'elles sont demeurées comme errantes, hors les autres compilations. Dés auparavant, les canonistes citoient par ce mot *extra*, les decretales de Gregoire IX. pour marquer qu'elles étoient hors le decret de Gratien, qui avoit passé jusques là pour le seul corps de droit; & on les cite encore ainsi. Il y a les extravagantes de Jean XXII. & les extravagantes communes, qui contiennent les constitutions, non seulement des papes suivans, mais de quelques uns des precedens, même au-delà d'Innocent III. Voilà les livres qui composent le corps du droit canonique, que l'on explique dans les écoles. Le decret, les decretales, le sexte, les clementi-

*Division
du droit
canon.*

Il n'y a pas 200 ans depuis Gratien jusques au pape Jean XXII & dans ce peu de temps furent faites tant de loix nouvelles. Aussi fut-ce alors qu'arriva le grand changement de la discipline. On ne connoissoit plus d'anciens canons que ceux qui étoient dans le recueil de Gratien ; & la dialectique, qui regnoit dans les écoles, fournissoit mille subtilitez pour les éluder. Ainsi les abus croissoient, & les remèdes diminuoient. D'ailleurs les papes étoient devenus souverains en Italie, & la plûpart des évêques, seigneurs temporels. L'ignorance des laïques rendoit les clercs nécessaires dans toutes les affaires publiques ou particulieres. Il étoit difficile que l'esprit ecclesiastique & la charité pastorale conservât sa pureté, au milieu des procès & des negociations ; dans les cours des princes & dans les armées, où les prelates, & même les plus saints religieux, étoient souvent obligez de se trouver.

D'un côté on se relâcha à souffrir des clercs ignorans ; à les déposer rarement, même pour les plus grands crimes, & à les rétablir facilement ; à remettre aux pecheurs les penitences canoniques, pour des pelerinages & des aumônes, & à donner des indulgences generales : on rendit les privileges plus communs que le droit commun. On crut que les papes ne pouvoient mieux faire paroître leur puissance, qu'en étendant sans bornes le droit de dispenser des canons ; au lieu que pendant mille ans ils en avoient usé avec une extrême circonspection. D'un autre côté la rigueur des censures ecclesiastiques étoit devenue très grande depuis l'onzième siecle, & on les employoit frequemment, même pour des affaires temporelles & legeres. On établit le tribunal de l'Inquisition, & la procedure extraordinaire,

par emprisonnement & informations secrètes, pour les crimes concernant la religion. On confondit la puissance temporelle avec la spirituelle, jusques à prétendre que le pape avoit droit de déposer les souverains, & de disposer des courones.

La plus rude atteinte que receut jamais la discipline de l'église, fut pendant le grand schisme d'Avignon, sur la fin du quatorzième siecle. Chaque pape donnoit à l'envi toutes sortes de dispenses & de graces pour augmenter ou conserver son obediencce; les crimes étoient dissimulez, pourvû qu'on demeurât fidele au parti; & comme ils s'excommunioient de part & d'autre, les censures tournoient à mépris. Le concile de Constance tenu en 1414. commença à donner quelques remèdes à de si grands maux. On y parla de reformer les mœurs & la discipline de l'église; & on n'a point cessé d'en parler depuis. Le moyen que l'on a toujours jugé le plus efficace, a été de donner des bornes aux privileges & aux dispenses; & d'empêcher que l'autorité suprême que Jesus-Christ a donnée au chef de son église pour l'édifier, ne soit employée à la détruire.

On a donc résisté à ceux qui vouloient regarder le pape, comme seul législateur dans l'église, & maître absolu de toute la discipline; on est revenu à l'autorité des conciles, & à la puissance des évêques, réglée par les canons. Il est vrai, que les grands mouvemens, que le schisme avoit produit, n'ont pû être apaisés avec la même douceur, dans tous les pays de la chrétienté. L'Allemagne & les royaumes du Nord étoient tellement éfarouchés, des désordres qu'ils avoient vûs : que la plupart n'en ont pû revenir, & en ont pris

pretexte de secourir malheureusement le joug de l'église. En Italie l'intérêt temporel de la cour de Rome, & de ceux qui espèrent de s'y avancer, a fait soutenir la plupart des prétensions modernes de cette cour. En France & en Espagne l'autorité des rois les a modérées, quoique diversement selon le genre de chaque nation; car en France on agit plus à découvert.

Depuis le schisme on a toujours déclaré en France, que l'on vouloit se maintenir dans les anciennes libertez, & rejeter ce qui avoit été introduit dans les derniers tems, par ignorance ou autrement, contre les anciens canons. Il ne faut pas nous flatter pour cela d'être demeurés dans la pureté de l'ancienne discipline: mais il est certain que nous nous sommes défendus de plusieurs nouveautez, qui ont cours en d'autres pays. Il ne faut pas croire non plus, que l'on doive parler à présent, comme l'on faisoit pendant le schisme, & les autres temps fâcheux: les remèdes des maladies dangereuses deviennent pernicioeux, si on les applique hors de leurs cas.

Le concile de Constance avoit crû que le meilleur moyen, pour relever la discipline & corriger les abus, qui avoient causé le schisme, étoit de tenir frequemment des conciles generaux: quoique l'église s'en soit passée pendant les trois premiers siècles, & n'y ait eu recours que comme à des remèdes extraordinaires. En execution de cette ordonnance, le pape Eugene IV. convoqua un concile à Basse en 1431, mais il voulut le dissoudre après la premiere session, pour des causes qui ne parurent pas suffisantes, & il fut obligé d'adhérer au concile, & d'approuver ce qui y avoit été ordonné. Deux ans après, le pape & le

concile se diviserent encore, & cette seconde division fut sans retour.

Pendant qu'elle duroit, l'église Gallicane s'assembla à Bourges en 1438 en présence du roi Charles VII & là fut faite une ordonnance, que l'on appelle la Pragmatique - sanction, d'un nom déjà donné à quelques constitutions des empereurs, & à une ordonnance de saint Louis, qui reprimoit les entreprises de la cour de Rome. Par la pragmatique de Charles VII. l'église Gallicane adhère au concile de Basse, qu'elle reconnoît pour legitime, & reçoit plusieurs de ses decrets avec quelques modifications. L'Allemagne se déclara neutre dans ce differend entre le pape & le concile : & demeura en cet état, jusques en 1447. que fut passé le concordat Germanique, entre le pape Nicolas V. qui venoit de succeder à Eugene IV & l'empereur Frederic III avec les princes de l'empire. Ce concordat s'observe encore, & regle en Allemagne la disposition des prelatures & des autres benefices.

La pragmatique de France n'étoit pas moins odieuse aux papes, que le concile, dont elle étoit tirée. Le roi Louis XI avoit voulu l'abolir ; mais le clergé s'y étoit opposé trop fortement ; sur tout, les universitez & les parlemens. Ce fut un des sujets du differend, entre le pape Jules II & le roi Louis XI. Jules avoit cité le roi au concile de Latran pour defendre cette constitution : & étoit prêt à la condamner, quand il mourut. Enfin le pape Leon X. termina cette affaire avec le roi François I à leur entrevûe de Bologne en 1516. Ils firent un concordat : par lequel le nom de la pragmatique, & les articles les plus odieux aux papes furent abolis ; la plûpart des autres furent conservez. Le principal changement

fur, que l'on abolit les élections des évêques & des abbez, & que l'on accorda au pape le droit d'y pourvoir, sur la nomination du roi. Le concordat fut approuvé au concile de Latran qui tenoit encore; mais le parlement de Paris fit toute la résistance possible pour ne le point enregistrer: & le clergé a persisté plus d'un siècle à demander le rétablissement des élections; toutefois le concordat a subsisté.

Vers le même tems, Luther commença à paroître, & fut suivi de plusieurs autres, qui sous pretexte de reformer l'église, la déchirerent misérablement. Mais Dieu tira ce bien des nouvelles heresies, que l'on pensa serieusement à la reformation, non pas de la foi, qui est invariable, mais des mœurs & de la discipline. On s'apliqua à l'étude des antiquitez ecclesiastiques; & sur-tout des anciens canons, oubliez depuis si long-tems. De là vint la sainte & salutaire reformation du concile de Trente, qui a condamné & corrigé la plupart des abus, dont on se plaignoit depuis trois cens ans: qui a mis des bornes aux privileges & aux dispenses, & relevé la puissance des évêques. Tout l'esprit de ce concile est de ramener la pureté des anciens canons. Ses decrets de doctrine ont été reçûs en France, sans difficulté; comme venant d'un concile oecuménique: pour les decrets de discipline, quelque instance que le clergé de France en ait faite, il n'a pû jusques à présent, en obtenir la reception autentique. Ce n'est pas que cette discipline n'ait paru bonne, puisque l'on en a inferé la plus grande partie dans l'ordonnance des états de Blois: mais on étoit alors obligé à garder des mesures avec les prétendus reformez; & plusieurs Catholiques, sur-tout entre les magistrats, trouvoient en cette discipline plu-

siens points contraires à nos libertez. Voilà le progrès du droit ecclesiastique depuis le commencement de l'église jusques à present.

CHAPITRE II.

Divisions du droit ecclesiastique.

ON divise tout le droit ecclesiastique, en droit divin & droit humain ; droit naturel & droit positif. Le droit naturel, est la lumière de la raison, sur ce que nous devons à Dieu & aux hommes ; ce droit est aussi divin ; puisque Dieu est l'auteur de la nature, & que la regle de la droite raison est sa sagesse éternelle. Le droit divin positif, est ce qu'il a plu à Dieu d'ordonner aux hommes ; soit qu'il en ait découvert la raison, ou non. Il est compris dans les saintes écritures de l'ancien & du nouveau testament, & est expliqué par la tradition de l'église. La plus grande partie de ce droit, est en effet le droit naturel, que Dieu voulut bien donner par écrit à son peuple du temps de Moïse, parce qu'il étoit presque effacé dans l'esprit des hommes.

*Distinct. i.
c. p. 1. & 7.*

*Distinct. II.
c. 5. ex Ba-
silio de spir.
s. c. 27.*

*Chrys. homa
1. in Matth.*

Le decalogue est l'abregé de ce droit naturel ; & tous les préceptes moraux de l'ancien testament, n'en sont que l'explication. Il est vrai que Dieu y avoit ajoûté plusieurs loix ceremoniales ; les unes, pour éloigner son peuple des superstitions de ses voisins, les autres, dont nous ignorons les raisons particulieres. Mais nous savons en general, qu'elles étoient necessaires pour retenir dans le devoir ce peuple indocile & attaché aux choses sensibles ; & qu'elles étoient des figures, de ce qui devoit être pratiqué dans la loi nouvelle. Aussi Je-

Math. v. 17. sus Christ étant venu, nous enseigner la ve-
xix 4. rité à découvrir : les figures se sont évanouïes,
Dist. 5. initio les ceremonies ont cessé, & il a mis la loi de
et 6. in fine Dieu à sa perfection : reduisant tout au droit
Dist. 7. inco. naturel, & à la premiere institution.

De-là il paroît, que le droit divin naturel est immuable : puisque l'idée de la raison ne change non plus que Dieu, en qui seul elle subsiste éternellement. Mais le droit divin positif peut changer : puisqu'il ne regarde que l'utilité des hommes, dans un certain état. Ainsi nous ne pouvons savoir sa durée, que par la revelation de Dieu, qui l'a établi. Il

Jerem xxxi. avoit déclaré que l'ancienne alliance seroit
31. Aug. de effacée par la nouvelle : mais Jesus-Christ ne
Spir. & l'it c. nous a point averti que rien doive changer
19. &c. jusqu'à son dernier avènement.

Le droit que les hommes ont établi, est beaucoup plus variable. Non seulement les besoins, auxquels ils ont voulu remedier, peuvent changer; mais ils peuvent s'apercevoir, avec le temps, qu'ils n'avoient pas employé les re-

Dist. 1. c. 3. medes les plus convenables. Ce droit hu-
4. 5. Dist. 3. main positif, s'appelle constitution s'il est écrit,

& coûtume, s'il ne l'est pas. Ainsi sous le nom de constitution sont compris tous les canons des conciles, les decrets des papes & des autres évêques, les regles des religieux & toutes les autres loix ecclesiastiques, tant generales que particulieres : le reste, qui s'observe par un consentement tacite, & par un simple usage, s'appelle coûtume. On ne doit ob-

Dist. 8. c. 1. server que les coûtumes louables : c'est à dire,
3 4. &c. qui n'ont rien de contraire au droit divin, &
Dist. 11. aux constitutions universelles.

Dist. 19 in Le droit divin oblige également tous les
fine et 10 fideles. Le droit humain est plus ou moins
un. general, selon l'autorité qui l'a établi, & le
 consentement

consentement de ceux qui l'ont reçu Les canons des conciles œcuméniques doivent s'observer par tout : si ce n'est dans les lieux où les abus qu'ils réforment n'ont point eu de cours ; ou dans ceux où il y a des coutumes contraires, qu'il y auroit peril à vouloir changer, & qui ne repugnent point au droit divin. Les canons des conciles particuliers & les ordonances des évêques, n'obligent regulierement que dans la province ou dans le diocèse : mais souvent d'autres églises s'y soumettent, & quelquefois ces regles deviennent universelles. Car le gouvernement de l'église est doux & charitable : chaque église particuliere embrasse volontiers les loix que les autres ont faites, & qui lui sont utiles : & on trouve bon, que quelqu'une conserve ses usages particuliers, quand il seroit trop difficile de la réduire à la loi comune. Il n'y a que la foi & les loix de droit divin, qui soient parfaitement uniformes.

Quoique l'église ait le pouvoir de faire tous les jours de nouvelles loix, il ne faut pas croire que ce pouvoir soit arbitraire, ni que les hommes puissent l'employer suivant leurs passions & leurs fantaisies Aussi voyons nous que les conciles particuliers n'ont fait des canons, que quand il s'est trouvé des abus considerables à reformer : & que les conciles generaux n'ont été assemblez, que dans des occasions extraordinaires ; & ont fait pour la plupart peu de canons. De-là vient aussi que l'église Romaine n'a presque point fait de canons pendant mille ans ; & que pendant tout ce tems, les decretales des papes n'étoient que des réponses aux évêques qui les consultoient ; pour leur enseigner les canons & les leur faire observer. Encore les peres qui ont fait des ca-

nons, soit dans les conciles, soit par des ordonnances particulieres, n'ont pas prétendu donner aux Chrétiens de nouvelles loix : mais seulement leur expliquer la loi de Dieu, & les traditions apostoliques, reprimant les abus contraires, à mesure qu'ils s'élevoient. Les constitutions des papes & des conciles sont pleines de frequentes citations : & le concile de Trente en particulier, n'a presque pas un mot, qui ne soit tiré de l'écriture, des canons, ou des peres

*Athanas ep.
ad orthod.*

C'est donc principalement l'écriture sainte, que tous les Chrétiens doivent regarder comme leur loi ; & que les pasteurs doivent prendre pour regle de leur conduite. Si on l'étudie bien, on y trouvera toutes les maximes, qui doivent servir de fondement à la décision des cas particuliers. Il n'y a qu'à voir comme s'en servoient S. Cyprien, S. Augustin, S. Gregoire, & tous les peres : car c'est le principal usage de leurs écrits, de nous découvrir ce qui est dans l'écriture sainte : & que nous n'y verrions pas, faute de l'avoir aussi bien meditée qu'eux.

*Can. Calc.
1. Gelasc.
S. Ron. c. 23.
dit 15. ibid.
c. 2 ex Creg.
1 epist. 24.*

*Metth.
xviii. 10.*

*Conc. Calc.
ep. ad Lezn.
art. 1.
Calc. ep. 4.
ad. Conc.
Ephes.*

Après l'écriture, la plus grande autorité est celle des conciles generaux, & des conciles particuliers, dont la discipline a été reçue par toute l'église. Jesus Christ a promis d'être au milieu de ses disciples, quand ils seroient assemblez en son nom, seulement au nombre de deux ou de trois. Donc si l'autorité de chaque pere est considerable, celle de plusieurs peres assemblez, & assemblez au nom de Dieu, & avec l'invocation du S. Esprit, pour exercer le pouvoir qu'il leur a donné de conduire son église ; cette autorité est beaucoup plus grande, que celle des mêmes peres, quand ils n'ont parlé que pour instruire leur

troupeau particulier, dans leurs sermons, ou répondre à des consultations dans leurs lettres. Les constitutions des papes sont aussi des loix, qui obligent toute l'église; quand elles sont acceptées par les évêques, & publiées dans leurs diocèses, on reçût par un usage constant. Et généralement, on n'est point obligé d'observer les loix écrites, qui demeurent notoirement sans execution.

Au contraire, c'est une grande autorité, que celle de la coutume; quand elle est loüable, & établie par une longue pratique, du consentement des pasteurs de l'église, au moins de leur connoissance publique. Une telle coutume a la force de dispenser des canons; puisque nous en voyons plusieurs, que les plus gens de bien n'observent point, & qui n'ont jamais été revoquez d'autre maniere. Comme la défense de baptiser, si on a jâjue & à la pentecôte, hors les cas de nécessité; la défense de prier à genoux le dimanche, & plusieurs autres. La coutume a eû même la force, d'abolir une loi marquée expressément dans le nouveau testament, & confirmée par plusieurs constitutions ecclesiastiques qui est la défense de manger du sang & des animaux suffoquez. Il ne faut pas croire pour cela que tout ce qui se pratique publiquement soit legitime. Il y a toujours un grand nombre d'abus que l'église tolere en gemissant, & en attendant les tems favorables pour les reformer. Et on doit tenir pour abus, toutes les pratiques contraires aux dernieres loix écrites, si elles ne sont conformes à les loix plus anciennes, & mieux conservées en un pays que dans l'autre. La principale force de la coutume est pour les Rites; c'est-à-dire, les ceremonies des prieres publiques, & de l'administration des sacrements,

*Can. Nic. 10**Act. xv. 13.*

la celebration des fêtes, l'observation des jeûnes & des abstinences. Comme la religion chrétienne est toute interieure & spirituelle, il y a toujours eu une grande liberté, dans ces pratiques exterieures. La regle la plus sûre, est que chaque église doit retenir constamment son usage, s'il n'a quelque chose qui repugne à la doctrine de l'église universelle. Pour conoître les loix & les coûtumes qui sont en vigueur, il faut voir celles qui sont le plus constamment suivies dans les jugemens.

*Aug. epist.
36. ad Casul.
& ep. 55 ad
Januar. n. 34*

Une des causes du relâchement de la discipline & de la corruption des mœurs dans les derniers siècles, a été de prendre pour loix les opinions des docteurs particuliers. Cet usage s'est introduit depuis que les évêques ont cessé de prêcher & d'enseigner frequemment, & de tenir des conciles. De-là est venue la multitude des divers opinions: qui a produit l'incertitude des maximes, & ensuite le relâchement; chacun trouvant quelque docteur favorable à ses passions, & ne voyant pas dans les autres d'assez grande autorité pour s'y soumettre. Le grand credit des universitez & des ordres religieux, a beaucoup contribué à cette autorité des simples prêtres; vû même que les évêques s'en servent ordinairement dans leurs conseils. On présume volontiers, que les sentimens de chaque religieux sont ceux de son ordre, & que ceux de chaque docteur, sont ceux de toute la faculté. Toutefois les decrets même des facultez assemblées, ne sont que des consultations de savans, qui sont véritablement d'un grand poids, mais qui ne peuvent avoir force de loi puisque ceux qui les font n'ont aucune jurisdiction sur les peuples. Il en est de même des con-

gregations que les derniers papes ont établies; pour leur donner conseil sur différentes matieres.

Les privileges ont été encore une grande source de relâchement. Car ce sont des loix particulieres, faites pour une certaine personne, ou pour une certaine communauté, afin de l'exempter du droit commun. Les dispenses sont du même genre; & quoiqu'il y en ait de salutaire, & des privileges legitimes; en general, ils ne s'accordent pas bien avec les maximes de l'évangile. L'humilité ne demande point de distinction, si ce n'est pour souffrir & s'abaisser plus que les autres: & la charité tend à l'égalité parfaite, & à l'éloignement de tout interêt propre. Jesus-Christ s'est soumis entierement à toutes les ceremonies de la religion, & à toutes les loix de son pays. Aussi les privileges ont été très-rares dans les bons tems & très frequens dans les tems de relâchement. On en decouvre tous les jours qui n'ont aucun fondement solide; & les mieux établis sont propres à causer de la jalousie, de la division & du mépris pour les loix. Car elles ne sont plus rien, si-rôt que l'on cesse de les regarder comme necessaires & inviolables: & ceux qui sont les plus indignes des dispenses, sont toujours les plus présomptueux & les plus importuns à les demander.

CHAPITRE III.

Du Clergé en general.

TOut le droit ecclesiastique se peut commodément rapporter, suivant la méthode reçüe entre les Jurisconsultes, aux personnes

aux choses, & aux jugemens. Commençons par les personnes.

Tous les Chrétiens sont clercs ou laïques. Les clercs sont ceux, qui sont destinez au service de l'église, comme ses officiers publics; les laïques sont tout le reste du peuple fidèle. Les clercs se divisent en deux genres, suivant leurs fonctions, qui sont le sacerdoce & le ministère. Le sacerdoce appartient aux évêques & aux prêtres, le ministère appartient aux diacres & aux moindres clercs. Ainsi dans l'ancien loi, les levites n'étoient que les ministres des sacrificateurs, qui étoient de la famille d'Aaron, & dont le chef étoit le souverain pontife. On appelle les ordres, les differens degrez des clercs; & l'épiscopat les contient tous éminemment. Il en est la source, & renferme toute la plénitude du sacerdoce, c'est-à-dire toute la puissance spirituelle que Jésus-Christ a donnée à ses apôtres, pour le gouvernement de son église. Les prêtres, les diacres, & les autres ministres, n'ont qu'une partie de cette puissance, & de la grace qui l'accompagne, l'évêque la reçoit toute entière. Il faut donc commencer par connoître l'épiscopat.

L'évêque est un homme que Dieu a établi pour sanctifier les autres; & les conduire à la vie éternelle. Il doit donc faire des Chrétiens par la prédication, l'instruction & le baptême: les nourrir de la parole de Dieu & des sacrements: les faire prier, & prier lui-même pour eux, en particulier & en public: offrir pour eux & avec eux le sacrifice: juger les pecheurs, & les reconcilier à Dieu par la penitence, ou les retrancher de l'église: conserver l'union de l'église, en remédiant aux divisions; & la pureté, en prévenant autant qu'il se peut, toutes sortes de pechez: procurer aux pauvres les

nécessitez de la vie : & généralement à tous les misérables , le soulagement nécessaire , pour les mettre en état de s'appliquer au soin de leurs ames. Tels étoient les apôtres , & les premiers évêques qu'ils établirent : tels ont été les peres de l'église , & une infinité de saints évêques , dont les martyrologes sont pleins. Car cette description n'est pas une idée en l'air , comme celle du sage des Stoïciens , ou de l'orateur parfait : c'est une image grossiere de ce qui étoit commun pendant les cinq ou six premières siècles de l'église , & dont on a vû encore plusieurs exemples dans les derniers tems.

Les fonctions du sacerdoce Chrétien étant si étendues , il a falu de nécessité les communiquer à plusieurs personnes. Dès la naissance de l'église , les fideles se multipliant à Jerusalem , les apôtres jugerent à propos d'établir sept diacres , pour se décharger sur eux du soin du temporel qui étoit grand en cette église , où tous les biens étoient en commun : *Act. vi. 41* & ils se reserverent l'application à la priere & au ministère de la parole. Ensuite ils multiplièrent les évêques , en établissant un dans chaque ville , où il y avoit un nombre considerable de fideles. Outre les diacres , les apôtres executant les ordres de Jesus-Christ , donnerent aux évêques d'autres aides pour les fonctions spirituelles. On les nomma prêtres , d'un nom qui dans les commencemens s'attribuoit souvent aux évêques. Ils eurent les mêmes fonctions , excepté les deux qui sont propres aux évêques , de confirmer les Chrétiens , en leur donnant le saint-Esprit par l'imposition des mains ; & de faire des clercs , c'est-à-dire , des diacres , des prêtres , & des évêques.

La multitude des fideles , & le nombre des

églises croissant toujours ; il falut encore partager les fonctions du diaconat. On fit des lecteurs , pour avoir la garde des livres sacrez , & les lire publiquement dans l'église. On fit des portiers , pour ne laisser entrer dans l'église , que les fideles , la fermer & la tenir propre. On établit des clercs , pour exorciser les catechumenes , & tous ceux qui se trouvoient possédez des esprits malins. On destina d'autres clercs à suivre toujours l'évêque pour être sous sa main , prêts à porter ses lettres & ses ordres ; & on les nomma acolytes , ou acoluthes , c'est-à-dire , suivans. Enfin , on fit des souddiacres , pour faire à peu près les mêmes fonctions , que les diacres ; & être les premiers après eux. Ainsi s'établirent peu à peu tous les ordres , qui distinguent aujourd'hui les clercs. En quoi il y a eu grande diversité selon les tems & les lieux. Toutes les églises n'ont pas eu les mêmes ordres. Les unes n'ont eû que des lecteurs & des acolytes , d'autres des lecteurs & des portiers , plusieurs orientaux n'ont point encore de souddiacres , il y a eu quelquefois des chantres ou psalmistes. Mais depuis le tems des apôtres , il y a toujours eû par tout , des évêques , des prêtres , & des diacres.

Outre les ordres , on a encore distingué les clercs par divers offices , qui se sont multipliez , suivant les besoins des églises. Entre les diacres & les clercs inferieurs , il y a eû des notaires ou secretaires , des mansionnaires , des sacristains , des tresoriers , & un archidiacre au-dessus de tous. Entre les prêtres , il y a eû des prêtres cardinaux , depuis nommez curez , ou recteurs : des directeurs d'hôpitaux ou de monasteres , des penitenciers , des archiprêtres. Les évêques mêmes ont eû divers degrés de dignité , suivant les lieux où leurs sieges se sont

trouvez

trouvez établis. On a nommé metropolitains ou archevêques, les évêques des villes capitales de chaque province; on a donné le titre d'exarques, de patriarches, ou de primats, à ceux des villes qui commandoient à plusieurs provinces; & le nom de pape, autrefois commun à tous les évêques en occident, est demeuré à l'évêque de Rome qui a toujours été reconnu pour le supérieur de tous les évêques, de droit divin; comme successeur du prince des apôtres, & chef visible de l'église. De ces qualitez qui distinguent les clercs de même ordre, il y en a qui sont plutôt des dignitez que des offices; d'autres ne sont que des administrations, ou des commissions pour un tems; d'autres sont des offices à vie; & on les a nommez bénéfices, depuis que l'on y a attaché une certaine portion des biens de l'église, dont le titulaire a la libre administration.

Ce n'est pas l'office ecclesiastique qui fait les clercs, c'est l'ordre: il y a quelques offices ecclesiastiques qui ont été donnez à des laïques, comme autrefois ceux d'économes, de défenseurs & de portiers; & encore a present, ceux d'administrateurs d'hôpitaux, de marguilliers, ou de trésoriers des fabriques: car toutes ces fonctions sont ecclesiastiques. Au contraire, dans les derniers tems, il y a toujours eu grand nombre de clercs sans office. Il est vrai que l'on compte aussi pour clercs, ceux qui ont reçu la tonsure, & l'habit ecclesiastique, pour être en état de recevoir les ordres ou les offices, dont ils seront jugez capables. Tel est donc l'ordre du clergé, suivant l'usage present de l'église Romaine. Les simples clercs tonsurez. Ceux qui sont dans les quatre moindres ordres; sa-

voir, le portier, l'exorciste, le lecteur & l'acolyte: ceux qui sont dans les ordres supérieurs, autrement les ordres sacrez: savoir, le souâdiacre, le diacre, le prêtre: Enfin l'évêque, qui possède tout le pouvoir du sacerdoce & du ministère, dont les autres n'ont que des parties.

CHAPITRE IV.

Des Irregularitez.

Heb v. 4.

Personne ne doit s'ingerer de lui même au service public de l'église, mais chacun doit être appelé de Dieu. La vocation se conoît par le jugement de l'évêque, & par le témoignage de toute l'église. Aussi dans les premiers siècles, les évêques n'ordonoient que ceux dont le mérite étoit connu: souvent sur les pressantes instances du peuple, & toujours de son consentement. On n'avoit pas autant d'égard à la volonté de ceux que l'on ordonoit, & quelquefois on leur faisoit violence, ce, pour vaincre leur humilité.

Cyrianus
ep. 33. 34 35.

1. Tim. II.

6. Con Nic

2. dist. 48

1. Tim. III.

10.

Afin de mieux conoître le mérite, on suivoit exactement les regles, que donne saint Paul; de ne se point presser d'imposer les mains, pour ne point participer aux pechez d'autrui: de ne point élever au sacerdoce, un neophyte, c'est à dire, un nouveau Chrétien, de peur qu'il ne s'enflât d'orgueil, d'éprouver les diacres, avant que de les admettre au ministère.

Dist. 77.

3. ex epist.

la. 1. Sincii

ad Amicr.

Tarrac. 9.

Il falloit donc avoir été diacre pour être prêtre, & depuis on voulut encore que le diacre eût été lecteur ou acolyte, ou dans quelqu'autre des moindres ordres, afin d'être

affûté de ses mœurs & de la capacité, par une longue experience. Enfin, l'on a établi qu'il seroit necessaire de passer par tous les degrez : que nul ne pouroit être prêtre, sans avoir été diacre; ni diacre, sans avoir été sôudiacre, & tout le reste depuis la premiere tonsure : & qu'il faudroit demeurer en chaque degré certain tems que l'on appelle interstices.

Les ciers doivent être choisis entre les plus saints des laïques; c'est pourquoi les canons ont exclus du clergé tous ceux qui sont chargez de quelque reproche. Aussi l'apôtre veut il que l'évêque & le diacre soient irreprehensibles, & en bonne reputation, même chez les fideles. On rejette donc ceux qui sont tombez après le batême dans quelque crime, comme l'heresie ou l'apostasie, l'homicide, l'adultere; quoiqu'ils en ayent fait penitence, & qu'ils ayent été reconciliez à l'église; parce que la memoire en reste toujours, & que l'on a droit de les croire plus foibles, que ceux dont la vie est entiere. En un mot, suivant l'ancienne discipline, ceux qui avoient été mis une fois en penitence publique, ne pouvoient jamais être ordonnez.

On compte encore pour irreguliers, c'est à dire, exclus des ordres, ceux qui ont tué quelqu'un par accident, même involontairement : ceux qui ont porté les armes, même, en guerre juste : ceux qui ont causé la mort, même d'un criminel, soit comme partie publique, soit comme juges, ou autres ministres de justice. Encore que ces actions ne soient pas criminelles, elles sont contraires à la douceur de l'église, qui abhorre le sang. Les bigames sont encore irreguliers; & on nomme bigamie en cette matiere, non pas le

1. Tim III.
2. 7. 30 Tit.
1. 6. 7

1. an Ni en.
9. 10. d f.
in 25 l. 6.

D. ff. de c.
55 de c. 2.
Carthag. II.
6. 68.

Distinct 50.
lex Marini
bra. c. 16.

D. ff. 16.

crime d'avoir deux femmes à la fois , mais les secondes nûces , ou le mariage avec une veuve , & en un mot avec toute femme qui notoirement n'est pas vierge. On a regardé tous ces mariages , comme ayant quelque tache d'incontinence & de foiblesse.

Conc. Neocæ

far. c. 12.

Dij. c. 57.

Une autre espece d'irregularité est d'avoir été barisé en maladie : ce qui étoit frequent dans les premiers siècles, où plusieurs différoient leur barême pour pecher avec plus de liberté. On les appelloit Cliniques , comme qui diroit Chrétiens du lit ; & on les regardoit comme foibles dans la foi , & dans la vertu. Ceux qui sont chargez de grandes dettes , & d'affaires embarrassantes , soit pour avoir manié les deniers publiques , ou autrement sont encore irreguliers : parce que ceux

Dist. 14 c. 3.

ex. on. Car.

thag. 1. c. 8.

2. Tim. II. 1.

Dist. 38. de

et. & qual.

ordin. c. 4. ex

Con. 1. ate.

IV. c. 27.

qui servent Dieu , doivent , comme dit saint Paul , être dégagés des affaires du monde. L'ignorance aussi est un obstacle à l'ordination , mais differemment selon les ordres. Pour entrer dans le clergé , il suffit de savoir lire & écrire : un lecteur doit entendre ce qu'il lit , un prêtre doit être capable d'instruire. Voilà les irregularitez qui viennent de l'ame & des mœurs.

Dist. 55.

Il y en a qui viennent du corps & de la naissance. Nous n'observons pas toutes celles qui sont marquées dans l'ancienne loi ; & nous les prenons pour des symboles des défauts spirituels : nous nous arrêtons seulement aux défauts , qui rendent incapables des fonctions.

Levit. xx.

17.

Comme être sourd , muet , ou aveugle : & à ceux qui rendent un homme si difforme , qu'au lieu d'attirer le respect du peuple , il causeroit du scandale. Pour les eunuques , ils peuvent entrer dans les ordres , s'ils sont tels , sans qu'il y ait de leur faure : mais s'ils se

Dist. 35 c.

13 Can.

apost. - 8.

Can. Nicæ

1.

sont mutilez , ils sont irreguliers. Le zele de la pureté a été autrefois si grand, qu'il portoit plusieurs Chrétiens jusques à cet excès. Generalement on compte pour irreguliers , tous ceux qui se sont mutilez volontairement, de quelque partie du corps que ce soit. On rapporte aux défauts corporels le mal caduc, la démence, & la possession du démon, qui rendent irregulier pour toute sa vie, celui qui en a été une fois affligé.

*Dist. 33. c. 3.
4. Conc. Ara-
rel 111. c. 6.*

Quant à la naissance , tous ceux qui ne ne sont pas nez en legitime mariage , sont irreguliers ; parce que quelque innocens qu'ils soient, on ne peut les voir sans se souvenir du crime , dont ils sont le fruit. Les esclaves le sont aussi : mais c'est principalement pour ne les pas ôter à leurs maîtres ; & par la même raison , les serfs de main morte, qui restent encore en quelques provinces de France , ne peuvent être ordonnez , sans le consentement de leurs seigneurs. Les religieux ne peuvent l'être non plus, sans le consentement de leur supérieur. On peut encore compter l'âge pour une irregularité ; quand il est au-dessous de l'année , qui est marquée pour chaque ordre.

*Dist. 5. c. Ur-
b. c. 11. in
C. no. Cla-
rom. c. 11.*

Dist. 54.

Dist. 58.

*Conc. Agathi
c. 27.*

Tous ceux en qui il se rencontre quelque-une de ces irregularitez , doivent être exclus des ordres , & même de la premiere tonsure : & entre ceux qui en sont exempts , il faut encore bien choisir. Les apôtres pour faire les premiers diacres , entre tant de saints qui composoient l'Eglise de Jerusalem , choisirent sept hommes , à qui le peuple rendoit bon témoignage , pleins du S. Esprit & de sagesse : & S. Estienne en particulier , étoit plein de foi , de grace , & de force , & faisoit de grands miracles. S. Cyprien 200. ans après ,

Act. vi. 3.

Cyp. epist. 51

Epist. 19.

Epist. 181.

pour récompenser les confesseurs, qui s'étoient le plus signalez dans les tourmens, les honoroit de la charge de lecteurs; & il examinoit avec les prêtres, ceux qu'il préparoit à ces moindres ordres. On voit aussi le même soin dans une lettre de S. Basile, où il dit que la coutume étoit de ne recevoir les ministres inférieurs de l'église qu'après un long examen, pour s'informer curieusement de toute leur conduite: s'ils n'étoient point médifans, querelleurs, adonnez au vin, s'ils se gouvernoient saintement pendant leur jeunesse. Les prêtres & les diacres avec lesquels ils demeuroident en faisoient leur rapport aux chorcévêques: qui après avoir averti l'évêque mertoient ce ministre au rang du clergé. Depuis qu'il y eut des moines, on les tiroit souvent de leurs solitudes, pour les faire servir dans l'église, à cause de leurs excellentes vertus: & on a pratiqué dans tous les temps, d'élever de jeunes enfans dans la vie clericale, afin de les former de bonne heure à la haute perfection de cet état. Tant l'on a été persuadé, que l'on ne doit pas faire clercs les premiers venus; mais les choisir entre les Chrétiens les plus parfaits.

Il est vrai que dans la pratique on s'est relâché depuis plusieurs siècles. Dans les tems misérables les évêques ont été obligez de se contenter des sujets les moins indignes, plutôt que de laisser les églises abandonnées: & la multitude des clercs indignes, a fait appuyer fortement sur cette maxime: que la puissance spirituelle & la validité des sacremens, ne reçoit aucune atteinte de l'indignité du ministre. Maxime très-véritable; mais dont on ne doit pas conclure, qu'il soit moins à désirer d'avoir des clercs les plus vertueux qu'il est

Conc. V. asen.
se v. c. 1

Tolet. 11. c.

1. 14. c. 23.

Aquisgran.

c. 133.

Aug. 11. com.

Parm. c. 8.

14. de bapt.

c. 2. 3.

possible. Quoique les prêtres ne perdent rien de leur pouvoir essentiel, pour n'être pas vertueux; ils perdent beaucoup de leur autorité; & à l'exception des formules de prières & des ceremonies exterieures, ils ne peuvent s'acquiescer de leurs fonctions, sans plusieurs vertus, & sur-tout, sans une grande charité.

Cependant il faut avouer, que dans les derniers siècles, on s'est souvent contenté pour les ordinations, qu'il n'y eut pas d'irregularitez formelles. On a même trouvé le moyen de faire, que les irregularitez ne fussent pas des obstacles invincibles; on en a dispensé; d'abord après coup, pour ne pas déclarer nulles des ordinations douteuses ou vicieuses. Ensuite on a donné la dispense, pour parvenir à l'ordination; & enfin elles se sont rendues très-communes. La dispense la plus préjudiciable à l'Eglise, a été celle du crime. Car dans les derniers temps, on a souvent reçu dans le clergé, ceux qui avoient commis des pechez notables & publics, sous prétexte qu'ils en avoient fait penitence; & sous le même prétexte, on a rétabli dans leurs fonctions des clercs criminels. Nous voyons dans Gratien le fondement de ces dispenses: mais ce sont trois autoritez peu solides. La première, est une fausse decretale du pape Calliste I. La seconde, un passage de la lettre de S. Gregoire à Secundin, très-suspect aux savans; & contraire à cinq autres lettres du même S. Gregoire, & à toute la discipline de son siècle & du suivant: la troisième piece, est une lettre de S. Isidore de Seville, qui n'est guere plus certaine. Cependant cette dispense une fois admise, a ouvert la porte, pour recevoir dans le clergé, ou pour rétablir, même ceux

Dist. 50. c. 4. 16. 28.

Gregor. lib.

7. i. dist. 2.

ep. 54. contra.

3. ep. 46 l. 4.

ep. 6. 17. lib.

6. ep. 39. 70.

indist. 1. ep.

25.

Thomass. dist.

ci. 2. par.

liv. 2. c. 17.

n. 9. part. 4.

liv. 2. c. 24.

n. 12.

qui n'ont point fait de véritable pénitence. Les bénéfices ont été la principale occasion de ce relâchement.

CHAPITRE V.

De la Tonsure.

VENONS maintenant à chacun des ordres en particulier : & voyons comment on les confère, & quelles en sont les fonctions. Il faut parler d'abord de la tonsure. Dans les premiers siècles, il n'y avoit aucune distinction entre les clercs & les laïques, quant aux cheveux, à l'habit, & à tout l'extérieur : ç'eût été s'exposer sans besoin à la persécution : qui étoit toujours plus cruelle contre les clercs, que contre les simples fidèles : & tous avoient un extérieur si modeste : qu'il étoit digne des clercs. La liberté de l'église n'apporta point de changement à cet égard ; & plus de cent ans après, c'est à dire, l'an 428 le pape S.

*Thomass.
discipl. part.
2 liv. 1. c. 21.*

Celest. ep.

*Conc. Agath.
c. 20. Vlati-
c. c. To-
let iv c. 41
Mart. Bract.
c. 66.*

Celestin témoigne que les évêques mêmes n'avoient rien dans leur habit qui les distinguât du peuple. Tous les Chrétiens latins portoient donc l'habit ordinaire des Romains, qui étoit long, avec les cheveux fort courts, & la barbe rasée. Les barbares, qui ruinerent l'empire, étoient d'une figure toute différente ; les habits courts & serrez, les cheveux longs, quelques uns sans barbe, quelques uns avec de grandes barbes. Les Romains en avoient horreur : & comme dans le tems où ces barbares s'établirent, tous les clercs étoient Romains, ils conserverent soigneusement leur habit, qui devint l'habit clerical ; en sorte, que quand les Francs & les autres barbares

furent devenus Chrétiens, ceux qui entroient dans le clergé, faisoient couper leurs cheveux, & prenoient des habits longs. Vers le même tems, plusieurs d'entre les évêques & les autres clercs prirent l'habit que les moines portoient alors, comme plus conforme à la modestie chrétienne; & de-là vient, à ce que l'on croit, la couronne clericale; car il y avoit des moines qui se rasoient le devant de la tête, pour se rendre méprisables. Quoi qu'il en soit, la couronne étoit déjà en usage vers l'an 500. comme témoigne S. Gregoire de Tours.

Thomass.
ibid. c. 20.

Vite PP. 17.

La distinction d'habits étant établie, on a jugé à propos de recevoir l'habit de clerc des mains de l'évêque, avec des prières & des ceremonies ecclesiastiques; & l'on a voulu que cette prise d'habit, fût une préparation nécessaire à tous les ordres, & l'entrée dans le clergé. Et comme il étoit ordinaire, de recevoir dans le clergé de jeunes enfans, pour les former à la vie clericale; on les éprouvoit ainsi quelque tems, avant que de leur donner aucun ordre. De là est arrivé, dans le tems de relâchement, que ceux qui sont entrez dans l'église, moins pour son service, que pour leur intérêt particulier, se sont contentez de la simple tonsure, sans recevoir aucun ordre. Tels étoient autrefois ceux, qui ne cherchoient qu'à jouir des privileges de la clericature, comme l'exemption de la jurisdiction seculiere, & à present ceux qui n'ont en vûe que les benefices; car comme il y en a, même de grand revenu, dont les simples clercs sont capables; ceux qui les cherchent, n'entrent dans le clergé qu'autant précisément qu'il est nécessaire pour les obtenir.

Ceux à qui on donne la tonsure doivent être confirmez, parce qu'avant que d'être

Couc. Trid.
sess. 3. Re-
form. c. 4.

clerc, il faut être Chrétien parfait. Ils doivent être instruits, au moins des veritez les plus necessaires au salut; puisque l'on ne doit confirmer, que ceux qui les savent. Ils doivent de plus savoir lire & écrire. Tout cela montre que la tonsure ne peut guere être donnée avant sept ou huit ans, & en plusieurs diocèses bien reglez, il est défendu de la recevoir avant quatorze ans. Mais à quelque âge que ce soit, il faut que l'on puisse juger raisonnablement, qu'ils s'engagent dans ce genre de vie, non pour jouir des avantages temporels qu'elle peut produire, mais pour servir Dieu fidelement. Toutes les ceremonies de la tonsure montrent que l'on doit la recevoir dans cet esprit.

Pontificale
Ron. de cle-
ritofaciendo D'abord l'évêque invite les assistans à prier avec lui N. S. J. C. pour son serviteur, qui s'empresse à quitter ses cheveux pour l'amour de lui, afin qu'il lui donne son S. Esprit, qui conserve toujours en lui l'habit de religion, & qui défende son cœur des embarras du monde, & des desirs du siècle: en sorte que comme son visage est changé, ainsi Dieu augmente sa vertu, qu'il le délivre de tout aveuglement, & lui donne la lumière de la grace. Ensuite on chante le quinzième pseaume où David déteste les idoles, & proteste de s'attacher uniquement à Dieu. L'évêque cependant coupe un peu de cheveux au clerc, qui dit ces paroles tirées du même pseaume: Seigneur, vous êtes ma portion, c'est vous qui me rendrez mon heritage: pour dire qu'il renonce à tous les avantages du siècle, & n'en attend que de Dieu. L'évêque demande encore à Dieu, qu'il demeure toujours dans son amour, & qu'il le conserve sans tâche: puis on chante le pseaume 23, où David marque quelle doit

être la sainteté de ceux qui entrent dans la maison du Seigneur.

L'évêque lui met alors le surplis, disant ces *Eph. iv. 24* paroles tirées de S. Paul : Que le Seigneur te revêtisse du nouvel homme, qui a été créé selon Dieu, dans la vraie justice, & la vraie sainteté. Le surplis ou l'aube, qui est le même, étoit l'habit qui distinguoit les clercs, du temps que tout le monde portoit l'habit long : c'est-à-dire, il n'y a guère que 200. ans. L'évêque fait encore une prière, où il demande à Dieu, de délivrer le nouveau clerc de la servitude & de l'ignominie de l'habit séculier : & conclut la cérémonie, en l'avertissant qu'il est passé sous la juridiction de l'église, & qu'il a acquis ses privilèges. Prenez garde, ajoute-t-il, de ne les pas perdre par votre faute, & ayez soin de plaire à Dieu, par la modestie de votre habit, par vos bonnes mœurs & vos bonnes œuvres. On voit par toutes ces prières, quelle est l'intention de l'église, en donnant la tonsure : & qu'il ne doit pas être indifférent de quitter ensuite l'habit ecclésiastique, & s'engager dans des professions séculières.

Le simple clerc n'a proprement aucune fonction, que d'assister en surplis aux offices de l'église, mais il peut faire celles des quatre ordres mineurs, au défaut de ceux qui les ont reçus : comme de servir les messes, d'assister les prêtres dans l'administration des sacremens, d'avoir soin du luminaire, des ornemens, & de la propreté des églises. Il vaut toujours mieux qu'ils fassent ces fonctions, que de les laisser à des laïques.

CHAPITRE VI.

Des quatre ordres mineurs.

LEs portiers étoient plus nécessaires du tems que les Chrétiens vivoient au milieu des infidèles , afin d'empêcher ceux-ci d'entrer dans l'église , de troubler l'office & profaner les mystères. Ils avoient soin de faire tenir chacun en son rang , le peuple séparé du clergé , les hommes des femmes ; & de faire observer le silence & la modestie. Les fonctions marquées par l'instruction que leur donne l'évêque à l'ordination ; & par les prières qui l'accompagnent , sont de sonner les cloches , & distinguer les heures de la prière : garder fidèlement l'église jour & nuit , & avoir soin que rien ne s'y perde : ouvrir & fermer à certaines heures , l'église & la sacrificie : ouvrir le livre à celui qui prédiche. En leur donnant les clefs de l'église , il leur dit : Gouvernez vous comme devant rendre compte à Dieu des choses qui sont ouvertes par ces clefs. Or pour le dire une fois , ces formules des ordinations sont très venerables , puisqu'elles sont toutes rapportées dans le le I V. concile de Carthage , tenu du tems de S. Augustin l'an 398. C'est aux portiers à avoir soin de la netteré & de la décoration des églises : & rassemblant toutes ces fonctions , on voit qu'ils avoient de quoi s'occuper. Cet ordre se donnoit à des gens d'un âge assez mûr , pour le pouvoit exercer. Plusieurs y demeuroient toute leur vie : quelques uns devenoient acolytes , ou même diacres. Quelquefois on donnoit cette charge à des laïques,

Ponific. de
ordinat. of-
ficiariorum.

& c'est à présent le plus ordinaire de leur en laisser les fonctions.

Les lecteurs étoient souvent plus jeunes que les portiers, car c'étoit le premier ordre que l'on donnoit aux enfans qui entroient dans le clergé. Ils servoient aussi de secre-taires aux évêques & aux prêtres, & s'instruisoient en lisant ou écrivant sous eux; on formoit ainsi ceux qui étoient plus propres à l'étude, & qui pouvoient devenir prêtres. Il y en avoit toute fois qui demeuroient lecteurs toute leur vie. Leur fonction a toujours été nécessaire; puisque l'on a toujours lû dans l'église, les écritures de l'ancien & du nouveau testament, soit à la messe, soit aux autres offi ces, principalement de la nuit. On lisoit aussi des lettres des autres évêques, des actes des martyrs & ensuite des homelies des peres comme on fait encore. Les Lecteurs étoient chargez de la garde des livres sacrez, ce qui les exposoit fort pendant les persecutions. La formule de l'ordination marque, qu'ils doivent lire pour celui qui prêche, & chanter les leçons: benir le pain & les fruits nouveaux. L'évêque les exhorte à lire fidele-ment, & à pratiquer ce qu'ils lisent; & les met au rang de ceux qui administrent la parole de Dieu. La fonction de chanter les leçons, se fait aujourd'hui indifferemment par toutes sortes de clercs, même par des prêtres.

Il n'y a plus que des prêtres qui fassent celle d'exorciste, encore ce n'est que par commission particulière de l'évêque. Ce qui vient de ce qu'il est rare qu'il y ait des possédez, & qu'il se commet quelquefois des impostures, sous prétexte de possession du démon; ainsi il est nécessaire de les examiner avec beaucoup de prudence. Dans les pre-

*Siric. epist. 1,
ad H. m. r.
Tarrac. c. 2,*

*Acta Cit.
thens. colon.
ar. n. an.
303 n. 12.*

*Pontificale
ex 1011.
Carrh. 15.*

miers tems, les possessions étoient fréquentes ; surtout entre les payens : & pour marquer un plus grand mépris de la puissance des demons, on donnoit la charge de les chasser à un des plus bas ministres de l'église. C'étoit eux aussi qui exorcisoient les catechumenes. Le pontifical marque pour leurs fonctions, d'avertir le peuple, que ceux qui ne communient point fassent place aux autres : de verser de l'eau pour le ministère ; d'imposer les mains sur les possédez ; & leur recommande d'apprendre les exorcismes par cœur. Il leur attribue même la grace de guérir les maladies.

Les acolytes étoient de jeunes hommes entre 20. & 30 ans, destinez à suivre toujours l'évêque, & être sous sa main. Ils faisoient ses messages, & portoient les eulogies, c'est-à-dire, les pains benis, que l'on envoyoit en signe de communion. Ils portoient même l'eucharistie dans les premiers tems ; ils servoient à l'autel sous les diacres ; & avant qu'il y eut des sous-diacres ; ils en faisoient les fonctions. Le pontifical ne leur en donne point d'autre, que de porter les chandeliers, allumer les cierges, & préparer le vin & l'eau pour le sacrifice. Ils servent aussi l'encens : & c'est l'ordre que les jeunes clercs exercent le plus.

Dans les premiers tems ces moindres officiers étoient en plus grand nombre que les clercs supérieurs. Lorsque le pape S. Corneille fut élu l'an 254 l'église Romaine avoit en tout 152 clercs : 44 prêtres, & 108 ministres, savoir 7. diacres, 7. sous-diacres, 42. acolytes, 57. tant exorcistes que lecteurs & portiers : ce sont 94 de ces moindres clercs. C'étoit dans le fort des persecutions. Le nombre en augmenta depuis Constantin ; & pendant quatre ou cinq cents ans, les églises continuerent d'être

V. Tertull.
apolog. 2.

Or. ult.

Martyr. R.
15. Aug.

Eu'eb. 6 hist.
c. 43.

tre magnifiquement servies. Le partage & la dissipation des biens des églises, a fait cesser ce grand nombre d'officiers, l'usage frequent des messes basses, a fait multiplier les prêtres & les autels; sans qu'il ait été possible, des multiplier à proportion, les clercs necessaire pour les servir; ainsi on s'est acoutumé à voir les églises mal servies; & à ne regarder presque plus la reception des quatre ordres mineurs, que comme une formalité necessaire pour arriver aux ordres sacrez.

Toutefois il ne faut pas croire que les saints qui ont gouverné l'église pendant les premiers siècles, se fussent amusez à de petites choses, en réglant avec tant de soin tout son extérieur. Ils avoient compris l'importance de tout ce qui frappe nos sens, comme la beauté des lieux, l'ordre dans les assemblées, le silence, le chant, la majesté des ceremonies. Tout cela aide même les plus spirituels à s'élever à Dieu; & est absolument necessaire aux gens grossiers, pour leur donner une grande idée de la religion, & leur en faire aimer l'exercice. Quand nous voyons que le temple de Jerusalem étoit servi tout à tour par tant de milliers de levites, & que le service s'y faisoit avec tant de pompe & de majesté; nous devons avoir une extrême confusion de voir les églises où repose le corps de J. C. si mal servies, en comparaison de ce temple où n'étoit que l'arche d'alliance; & même du second temple où elle n'étoit plus.

Aussi le concile de Trente n'a pas voulu que l'on regardât les quatre ordres mineurs, comme des titres vains ni leurs fonctions comme des antiquitez hors d'usage. Il en a recommandé le rétablissement, dans toutes les églises, où il y a grande affluence de peuple,

*V. Conc. Tr.
sess. 22. c. 5.*

*Sess. 23. Res.
c. 17.*

& dont les revenus y pourroient fournir. Ordonant même d'appliquer quelque partie des benefices simples & du revenu des fabriques : & de se servir de clercs mariez, s'il ne s'en trouve pas aisément d'autres. En effet, il étoit ordinaire que ces moindres clercs fussent mariez, du tems que leurs fonctions étoient le plus en vigueur. Mais comme dans l'usage present, ces ordres ne sont le plus souvent que des degrez pour monter aux ordres superieurs: le même concile veut que ceux qui les reçoivent, entendent au moins le latin; & qu'ils ayent un témoignage avantageux des maîtres sous qui ils étudient. Il recommande aussi aux évêques, d'observer les interstices pour les conferer: afin de donner aux clercs le loisir d'exercer les fonctions de chaque ordre, & d'éprouver cependant le progrès qu'ils font dans les lettres & dans la vertu. Mais il laisse aux évêques la liberté de dispenser de ces regles: & ils en dispensent souvent jusques à conferer tous ces ordres le même jour. Il y a des abbez qui prétendent avoir le privilege de donner ces moindres ordres à leurs religieux: & on voit des fondemens de cette prétention dans les canons.

Conc. Nic.
II, c. 14.

CHAPITRE VII.

Des ordres sacrez en general.

LE souâiacre doit garder la continence; avoir un titre, c'est à dire la subsistance assurée, ou aux dépens de l'église, ou de son patrimoine; & reciter tout l'office de l'église, au moins en particulier. Ces trois obligations meritent d'être examinées, étant communes

à tous les ordres superieurs

Les évêques ont toujours gardé la continence, par toute l'église catholique. Il est bien vrai, que dans les premiers tems, on choisissoit souvent des hommes mariez; parce qu'il ne s'en trouvoit guere d'autres, entre les Juifs & les Payens qui se convertissoient à la foy. C'est pourquoi S. Paul recommandoit, qu'au moins ils n'eussent eû qu'une femme, & que leur famille fût bien réglée. Mais si tôt qu'ils étoient élevez au sacerdoce, ils s'abstenoient de leurs femmes, quoiqu'ils en prissent grand soin. Les prêtres & les diacres ont gardé la même regle dans tout l'occident. Dans l'Orient la discipline a varié, & depuis plus de mille ans les prêtres y sont en possession d'user du mariage avec les femmes qu'ils ont épousées avant leur ordination; mais il est inouï que l'on ait permis à un prêtre de se marier. Pour les sou'diacres, ils ont été astreints plus tard à la loi de la continence; qui toutefois s'étendoit à eux, au raport de saint Euphrane: & on le voit par plusieurs canons. Mais depuis le pape S. Gregoire, la regle a été plus exactement observée à leur égard.

Autrefois si un prêtre, ou un autre des clerics superieurs se marioit, il étoit seulement interdit pour toute sa vie des fonctions de son ordre, & mis au rang des laïques. L'empereur Justinien ordonna de plus, que les enfans seroient reputez illegitimes & incapable de toute succession & donation. Enfin il a été ordonné que ces mariages seroient cassez, & les parties mises en penitence. Que si un homme marié est ordonné sou'diacre, il faut que sa femme y consente, qu'elle fasse en même tems vœu de continence, & s'enferme dans un monastere.

Dist. 27.

1. Tim. III. 2.

4. Tit. 1. 6.

Siric ep. 1. c.

7. 1. in c. ep.

2. c. 9.

Can apost 6.

Conc in

Trullo can.

13.

Can. apost.

27.

Conc Neo-

ces 5. 1.

Euphr heres.

19. n. 4.

D. 4. 28.

L. 45 c. od de

episc & cler.

Conc. Rom.

sub Callisto

11 c. 20

Conc. Agath.

6. 16.

Ces regles de la continence des clercs superieurs, ont paru trop severes, dans les tems de barbarie & d'ignorance, comme le dixième & l'onzième siècle, principalement en Allemagne & en Angleterre; & ont contribué à revolter les heretiques des derniers tems. Mais il faut considerer que l'on ne force personne à entrer dans le clergé: & si autrefois on faisoit violence à quelques uns, on étoit bien assuré de leur vertu & de leur soumission à toutes les regles de l'église. Le mariage est libre aux clercs inferieurs, qui devoient être en plus grand nombre que les autres: l'église ne défend le mariage à personne; mais étant libre dans son choix, elle ne choisit pour les fonctions les plus saintes, que ceux qui se sont volontairement consacrez à Dieu par la continence, si recommandée dans l'écriture. Les prêtres & les évêques ne doivent être ordonnez que dans un âge mûr: ils doivent être appliquez à l'oraison & à l'instruction des peuples, & par consequent dégagés de tous les soins temporels: sans se partager entre Dieu & le monde. Les sacrificateurs de l'ancienne loi se sépareroient de leurs femmes pendant le tems de leur service: or nous devons être tous les jours en état d'offrir le sacrifice, & d'administrer les sacremens. Quoi qu'il soit permis aux moindres clercs de se marier; ils ne sont plus regardez comme clercs, après leur mariage, quant au pouvoir de tenir des benefices: & s'ils ne servent actuellement une église, ils ne jouissent point des privileges de cléricature, & ne sont plus obligez à porter l'habit ni la tonsure.

Quant au titre de l'ordination, autrefois il n'y avoit point de difference, entre les clercs superieurs & les inferieurs. La regle

Matth. XIX.
1. Cor. VII.

Innos. I. ep.
2. c. 5.

Extra de
clerc. c. 23.
3. 5. 5.
Ibid. 7. 1.
Conc. Trid.
sess. 13. R. 6.
17.

étoit generale, de ne faire des clercs qu'à mesure qu'ils étoient nécessaires à l'église; soit pour la servir par tout où l'évêque les appliqueroit, soit pour être atachez à un titre, c'est à dire, à une certaine église. Ainsi l'évêque ordonnant un portier, ou un lecteur, le mettoit aussi tôt en possession de sa charge, lui en faisant commencer l'exercice, comme on fait encore pour la forme dans l'ordination. On le mettoit sur le catalogue de l'église, & on lui donnoit par mois ou par jour, les distributions réglées pour son ordre. De sorte, qu'il recevoit en même tems, l'ordre, l'office, & le benefice. Cette regle s'observe encore pour les évêques, on n'en ordonne que pour une église vacante. Quant aux prêtres & aux autres clercs, on faisoit déjà des ordinations vagues en orient dès le cinquième siecle. C'est pourquoi le concile de Calce-
Conc. Calc. can. 6.
doine défendit d'en ordonner aucun, que pour quelque église de la ville ou de la campagne: & declara nulles les ordinations absolues.

Cette discipline s'est conservée jusques à la
Urb. 1 Conc. Clavm. 15.
fin de l'onzième siecle, où nous voyons, qu'il est encore recommandé d'ordonner toujours un clerc, pour le même titre où il a été attaché d'abord. Mais dans le douzième siecle, on se relâcha de cette regle, en multipliant extrêmement les clercs, parce que les particuliers cherchoient à jouir des privilèges de la cléricature, & les évêques à étendre leur jurisdiction. Comme un des plus grands défordres, qui venoient de ces ordinations vagues, étoit la pauvreté des clercs, qui les réduisoit à faire des métiers sordides, ou à mendier honteusement; on crut y remédier au concile de Latran, tenu sous Alexandre III. l'an 1179; en chargeant l'évêque de faire subsister le
Can. 5. Cap. Epi 2. 4. extra de prob.

clerc , qu'il auroit ordonné sans titre ; jusqu'à ce qu'il l'eût pourvû de quelque place dans l'église , qui lui donnât un revenu assuré.

G'oss. in c.
1. Distinct.
70 verbo
possessio nis.

Le concile ajoute une exception : si ce n'est que celui qui est ordonné puisse subsister de son patrimoine ; ce qui semble être venu d'une mauvaise explication du mot de *possessio* dans le concile de Calcedoine. Quoi qu'il en soit , il a passé depuis pour maxime , qu'il n'étoit point nécessaire qu'un clerc eût de revenu ecclésiastique , ni de place certaine dans aucune église ; pourvû qu'il eût un patrimoine suffisant pour sa subsistance. Mais ces remèdes ont eû peu d'effet. Plus un clerc est pauvre , moins il est en état de contraindre son évêque à lui donner sa subsistance : & le titre patrimonial a été fixé à une somme très-modique. Par les ordonnances de France , il suffit de 50. livres de rente : à Paris , & en plusieurs diocèses on l'a fixé à 150. livres.

c. Tuis. 23.
extr. de
prob.

Orl. 12.

Seß. 21. c. 2.

Le concile de Trente a rapelé l'ancienne discipline , en défendant de promouvoir aux ordres sacrez aucun clerc seculier , qui ne soit possesseur paisible d'un benefice suffisant pour sa subsistance honête : & ne permettant les ordinations sur patrimoine ou pension , que quand l'évêque le jugeroit à propos , pour la nécessité ou commodité de l'église. Ainsi il marque le benefice comme la règle , & le patrimoine comme l'exception. Et ailleurs , il défend en execution du concile de Calcedoine , que personne soit ordonné , sinon pour l'utilité ou la nécessité de l'église ; & à la charge d'être destiné à un lieu particulier , où il exerce sa fonction , & qu'il ne puisse quitter sans congé de son évêque. Mais en France , on suit l'ancien usage , & le titre patrimonial est le plus fréquent. Quant aux réguliers ,

S. B. 23. ref.
c. 16.

ils ont été pendant plusieurs siècles soumis à la loi générale, de n'être ordonnés que pour le titre d'une certaine église: mais dans les derniers siècles, on a jugé que la profession faite dans un ordre approuvé, leur devoit servir de titre, parce que leurs monasteres sont obligez de les nourrir: & pour les mandians, on les ordonne à titre de pauvreté. On ne demande point de titre pour les quatre ordres mineurs, parce que ce n'est point un engagement irrévocable.

Le souâdiacre & les autres clercs majeurs étant engagez au service de l'église, ils doivent au moins la servir par les prieres qu'ils offrent à Dieu, s'ils n'ont point d'autre fonction particuliere. De-là vient l'obligation de reciter l'office, dont il sera plus à propos de *Ch. 2,* traiter dans la seconde partie.

CHAPITRE VIII.

Des souâdiacres & des diacres.

LE souâdiacre doit avoir été éprouvé dans *Conc. Trif. 23. r. f. c. 54* tous les ordres inferieurs & avoir au moins *7. 8. 12. 13.* atteint sa vingt-deuxième année. Il doit être assez instruit, pour pouvoir exercer ses fonctions; avoir des attestations de mœurs, de son curé, & des maîtres sous qui il étudie, & espérer moyennant la grace de Dieu de garder la continence. Son ordination doit être précédée de trois publications: afin de connoître s'il n'est point engagé par mariage, *Rit. ale. Rom.* ou par vœu incompatible, ou chargé de dettes, ou irregulier de quelque autre maniere. Ces publications se font au prône de sa paroisse, par trois dimanches, comme pour un

mariage S'il doit être ordonné sur le titre de son patrimoine, il faut aussi que le titre soit publié : pour éviter autant qu'il est possible, les fraudes & les collusions : & qu'il soit approuvé de l'évêque, qui défend au clerc de l'aliéner, sous peine des censures ecclésiastiques, jusques à ce qu'il soit pourvu d'un bénéfice suffisant. Les publications au prône se répètent pour chacun des ordres sacrez. Outre les informations faites par le curé : l'évêque doit encore, le mercredi avant l'ordination, examiner les ordinans, ou les faire examiner par des prêtres vertueux, & savans dans la loi de Dieu & les canons. Depuis plus de soixante ans, l'usage s'est introduit en plusieurs diocèses, de faire faire aux ordinans un séjour considérable dans les séminaires, ou du moins des retraites de quelques jours ; & cela est commun à tous les ordres.

*Conc. Trid.
cap. 17. sess.
23.*

*Pontificale
Rom. de ordi-
nari ne sub-
dia. om.*

Le jour de l'ordination étant venu, & les moindres ordres ayant été conferez ; on appelle ceux qui doivent être ordonnez souâdiacres, chacun par son nom, & par son titre. Un tel au titre d'une telle église, pour ceux qui ont des bénéfices : Un tel au titre de son patrimoine : Frere tel, profès d'un tel ordre : Frere tel, à titre de pauvreté. D'abord l'évêque les avertit, de considerer attentivement à quelle charge ils se soumettent. Jusques ici, dit-il, il vous est libre de retourner à l'état seculier ; mais si vous recevez cet ordre, vous ne pourrez plus reculer, il faudra toujours servir Dieu, dont le service vaut mieux qu'un royaume ; garder la chasteté avec son secours, & demeurer engagé à jamais au ministère de l'église. Songez-y donc tandis qu'il est encore tems ; & si vous voulez perseverer dans cette sainte resolution, approchez au nom de Dieu.

Ensuite on fait aprocher ceux qui doivent être ordonnez diacres & prêtres : & tous ensemble étant prosternez à terre, on chante les litanies, & on invoque pour eux les suffrages de tous les saints. Ils se relevent à genoux, & l'évêque instruit les sôudiacres de leurs fonctions. Elles sont de servir le diacre, préparer l'eau pour le ministère de l'autel, laver les napes d'autel & les corporaux : les corporaux doivent être lavez séparément, & on en doit jeter l'eau dans le baptistaire. Le sôudiacre doit aussi offrir au diacre le calice & la patene pour le sacrifice ; & avoir soin de mettre sur l'autel autant de pains qu'il faut pour le peuple, ni plus, ni moins, de peur qu'il ne demeure dans le sanctuaire quelque chose de corrompu. Ce sont les fonctions marquées dans la formule du pontifical. Il faut être au moins sôudiacre pour toucher les vases sacrez & les linges qui touchent immédiatement la sainte eucharistie.

L'évêque lui donne ensuite le calice vuide avec la patene & tous les ornemens qui conviennent à son ordre. Enfin il lui donne le livre des épîtres, avec le pouvoir de les lire dans l'église. Ainsi le ministère des sôudiacres est presque réduit au service de l'autel, & à assister l'évêque ou le prêtre dans les grandes ceremonies. Autrefois ils étoient les secretaires des évêques ; qui les employoient dans les voyages & les negociations ecclesiastiques : ils étoient chargez des aumônes, & de l'administration du temporel ; & hors de l'église ; ils faisoient les mêmes fonctions que les diacres.

Quant au diaconat, l'institution en est marquée dans l'écriture sainte, & il y a toujours eû des diacres par toute l'église. Ils sont ordonnez comme les prêtres, par l'imposition.

des mains, & avec le consentement du peuple. D'abord l'archidiacre présente à l'évêque celui qui doit être ordonné ; disant , que l'église le demande pour la charge du diaconat. Savez vous qu'il en soit digne ? dit l'évêque. Je le sai & le témoigne, dit l'archidiacre , autant que la foiblesse humaine permet de le connaître. L'évêque en remercie Dieu : puis s'adressant au clergé & au peuple , il dit : Nous éliions , avec l'aide de Dieu , ce présent sous-diacre , pour l'ordre du diaconat : si quelqu'un a quelque chose contre lui , qu'il s'avance hardiment , pour l'amour de Dieu , & qu'il le dise : mais qu'il se souvienne de sa condition. Puis il s'arrête quelque tems. Cet avertissement marque l'ancienne discipline , de confuter le clergé & le peuple , pour les ordinations. Car encore que l'évêque ait tout le pouvoir d'ordonner , & que le choix ou le consentement des laïques , ne soit pas nécessaires sous peine de nullité ; il est néanmoins très utile pour s'assurer du mérite des ordinans. On y pourroit aujourd'hui par les publications qui se font au pône , les informations & les examens qui précèdent l'ordination : mais il a été fort saintement institué de présenter encore dans l'action même les ordinans à la face de toute l'église , pour s'assurer que personne ne peut leur faire aucun reproche.

L'évêque adresse ensuite la parole à l'ordinand , & lui dit : Vous devez penser combien bien est grand le degré où vous montez dans l'église. Un diacre doit servir à l'autel , baptiser & prêcher. Les diacres sont à la place des anciens lévites , ils sont la tribu & l'héritage du Seigneur ; ils doivent garder & porter le tabernacle ; c'est-à-dire , défendre l'église de ses ennemis invisibles , & l'orner par leur prédication

*Conc. Trid.
sess. 23 c. 41.
can. 7.*

tion & leur exemple. Ils sont obligés à une grande pureté, comme étant ministres avec les prêtres, coopérateurs du corps & du sang de Notre Seigneur & chargés d'annoncer l'évangile. L'évêque fait ensuite quelques prières sur l'ordinand, & dit entre autres choses : Nous autres hommes nous avons examiné sa vie autant qu'il nous a été possible : vous, Seigneur, qui voyez le secret des cœurs, vous pouvez le purifier, & lui donner ce qui lui manque. L'évêque met alors la main sur la tête de l'ordinand ; en disant : Recevez le S. Esprit, pour avoir la force de résister au diable & à ses tentations. Il lui donne les ornemens, & enfin le livre des évangiles.

Il semble par ces formules, que les fonctions du diacre ne regardent que le service de l'autel ; & en effet, elles y sont aujourd'hui réduites : mais elles ont été autrefois bien plus étendues. Il est dit que les premiers diacres furent institués pour servir aux tables. Or il y avoit deux sortes de tables dans l'église de Jérusalem. La table sacrée ; c'est à dire, la consécration & la distribution de l'eucharistie ; & la table commune pour la nourriture ordinaire. Car tous les biens étant en commun, chaque particulier ne recevoit, que ce qui lui étoit distribué par l'ordre des apôtres ; & ce fut principalement la nécessité de ces distributions journalières, qui obligea les apôtres à faire des diacres. On voit toutefois par l'exemple de S. Etienne & de S. Philippe, qu'ils prêchoient & bâisoient dès le commencement : dans la suite ils exercèrent ces fonctions plus rarement, & seulement au défaut des évêques & des prêtres,

Act. vi. 2.

*Act. vi. 10.
viii. 5.*

Les diacres avoient donc deux sortes de fonctions. Dans l'église ils servoient à l'au-

Conc. Ancyr

c. 2. Conc.
Carthag. IV-
c. 38.

tel, comme ils font encore, pour aider l'évêque ou le prêtre à offrir le sacrifice, & à distribuer l'eucharistie : pour avertir le peuple quand il faut prier, se mettre à genoux, ou se lever : s'approcher ou se retirer de la communion, se tenir chacun en son rang avec le silence & la modestie requise, s'en aller après que la messe est finie. Cette fonction d'avertir le peuple, paroît bien plus dans les liturgies orientales : & les diacres en furent depuis soulagez en partie, par les souddiacres & les portiers. Ils assistoient l'évêque lorsqu'il prêchoit, & dans ses autres fonctions ; principalement avant qu'il y eût des acolytes.

V. August.
de Catechiz.

Souvent on leur donnoit la charge d'instruire les catechumenes : ils batisoient en cas de nécessité, & prêchoient quand l'évêque l'ordonnoit. Encore aujourd'hui il faut être diacre pour prêcher & pour lire publiquement l'évangile

V. Baron.
n. 34. n.
227.

Hors de l'église, les diacres avoient le soin du temporel, & de toutes les œuvres de charité. Ils recevoient les oblations des fidelles, & les distribuoient, suivant les ordres de l'évêque, pour toutes les dépenses communes de l'église. C'étoit les diacres qui veilloient sur les fidelles, pour avertir l'évêque quand il y avoit des querelles, ou des pechez scandaleux. C'étoit eux qui portoient les ordres de leur évêque, aux prêtres éloignez, ou aux autres évêques ; & qui les acompagnoient dans leurs voyages. Afin qu'ils pussent suffire à tant de travaux, on les ordonoit dans l'âge où la plus grande force est jointe à la maturité, à trente ou trente cinq ans : aujourd'hui il suffit d'avoir atteint vingt-trois ans, & d'avoir été un an souddiacre. On observa long-tems de ne faire que sept diacres en

chaque église, à l'exemple de l'église de Jérusalem, pour représenter les sept esprits bienheureux qui sont toujours devant le trône de Dieu : & ce fut sans doute ce qui obligea à multiplier les clers inférieurs. Le premier des diacres s'appela depuis archidiaque. Son autorité étoit fort grande, & il en sera parlé dans la suite.

Ch. 13.

Il y avoit aussi des diaconesses. C'étoit des veuves que l'on choisissoit entre celles qui étoient consacrées à Dieu : on prenoit les plus vertueuses, âgées au moins de soixante ans. Elles servoient à soulager les diacres en tout ce qui regardoit les femmes, & que les hommes ne pouvoient faire avec autant de bienfaisance. Il y en a eû depuis le tems des apôtres, au moins jusques au sixième siècle.

1. Tim. v. 9.

Conc. Ephesus.
an. 5. 7. can.
2.

CHAPITRE IX.

Des Prêtres.

LE prêtre doit avoir été diacre un an pour le moins, & avoir atteint la vingt-cinquième année de son âge. Par les anciens canons il devoit avoir trente ans ; encore regardoit on moins à l'âge, qu'au tems qu'il avoit passé dans le diaconat, & dans les ordres inférieurs : & entre ceux qui avoient été éprouvés dans ces différens degrés, on choisissoit ceux dont la foi, la prudence, & la force étoient le plus connues. Quoique l'épreuve ne soit plus si longue : on observe toujours mieux les interstices, dans les ordres supérieurs : & les évêques n'en doivent dispenser que pour cause. L'examen pour cet ordre doit être plus rigoureux, que pour les autres : & 14.

Conc. Neoc.
ces. c. 11. de
re. epist. 1.

Conc. Tr.
16. 23. 24. c.

il faut que celui qui le reçoit soit trouvé capable d'instruire le peuple des choses nécessaires au salut, & d'administrer les sacrements. Mais rien ne fait mieux voir les qualitez d'un prêtre, & ses principales fonctions, que la cérémonie de l'ordination.

*Pontificale
de ordin.
presbyteri.*

L'archidiacre presente celui qui doit être ordonné prêtre, de même qu'il a présenté le diacre, comme étant demandé par l'église, & rend témoignage qu'il est digne. L'évêque consulte aussi le peuple; parce, dit-il, que c'est un intérêt commun du pasteur & du troupeau, d'avoir de saints prêtres: parce qu'un particulier peut savoir ce que plusieurs ignorent, & que chacun obéit plus volontiers à celui qui a été ordonné de son consentement. Ensuite il s'adresse à l'ordinand, & lui dit: Un prêtre doit offrir, bénir, présider, prêcher, baptiser. Il faut donc monter à ce degré avec une grande crainte, & se rendre recommandable par une sagesse celeste, de bonnes mœurs, & une longue pratique de la vertu. Les prêtres tiennent la place des 70. vieillards, qui furent donnez à Moïse, pour lui aider à conduire le peuple; & des 72. disciples de Jesus-Christ. Ils doivent aimer la mortification par la consideration du mystere de la mort de Jesus-Christ qu'ils celebrent; être par leurs instructions, les medecins spirituels du peuple de Dieu; réjouir l'église par l'odeur de leur sainte vie, & l'édifier par leur prédication & leur exemple.

Alors l'évêque met les deux mains sur la tête de l'ordinand, & tous les prêtres qui se trouvent présens, lui imposent aussi les mains. L'évêque fait sur lui des prieres, où il marque les divers degrez du sacerdoce. Les prêtres qui sont dans le second ordre, sont les com-

1. Tim. iv.
14. enc.
Carth. iv. c.
3.

pagnons & les aides des pontifes ; comme les enfans d'Aaron aidoient leur pere ; & comme les apôtres accompagnoient le fils de Dieu. Ensuite il lui donne les ornemens , & ajoûte une priere où il dit entre autres choses : Seigneur, auteur de toute sainteté, donnez-leur vôtre benediction, afin que par la gravité de leurs mœurs, & la severité de leur vie, ils se montrent vieillards ; qu'ils profitent des instructions que S. Paul donnoit à Tite & à Timothée ; que méditant jour & nuit vôtre loi, ils croient ce qu'ils liront, ils enseignent ce qu'ils croiront, & pratiquent ce qu'ils enseigneront ; que l'on voye en eux la justice, la constance, la compassion, la force, & toutes les autres vertus ; qu'ils en montrent l'exemple, & qu'ils y confirment par leurs exhortations

Après cela l'évêque lui consacre les mains par dedans avec l'huile des catechumenes, afin que ces mains soient capables de benir, de consacrer, & de sanctifier : & cependant on chante un hymne, pour invoquer le saint Esprit. Il lui fait toucher le calice plein de vin & la patene avec le pain, lui donnant le pouvoir d'offrir le sacrifice à Dieu : & en effet à la même messe de l'ordination, le nouveau prêtre celebre, & consacre avec l'évêque.

Après la communion, le prélat dit ces paroles de Jesus-Christ à ses disciples : Je ne vous appellerai plus mes serviteurs, mais mes amis, & le reste ; puis le nouveau prêtre se Ioan. xv. 15. leve & recite le symbole des apôtres, pour professer publiquement la foi qu'il doit prêcher. Il se met à genoux devant l'évêque, qui lui impose les mains une seconde fois, en disant : Recevez le S. Esprit : ceux à qui vous remettrez les pechez, ils leur seront re- Ioan. xx. 22

mis, & ceux à qui vous les retiendrez, ils leurs seront retenus. Il lui fait promettre obéissance, & l'avertit d'apprendre soigneusement l'ordre de la messe d'autres prêtres déjà instruits, à cause de l'importance de la chose.

On voit par toutes ces formules, que les prêtres sont instituez pour soulager les évêques, non comme les diacres, dans les fonctions extérieures, & dans ce qui tient plus du temporel; mais dans les fonctions les plus spirituelles, & les plus essentielles au sacerdoce. C'est, suivant le pontifical, offrir, benir, présider, prêcher, baptiser.

Offrir, est faire le sacrifice, c'est-à-dire, célébrer la messe: ce que les prêtres ne faisoient dans les premiers siècles qu'au défaut de l'évêque, & par son ordre. L'usage présent de cette fonction sera expliqué dans la seconde partie.

Ch. 3.

Le prêtre doit benir, c'est à dire, faire les prières solennelles, marquées pour diverses bénédictions: comme celle des fonts à pâque & à la pentecôte, l'eau benite, le pain beni de la messe paroissiale, les fruits nouveaux, les cloches, le lit nuptial, les femmes relevées de leurs couches: & toutes les autres bénédictions marquées dans le rituel, hors celles qui sont réservées aux évêques. Le prêtre doit aussi présider aux assemblées ecclésiastiques, & faire les prières au nom de tous: & l'on peut rapporter à cette fonction, les sépultures & les autres processions, qui doivent toujours être conduites par un prêtre. On peut aussi rapporter au mot de présider, le droit que les prêtres ont d'être le conseil de l'évêque, de s'asseoir avec lui dans les jugemens ecclésiastiques, & les exercer en son nom: car toute l'antiquité les a regardez comme le senat de l'église.

*V. Rituale
pontificale
& rituale.*

La prédication n'étoit pas du comencement une fonction si ordinaire des prêtres : parce que les évêques instruisoient eux-mêmes. Mais depuis environ 400. ans plusieurs prêtres, principalement des réguliers, ont fait leur capital de cette fonction, prêchant indifféremment dans toutes les églises, selon qu'ils y sont appellez : au lieu qu'autrefois il n'y avoit que les pasteurs, qui instruisoient chacun son troupeau.

Il semble que sous le nom du batême, le pontifical ait voulu comprendre tous les sacremens ; car le prêtre a le pouvoir de les administrer, hors les deux qui appartiennent à l'évêque. Il est vrai qu'il y a à distinguer. Le batême peut être administré en cas de nécessité, par quelque personne que ce soit. L'eucharistie peut être administrée par tout prêtre indifféremment, hors la communion pascale & le viatique. La pénitence ne peut être administrée que par ceux qui sont spécialement approuvez par l'évêque. L'extrême-onction, & la bénédiction nuptiale par le propre curé : & il en est de même du batême solennel. Ces grands pouvoirs, qui rendoient les prêtres si venerables, ont été cause, dans les derniers tems, de leur multiplication, qui a diminué le respect.

CHAPITRE X.

De la promotion des évêques.

LA dignité de l'épiscopat s'est mieux conservée que celle de la prêtrise ; parce qu'on s'est plus attaché à ne point ordonner d'évêque, sinon pour une église vacante. Le

nom d'évêque signifie inspecteur ou intendant, pour montrer qu'il est chargé de tout le soin du troupeau. Il est souvent nommé pasteur : souvent dans les anciens , préposé : en grec , *proestós* : en latin , *præpositus*, ou *præsul*, ou *antistes* : ou bien on le nomme sacrificateur : en grec , *hiereús* : en latin , *sacerdos* : nom qui dans les derniers temps , a été confondu avec celui de *presbyter* , & attribué aux simples prêtres. Les évêques ont encore été nommez pontifes : mais quelques modernes affectent de ne donner ce nom qu'au pape. Les anciens évêques parlant d'eux-mêmes, se nommoient souvent serviteurs d'une telle église , ou des fideles & des serviteurs de Dieu : & le pape a gardé cette formule.

- Marci* 111. Jésus Christ appella ses disciples , & choi-
13. 14. sit pour apôtres ceux qu'il voulut. Il leur dit,
10a. xx. 21. après sa resurrection : Comme mon Pere m'a
Aët. xx. 28. envoyé , ainsi je vous envoie. Et saint Paul
Tit. 1. 5. 7. dit aux évêques d'Asie , que le S. Esprit les a
 établis pour gouverner l'église de Dieu : & à
 Tite : qu'il l'a laissé en Crete , pour établir
 par les villes des prêtres , qu'il appelle en
 suite évêques. Enfin nous voyons dans toute
 la suite de la tradition , que les évêques ont
Can. Apost. 1. toujours été établis par d'autres évêques. Il
 est vrai que l'on appelloit à cette action , le
Can. Nic. 4. clergé & le peuple de l'église vacante ; afin
 de ne leur pas donner un pasteur , qui leur
 fût inconnu ou désagréable. On les écoutoit ,
V. Sirm. & on suivoit d'ordinaire leur desir : choisissant
prof. ad quel que prêtre ou quelque diacre attaché de-
for. antiq. puis long-tems au service de cette église : d'une
11. 8. anc. 7. vertu éprouvée , d'une science & d'une cha-
 1850. rité connue de tout le monde : quelque il-
Calest. ej. 2. lustre confesseur , pendant les persecutions.
c. 5. Le ej. Aussi tôt que l'évêque étoit élu , les évêques
81. ad 1.
naft. c. 5. &
et. 92. ad
Rusl. c. 1.

l'ordonnoient par l'imposition des mains, avec la priere & le jeûne : ils l'intronisoient dans la chaire/episcopale, & il commençoit dès lors à exercer ses fonctions.

C'est ce que témoigne S. Cyprien, quand il dit que les évêques voisins s'assembloient dans l'église vacante, & lui éliſoient un évêque en présence du peuple, dont il étoit parfaitement connu. Et le pape Jules se plaignant de l'intrusion de Gregoire à la place de S. Athanase : dit, qu'on l'a ordonné à Antioche pour l'envoyer à Alexandrie, distante de trente-six journées : qu'il y est étranger, n'y a point été baptisé, n'y est point connu, & n'a été demandé ni par les prêtres, ni par les évêques, ni par le peuple.

Cyrr. ep. 67. al. 68.

Epist. 17. 1. 70. 306. D.

Hist. liv. XII. n. 25.

Depuis Constantin, le peuple Chrétien étant augmenté, on eut égard aux suffrages des différens ordres; des nobles, des magistrats, des moines; mais on regardoit toujours principalement le jugement du clergé. Dans les royaumes, qui se formerent du débris de l'empire romain, il falut aussi avoir le consentement des princes : qui voyant la grande autorité des évêques, sur les peuples de leurs nouvelles conquêtes; étoient jaloux de ne laisser élire, que ceux qu'ils croyoient leur être fideles.

Leo ep. 89. an. episc. Vienn. 55.

Ainsi sous la premiere race de nos rois, & au commencement de la seconde, quoique la forme des élections s'observât toujours; les rois en étoient souvent les maîtres. Depuis Loüis le Debonaire les élections furent plus libres; en sorte, que pendant le neuvième siecle, l'ancienne discipline s'observoit exactement; y ajoûtant seulement, de ne rien faire sans la participation du roi. Nous en avons encore toutes les formules.

Formule an
tique pra-
mor eglise.
re. 2. conc.
Gall. & 8.
con. gener.
1. 18 4
Hist. lit. LIII.
n. 33.

Si-tôt qu'un évêque étoit mort, le clergé & le peuple envoioient des députez au métropolitain, pour l'en avertir : le métropolitain en donnoit avis au roi : & suivant son ordre, nommoit un des évêques de la province pour être visiteur. Il écrivoit à cet évêque, & l'envoyoit dans l'église vacante, pour solliciter l'élection, & y présider, afin qu'elle ne fût point diferée, & que les canons y fussent gardez. Le métropolitain envoioit en même tems au clergé & au peuple une ample instruction, de la maniere dont l'élection se devoit faire, pour être canonique. Le visiteur étant arrivé, assembloit le clergé & le peuple. Il faisoit lire les passages de S. Paul & les canons, qui marquent les qualitez d'un évêque, & comment il doit être élu ; il exhortoit tous les ordres en particulier, à suivre ces regles : les prêtres, les autres clercs, les vierges, les veuves, les nobles, & les autres laïques, c'est à dire les citoyens. Les moines avoient grande part à l'élection. On n'y appelloit pas seulement les chanoines & les clercs de la ville, mais aussi les clercs de la campagne. On jeûnoit trois jours avant l'élection, & on faisoit des prieres publiques & des aumônes. On choisissoit autant qu'il se pouvoit un clerc du sein de la même église.

L'élection étant faite, le decret signé des principaux du clergé, des moines & du peuple, étoit envoyé au métropolitain, il convoquoit tous les évêques de la province, pour examiner l'élection, à un jour certain & un certain lieu : qui étoit d'ordinaire l'église vacante. Tous les évêques devoient s'y trouver ; & ceux qui étoient malades, ou avoient quelque autre excuse legitime, envoioient un de leurs clercs, chargé de leurs lettres, pour

aprouver l'élection : car tous y devoient consentir, suivant la regle du concile de Nicée : *Nic. c. 4.* & trois au moins devoient y assister. L'élû *Can Apol. 13* étant présenté à ce concile, le métropolitain l'interrogeoit sur sa naissance, sa vie passée, sa promotion aux ordres, ses emplois : pour voir s'il n'étoit point atteint de quelque irrégularité. Il examinoit aussi sa doctrine, lui faisoit faire sa profession de foi, & la recevoit par écrit. S'il trouvoit l'élection canonique, & l'élû capable, il prenoit jour pour la consecration. Mais si l'élû se trouvoit irrégulier ou incapable, ou si l'élection avoit été faite par simonie ou par brigue, le concile la cassoit, & éliisoit un autre évêque.

La consecration se faisoit à peu près comme aujourd'hui. Le métropolitain donnoit ensuite au nouvel évêque une instruction par écrit, où il lui expliquoit en abrégé tous ses devoirs, car il étoit regardé comme le pere & le docteur des évêques qu'il ordonoit. Il devoit leur fournir de ses archives des exemplaires des canons, & ils devoient avoir recours à lui dans toutes leurs difficultez. Si la confirmation se faisoit hors de l'église vacante, le métropolitain y envoyoit des lettres pour faire recevoir le nouvel évêque. Le roi étoit averti de tous les actes importants de cette procédure, principalement de l'élection & de la confirmation : car il y avoit toujours droit d'exclure ceux qui ne lui étoient pas agréables. Telles étoient les élections en Occident au neuvième siècle, & jusques à la fin du douzième : pendant lequel toutefois les chanoines des cathedrales s'efforçoient d'attirer à eux toute l'élection : comme il paroît par le canon du concile de Latran en 1139. qui réprime leurs entreprises,

*Can. 28.
V. Thomaß.
Discipl. p. 4.
liv. 1. c. 40.*

Mais au commencement du treizième siècle, ces chapitres étoient déjà en possession d'élire seuls l'évêque, à l'exclusion du reste du clergé & du peuple; & les métropolitains de confirmer seuls l'élection, sans appeler leurs suffragans. L'un & l'autre paroît par la manière dont les élections sont réglées dans le grand concile de Latran de 1215.

Ces jugemens avoient moins d'autorité, & quelquefois moins de justice que ceux d'un concile entier; aussi les appellations à Rome devinrent bien plus fréquentes: & il arriva en diverses occasions, que les évêques élus s'adressoient directement au pape, pour lui demander la confirmation & la consecration. Il faut donc expliquer comment se font les élections, suivant le droit nouveau & les decretales.

On distingue trois actions: l'élection, la confirmation, la consecration. L'élection se nomme postulation, si celui que choisissent les chanoines ne peut être fait évêque, sans quelque dispense: comme s'il est déjà évêque: s'il n'est pas *in sacris*: s'il n'est pas né en légitime mariage. Car en ces cas ce n'est pas tant une election qu'ils font, qu'une prière au supérieur, de leur donner pour évêque celui qu'ils ne peuvent élire. L'élection se fait en trois manières. Par scrutin, par compromis, par inspiration. Il y a plusieurs exemples dans les premiers siècles, d'élections faites par inspiration divine; & on y compare celles, où tous les électeurs conviennent unanimement de la même personne, sans avoir délibéré. L'élection par compromis, se fait en remettant le pouvoir d'élire à quelques-uns de tout le corps en nombre impair, comme 3. 5. ou 7. Ils doivent religieusement observer

c. 24. *Quia
propter. 26.
Vib. l. est.*

Car. ult. de
pot. un. junct.
glossa.

Conc. Later.
iv. can. 24
*Qui a propt. r.
41. extra de
election.*

les termes du compromis. L'élection par scrutin est la plus ordinaire : & voici quelle en est la forme.

Tous ceux qui ont droit de donner leurs voix pour l'élection, doivent être citez à un certain jour ; afin que les absens puissent s'y rendre, ou envoyer leur procuration speciale, & qu'aucun ne puisse acuser l'élection d'avoir été clandestine. On doit proceder à l'élection dans trois mois après la vacance, de peur que le chapitre ne la fasse durer, pour gouverner plus long-tems. On doit faire cependant des prieres publiques, & le jour étant venu, les électeurs s'assemblent dans l'église assistent à une messe du S. Esprit, où ils communient ; puis ils prêtent serment, de choisir celui qu'ils croiront le plus digne, & de ne point donner leurs voix à celui qu'ils sauront avoir brigué l'élection. Les suffrages se donnoient autrefois de vive voix ; depuis on a introduit de les donner secretement par bulletins ou billets pliez, que l'on met dans un calice, ou quelque autre vase. Ils sont assemblez & comparez, par ceux qui ont été choisis pour scrutateurs ; & celui-là est déclaré élu, qui a les suffrages de la plus grande & de la plus saine partie.

L'élection étant publiée, il n'est plus permis de varier. On dresse procès verbal de tout ce qui s'est passé en cette action ; où souvent il arrive des contestations. Il y en a qui protestent, qui s'oposent, qui appellent ; quelquefois les électeurs se divisent. L'élu doit donner son consentement dans un mois, sous peine d'être déchû de son droit. Et dans les trois mois suivans, il doit demander la confirmation à son supérieur immédiat ; c'est à dire, au métropolitain, au primat, ou au pape ;

*Conc. Basile.
sess. 12.*

*C. Ne pro de-
fectu 41. de
elect. ex conc.
Lat. IV. c. 23.*

*C. publicato
58. de elec-
tion.*

*Cap. Quam-
vis 6 de elect.
in 6 ex conc.
Lugdun. 11. c.*

suivant la dignité de l'église vacante

Le métropolitain fait appeler toutes les parties intéressées ; savoir ceux qui paroissent coëlus, ou opposans, par des citations expresses, les autres par des affiches : les délais passez, il procède au jugement, soit avec les parties ; soit d'office, si personne ne se presente pour combattre ou pour défendre l'élection. Ce jugement consiste à examiner les qualitez de l'élû, & la forme de l'élection : & s'il y a des contradicteurs, le procès peut être fort long. Il peut y avoir grand nombre d'opposans : & chacun peut avancer autant de causes de nullité, qu'il peut y avoir d'irregularitez & d'incapacitez en la personne de l'élû, & de chacun des électeurs ; & qu'il y a de formalitez dans l'élection.

Si l'élection est déclarée nulle, par la faute des électeurs ; le métropolitain pourroit de plein droit à l'église vacante, & les électeurs sont ainsi punis d'avoir abusé de leur pouvoir. S'ils n'ont point failli, comme si c'est le prince qui s'oppose à la confirmation, parce que l'élû lui est suspect ; on ordonne qu'ils procéderont à nouvelle élection. Si l'élection est confirmée, il n'y a plus qu'à sacrer l'élû : & dès lors il a tous les droits épiscopaux qui ne sont pas attachez essentiellement à l'ordre. Mais il peut arriver que l'on appelle de la sentence du métropolitain ou du primate, soit qu'il ait cassé ou confirmé l'élection ; & alors c'est un nouveau procès. Ces appellations, & généralement toutes celles qui regardent les élections des évêques vont au pape sans moyen depuis qu'Alexandre I V. les a mises au nombre des causes majeures. Et par le seul délai de six mois, le droit de pourvoir lui est dévolu, à cause de la negligence de ceux qui devoient élire & confirmer.

Cap. Nihil est
44. de elect.
ex Conc. Later.
ter. IV, c. 26.

Conc. Lug.
II. c. 9.

De toutes ces regles , il arriva pendant le treizieme siecle & le suivant , que la provision de la plûpart des évêchez venoit au pape : soit parce que l'on n'avoit pas élu dans le tems , soit parce que les élections ou les confirmations étoient vicieuses ; on en voit grand nombre d'exemples dans les decretales. D'ailleurs il étoit notoire , que plusieurs élections se faisoient par brigue & par simonie ; sur-tout dans les pays où les évêques étoient seigneurs temporels. Souvent les princes s'en rendoient les maîtres par autorité ; souvent elles étoient troublées par des seditions & des violences : elles produisoient des guerres , ou au moins des procès immortels. Ces desordres donnerent sujet aux papes de se réserver quelque-fois la provision des églises ou le péril étoit le plus grand. Puis ils passerent à des reserves generales en certains cas ; comme lors qu'un évêque seroit decedé en cour de Rome , lorsqu'il seroit cardinal ; lorsqu'il auroit acquis un benefice incompatible. Enfin le pape Jean XXII. passa jusques à la reserve generale de toutes les églises cathedrales, quand elles viendroient à vaquer ; qui étoit abolir les élections. Il est vrai que l'on prétendoit y suppléer , en ne donnant les évêchez que de l'avis des cardinaux assemblez en consistoire , & après plusieurs informations.

*Tutorium.
exira de e-
le-t. tit. eod.
i. 6.*

*Reg. Cancell.
2.*

On regarda ces reserves generales comme un des abus , qui s'étoient fortifiez pendant le schisme. Le concile de Basle voulut les retrancher , & rétablir les élections : & son decret fut inferé dans la pragmatique de Bourges ; mais il fut odieux aux papes , parce qu'il fut fait dans le tems qu'Eugene IV. étoit le plus brouillé avec le concile. Depuis ce tems, la provision aux évêchez a été differente selon

Sess. 124

les pays. Dans une grande partie de l'Italie, le pape les donne librement : en France, il les donne sur la nomination du roi, en vertu du concordat de 1516. Les rois d'Espagne, & quelques autres souverains nomment, par des indults particuliers, que le pape accorde pour la vie de chaque prince : en Allemagne les élections se sont conservées, par le concordat de 1447. Je me renferme à ce qui regarde la France

Tit. de election.

Par le concordat, le roi doit nommer un docteur ou un licencié en theologie ou en droit, qui soit au moins dans sa vingt-septième année, & qui ait toutes les autres qualitez requises par les canons. Il le doit nommer dans les six mois de la vacance : autrement après trois mois, le pape y pourroit librement. Par l'ordonnance de Blois, le roi ne devoit nommer qu'un mois après la vacance, pour y penser plus mûrement ; & après avoir fait son choix, avant que d'expedier les lettres de nomination, information devoit être faite de la vie & mœurs du nommé ; par l'évêque de sa residence des cinq dernières années, & par le chapitre de l'église vacante ; & de plus il doit être examiné par un évêque & deux docteurs en Theologie, ce qui sembloit satisfaire à l'ordonnance du concile de Trente, qui laisse au concile de chaque province, à regler la forme de cette instruction.

Seff. 24. ref. c. 1.

Dans l'usage, le roi nomme quand il lui plaît ; & le nommé fait faire son information de vie & mœurs, par l'évêque de sa dernière residence, comme celles que l'on fait pour la reception des officiers ; il y joint sa profession de foi, & l'information de l'état de son église, faite ou par le même évêque, ou par un autre, & envoie le tout à Rome. Le roi y

envoie

envoie aussi trois lettres de cachet, une au pape, l'autre à son ambassadeur, la troisième au cardinal protecteur de la France. Ce cardinal est le proposant, & comme le rapporteur, qui avec trois autres cardinaux, doit examiner les informations & les actes produits par le nommé; & tous quatre doivent asserter qu'ils le jugent digne. Puis le cardinal propose l'évêque nommé, en consistoire une première fois, ce qui s'appelle préconisation; & dans le consistoire suivant, il fait son rapport qui s'appelle proposition. On donne ce délai, afin que tous les cardinaux puissent s'informer de la dignité ou indignité du nommé. La proposition étant faite, le pape prend les voix des cardinaux, & rend son décret par lequel il pourvoit le nommé. Cette forme de provision représente en quelque manière l'élection, qui se faisoit du commencement par le métropolitain, avec ses suffragans, sur le témoignage du clergé & du peuple. Aussi elle donne le même droit que la confirmation. Sur ce décret du consistoire s'expédient les bulles. Quand l'évêque élu les a reçues, il doit prêter serment de fidélité au roi, & en prendre lettre du grand sceau, qu'il fait enregistrer à la chambre des comptes, avec la lettre du don des fruits échûs pendant la vacance. Par ce moyen il obtient main levée de la regale, & peut entrer en possession. Il doit se faire sacrer dans les trois mois.

Conc. Trid.
bid.



CHAPITRE XI.

De la consécration de l'évêque.

*Pontificale
de consecr.
episc.*

L Es ceremonies de la consécration sont bien entendre quelles doivent être les qualitez d'un évêque, & quelles sont ses fonctions. La consécration se doit faire un dimanche, en l'église propre de l'élû, ou du moins dans la province, autant qu'il se peut commodément. Le consécrateur doit être assisté au moins de deux autres évêques. Il doit jeûner la veille & l'élû aussi. Le consécrateur étant assis devant l'autel, le plus ancien des évêques assistans, lui presente l'élû, disant : L'église catholique demande que vous éleviez ce prêtre à la charge de l'épiscopat. Le consécrateur ne demande point s'il est digne, comme on faisoit du temps des élections, mais seulement s'il y a un mandat apostolique, c'est à-dire la bulle principale, qui répond du mérite de l'élû : & il la fait lire. Ensuite l'élû prête serment de fidélité au S. siége, suivant une formule, dont il se trouve un exemple dès le tems de Gregoire VII. On y a ajoûté depuis plusieurs clauses : entr'autres, celle d'aller à Rome rendre compte de sa conduite tous les quatre ans, ou d'y envoyer un député : ce qui ne s'observe point en France.

*Sene. Rem.
22. 1579.*

Alors le consécrateur commence à examiner l'élû sur sa foi & sur ses mœurs, c'est-à-dire, sur ses intentions pour l'avenir : car on suppose que l'on est assuré du passé. Il lui demande donc s'il veut soumettre sa raison aux sens de l'écriture sainte : s'il veut enseigner à son

peuple par ses paroles & , par son exemple , ce qu'il entend des écritures divines : s'il veut observer & enseigner les traditions des peres , & les decrets du S. siege. S'il veut obéir au pape , suivant les canons : s'il veut éloigner ses mœurs de tout mal , & avec l'aide de Dieu les changer en tout bien ; pratiquer & enseigner la chasteté , la sobriété , l'humilité , la patience , être pitoyable & asable aux pauvres , être dévoué au service de Dieu , & éloigné de toute affaire temporelle , & de tout gain fardide. Il l'interroge ensuite sur la foi de la foi de la Trinité , de l'Incarnation , du saint Esprit , de l'église : en un mot , sur tout le contenu du symbole , marquant les principales heresies , par les termes les plus précis , que l'église a employez pour les condamner

L'examen fini , le consécrateur commence la messe : & après l'épître & le graduel , il revient à son siege , & l'élu étant assis devant lui , il l'instruit de ses obligations , en disant : Un évêque doit juger , interpreter , consacrer , ordonner , offrir , batiser & confirmer. Puis l'élu étant prosterné , & les évêques à genoux , on dit les litanies : & le consécrateur prend le livre des évangiles , qu'il met tout ouvert sur le col & sur les épaules de l'élu. Cette ceremonie étoit plus facile , du tems que les livres étoient des rouleaux , car l'évangile ainsi étendu pendoit des deux côtez comme une étoile. Ensuite le consacrant met ses deux mains sur la tête de l'élu , avec les évêques assistans , en disant : Recevez le saint Esprit. Cette imposition des mains est marquée dans l'écriture , comme la ceremonie la plus essentielle à l'ordination : & l'imposition du livre est aussi très-ancienne , pour marquer sensiblement l'obligation de porter le joug du

1. Tim. iv.
14 v 22.

Const. apost.
lib. 2. c. 4.

Seigneur , & de prêcher l'évangile.

Le consécrateur dir une préface , où il prie Dieu de donner à l'élû toutes les vertus , dont les ornemens du grand prêtre de l'ancienne loi , étoient les symboles mystérieux ; & tandis que l'on chante l'hymne du saint Esprit , il lui fait l'onction de la tête , avec le saint chrême : puis il achève la prière , qu'il a commencée ; demandant pour lui l'abondance de la grace & de la vertu , qui est marquée par cette onction. On chante le psaume 132. qui parle de l'onction d'Aaron ; & le consécrateur oint les mains de l'élû avec le saint chrême. Ensuite il benit le bâton pastoral , qu'il lui donne pour marque de sa juridiction : l'avertissant de juger sans colere , & de mêler la douceur à la severité. Il benit l'anneau , & lui met au doigt , en signe de sa foi : l'exhortant à garder l'église sans tache , comme l'épouse de Dieu. Enfin il lui ôte le livre des évangiles de dessus les épaules , & lui met entre les mains , disant : Prenez l'évangile , & allez , prêchez au peuple qui vous est commis ; car Dieu est assez puissant pour vous augmenter sa grace.

*Conf. Apost.
6. 8. c. 5.*

Là se continuë la messe , on lit l'évangile ; & autrefois le nouvel évêque prêchoit , pour commencer d'entrer en fonction. A l'offrande il offre du pain & du vin , suivant l'ancien usage ; puis il se joint au consécrateur , & achève avec lui la messe , où il communie sous les deux especes , & debout. La messe achevé , le consécrateur benit la mitre & les gans , marquant leurs significations mystérieuses ; puis il intronise le consacré dans son siege. Ensuite on chante *Te Deum* , & cependant les évêques assistans promènent le consacré par toute l'église , pour le montrer

au peuple. Enfin il donne la benediction solemnelle.

Du tems des élections , on faisoit encore la veille de la consecration , quelques ceremonies considerables Le samedi au soir le métropolitain , assisté de ses suffragans , étant assis dans le parvis de l'église , l'archiprêtre ou l'archidiacre de l'église vacante se presentoit à genoux , & le prelat après lui avoir donné sa benediction , disoit : Mon fils , que demandez-vous ? l'archidiacre répondoit : Que Dieu nous accorde un pasteur Est il de votre église ? disoit le prelat : & ensuite : Qui vous a plu en lui ? l'archidiacre répondoit : La modestie , l'humilité , la patience , & les autres vertus Le prelat faisoit lire ensuite le decret de l'élection , qui rendoit rémoignage du merite de l'élû. Les chanoines qui acompagnoient l'archidiacre certifioient qu'ils avoient souscrit ce decret : & le métropolitain leur disoit : Prenez garde qu'il ne vous ait fait quelque promesse , car cela est simoniaque , & contre les canons. Puis il ordonoit qu'on l'amenât.

*Scrutin ferret
in fine pontif.
Rom.*

Alors l'élû encore à jeun , étoit amené en procession entre l'archidiacre & l'archiprêtre. Le prelat lui demandoit , quel rang il tenoit dans l'église ? combien il y avoit qu'il étoit prêtre ? s'il avoit été marié ? s'il avoit donné ordre à sa maison ? Après qu'il avoit satisfait à toutes ces questions : le métropolitain lui demandoit encore : Quels livres lit-on dans votre église ? il répondoit : Le pentateuque , les prophetes , l'évangile , les épîtres de saint Paul , l'apocalypse , & les autres. Savez vous les canons ? il répondoit : Apprenez-les moi. L'archevêque l'instruisoit sommairement , lui promettant une plus ample instruction par écrit. Regulierement l'élû devoit demeurer à

jeun jusques au lendemain, après la consecration.

Le lendemain l'élû étoit présenté par l'ancien évêque assistant, qui rendoit témoignage qu'il étoit digne. On faisoit l'examen, & tout le reste, comme il a été décrit : hormis que l'élû prêtoit serment de fidélité & d'obéissance au métropolitain, & qu'à la fin le métropolitain lui donnoit un edic, ou instruction par écrit, qui merite d'être remarquée. En-voici les principaux points.

Sachez, mon cher frere, que vous venez d'être chargé d'un grand poids, & d'un grand travail ; du gouvernement des ames : de vous assujettir aux besoins de plusieurs, & d'être le serviteur de tous : & que vous rendrez compte, au jour du jugement, du talent qui vous est confié. Ayez grand soin de garder la pureté de la foi. Observez exactement les regles de l'église, dans les ordinations, soit pour les tems, soit pour la qualité des personnes : évitez surtout l'avarice & la simonie. Gardez la chasteté ; que les femmes n'entrent point chez vous, & si vous êtes obligé d'entrer chez les religieuses, que ce soit en compagnie de gens hors de tout soupçon. Evitez de donner scandale. Apliquez vous à la prédication, prêchez la parole de Dieu à votre peuple abondamment, agreablement, distinctement, & sans cesse. Lisez continuellement l'écriture sainte, & que l'oraison interrompe la lecture. Demeurez ferme dans la tradition de ce que vous avez appris : que la sainteté de votre vie soutienne vos instructions, & qu'elle serve de regle & de modele a vos ouïlles. Ayez grand soin de votre troupeau. Corigez avec douceur & avec discretion ; en sorte que le zele & la bonté

s'aide l'un l'autre, & que vous évitiez également la rigueur excessive & la mollesse. Ne considérez personne dans vos jugemens. Employez les biens de l'église avec fidélité & discrétion; sachant que c'est le bien d'autrui que vous gouvernez. Exercez l'hospitalité & la charité envers les pauvres; soulagez les veuve, les orphelins, & toutes les personnes opprimées; ne vous laissez point élever par la prospérité, ni abatte par l'adversité. Voilà un abrégé de cette formule que l'église conserve dans ses livres les plus saints, pour l'instruction de tous les évêques. On en trouve une semblable donnée à Ives de Chartres par le pape *To X. Conc.* Urbain II, lorsqu'il le sacra évêque en 1091. p. 430.

CHAPITRE XII.

Des fonctions intérieures de l'évêque.

LES fonctions de l'évêque renferment tout l'exercice de la religion chrétienne, dont il n'y a aucune partie qui ne dépende de lui. C'est à lui à faire des Chrétiens, par la prédication & le baptême; à leur apprendre à prier, à les nourrir de la parole de Dieu & des sacrements, à faire des prêtres & des évêques, qui puissent exercer les mêmes fonctions que lui, & perpétuer la religion jusques à la fin des siècles.

La première fonction de l'évêque est donc *Diff. 46.* la prédication: elle a précédé même la conversion des peuples. Car comment auroient ils crû en celui dont ils n'auroient point ouï *Rom. x. 14.* parler? Or le nom de prédication comprend toute sorte d'instruction & d'exhortation qui regarde la foi & les mœurs; & particulière-

ment le catechisme, soit pour ceux que l'on batise en âge de raison, soit pour les enfans batisez. Dans les premiers siecles, l'évêque prêchoit tous les dimanches, ou plus souvent, si l'on celebrait plus souvent les saints mysteres; car il n'y avoit point de messe sans predication, non plus que sans lecture de l'évangile; l'église étoit une école, & l'évêque un docteur, comme il est souvent nommé dans les anciens auteurs ecclesiastiques. C'étoit lui qui instruisoit les prêtres, & tout son clergé: qui leur decouvroit les mysteres cachez de l'écriture, qui leur aprenoit les canons & la tradition des fonctions ecclesiastiques; & qui resolvoit leurs difficultez.

Il n'instruisoit pas seulement en public, mais encore en particulier & dans les maisons; comme saint Paul le montre par son exemple, & par les diferentes instructions qu'il donne à Tite & à Timothée, pour toutes sorte de personnes, selon les âges, les sexes, les conditions. On peut aussi compter pour predications, les instructions que les évêques donnoient par leurs lettres & par leurs autres écrits; lors qu'ils étoient consultés ou obligés de s'opposer à quelque nouvelle heresie. De tant de peres, qui ont écrit pendant les huit premiers siecles, il n'y en a guère qui ne fussent évêques.

Les desordres du sixième siecle & des suivans, firent que les évêques manquerent souvent à prêcher; par les incursions des ennemis qui ne les laissoient pas en repos, par la multitude d'autres ocupations, que leur fournissoient leurs diocèses trop étendus, principalement en Allemagne, & dans le reste du Nort: par les affaires temporelles, dont ils se trouverent chargés, soit à cause de leurs seigneuries

seigneuries, soit à cause de l'ignorance des laïques. Il se trouva même alors, il faut l'avouer, des évêques peu zelés, & peu capables d'instruire leurs peuples. Par toutes ces raisons, le grand concile de Latran ordonna à tous les évêques, d'établir des personnes capables pour prêcher à leur place, quand ils ne le pourroient faire eux-mêmes; & de leur fournir la subsistance nécessaire. Les freres prêcheurs & les autres religieux mendiants, qui commencerent à paroître vers le même tems, produisirent un grand nombre de prédicateurs de profession; qui sans s'attacher à aucune église, prêchoient indifféremment par tout, où ils étoient envoyés; étant plus savans & plus exercés que les pasteurs, qui s'accoutumerent ainsi à garder le silence. Le concile de Trente a renouvelé les anciens canons sur ce point, & a recommandé aux évêques de prêcher en personne, comme leur principal devoir.

Conc. Lat. iv. c. 10. Inter cetera, de offic. judic. ordin.

Sess. 5. Reform. c. 2. Sess. 14. Ref. c. 4.

Une autre fonction essentielle à l'épiscopat, est la priere. Les apôtres en instituant les diacres, se reserverent l'oraison & le ministère de la parole: & la première chose que saint Paul recommande à Timothée, est de faire faire des prieres de plusieurs sortes, pour toutes sortes de personnes. L'évêque doit donc être homme d'oraison en son particulier, & prier beaucoup pour son troupeau; mais il doit aussi leur enseigner à prier, & conduire toutes les prieres publiques de l'église. Ainsi il doit assister à tous les offices du jour & de la nuit, autant que ses autres fonctions le permettent; il doit régler tout ce qui regarde le service divin dans tout son diocèse, & reformer quand il est besoin les livres qui y servent. Ordoner des prieres ex-

1. Tim. ii. 2.

traordinaires aux occasions : prescrire aux fideles la forme de prier dans leurs familles , & retrancher les abus & les superstitions.

La plus excellente prière est celle du saint sacrifice , & c'est à l'évêque qu'il appartient de l'offrir. Du commencement les prêtres ne celebrent , que quand il étoit malade ou absent. On eût trouvé aussi étrange , qu'un évêque eût manqué un dimanche à présider à l'assemblée des fideles , à y prêcher & sacrifier : que l'on trouveroit mauvais , qu'un juge ne tint pas l'audience en un jour de plaidoirie. S. Gregoire , pour montrer combien les gouttes le tourmentoient , se plaint, qu'à peine pouvoit-il être debout les fêtes pendant trois heures , pour célébrer la messe. Cependant il étoit chargé du soin de toutes les églises , & acablé de mille affaires.

L'évêque doit administrer tous les sacremens. Il n'y avoit que lui qui donoit le baptême solennel , du tems qu'il ne se donoit qu'à pâque & à la pentecôte ; les prêtres l'administroient à ceux qui se trouvoient en peril. Ainsi l'évêque étoit veritablement le pere de tous les fideles qu'il gouvernoit , puis qu'il leur avoit donné la naissance spirituelle. Il n'y avoit que l'évêque qui donnât la penitence & l'absolution. La coutume a duré jusques au treizième siecle , & en plusieurs églises jusques au quinziesme , que les prêtres se confessoient à l'évêque : encore aujourd'hui plusieurs cas lui sont réservés. C'est lui qui impose la penitence publique & qui reconcilie à l'église les excommuniés & les heretiques. Il est vrai que les évêques s'en déchargent souvent sur leurs penitenciers , ou sur d'autres prêtres qu'ils commettent.

Mais il y a deux sacremens , dont l'évêque

viii. epist. 35.

Thomas. dis-
cipl. n. 4.
part. liv. 1.
c. 69.

Pomif. Rom.

seul est le ministre ordinaire : la confirmation des Chrétiens déjà batisés , & l'ordination des prêtres & des ministres. Il y a aussi des consecrations & des benedictions attachées à l'ordre episcopal , savoir : la benediction des abbés & des abbeſſes : le sacre des rois & des reines : la benediction des chevaliers : la dedicace des églises : la consecration des autels , soit fixes , soit portatifs : la consecration du calice & de la patene : la benediction des saintes huiles. Il y a plusieurs autres benedictions episcopales , qui peuvent être commises à des prêtres ; comme la benediction des corporaux & des nappes d'autel , des ornemens sacerdotaux , des croix , des images , des cloches , des chapelles , des cimetieres , la reconciliation des églises profanées. On peut appeler tout ce qui a été dit jusques ici , les fonctions interieures de l'évêque.

*V. Rubricas
Pontificalis
& Ritualis.*

CHAPITRE XIII.

Des fonctions exterieures de l'évêque.

LEs fonctions exterieures de l'évêque sont la jurisdiction ; le soin des personnes consacrees à Dieu , ou recommandables par leur misere : & du temporel de l'église. L'évêque est le seul juge ordinaire & naturel , de tout ce qui regarde la religion. C'est à lui à décider les questions de foi ou de morale , en interpretant l'écriture sainte , & rapportant fidelement la tradition des peres. De là vient , qu'il a droit d'examiner tous les livres , qui se publient dans son diocese : & que l'on ne doit rien imprimer , qui regarde la religion , sans son aprobation : ce qui toutefois ne s'obser-

*Conc. Trid.
sess. 4.*

ve pas en France. L'évêque doit régler la police ecclésiastique : & pour cet effet faire tous les statuts , mandemens , & autres ordonnances , qu'il juge nécessaires : pourvû qu'elles soient conformes à la discipline generale de l'église , & aux loix de l'état.

C'est à lui aussi à dispenser des canons , dans les cas où les canons mêmes le permettent : comme pour les publications des mariages , & les interstices des ordinations ; & dans tous les autres cas où l'utilité évidente de l'église le demande ; excepté ceux qu'une ancienne coutume a réservés au saint siege. C'est à l'évêque à établir des personnes publiques , pour le soulager dans le service de l'église ; ce qu'il fait par les ordinations , par les diverses formes d'offices & de commissions , qu'il distribuë ; & par la collation des benefices : car il est le collateur ordinaire de tous ceux de son diocèse.

L'évêque a droit aussi de juger les crimes ecclésiastiques , & de punir les coupables. Premièrement il juge au tribunal de la pénitence les pechés , même les plus secrets , de ceux qui s'accusent volontairement. Il juge les pecheurs publics , même malgré eux , & peut les retrancher de l'église , s'ils ne se soumettent à la pénitence. A l'égard des clercs , il a sur eux toute sorte de correction , & peut les punir , même pour des fautes plus legeres ; car ils lui doivent une obéissance entière , & sont obligés à une vie plus sainte que les laïques. Enfin l'évêque a droit de terminer des differends ; non seulement entre ses clercs , mais entre les laïques : mais la juridiction ecclésiastique sera expliquée dans la troisième partie de ce traité.

Les personnes dont l'évêque doit avoir un

soin particulier, sont celles qui sont consacrées à Dieu, par la profession d'une vie plus parfaite: comme les vierges & les veuves, à qui ont succédé les religieuses, les moines & tous les autres religieux; car ils étoient tous originellement sous la direction des évêques. Ce qui reste de ce droit, est la benediction des abbés & des abbeses, & le pouvoir de donner aux religieuses des superieurs & des visiteurs.

L'évêque est chargé du soin de toutes les personnes misérables: des pauvres, sains ou malades: des enfans orphelins, abandonnés, ou exposés dès leur naissance: des vieilles gens incapables de gagner leur vie, des insensés & des imbéciles, des passans, & des étrangers pauvres, particulièrement des pelerins. Ainsi l'évêque a naturellement la direction de tous les hôpitaux, de toutes les œuvres de charité, & de toutes les confréries ou les assemblées, qui se font pour y concourir. Il est chargé de l'examen des pauvres, pour conoître leurs besoins, leurs mœurs, leur religion; distinguer les vrais pauvres des imposteurs & des faineans; faire que les aumônes soient employées fidelement, utilement & avec ordre; & procurer aux pauvres les biens spirituels, à l'ocasion des temporels. Ce soin des pauvres étoit une des plus grandes occupations des évêques des premiers siècles. Ils se croyoient chargés de la protection de toutes les personnes foibles & destituées de secours, & sollicitoient souvent auprès des magistrats & des princes, les causes des veuves & des orfelins.

La dernière partie du devoir des évêques est le soin des biens temporels de leurs églises. L'évêque doit exciter les fideles à donner liberalement les dixmes & les prémices de

*Constit apost.
lib. 2. c. 4 lib.*

4.

leurs biens , faire des ofrandes à la messe & des aumônes en toutes les autres occasions C'est à lui à recevoir les donations d'immeubles , & à accepter les fondations qu'il juge raisonnables. Tout le temporel du diocèse étoit autrefois en sa disposition , sans qu'il fût tenu d'en rendre compte qu'à Dieu.

Can. apost.
24. 25

Ch. 24.

Si on ne l'eût crû capable de le dispenser fidèlement , on ne lui eût pas confié les ames , sans comparaison plus précieuses. A présent l'évêque n'est plus chargé , que de la portion qui est attribuée à sa mensé. Nous expliquerons dans la seconde partie ce qui regarde cette fonction.

CHAPITRE XIV.

*Des archevesques , des patriarches ,
des primats.*

A Fin qu'un évêque pût s'aquiter de tant de fonctions ; il faisoit ou que son diocèse fût petit , ou qu'il eût sous lui un grand nombre d'officiers , pour le soulager. On avoit choisi du commencement le premier moyen , on a pris le second dans les derniers tems.

Dés le quatrième siècle , on voit un très-grand nombre d'évêques dans les provinces bien peuplées : en Orient , en Egypte , en Asie , en Grece , en Italie. Les souscriptions des conciles , & les lettres des peres en font foi : & dans l'Afrique seule , c'est-à-dire , dans la côte qui s'étend depuis Tripoli jusques au détroit , il y avoit 570. sieges d'évêques , en l'année 411. comme il paroît par la conference de Carthage. Il est vrai que les papes ont érigé quelques nouveaux évêchés en Italie , même dans

les derniers tems , aussi en ont-ils supprimé d'anciens : & si l'on consulte les notices grèques , on en trouvera pour le moins autant à proportion. Sous le seul patriarche de Constantinople , ils comptent 80. métropolitains , & 39. archevêques , dont quelques-uns ont plus de trentè sufragans : car ils distinguent ces dignités , & ne mettent les archevêques qu'au second rang. Le concile de Sardique défendit seulement de mettre des évêques dans les bourgs , & dans les villes si petites , qu'un seul prêtre y pouvoit suffire.

*Notit. ad fl.
nem Codin.*

Can. 6.

On établit moins d'évêques en Espagne & en Gaule , parce qu'il y avoit moins de cités : & quoi qu'il y en eût plusieurs dans la Scythie au cinquième siècle , elle n'avoit qu'un évêque , suivant le témoignage de Socrate. Quand le christianisme entra dans la Germanie , c'est à dire vers le tems de Charlemagne , il y avoit peu de villes : aussi y fit-on peu d'évêchés. Mais on n'a pas eû soin de les multiplier , à mesure que les pais se sont cultivés : non plus que dans le reste du Nord. Ainsi se sont formés ces évêchez immenses d'Allemagne & de Pologne. De-là est venue l'impossibilité de visiter souvent , de conoître , & de gouverner immédiatement ; non seulement les peuples , mais les prêtres ; la nécessité de multiplier les archiprêtres , les archidiares , les grands vicaires , & de se servir du secours des réguliers ; la difficulté de tenir des conciles. Joint que ces grands évêchés se sont trouvés si riches , & d'une telle dignité dans l'état , que le soin du temporel l'a souvent emporté sur le spirituel. Les anciens plus sages , avoient proportionné les évêchez à l'étendue de l'esprit humain , & aux forces de la nature ; en sorte que chaque évêque pût remplir tous ses de-

viii. list c. 19.

voirs par lui-même. Car s'il suffisoit de gouverner par autrui, sans considérer ni la multitude des peuples, ni la distance des lieux, il ne falloit qu'un seul évêque pour toute l'église : & Jesus Christ même n'avoit pas besoin de plusieurs apôtres.

Il ne laissoit pas d'y avoir de très grands évêchés, dès le commencement de l'église, parce qu'il y avoit de très grandes villes. Car il a toujours été constant, qu'il ne doit y avoir en chaque ville qu'un évêque : pour montrer *Conc. Nic. 8.* l'unité de l'église. Ainsi les évêques de Rome, d'Alexandrie, & d'Antioche, ont toujours eû un grand peuple à gouverner; mais leur diocèse ne s'étendoit guere hors les murs de leur ville, comme on voit par les anciens évêchés établis aux portes de Rome. Et comme les apôtres & leurs disciples avoient d'abord résidé dans les grandes villes, d'où ils envoioient des évêques & des prêtres dans les moindres; ces moindres églises regarderent toujours comme leurs meres, les églises des *Dis. 21. c. 1.* grandes villes, que l'on nommoit déjà métropoles, dans le gouvernement politique. De là vint au métropolitain le droit d'ordonner tous les évêques de la province; de les avertir, & les corriger, comme leur pere & leur docteur; & de tenir les conciles. On suivit la division des provinces de l'empire Romain, qui étoit en sa plus grande force, quand l'église s'établit par toute la terre : & on n'a pas aisément changé ces anciennes divisions, quelques revolutions qui soient arrivées depuis dans les états.

Les trois capitales de l'empire, Rome, Alexandrie, & Antioche, ont toujours eû *Dis. 12. c. 2.* une grande distinction : parce que leurs églises avoient été fondées par le prince des apô-

tres. Les évêques de ces trois églises ont été nommés archevêques, & depuis patriarches; celui d'Alexandrie a eû de grands privileges, mais celui de Rome a toujours été regardé comme le véritable successeur de saint Pierre; & par conséquent de droit divin, le premier de tous les évêques, & le chef visible de l'église. Le titre d'archevêque a été depuis attribué en occident à tous les métropolitains; mais les Grecs ont fait deux degrés du métropolitain & de l'archevêque. Le titre de patriarche a été communiqué à quelques évêques, que l'on a élevés au-dessus des autres. Dès le quatrième siècle, on fit patriarche l'évêque de la sainte cité de Jérusalem, & celui de Constantinople qui étoit devenu le siege des empereurs. On a donné ce titre à quelques autres évêques, sans augmenter leur pouvoir.

Le titre d'exarque a été donné à quelques métropolitains, dont les villes étoient les capitales des grands gouvernemens que l'on apeloit diocèses. Car ce que nous apellons diocèse aujourd'hui, c'est à dire le territoire de chaque évêque, ne s'apelloit encore que paroisse, comme qui diroit voisinage. En d'autres provinces on appelloit primats, ces évêques des plus grandes villes: mais en Numidie, le nom de primate se donoit au plus ancien évêque de chaque province, sans considérer la dignité de la ville. Les royaumes qui se sont formés du débris de l'empire Romain, & leurs diverses revolutions, ont été cause de l'établissement de plusieurs primats; mais ils n'en ont que le titre, hors l'archevêque de Lion, qui est reconnu supérieur par l'archevêque de Tours, par l'archevêque de Sens, & par conséquent par celui de Paris, autrefois suffragant de Sens. Les appellations

*Dioecesis
parochia,*

de ces trois métropoles vont à Lion : & c'est le seul primat de la chrétienté, qui exerce effectivement le droit de primatie.

Tel est donc l'ordre du gouvernement de l'église. Tous les fideles sont sous la conduite des évêques, qui les gouvernent avec le secours des prêtres & des autres clercs. Les évêques sont tous égaux entre eux, quant à ce qui est de l'ordre & de l'essentiel du sacerdoce; il n'y en a qu'un qui soit de droit divin établi au-dessus des autres, pour conserver l'unité de l'église, & lui donner un chef visible. C'est le pape successeur de celui, que Jesus Christ lui même mit le premier entre ses apôtres : encore il ne prend que le titre d'évêque, & il nomme tous les évêques ses freres. Toutes les autres distinctions sont de droit humain, & de police ecclesiastique : aussi ne sont-elles pas uniformes. Il y a, selon les tems & les lieux plus ou moins de métropoles & d'églises sous chacune. Il y a des archevêques soumis à des patriarches, ou à des primats. Il y en a de soumis immédiatement au saint siege; & il y a des évêques qui relevent immédiatement du pape.

Les archevêques ont un ornement nommé Pallium, qui leur est particulier, & qu'ils portent par-dessus tous les autres ornemens. L'usage en est plus ancien & plus general dans l'église Grecque : mais dans l'église Latine nous ne le voyons qu'au sixième siecle, & les papes ne l'accordoient d'abord qu'à quelques évêques comme une grace singuliere & personnelle. Depuis plusieurs siecles il est devenu commun à tous les archevêques : mais il faut toujours le faire venir de Rome, & l'archevêque ne peut exercer ses fonctions qu'il ne l'ait reçu.

Thomass.
disc. p. 2. liv.
1. c. 24. 25.
26.

Dist. 100.

CHAPITRE XV.

*Des érections & des suprefions d'évêchés.
Des évêques titulaires. Des coadjuteurs.*

LEs pays nouvellement convertis ont toujours eû des évêques sans metropolitains: avant qu'il y eût un affés grand nombre de Chrétiens, pour y ériger plusieurs évêchés, & former une province ecclesiastique. Au commencement les évêques les plus proches s'apliquoient d'eux-mêmes à ces missions: quand ils les negligeoient, leurs superieurs en prenoient soin; & la chose est venue à ce point, que depuis huit ou neuf cens ans, il ne s'en est guère fait de considerables sans autorité du pape. De-là vient que l'Angleterre, l'Allemagne, & les royaumes du Nord, étoient dans une dépendance particuliere du saint siege, avant les dernieres heresies.

Thomass.
disc. part. 2.
liv. 1. ch. 11.

Greg. liv. vi.
epist. 38. 39.

L'autorité des conciles provinciaux suffisoit, suivant l'ancien droit pour l'érection des évêchés & des métropoles; mais depuis que les fausses decretales ont été reçues, on n'en érige plus sans l'autorité du pape. Il est vrai que l'on doit toujours entendre les parties interessées: savoir, les évêques dont on veut partager les diocèses; les metropolitains, à qui on veut donner des suffragans; le clergé & le peuple des nouveaux diocèses; le roi & les autres seigneurs temporels. Les metropoles étoient rares dans les premiers tems. Ce qui en a fait ériger tant de nouvelles, est que l'on a eu égard à la dignité des villes, qui se sont accruës par le tems: sans considerer, comme autrefois, le nombre des évêques de la province. C'est ainsi

V. Zachari
ad Bonif. e-
pist. 1. 4. 6.

Cod. Africa
cas. 98.

Greg. lib. 1.
epist. 76. lib.
11. epist. 13.

que Paris fut érigé en métropole l'an 1622. Par la raison contraire, il a fallu quelquefois supprimer les titres des églises ruinées par les guerres, ou par les autres calamités : ce qui est arrivé souvent en Italie, depuis la décadence de l'empire. Quelquefois il a suffi d'unir deux diocèses, ou de transférer le siège d'une ville à l'autre : & tout cela se fait par la même autorité, & avec les mêmes procédures que les érections.

Quand des païs chrétiens sont tombés sous la domination des infidèles, les villes mêmes ruinées, n'ont pas cessé aussi tôt d'avoir des évêques. Ils se sont conservés dans le reste de leurs diocèses, ou dans les villes les plus proches ; gardant toujours leurs anciens titres. Ainsi quoi qu'Antioche ne soit presque plus rien, & Alexandrie peu de chose, il ne laisse pas d'y avoir dans le païs des patriarches, qui en prennent le titre, résidant au Caire, à Alep, ou ailleurs, selon les lieux où sont leurs troupeaux ; car comme les Chrétiens d'Orient sont divisés en plusieurs sectes depuis plus de 1200. ans, chacune a ses patriarches & ses évêques. Ce qui fait qu'il y en a plusieurs qui se disent évêques de la même ville.

Lors que les Francs conquièrent la terre sainte, ils ajoutèrent de nouveaux patriarches & de nouveaux évêques à tous ceux de ces différentes sectes qu'ils y trouverent. Car ils ne pouvoient reconnoître pour leurs pasteurs des hérétiques & des schismatiques, & ils ne s'accomodoient pas même des catholiques d'une autre langue & d'un autre rit. Ils établirent donc par autorité du pape un patriarche latin d'Antioche, un de Jerusalem, des archevêques & des évêques : & ils firent la même chose en Grece, après qu'ils eurent

pris Constantinople. Quand ils eurent perdu ces conquêtes, l'esperance d'y rentrer fit que les évêques, aussi bien que les princes, conserverent leurs titres, quoi qu'ils se retirassent à la cour de Rome, ou dans les pays de leur naissance.

Pour les faire subsister & pour soutenir leur dignité, le pape leur acordoit des pensions & des benefices simples, ou même des évêchés: mais ils gardoient toujours le titre le plus honorable. Ainsi le même étoit patriarche d'Alexandrie & archevêque de Bourges; ayant le patriarchat en titre, & l'archevêché en commende. Quand ils moururent on leur donna des successeurs: & on continua de donner de ces titres, *in partibus infidelium*, même depuis que l'on eut perdu l'esperance d'y rentrer. On a cru avoir besoin de ces titres pour ordonner des évêques sans leur donner effectivement d'églises: comme les nonces du pape, les vicaires apostoliques chez les heretiques ou dans les missions éloignées, les coadjuteurs & les suffragans. Or on appelle suffragans en cette matiere les évêques qui servent pour d'autres, comme en Allemagne, pour les électeurs ecclesiastiques, & les autres évêques princes: car ils ont la plupart de ces évêques, *in partibus*, qui sont leurs pensionnaires, & & comme leurs vicaires pour les fonctions episcopales. On les appelle suffragans, parce que chez les Grecs, où cet abus a commencé, les archevêques faisoient exercer leurs fonctions par des évêques de leur province.

Cependant la regle demeure constante, *Can. Nic. 5.* qu'il ne peut y avoir qu'un évêque dans un diocèse, pour montrer & maintenir l'unité de l'église. Sa grande étendue a obligé de la partager en plusieurs troupeaux: mais cha-

que troupeau n'a qu'un chef, soumis au chef de l'église universelle. Si dans un diocèse se trouvent deux nations de diverses langues, ou même de rit différent: il ne faut pas pour cela y mettre deux évêques. Mais l'évêque Latin, par exemple, doit donner aux Grecs un vicaire general Grec, pour exercer sur eux toutes les fonctions qui peuvent être commises à un prêtre. Ce cas arrivoit souvent pendant les croisades; & on en use encore ainsi dans les pays de frontieres, où un diocèse s'étend à plusieurs nations.

Si un évêque devient incapable d'agir par vieillesse, par maladie ou autrement: ce n'est pas une raison de le déposer: mais il faut lui donner un coadjuteur. Du commencement ce n'étoit qu'un prêtre qui servoit de vicaire general à l'évêque malade, & étoit ordonné évêque pour lui succéder après sa mort. A présent, afin qu'il puisse exercer même les fonctions épiscopales; on lui donne un titre *in partibus*. Son pouvoir doit finir à la mort de l'évêque, si ce n'est qu'avec la coadjutorie on lui ait donné l'assurance de la future succession. Autrefois le métropolitain avec son concile donnoit des coadjuteurs; par le droit nouveau il n'y a que le pape qui en donne.

Regulierement on ne donne point de successeur par avance, à un évêque vivant; & lui même ne le se peut donner, principalement son neveu, ou un autre proche parent. Le gouvernement de l'église ne doit pas être regardé comme un patrimoine, ni devenir hereditaire dans les familles. Si toutefois un saint évêque avoit choisi un sujet digne, sans qu'il y parût d'affection naturelle, on y pou-
roit avoir égard. Ainsi saint Augustin déclara-

q. 10. an. 14. de off. jud. rd. ex con. 1. 1. c. 9. Conc. Meld. 6. 47.

1. homaf. part. 1. liv. 2. c. 2. 2. part. liv. 2. c. 42.

7. q. 1. c. 1. ex reg. 1. x. ep. st. 4. 5. Greg. lib. 1. x. ep. 7. 7. q. 1. penult. in partibus. 1. ex ep. Z. c. ad 30. nijat.

7. q. 1. c. 5. 6. ex Cyprian. no.

Aug. ep. 110.

ra qu'il désireroit que le prêtre Héraclius lui succedât : le peuple y consentit solemnellement; & après la mort de saint Augustin, les évêques confirmerent cette élection. Ainsi le pape Zacharie accorda à saint Boniface de Mayence, de se choisir un successeur. Dans les derniers tems, le pape a souvent accordé aux évêques des coadjuteurs, avec assurance de la succession future : & on ne donne plus de coadjuteurs autrement. Mais le concile de Trente défend d'en donner, sinon pour des sujets très-dignes, & avec grande conoissance de cause. En France la nomination du roi leur est necessaire, comme aux autres évêques. Aussi après la mort de l'évêque ils entrent en possession, sans nouvelle nomination, ni nouvelles bulles.

Epist. 6. ad Bonif.

sess 25 c. 74 in fine

CHAPITRE XVI.

De la translation des évêques. De la renonciation. De la vacance du siege.

L'Evêque doit être fixe & attaché pour tous jours à son église, comme un époux à son épouse, & un pere à sa famille. La même stabilité est recommandée aux prêtres & à tous les clercs. En effet, le gouvernement des ames n'est pas une action passagere. Il demande un soin & une application continuelle, pour instruire de suite corriger, conduire à la perfection. Il faut du tems pour gagner la confiance, suivre les bonnes œuvres, & garder une conduite uniforme. Differens pasteurs ont différentes vûes, & différentes methodes; c'est toujours à recommencer. Cependant dès le quatrième siecle, les Ariens & les autres he-

Thomas part. liv. 2. c. 25. p. 2 l. 2. c. 44 Can. Apost. 14. Car. Nic. 15.

retiques changeoient souvent d'églises : soit par leur ambition particuliere, soit par le credit de leur parti, qui les élevoit à des sieges importants.

Eas Nic. 15. C'est pourquoi le concile de Nicée défendit les translations des évêques, des prêtres, & des diacres, les declara nulles, & ordona

Sardic ci. 2 que le transféré retourneroit à sa premiere église; & le concile de Sardique ordona, qu'il seroit privé de la communion laïque même à la mort. En effet, on a remarqué que personne ne passe d'une plus grande église à une moindre: & ceux qui cherchent à changer sont toujours inquiets & agités, & ne s'affectonnent point au lieu où ils esperent de ne pas demeurer. Cette discipline a été plus religieusement observée en occident qu'en orient; & dans l'église Romaine nous ne voyons point de translation pendant 900. ans: le premier exemple est celui du pape Formose, qui avoit été évêque de Porto. Un de ses successeurs en prit le prétexte de le faire déterrer; & un concile tenu incontinent après, défendit que cette translation fût tirée à consequence.

*Conc. Rom.
an 900. 4. sub
Joan x c 3.*

*7. q. 1. c. scias
35. c.* On a toutefois reconu des causes legitimes de translation. Si les hostilités ont désolé une église, l'évêque dépouillé & fugitif, peut être pourvu d'une autre: nous avons marqué que saint Gregoire a fait souvent de ces translations. Si l'utilité évidente de l'église demande, qu'un évêque d'un grand merite soit tiré d'une petite église pour remplir un grand siege: comme quand Euphrone fut transféré de Colonie à Nicopolis en Armenie avec l'approbation de saint Basile. Mais en ces cas l'évêque doit être transféré malgré lui, du

*Basile. 193.
hist. liv. xvii
n. 33*

7. q. 1. c. 37. moins sans le desirer: par le concile de la province,

vince, suivant le droit ancien, par le pape, ex conc. Car-
 suivant le droit nouveau. Sous ce dernier pré ibag. 1v.
 texte d'utilité, les translations sont devenues 7. q. 4. disti-
 fréquentes dans les derniers tems; en sorte, tation es 34.
 que depuis 5. ou 600 ans, elles semblent ex falsâ de-
 avoir passé en droit commun, du moins pour cret.
 parvenir aux grands sieges; pourvu qu'elles Toro sit de
 se fassent par le pape. transl extra.

C'est encore le pape seul, suivant le droit
 nouveau, qui peut admettre la renonciation
 des évêques. En sorte que du tems même que
 les élections étoient en vigueur, on tenoit C. 2. de
 qu'il falloit une plus grande puissance pour ôter transl.
 un évêque, que pour l'établir: comme il est
 plus difficile de dissoudre un mariage, que
 de le contracter. Ainsi la renonciation ou
 cession, la translation & la déposition d'un
 évêque, ont été comptées entre les causes ma-
 jeures réservées au pape. Autrefois le concile
 de la province en connoissoit comme du reste.

Quant à la renonciation, il est vrai qu'il n'a Thoma.
 jamais été permis à un évêque, de quitter de part. 1. liv. 2.
 son autorité privée, l'église où le S. Esprit l'a C. 26
 établi: ni par crainte, ni par pusillanimité, ni 7. q. 2. Scis.
 sous prétexte de plus grande perfection. Que si aris 42. c. c.
 quelques saints se sont retirés en solitude;
 leur exemple ne doit point être tiré à con-
 sequence. Mais s'il y a cause legittime, la
 renonciation peut être permise par le supe-
 rieur. Les causes sont l'incapacité: soit par
 vieillesse, par maladie, ou autrement, l'ir-
 regularité, nonobstant laquelle l'évêque a été
 ordonné: le péché, où il peut être tombé avec
 scandale: Enfin la dureté du peuple indocile &
 incorrigible. On a douté si le pape pouvoit
 renoncer, parce qu'on prétend qu'il n'a point
 de supérieur, qui puisse juger des causes de sa
 renonciation. Celestin V. décida qu'il le pou-

C. 1. de re-
munt. in 6.

voit ; & ceda effectivement : & son successeur Boniface VIII. confirma la décision. Quant à la déposition des évêques & des clercs , il en sera parlé dans la troisième partie.

Distinct. 50.
postquam 11.
ex Gregor. 6.
epist. 35.

Distinct. 60.
c. 1.

C. Ne pro
defectu 41.
de election.

Le siége épiscopal étant vacant par la mort de l'évêque, ou autrement, doit être rempli au plutôt. Toute l'antiquité a regardé comme un grand mal, que l'église demeurât long tems veuve ; & on avoit prescrit trois mois, comme le plus long terme, le concile de Latran a donné ce terme pour l'élection, & autant pour la confirmation. Par le concordat le roi doit nommer dans les six mois. La négligence des électeurs ou des métropolitains a été la première cause de faire venir à Rome la provision des évêchez. Il est toutefois difficile que le siége ne demeure quelque tems vacant : & il faut cependant que l'église soit gouvernée, & que les revenus de la messe épiscopale soient conservez.

Apud Cypri.
epist. 3. 29 31

L'ancienne règle étoit, que le clergé de l'église vacante, gouvernoit. On voit avec les lettres de saint Cyprien, celles du clergé de Rome, qui témoignent le soin qu'ils prenoient de l'église, après le martyre du pape S. Fabien. Dans les provinces, le métropolitain avoit l'inspection sur le clergé de l'église vacante, de laquelle il prenoit un soin plus particulier. Il commettoit un évêque voisin

Conc. in
Trullo c. 35.
Trisleri c. 4.

Conc. Reg.
an 439 c. 6.
7.

en qualité de visiteur : pour prendre soin des funeraillles de l'évêque défunt, & faire inventaire des biens de l'église vacante dans les sept jours. Mais on ne remplissoit aucune place de clercs, s'il y en avoit de vacante. On regardoit comme le premier besoin, de donner un chef à l'église. Dans les derniers tems, le chapitre de la cathédrale s'étant attiré tout le droit de l'élection, s'attira aussi

le gouvernement pendant la vacance ; & ce droit subsiste encore. Mais une communauté toute entiere ne peut gouverner par elle même : les particuliers ne sçauroient à quibus adresser , & l'un pourroit détruire ce que l'autre feroit : ainsi le chapitre doit commencer par établir dans les huit jours un ou plusieurs vicaires generaux , pour exercer la jurisdiction volontaire , & pour la contentieuse , un official. Car ceux que l'évêque avoit établis , demeurent destitués de plein droit par la mort , n'ayant que de simples commissions. Le chapitre a tout le pouvoir de l'évêque , pour les affaires ordinaires , particulièrement celles qui periroient par le retardement.

*Cons. Trid.
sess. 24. c. 16.*

Quant à la collation des benefices , il peut instituer ceux qui sont présentés par les patrons , ou confirmer ceux qui sont élus : mais il ne peut donner la pleine collation , si ce n'est pour les benefices , dont la collation lui est commune avec l'évêque , car alors elle revient entiere au chapitre , par droit d'acroissement. Le chapitre ne peut donner des dimissoires pour recevoir les ordres , sinon en deux cas. Si celui qui demande le dimissoire est pressé de recevoir l'ordre , à cause du benefice dont il est pourvu ; comme une cure , qui l'oblige à être prêtre dans l'an. Si la vacance dure plus d'une année , le chapitre peut donner des dimissoires , même à ceux qui ne sont pas pressés. En ce même cas de longue vacance , il peut commettre des vicaires ou visiteurs aux benefices vacans. Le chapitre peut absoudre des censures ecclesiastiques , & donner les dispenses que donneroit l'évêque.

*C. Illa de
vot. 2. ne sede
vacante.*

*C. un. cod. in
7.*

*Cons. Trid.
sess. 7. c. 10.*

*Cap. un de
major. & c.
in 6.*

Pour le temporel , il étoit défendu par tous les canons , de rien enlever ou dissiper des meubles de l'évêque défunt , ou de l'église , tout de-

*12. 7. 2. cha.
ritat. 45.
& c. 12. 7. 2.*

hac hujus 38. & 43. *ex con.* *Chalced.* 2. *Conc. Tri-*
seß. 14. & 16. voit être réservé au successeur. A present les
meubles sont toujours de la succession de l'é-
vêque : mais quant aux revenus de sa messe,
le chapitre doit établir un ou plusieurs éco-
nomes, qui en rendront compte à l'évêque
futur. Comme aussi les vicaires généraux, &
tous ceux qui auront administré pendant la
vacance, seront tenus de lui rendre compte.
En France, les chapitres sont déchargés de ce
soin du temporel, & c'est le roi, qui établit
les oeconomies, en vertu du droit de regale,
par lequel il peut prendre les fruits des évê-
chés vacans, comme il sera expliqué dans la
seconde partie. En general pendant la vacan-
ce du siege, on ne peut faire aucun change-
ment dans l'état de l'église : aucune aliénation
du temporel, aucune érection, suppression ou
union de benefice ; rien qui puisse porter pré-
judice à l'évêque futur. Voilà ce qu'il y avoit
à dire de l'épiscopat.

CHAPITRE XVII.

Des Chanoines.

A U commencement il n'y avoit point d'au-
tres offices ecclesiastiques, que les ordres.
Un prêtre n'étoit que prêtre, un diacre n'é-
toit que diacre : & ainsi du reste. Seulement
pour conserver l'unité, chaque ordre reconoi-
soit un chef. Il y avoit un premier prêtre,
qui étoit d'ordinaire le plus ancien d'ordina-
tion : & que l'on apella depuis archiprêtre. Il
y avoit un archidiacre, établi sur tous les dia-
cres, & sur tout le clergé inférieur, par le
choix de l'évêque. Enfin, quand les moindres
clercs furent en plus grand nombre ; il y eut

un primicier, ou primicier, pour les gouver- *Thomas. 2. p. liv. 1. c. 48.*
ner : & c'étoit au plus un souâdiacre. Il est sou-
vent nommé primicier des notaires : parce
que la fonction la plus considérable des clercs
inferieurs, étoit d'être les secretaïres & les
écrivains de l'évêque & de l'église. Ces trois *Conc. Emen- rit c. 10.*
chefs se raportoient immédiatement à l'évê-
que, & il gouvernoit par eux tout son clergé.

Une partie du clergé étoit toujours auprès
prés de l'évêque, pour assister aux prières &
à toutes les fonctions publiques. L'évêque con-
sultoit les prêtres sur toutes les affaires de l'é-
glise : il se servoit des diacres & des minis-
tres inferieurs. Le reste du clergé étoit distri-
bué dans les titres de la ville & de la campa-
gne, & ne se rassembloit qu'en certaines oc-
casions, d'où sont venus les synodes. De cette
premiere partie de clergé sont venus les cha-
noines des cathedrales. Il est vrai que du com-
mencement on nommoit clercs canoniques,
tous ceux qui vivoient selon les canons, sous
la conduite de leur évêque : & qui étoient sur
le canon ou la matricule de l'église, pour être
entretenus à ses dépens : soit qu'ils servissent
dans l'église matrice, ou dans les autres titres.
Depuis, le nom de canoniques ou chanoines
fut particulièrement appliqué aux clercs, qui
vivoient en commun avec leur évêque.

Car lors que l'église fut en liberté après les
persécutions, plusieurs saints évêques embras-
serent la vie commune avec leur clergé : com-
me saint Eusebe de Verceil, & saint Augustin,
dont l'exemple est le plus fameux. Il faisoit
vivre ses clercs dans une parfaite pauvreté, ne
souffrant point qu'aucun eût rien en propre :
& il vivoit lui même comme le moindre d'en-
tre eux. Quelques évêques ajoutèrent à la vie
commune, les austérités de la vie monasti-

Thomas. part. 1. liv. 2. c. 2. 1. 1. c. 11.
Conc. Clav. rom. c. 15.
Conc. Arrel. 111. c. 11.

Ambr. epist. 8.
Possid. de vit. Aug. 1. 5. 11.
Aug. serm. 49. 50 de di- vers. 1. 355. 356.

Joan. diae.
lib. 2. c. 11. 12.

que, autant que les fonctions clericales le pouvoient permettre : aussi ces communautés de clercs se trouvent quelquefois nommées monasteres. Ainsi saint Gregoire, qui avoit embrassé la vie monastique avant son pontificat, continua de la pratiquer étant pape, & regla sa maison comme un monastere : d'où il tira des évêques pour plusieurs églises, & des apôtres pour l'Angleterre.

Cette communauté étoit donc tout ensemble ce que nous apellerions le chapitre, le seminaire, & le corps principal du clergé de tout le diocèse. On y élevoit les jeunes clercs ; on en tiroit les curés, & les prêtres des hôpitaux & des oratoires : on y recevoit les vieillards, qui n'étoient plus capables d'un grand travail. Ceux qui y demeuroient faisoient l'office dans la cathedrale, assistoient l'évêque dans ses fonctions ; & lui servoient de conseil ordinaire.

Les communautés des clercs étant fort nombreuses dans les grandes églises ; l'archidiacre ne suffisoit plus pour les gouverner ; outre qu'il avoit assés d'autres emplois. On leur donna donc des prévôts ou préposés, & des doyens comme aux moines. Il y avoit d'ordinaire plusieurs doyens ; souvent plusieurs prévôts ; & quelquefois un abbé pour gouverner tout le corps sous l'évêque, qui en étoit toujours le chef. On établit dans les moindres villes, des communautés semblables qui sont souvent nommées monasteres. Nous les nommons collegiales. Car autrefois on se servoit indifféremment des noms de congrégation, convent ou college. Le nom de chapitre est le plus nouveau.

Hist. lit.
XLII. v. 37.
ro. 9. can. 1.
1445.

Saint Crodegang évêque de Mets composa vers l'an 760. une regle pour son clergé,

qui fut depuis embrassée par plusieurs autres églises. Le concile d'Aix la - Chapelle, tenu en 816. par ordre de l'empereur Louïs le Debonnaire fit pour les chanoines un grand règlement, qui est un abrégé de toute la discipline ecclesiastique. Par tout on leur bâtit des dortoirs, des refectoirs, & des cloîtres bien fermés. Ainsi la vie commune fut établie dans toutes les cathedrales de l'empire François; & en chacune se trouva un chapitre distingué de tout le reste du clergé, avec des superieurs particuliers. L'observance s'étant relâchée, & la vie commune ayant cessé, les chanoines ne laisserent pas de faire toujours corps; conservant une partie de leurs biens en commun, & leur logement près de l'église. Ils prétendirent n'avoir autre fonction que la celebration de l'office: & toutefois ils s'attribuerent les droits de tout le clergé: d'être le conseil nécessaire de l'évêque: de gouverner pendant la vacance du siège: de faire seuls l'élection.

*Hist. liv.
LXVI. n. 23.
10 7. conc. p.
1307.*

De là sont venues leurs exemptions. A l'exemple des reguliers, ils ont obtenu des papes, & des évêques mêmes, plusieurs privileges, qu'ils ont eu grand soin de faire confirmer ou augmenter à chaque élection qu'ils faisoient. La plûpart ont jurisdiction, non seulement sur leurs corps, mais sur quelque partie notable du diocèse: & sont exempts de la jurisdiction de l'évêque, ne reconnoissant pour supérieur, au-dessus de leur doyen, que le métropolitain, ou le pape. Ensorte que les évêques n'ont plus d'autorité sur la partie de leur clergé, qui seule est en possession d'exercer les droits de tout le corps: & que souvent on leur dispute la liberté d'officier dans leur cathedrale.

Les prévôts ont été abolis en la plupart des chapitres : parce qu'ayant l'administration du temporel , ils étoient trop puissans , & souvent faisoient souffrir les chanoines. On s'est mieux accommodé des doyens , qui ne s'embelloient que du spirituel ; & on les a tous réunis en un ; qui s'est ainsi trouvé le chef en la plupart des chapitres. Et comme les principaux officiers de chaque église , étoient attachés à la cathédrale , aussi bien que les chanoines : on les a confondus avec les officiers particuliers du chapitre : & on a dit , par exemple , le doyen de l'église de Paris , comme l'archidiacre. D'ailleurs , on a regardé comme dignités du chapitre , l'archidiacre , l'archiprêtre , le chancelier , & les autres officiers de toute l'église.

A l'exemple des cathédrales , les chapitres des collegiales ont aussi continué de faire corps , après avoir quitté la vie commune : & depuis l'an mil on en a fondé plusieurs nouvelles , entre autres dans les chapelles des rois & des princes , pour prier devant les saintes reliques. On a mis aussi des chanoines en plusieurs monasteres , que l'on a secularisés , parce que l'observance y avoit cessé. La fonction des chanoines est réduite à la célébration

Conc. Trid. sess. 2. ref. c. du service divin , à toutes les heures. Mais s'ils ne sont au moins souâdiacres , ils n'ont

4. Clem. 1. tit. 1. qu. de ar. 21. & qual. pres. point de part aux collations des benefices ; & n'ont voix ni active ni passive dans les délibérations capitulaires. On a jugé dans les derniers tems , qu'il étoit bon d'exciter ceux qui sont engagés par des benefices au service de l'église , à se mettre en état de la servir utilement.

CHAPITRE XVIII.

Des curés. Des chorevêques. Des archiprêtres.

DE's les premiers siècles il y eut des prêtres, que l'on distribua dans les titres : c'est à dire dans les lieux d'oraison, où l'évêque alloit tour à tour tenir l'assemblée des fideles. Ils avoient soin du peuple de tout un quartier, pour observer leurs mœurs, & avertir l'évêque de leurs besoins spirituels. Ils pouvoient donner le batême ou la penitence, à ceux qui étoient en peril. Cette distribution fut necessaire dans les grandes villes : comme à Rome, & à Alexandria, où dès le commencement du quatrième siècle nous voyons plusieurs églises, & en chacune, un prêtre chargé d'instruire le peuple. On commença peu de temps après à bâtir des oratoires à la campagne, pour la commodité des païsans éloignés de la ville : & on mettoit des prêtres à ces oratoires. Tel fut le commencement des cures ou paroisses. Dans les petites villes la cathedrale suffisoit : d'où vient qu'il y a encore des paroisses en plusieurs cathedrales.

On ne donnoit point d'autre nom à ces prêtres, que de prêtre d'un tel titre. Depuis on les nomma cardinaux, pour les distinguer de ceux, qui n'étoient point attachés aux églises qu'ils servoient : & que l'évêque y envoyoit seulement à certains jours, ou qu'il n'y mettoit que pour un tems. Ce nom de cardinaux marquoit qu'ils étoient attachés pour toujours à leur titre, comme une porte est engagée dans ses gonds. On nommoit aussi quelquefois car-

*Thomas. 1.
part. liv. 1. c.
11 22 23.
2. part. l. 1.
c. 12.*

*Epiph. l. 1. ref.
69 de Act.*

dinaux les évêques titulaires , pour les distinguer des évêques visiteurs ou commandataires, qui ne gouvernoient une église que pour un tems. Et comme il y avoit des diacres distribués dans les titres ou les oratoires, qui ne meritoient pas d'ocuper un prêtre; on

Dist. 7. les nommoit aussi diacres cardinaux. Cette
fraternit. 5. maniere de parler étoit ordinaire du temps de
ex Greg. 5. saint Gregoire , & étoit commune par tout
epist. 11. l'église latine. Depuis , le titre de prêtres
Item 2. in cardinaux fut attribué particulièrement à ceux
dict. 10. epist. des villes : & enfin le nom de cardinal n'est
6. 25 in d. 11. demeuré que dans l'église Romaine , plus at-
ep. 13. &c. tachée qu'aucune autre à l'ancienne tradi-
 tion ; & il s'est étendu aux évêques suffragans
 du pape, parce qu'ils ne font qu'un même
 corps avec les prêtres & les diacres de l'église
 Romaine , pour en élire le chef.

Ces prêtres cardinaux, que nous apellons
 aujourd'hui curés, devinrent dans la suite
 comme de petits évêques, à mesure que le
 peuple fidele augmenta. On leur permit de
 dire des messes dans leurs titres, & par con-
 sequent de prêcher : on leur permit aussi de ba-
 ptiser, même aux jours solennels ; ce qui toute-
 fois ne fut pas universel. Car il n'y avoit des
 fonts baptismaux qu'en quelques églises prin-
 cipales ; que l'on apelloit *Plebes*, & le prêtre
 qui les gouvernoit *Plebanus*, noms qui res-
 tent encore en certains païs. De chacune de
 ces églises baptismales dépendoient plusieurs
 oratoires ou moindres cures. Tous les curés
 avoient aussi le soin d'instruire les enfans de-
 vant & après la confirmation : de corriger les
 mœurs, de convertir les pecheurs, ouïr les
 confessions, & donner la penitence secrete ; de
 visiter les malades, leur administrer l'extrê-
 me-onction & le viatique ; & donner la se-

pulture. On peut voir sur les devoirs des curés le capitulaire de Theodulfe évêque d'Orléans, écrit vers la fin du huitième siècle. To. 7. conc. f. 1136. ist. liv. XLIV. n. 23.

Ils peuvent aussi bénir les mariages. Il n'y a que la confirmation & l'ordination des clercs qui appartiennent à l'évêque, encore le curé pouvoit-il faire un psalmiste ou chanteur de son autorité, non pas un acolyte ou un sous-diacre; mais ils pouvoient déposer les moindres clercs au dessous des sous-diacres, & excommunier les laïques. Vers l'an 1000. les curés étendirent leur pouvoir jusques à la juridiction contentieuse, & en jouirent plus de 300. ans. Les cardinaux de l'église Romaine l'ont conservée, avec plusieurs autres droits épiscopaux, jadis communs à tous les curés. Thomass. 4. p. l. 1. c. 28.

Pour la campagne, il y eut des chorevêques, dont l'usage étoit fréquent en Orient dès le quatrième siècle. Ils commencèrent plus tard en Occident, & y furent abolis plutôt. C'étoit des vicaires forains, c'est-à-dire, des prêtres avec un pouvoir fort étendu, qui faisoient à la campagne la plupart des fonctions de l'évêque. Les évêques se relâchant dans le huitième siècle leur abandonnoient tout, jusques à la consecration des églises, & l'ordination des clercs majeurs. Ce qui en fit ordonner la suppression sous Leon III. & Charlemagne. Thomass. 1. c. 18. Capit. 10. p. 9. ist. liv. XLV. n. 25.

Les prêtres distribués par les titres de la ville & de la campagne, ne faisoient toujours qu'un même corps, avec ceux qui étoient demeurés à l'église matrice; & étoient comme eux soumis à l'archiprêtre, qui étoit toujours la première personne après l'évêque. Il étoit son vicaire pendant son absence, pour les fonctions intérieures. Il avoit le premier rang dans la séance du sanctuaire. Il avoit

inspection & correction sur tout le clergé & un soin particulier des penitens publics. Dès le sixième siècle on voit plusieurs archiprêtres dans un diocèse, pour veiller sur les clercs, chacun en un certain détroit; on les trouve aussi nommés doyens; & quelquefois c'étoit les curés des églises baptismales. A présent l'archiprêtre n'a plus guère qu'un titre sans fonction, affecté à certaines paroisses

CHAPITRE XIX.

De l'archidiacre, du vicaire general, du penitencier, & du théologal.

Thomas.

part 2. liv. 1.

c. 24. p. 2. l.

1. c. 13.

Isidor. epist.

ad Lud. frid.

L'Archidiacre étoit dès les premiers tems le principal ministre de l'évêque, pour toutes les fonctions extérieures: particulièrement pour l'administration du temporel. A dedans même il avoit le soin de l'ordre & de la décence des offices divins: c'étoit lui qui présentait les clercs à l'ordination, comme il fait encore; qui marquait à chacun son rang & ses fonctions; qui annonçoit au peuple les jours de jeûne ou de fête; qui pourvoyoit à l'ornement de l'église, & aux réparations. Il avoit l'intendance des oblations & des revenus de l'église: si ce n'étoit dans celles où il y avoit des oéconomes particuliers. Il faisoit distribuer aux clercs, ce qui étoit réglé pour leur subsistance. Il avoit toute la direction des pauvres, avant qu'il eût des hôpitaux. Il étoit le censeur de tout le bas clergé & de tout le peuple, veillant à la correction des mœurs; il devoit prévenir ou appaiser les querelles, avertir l'évêque

désordres, & être comme le promoteur pour en poursuivre la réparation. Aussi l'appelloit-on la main & l'œil de l'évêque.

Ces grands pouvoirs attachés aux choses sensibles, & à ce qui peut intéresser les hommes, mirent bien-tôt l'archidiacre au dessus des prêtres : qui n'avoient que des fonctions purement spirituelles, l'instruction, la prière, l'administration des sacremens. L'archidiacre n'avoit toutefois aucune juridiction sur eux jusques au sixième siècle ; mais enfin il fut leur supérieur, & même de l'archiprêtre. Ainsi il devint la première personne après l'évêque, *Ead. epist. 1. sicut ad l. w. s. f. d.* exerçant sa juridiction, & faisant les visites : soit comme délégué, soit à cause de son absence, ou pendant la vacance du siège. Ces commissions devinrent enfin si fréquentes, qu'elles tournerent en droit commun ; en sorte, qu'après l'an mil, les archidiacres furent regardés comme juges ordinaires, ayant juridiction de leur chef, avec pouvoir de déléguer eux-mêmes d'autres juges. Il est vrai que leur juridiction étoit plus ou moins étendue, selon les différentes coutumes des églises, & selon que les uns avoient plus empiété que les autres. Elle étoit aussi bornée par leur territoire, qui n'étoit qu'une partie du diocèse. Car depuis qu'ils devinrent si puissans, on les multiplia : principalement en Allemagne, & dans les autres pays où les diocèses sont d'une étendue excessive : celui qui demeura dans la ville prit le titre de grand archidiacre. Dès le neuvième siècle, il se trouve des archidiacres prêtres ; & toutefois il y en avoit 200. ans après, qui n'étoient pas même diacres, tant l'ordre étoit dès-lors peu considéré en comparaison de l'office. On les a obligés à être au moins diacres : & ceux qui ont charge d'âmes, *Conc. Trid. sess. 24. R. c. 12.* à être prêtres.

Les évêques se trouvant ainsi presque dépourvus de leur juridiction, travaillèrent après l'an 1200. à diminuer celle des archidiacres : leur défendant de connoître des causes de mariages, & des autres les plus importantes, & d'avoir des officiaux qui jugeassent à leur place. Cependant les évêques avoient eux mêmes des officiaux, pour exercer leur juridiction contentieuse ; & pour l'exercice de la juridiction volontaire ; ils firent des vicaires généraux, qui n'ayant que de simples commissions revocables à volonté, ne pouvoient abuser de leur autorité, comme avoient fait les archidiacres. On a établi en quelques paroisses des vicaires forains, pour veiller sur les églises de la campagne : on les appelle ailleurs doyens ruraux. Et toutes ces charges sont exercées par des prêtres, qui souvent ont d'ailleurs quelque bénéfice.

Conc. Later.
1179. c. 10.
inter cetera.

Le grand concile de Latran institua deux nouvelles charges, le pénitencier & le théologal. Car il ordonne que dans les églises cathédrales & les autres conventuelles, on établisse des personnes capables, qui puissent soulager l'évêque, non seulement dans le devoir de la prédication, mais encore dans celui d'ouïr les confessions, & d'imposer les penitences. C'est l'origine du prêtre pénitencier, ou confesseur général, sur qui les évêques se sont déchargés ensuite des confessions, qu'ils avoient accoutumé d'ouïr en personne ; c'est-à-dire de toutes celles des prêtres, & de celles des laïques pour les cas réservés ; car pour les cas ordinaires, chacun se confessoit à son curé.

Ibid c. 11.
Quia non
nullis

Le concile ordonne ensuite, que dans toutes les cathédrales & les autres églises, dont les facultés pourront suffire, on établisse un

maître de grammaire , pour l'enseigner gratis aux clercs : & dans chaque métropolitaine un theologien , pour enseigner l'écriture sainte , & particulièrement ce qui regarde le gouvernement des ames. Le concile de Basle étendit l'institution du theologal à toutes les cathedrales ; & ce decret a passé dans la pragmatique & dans le concordat. Toutes ces institutions ont été confirmées par le concile de Trente , & en France par les ordonnances d'Orleans & de Blois : qui ont étendu aux collegiales & aux monasteres , l'obligation d'avoir un précepteur ; & l'obligent à instruire gratuitement les enfans de la ville ; & le theologal à prêcher les dimanches & les fêtes solennelles , & à continuer trois fois la semaine une leçon publique de l'écriture sainte. Il y a des peines contre le theologal & le précepteur , s'ils ne font leurs leçons ; & contre les chanoines , s'ils n'y assistent. Mais tous ces reglemens ont eû peu d'exécution ; & la fonction effective du theologal est réduite à quelques sermons , que souvent il fait faire par un autre. Le précepteur de grammaire s'appelle en quelques lieux escolatre. Il est vrai que l'intention de toutes ces loix a été suffisamment accomplie par les universités & par les colleges ; & mieux encore par les seminaires.

Prag. coll. 5.
8. concord.
elec. tit. 10.
Conc. Tr. 1.
5. P. 1. 1.
Orl. 8. 9.
Bl. 33. 34.

CHAPITRE XX.

Des universités. Des colleges , & des seminaires.

Les universités sont des compagnies de maîtres & d'écoliers , établies depuis en-
Pasquier ,
Rech. liv. 2.
I iij

viron l'an 1200. pour la commodité des études. Celle de Paris & celle de Bologne en Lombardie sont les plus anciennes. Il y avoit de tout tems des écoles dans toutes les églises cathedrales, & dans les principaux monasteres; mais ayant été ruinées la plupart par les défordres du dixième siècle, on vint de toutes parts étudier aux villes, où l'on trouva les meilleurs maîtres, & où l'on enseignoit le plus de diverses sciences.

V. Traité des Etudes, n.º. 9.º. On commençoit par les arts, pour servir d'introduction aux sciences: & ces arts étoient la grammaire, la dialectique, & tout ce que nous appellons humanités & philosophie. De là on montoit aux facultés superieures; qui étoient la physique ou medecine, les loix ou le droit civil: les canons, c'est à dire le decret de Gralien, & ensuite les decretales: la theologie, c'est-à dire le maître des sentences, & ensuite la somme de saint Thomas. Ce fut le composé de ces quatre facultés, que l'on nomma l'université des études: & pour les favoriser, les papes & les rois leur donnerent de grands privileges. Les papes les exempterent de la jurisdiction de leur évêque, & leur donnerent autorité sur tous les membres de leur corps, de quelque diocèse & de quelque nation qu'ils fussent: & à ceux qu'ils auroient éprouvés & faits docteurs, pouvoir d'enseigner par toute la chrétienté. Les rois les prirent aussi sous leur protection: & outre que comme clercs ils étoient exempts de la jurisdiction laïque; ils leur donnerent droit de committimus & exemption des charges publiques. Ils ont des conservateurs de ces privileges royaux & apostoliques. Mais en France les conservateurs apostoliques ont peu de fonction, & les univer-

sités reconnoissent la juridiction des évêques.

Outre le corps de l'université, les colleges sont encore autant de petites communautés. L'institution n'en est pas si ancienne. Les premiers furent des hospices pour les religieux, qui venoient étudier à l'université; afin qu'ils pussent vivre ensemble, séparés des séculiers. On en fonda plusieurs ensuite pour les pauvres étudiants, qui n'avoient pas de quoi subsister hors de leur pays; & la plupart sont affectés à certains diocèses. Les écoliers de chaque college vivoient en commun, sous la conduite d'un proviseur ou principal, qui avoit soin de leurs études & de leurs mœurs; & ils alloient prendre les leçons aux écoles publiques. Ensuite la coutume s'est introduite d'enseigner en plusieurs colleges: & on a établi des colleges en la plupart des villes, qui n'ont point d'université, outre que les universités se sont extrêmement multipliées.

Depuis ces établissemens les évêques se sont reposés sur les docteurs des universités, de l'instruction des clercs, pour la theologie & les canons: & sur les regens des colleges, pour les études inferieures: ainsi le theologal & le precepteur ont eû peu de fonction. Mais si d'un côté les universités & les colleges ont rendu les études plus faciles & augmenté la science; les mœurs & la discipline en ont souffert. Tant de jeunesse assemblée n'a pû être contenue si aisément par des maîtres étrangers; que les clercs d'une ville, par un primicier, ou un archidiaque, sous l'œil de l'évêque. L'étude a été séparée des fonctions des ordres mineurs: qui sont demeurées, partie à des enfans de chœur & à des chantres peu lettrés, partie à des bedeaux & des valets purs laïques. Cependant les clercs, qui étudioient dans les uni-

verités , étoient sans fonction , & vivoient mêlés avec les écoliers laïques , dont le nombre est infiniment augmenté dans les derniers temps. Enfin on a vû qu'il étoit nécessaire de les en separer , pour les former à l'état ecclésiastique.

De-là est venuë l'institution des Seminaires. Comme on élève les jeunes arbres dans des pépinières , d'où ensuite on les transplante où l'on veut ; ainsi l'on a jugé à propos de former les jeunes clercs dans des colleges particuliers , pour les rendre capables de recevoir les ordres & d'être appliqués aux fonctions ecclésiastiques. Pour cet effet le concile de Trente a ordonné de prendre des enfans de douze ans, & au dessus , où l'on vir apparence de vocation à l'état ecclésiastique, préférant toujours les pauvres : de leur donner la tonsure & l'habit clerical , & les nourrir en commun , dans une maison proche de celle de l'évêque , du moins dans la même ville : leur faisant étudier la grammaire , le chant , l'écriture sainte , les homélies des peres , ce qui est nécessaire pour l'administration des sacremens , & les ceremonies de l'église. On doit les appliquer à ces études , suivant leur âge , & le progrès qu'ils y font : & on doit , sur tout , avoir soin de leurs mœurs , les former à la piété , & les exciter à fréquenter les sacremens.

Chaque église cathédrale doit avoir au moins un séminaire , entièrement soumis à la conduite de l'évêque , qui doit en prendre un soin très-particulier. Le nombre des séminaristes doit être fixé , & toujours rempli. Pour donner du revenu au séminaire , le concile permet à l'évêque de prendre une partie des fruits de tous les biens ecclésiastiques du diocèse , ou d'unir quelque bénéfice à son sémi-

*Conc. Trid.
1^{er}. cap. 1. 8.*

naire. Telle est l'institution des seminaires, suivant le concile de Trente: & l'on en voit l'exécution parfaite dans l'histoire & les actes de saint Charles.

En France quelques évêques l'imiterent: & l'ordonnance de Blois enjoignit à tous d'établir des seminaires; ce qui a été confirmé depuis par d'autres ordonnances, & encore plus par la pratique: en sorte, qu'il y en a dans la plupart des diocèses. Mais comme on a vu qu'il étoit difficile de juger de la vocation des enfans; & que souvent après avoir été élevés à grands frais dans des seminaires pendant plusieurs années, on étoit obligé de les renvoyer dans le siècle: on a jugé plus à propos de prendre de jeunes hommes, qui après avoir passé par toutes les classes des collèges, n'ayent plus à étudier que la théologie & la discipline de l'église, & soient en âge d'être ordonnés & employés. Ainsi la plupart des seminaires de France, sont comme des maisons de probation, où l'on examine la vocation des clercs, & où on les prépare à recevoir les ordres, & à en faire les fonctions. Ils y demeurent quelques mois ou quelques années, suivant leur besoin & les réglemens des diocèses.

*Blois, art. 14
Melun, l. 1.
1619. 6.*

Pour leur subsistance on a fait, ou des unions de benefices, ou des fondations nouvelles; au défaut desquelles on a obligé le clergé à contribuer. Il y a dans la plupart des seminaires des places gratuites pour les pauvres, les autres payent pension. Nos seminaires sont donc un peu différens de l'ordonnance du concile: mais tout revient à la même fin, de former de bons ecclesiastiques; & le succès a fait voir, combien cette institution étoit nécessaire.

On peut rapporter aux seminaires, les com-

munautés de prêtres, qui se sont particulièrement consacrés à former des clercs dans l'esprit ecclésiastique; comme en France, les prêtres de l'Oratoire & les prêtres de la Mission. En mil six cens treize Pierre de Berulle, depuis cardinal, institua à Paris une congrégation de prêtres, sous le nom de l'Oratoire de J. C. à l'imitation de celle que S. Philippe de Neri Florentin avoit-instituée à Rome en 1571. Le but de cette congrégation, est de former des prêtres dans l'esprit du sacerdoce de J. C. par la priere & par l'étude. En 1625, Vincent de Paul prêtre du diocèse d'Acqs institua aussi à Paris la congrégation des prêtres de la Mission: destinés principalement à l'instruction des pauvres gens de la campagne. Mais ils s'appliquent aussi à conduire des seminaires, à instruire des clercs, & les préparer aux ordres. Ces prêtres de l'Oratoire, de la Mission & des congrégations semblables, ne sont point religieux; n'étant point engagés par des vœux solennels, & conservant la propriété de leurs biens. Quoiqu'ils aient leurs supérieurs particuliers, ils sont entièrement soumis aux évêques & font partie du clergé seculier des diocèses où ils se rencontrent. Ils sont capables de tenir des cures, & toutes sortes de benefices.

Voilà ce qu'il y avoit à dire des differens ordres qui composent le clergé, & des principaux offices ecclésiastiques. Quant à la maniere de perdre l'ordre, nous la reservons à la troisième partie de ce traité, où nous expliquerons la déposition & la dégradation, entre les autres peines canoniques; & pour ce qui est de l'institution, & de la destitution des officiers de l'église, nous en parlerons dans la seconde partie, en traitant de l'acquisition

& de la perte des benefices. Maintenant il faut expliquer une autre division des personnes.

CHAPITRE XXI.

De l'origine & du progrès de la vie monastique.

Tous les Chrétiens sont réguliers ou séculiers. Les réguliers ou religieux sont ceux qui se sont engagés par vœu, à vivre suivant une certaine règle : les séculiers sont tous les autres fideles, qui sont demeurés dans le siècle, c'est à-dire dans le commerce du monde, soit clercs, soit laïques ; comme aussi entre les religieux, les uns sont laïques, les autres clercs.

Il y a toujours eû des Chrétiens, qui à l'imitation de saint Jean Baptiste, des prophètes, & des Recabites, se sont mis en solitude, pour vaquer uniquement à l'oraison, au jeûne, & aux autres exercices de vertu. On les appella ascètes, c'est-à-dire exercitans, ou moines, c'est-à-dire solitaires. Il y en avoit dès les premiers tems dans le voisinage d'Alexandrie, qui vivoient ainsi renfermés dans des maisons particulières, méditant l'écriture sainte, & travaillant de leurs mains. D'autres se retiroient sur des montagnes inaccessibles, & en des lieux déserts ; ce qui arrivoit principalement pendant les persecutions. Ainsi S. Paul s'étant retiré fort jeune dans les déserts de la Thebaïde, pour fuir la persecution de Dece, y demeura constamment jusques à l'âge de 113 ans.

S. Antoine Egyptien, comme lui, fut le premier, qui assembla dans le désert un grand

*Cap. infir.
lib. 2 c. 5. &
Collat. 18. c
5.*

nombre de moines, & les fit vivre en communauté. On les nomma par cette raison, cenobites. Peu de tems après S. Pacome dans le même país fonda les fameux monasteres de Tabenne; & les gouverna par la regle qu'un Ange lui avoit dictée.

*Hier. pref. in
reg. Pacom.* Ses disciples vivoient 30. ou 40. ensemble en chaque maison; & 30. ou 40. de ces maisons composoient un monastere, dont chacun par consequent comprenoit depuis 1200. moines, jusques à 600. Ils s'assembloient tous les dimanches dans l'oratoire commun de tout le monastere. Chaque monastere avoit un abbé pour le gouverner, chaque maison un supérieur, ou prévôt, & chaque dizaine de moines un doyen. Tous les monasteres reconoissoient un seul chef, & s'assembloient avec lui pour celebrer la pâque, quelquefois jusques au nombre de 50. mille. Et cela des seuls monasteres de Tabenne: outre lesquels il y avoit encore en d'autres parties de l'Egypte, ceux de Sceté, d'Oxyrinque, de Nitrie, de Mareote. Ces moines Egyptiens ont été regardés comme les plus parfaits, & les originaux de tous les autres.

*Hist. Eccles.
p. xx. n. 9.*

S. Hilarion, disciple de S. Antoine, établit cependant en Palestine des monasteres à peu près semblables: & cet institut se répandit dans toute la Syrie. S. Basile s'étant aussi instruit en Egypte sur la fin du même siècle, fonda des monasteres dans le Pont & la Cappadoce, & leur donna une regle, qui contient tous les principes de la morale chrétienne. Dès lors la vie monastique s'étendit dans toutes les parties de l'orient: en Ethiopie; en perse, & jusques dans les Indes. L'occident suivit bien-tôt. Il y eut un fameux monastere dans l'isle de Lerins en

Provence ; & les petites îles des côtes d'Italie & de Dalmatie furent bien-tôt peuplées de saints solitaires. Mais la discipline n'y étoit pas si exacte qu'en orient : on y travailloit moins , & le jeûne y étoit moins rigoureux

il y avoit des ermites ou anacorètes , c'est-à-dire des moines plus parfaits , qui après avoir long-tems vécu en communauté, pour dompter leurs passions , & s'exercer à toutes sortes de vertus ; se retiroient plus avant dans les solitudes , pour vivre en des cellules séparées , plus détachés des hommes , & plus unis à Dieu. C'étoit ainsi que s'achevoient pour l'ordinaire les solitaires les plus excellens.

Cassian. inst.
lib. 5. c. 36.
Idem collat.
18. c. 6.

L'une & l'autre maniere de vie fut imitée par les femmes : & dès les comencemens il y en eut qui vécurent en communauté, ou en solitude, sous la conduite des évêques & des moines : sans compter les vierges & les veuves consacrées à Dieu , qui de tout tems avoient été dans l'église, vivant d'abord dans leurs maisons particulières, depuis en communauté, mais sans quitter les villes & le commerce du monde.

Les moines étoient presque tous laïques. Il ne falloit autre disposition pour le devenir, que la bonne volonté : un desir sincere de faire penitence , & d'avancer dans la perfection chrétienne. On y recevoit des gens de toutes conditions & de tous âges , même de jeunes enfans , que leurs parens ofroient , pour les faire élever dans la piété. Les esclaves y étoient reçus comme les libres , pourvu que leurs maîtres y consentissent : les ignorans comme les savans : & plusieurs ne savoient pas lire. On ne regardoit ni aux talens de l'esprit , ni à la vigueur du corps , chacun

V. Regul.
Erasm. de
Brucan

faisoit penitence à proportion de ses forces.

Tous les vrais moines étoient cenobites ou anacorettes ; mais il y eut bien-tôt deux especes de faux moines. Les uns demeuroient fixes à la verité, mais seuls ou seulement deux ou trois ensemble indépendans & sans conduite ; prenant pour regle leur volonté particuliere, sous pretexte d'une plus grande perfection.

Reg. S. Ben.
c. 1. Reg.
magist.

On les nommoit Sarabâites. Les autres que l'on nommoit Gyrovagues ou moines errans, & qui étoient les pires de tous, couroient continuellement de païs en païs, passant par les monasteres, sans s'arrêter en aucun ; comme s'ils n'eussent trouvé nulle part une vie assez parfaite. Ils abusoient de l'hospitalité des vrais moines, pour se faire bien traiter : ils entroient en tous lieux, se mêloient avec toutes sortes de personnes, sous pretexte de les convertir, & menoient une vie déreglée, à l'abri de la vie monastique qu'ils déshonoroient.

Il y avoit près de deux cens ans que la vie monastique étoit en vigueur, quand S. Benoît, après avoir long-tems vécu en solitude, & long-tems gouverné des moines, écrivit sa regle pour le monastere qu'il avoit fondé au Mont Cassin, entre Rome & Naples.

Hist. liv.
xxxii n. 4.

Il la fit plus douce que celle des orientaux : permettant un peu de vin, & deux sortes de mets, outre le pain, & n'obligeant pas à jeûner tous les jours, mais il conserva le travail des mains, le silence exact & la solitude. Cette regle fut trouvée si sage, qu'elle fut volontairement embrassée par la plupart des moines d'occident ; & elle fut bien-tôt apportée en France.

Reg. S. Ben.
c. 40. 41. 42.

Les Lombards en Italie & les Sarrafins en Espagne desolerent les monasteres : les guer-
res

res civiles qui affligèrent la France sur la fin de la premiere race, causerent aussi un grand relâchement. On commença à piller les monasteres qui commençoient à être riches par les donations que la vertu des moines attiroit, & que leur travail augmentoit. L'état étant rétabli sous Charlemagne, la discipline se rétablit aussi sous sa protection par les soins de S. Benoist d'Aniane à qui Louïs le Debonnaire donna ensuite autorité sur tous les monasteres. Cet abbé donna les instructions sur lesquelles fut dressé l'an 817. le grand reglement d'Aix-la Chapelle. Mais il resta beaucoup de relâchement. Le travail des mains fut méprisé, sous pretexte d'étude & d'oraison: les abbés devinrent des seigneurs, ayant des vassaux, & étant admis aux parlemens avec les évêques, avec qui ils commençoient à faire comparaison.

Hist. l. XLV.
n. 37. XLVI.
n. 48.

To 7. cons.
p. 1505.

Ils prirent parti dans les guerres civiles, comme les autres seigneurs. Ils armoient leurs vassaux & leurs serfs, & se mettoient à la tête, & souvent ils n'avoient pas d'autre moyen de se garantir du pillage. D'ailleurs, il y avoit des seigneurs laïques, qui sous pretexte de protection, se mettoient en possession des abbayes, ou par concession des rois, ou de leur propre autorité, & prenoient même le titre d'abbés. Les Normans qui couvroient la France en même tems, acheverent de tout ruiner. Les moines qui pouvoient échaper, quittoient l'habit, revenoient chez leurs parens, prenoient les armes, ou faisoient quelque trafic pour vivre. Les monasteres qui restoient sur pied, étoient occupés par des moines ignorans, souvent jusques à ne savoir pas lire leur regle, & gouvernés par des superieurs étrangers ou intrus.

Canc. Tr. fie
ca. 3.

hist. l. II.
n. 41.

Au milieu de ces miseres , S. Odon com-
mença à relever la discipline monastique ,
dans la maison de Clugny , fondée par les
soins de l'abbé Bernon en 910. Il suivit la re-
gle de S. Benoist avec quelque modification,
& se détermina à porter l'habit noir. Il appli-
qua les moines principalement à la priere : &
ils se chargerent de tant de psalmodie , qu'il
leur resta peu de tems pour le travail des mains.
Toutefois leur ordre , c'est à-dire , leur ma-
niere de vie , fut tellement estimé , qu'il s'é-
tendit fort loin en peu de tems. On fonda
plusieurs monasteres pour ces nouveaux moi-
nes : & on en fit venir dans plusieurs anciens,
qu'ils reformerent , & qu'ils mirent sous la
dépendance de l'abbé de Cluny. Il y eut aussi
un grand nombre d'abbayes aggrégées , qui
sans dépendre de Cluny , suivirent le même
ordre , car rien ne fut plus illustre dans l'é-
glise , pendant le dixième & l'onzième sie-
cle.

Guillelmi La maison de Cluny fut mise par le titre
Comitis 16. de sa fondation , sous la protection particu-
ram 10. 9. liere de saint Pierre & du pape : avec défense
1020 p. 565. à toutes les puissances seculieres ou ecclesiastiques , de troubler les moines dans la posses-
sion de leurs biens , ni dans l'élection de leur
abbé. Ils prétendirent par-là être exempts de
la juridiction des évêques , & étendirent ce
privilege à tous les monasteres qui dépen-
doient de Cluny. C'est la premiere congre-
gation de plusieurs maisons unies sous un seul
chef , immédiatement soumis au pape ; pour
ne faire qu'un corps , ou comme nous l'apel-
lons aujourd'hui , un ordre de religieux. Aupa-
ravant , quoique tous les moines suivissent la
regle de saint Benoist , chaque abbaye étoit in-
dépendante de l'autre , & soumise à son évêque.

La discipline s'affoiblit en l'ordre de Cluny à mesure qu'il s'étendit; il fallut disperfer les meilleurs fujets, pour faire de nouveaux établifsemens, & avant deux cens ans il se trouva fort relâché.

S. bern. ap-
l. g. ad Guill.
abb. s. 7. & c.

Mais la vie monastique reprit un nouveau lustre dans la maison de Cîteaux, fondée par saint Robert abbé de Molesme en 1098. Il suivit la regle de saint Benoist à la lettre, sans aucune addition; rétablissant le travail des mains, le silence plus exact & la solitude, & renonçant à toutes sortes de dispenses & de privileges. Il prit l'habit blanc: & le nom de moines blancs fut principalement donné à ceux de Cîteaux, comme le nom de moines noirs à ceux de Cluny. Les monasteres qui suivirent l'ordre de Cîteaux, s'unirent ensemble par une constitution de l'an 1119. appelée la Carte de charité, qui établit entre eux une espece d'aristocratie, pour remédier aux inconveniens du gouvernement monarchique de Cluny. On convint donc que les abbés feroient reciproquement des visites les uns chez les autres, & que l'on tiendrait tous les ans des chapitres generaux: où tous les abbés seroient tenus d'assister, & dont les reglemens seroient observés par tout l'ordre. Ces chapitres generaux se trouverent si utiles, que tous les autres ordres religieux les imiterent, & que l'on en fit même un canon dans le grand concile de Latran.

V. S. or-
dium Cif-
terc.
Hist. liv.
LXIV. 64.

L'ordre de Cîteaux s'accrut merveilleusement en peu de tems, par l'admiration des vertus qui s'y pratiquoient. Il s'étendit par toute l'Europe: en sorte qu'il avoit déjà 500. maisons, 57. ans après sa fondation. Ses premieres filles furent la Ferté, Pontigny, Clairvaux, & Morimond; que leurs privileges

Cap. in sin-
gulis 7. de
Statu Mo-
nach. ex
conc. Later.
c. 12.

distinguent encore aujourd'hui. Clairvaux fut fondé en 1115. par saint Bernard, moine de Cîteaux. Mais le nom de ce grand saint s'est rendu si illustre, que plusieurs l'ont regardé comme le chef de l'ordre, & ont nommé les moines de Cîteaux Bernardins.

CHAPITRE XXII.

Des autres ordres de Religieux.

ON travailla aussi dans l'onzième siècle à la reformation du clergé. Les mêmes calamités publiques qui ruinèrent la discipline chez les moines; la ruinerent encore plus facilement chez les chanoines, moins séparés du monde. Ils abandonnerent donc la vie commune, & plusieurs même devinrent concubinaires. S. Pierre Damien s'éleva contre ces désordres, avec un grand zèle; & à sa sollicitation le pape Nicolas II. assembla à Rome un concile de 113. évêques en 1059 où après avoir condamné la simonie & le concubinage, il ordonne que les clercs dorment & mangent ensemble, & mettent en commun ce qu'ils recoivent de l'église: les exhortant à la vie commune apostolique, c'est-à-dire, à n'avoir absolument rien en propre. Le même decret fut renouvelé en 1063. par le pape Alexandre II. en un concile de plus de cent évêques. Les clercs qui obéirent & embrasserent la vie commune, sans aucune propriété, furent nommés chanoines réguliers: pour les distinguer de ceux qui demeurèrent dans l'ancien relâchement, & que l'on nomma chanoines séculiers.

Comme la regie d'Aix-la-Chapelle ne pa-

*Opusc. 24.
Dist. 23. c. 1.*

*Hist. liv. LX.
p. 31.*

*Hist. XII. X.
p. 6.*

roissoit pas assez exacte sur le point de la désapprobation : on remonta à l'institution de S. Augustin : & l'on dit que les chanoines réguliers suivoient la regle de S. Augustin, sans que l'on convienne bien, quel écrit de saint Augustin ils ont pris pour leur regle : si ce sont les sermons de la vie commune des clercs, ou la lettre écrite pour le monastere dont sa sœur avoit la conduite. Quoi qu'il en soit, on a mis toujours depuis la regle de S. Augustin en parallele avec celle de S. Benoist, pour la proposer à tous les religieux clercs, comme l'autre à tous les moines.

*Serm 355,
356.*

Les chanoines réguliers furent en grand credit pendant l'onzième & le douzième siècle, & on en mit en la plupart des cathedrales. Le pape Alexandre II en mit lui même en son église patriarcale de S. Jean de Latran, qui fut chef d'une congregation. On en fit en France de semblables : entr'autres celle de S. Ruf près de Valence en Dauphiné, & celle de S. Victor de Paris en 1110. Ainsi les chanoines commencerent à faire des corps séparés, comme les nouveaux ordres de moines. Le plus illustre de ces ordres de chanoines réguliers fut celui de Prémontré, fondé par saint Norbert en 1120.

*Moulins
Refl. 4.*

Cependant les croisades produisirent un nouveau genre de religions, inconnu jusques alors. Ce furent les ordres militaires. Le plus illustre est celui de S. Jean de Jerusalem, qui commença par un hôpital, où l'on recevoit les pelerins. Dès le tems du troisième maître de l'hôpital, nommé Raimond du Puy, l'ordre étoit composé de trois sortes de personnes ; de chevaliers, de freres servans & de clercs, comme il paroît par la bulle d'Anastase IV. de l'an 1154. Après la perte de la

*Hist. liv.
LXVII. n. 17.*

*Hist. Liv.
LXX. n. 12.*

terre sainte , ils se retirerent à Rhodes en 1310. & de-là à Malte en 1530.

Comme l'Espagne étoit encore occupée en partie par les infidèles on y établit aussi plusieurs ordres militaires ; quelques-uns suivant la regle de S. Augustin , la plupart suivant la regle de S. Benoist & les constitutions de Cisteaux. Ces ordres ne se sont point étendus hors de l'Espagne : & la plupart ont été depuis secularisés & réduits à des confrairies de chevaliers , qui ne laissent pas d'être mariés , & de vivre à peu près comme les autres , portant seulement la marque de l'ordre sur leur habit , & jouissant des commanderies. L'ordre de S. Michel , du S. Esprit , de la Toison , de la Jarretiere , & tous les autres , que les princes ont institués par des dévotions particulières , ne sont que de simples confrairies.

Il y a plusieurs ordres de religieux hospitaliers , destinés ou à servir les malades , ou à loger les pelerins ; ils suivent tous la regle de S. Augustin : parce que la plupart ont commencé par des clercs : & c'est comme hospitaliers , que les chevaliers de Malte la suivent. D'autres se sont dévoués particulièrement à la redemption des captifs.

Mais les plus fameux de tous les religieux modernes , sont les mandians. S. Dominique chanoine d'Osma en Castille , ayant suivi son évêque en un voyage , s'arrêta en Langue-doc , à travailler pour la conversion des Albigeois , en 1206. Il assembla quelques prêtres , avec lesquels il fit un grand fruit ; & l'an 1216. il obtint du pape Honorius III. un privilege pour le prieuré de S. Romain de Toulouse , en faveur des clercs qui y vivoient sous sa conduite , suivant la regle de saint Augustin ,

qu'il avoit déjà embrassée comme chanoine. On les nomma les freres prêcheurs.

En même tems S. François, fils d'un marchand d'Assise, commença de mener une vie extrêmement pauvre & penitente; & assembla quelques compagnons, les uns clercs, les autres laïques; exhortant tout le monde à la penitence, plus par son exemple, que par ses discours. Il avoit peu de lettres, & ne voulut jamais être ordonné prêtre, se contentant d'être diacre. Il travailloit, & recommanda à ses freres le travail des mains; voulant toutefois qu'ils n'eussent point de honte de mendier au besoin. Il les nomma les freres mineurs, comme moindres que les autres, & leur donna une regle particuliere, qui fut confirmée par le pape Honorius III. en 1223. & fut embrassée en même tems par sainte Claire de la même ville d'Assise. Cet ordre de filles fut nommé le second ordre de S. François: & le tiers ordre comprenoit des hommes & des femmes, vivant dans le monde, même dans le mariage; qui s'obligeoient par vœu à une vie véritablement chrétienne, & à l'observation de la regle de S. François, autant que leur état le permettoit.

Dès le commencement du même siècle, Abbé patriarche de Jérusalem, avoit donné une regle à des ermites, qui vivoient sur le Mont Carmel dans une grande austerité. Il en vint en Europe; & leur regle fut confirmée en 1226. S. Louis en amena à Paris en 1254 & nous les appelons Carmes.

Ce fut aussi dans le même tems que le pape Alexandre IV. unit en un seul ordre plusieurs congregations d'ermites de differens noms, & de differentes institutions, sous le nom d'ermites de saint Augustin. Voilà l'origine des

quatre principaux ordres mandians. Car tous ces religieux faisoient profession de ne point posséder de biens, même en commun, & de ne subsister que des aumônes journalieres des fideles. Ils étoient clercs la plupart, s'appliquant à l'étude, à la prédication, & à l'administration de la penitence, pour la conversion des heretiques & des pecheurs. Ces fonctions vinrent principalement des Dominicains: le grand zele de pauvreté vint principalement des Franciscains. Mais en peu de tems tous les mandians furent uniformes, & on auroit peine à croire combien ces ordres s'étendirent promptement. Ils prétendoient rassembler toute la perfection de la vie monastique, & de la vie clericale; l'austerité dans le vivre & le vêtement, la priere, l'étude, & le service du prochain. Mais les fonctions clericales leur ont ôté le travail des mains, la solitude & le silence des anciens moines; & l'obéissance à leurs superieurs particuliers, qui les transfèrent souvent d'une maison ou d'une province à l'autre, leur a ôté la stabilité des anciens clercs, qui demouroient toujours attachés à la même église, avec une dépendance entière de leur évêque.

Depuis le commencement du seizième siècle, il s'est élevé plusieurs congregations de clercs, pour travailler à la reformation des mœurs & de la discipline ecclesiastique, & s'opposer aux nouvelles heresies. Les plus anciens sont les Theatins, institués en 1524. par le B. Marcel Caëtan Vincenrin, avec Pierre Caraffe Napolitain, évêque de Tiêre, qui fut depuis le pape Paul IV.

Dix ans après S. Ignace de Loyola jetta les fondemens de sa société, par le vœu qu'il fit avec ses dix premiers compagnons, en la chapelle

chapelle basse de Montmartre, près de Paris. Son institut fut approuvé l'an 150. par le pape Paul III. Il avoit pourbut le service du prochain dans tous les besoins spirituels : le catéchisme, la prédication, la controverse contre les heretiques, l'administration de la penitence. Il nomma sa compagnie, la compagnie de Jesus : qui s'est étendue par toute la terre habitable, avec le succès que chacun voit.

Elle est composée de quatre sortes de personnes : les écoliers, les coadjuteurs spirituels, les profés, les coadjuteurs temporels. Les profés sont le principal corps de la compagnie, & suivant la premiere approbation de leur institut, ils ne devoient être que 60 mais leur grande utilité fit bien tôt lever cette restriction. Les coadjuteurs spirituels, sont des prêtres aggrégés à la société, pour faire les mêmes fonctions que les profés, excepté d'enseigner la theologie ; & ils sont au dessus des écoliers. Ils ont le même engagement à la société que les profés, mais la société n'est pas engagée de même à leur égard ; & ils peuvent être congédiés, quand il est jugé expédient. Les coadjuteurs temporels sont, comme les freres laïcs chez les moines. En France, ils passent tous également pour religieux, dès qu'ils ont fait leurs vœux ; & s'ils sortent de la compagnie, ils ne peuvent rien demander à leurs familles. Outre les trois vœux ordinaires, les Jesuites profés en font un particulier, d'obéir au pape en tout ce qui regarde l'utilité des ames, & la propagation de la foi : mais le pape n'use point de ce pouvoir, il le laisse au General.

*Paul III.**1540.**Conc. Societ.**1. part. 2. c. 1.*

Voilà les ordres de religieux les plus considerables. On les peut rapporter à cinq gen-

res : moines , chanoines , chevaliers , freres ,
mandians , clerics reguliers.

CHAPITRE XXIII.

Des vœux , & de la profession religieuse.

UN religieux est un chrétien , engagé par vœu solennel , à pratiquer toute sa vie les conseils de l'évangile , suivant une regle approuvée de l'église. C'est donc le vœu solennel , qui constitue principalement son état. Le vœu est une promesse faite à Dieu de quelque bonne œuvre à laquelle on n'est pas obligé : comme d'un jeûne , d'une aumône , d'un pelerinage. Pour faire un vœu , il faut être en âge de raison parfaite , c'est-à-dire de pleine puberté , être libre , & avoir la disposition de ce que l'on veut vouër. Ainsi une femme ne peut vouër sans le consentement de son mari. Le vœu simple est celui qui se fait secretement & sans aucune solennité. Il n'oblige pas moins en conscience , mais s'il a été fait legerement , ou si par la suite l'accomplissement en est devenu trop difficile , on peut en être dispensé : au moins par commutation d'une bonne œuvre en une autre : & tout autre vœu est changé de plein droit en celui de la profession religieuse. Regulierement l'évêque peut dispenser des vœux simples.

L'âge où l'on peut s'engager par des vœux solennels pour entrer en religion , a été réglé diversément ; depuis la puberté , où l'on peut contracter mariage , jusques à la pleine majorité , qui est de vingt-cinq ans. Enfin le

C. 1. de voto,
&c.

Numer. xxx.

C. 8. eod.

concile de Trente l'a fixé à seize ans ; declarant nulles les professions faites avant cet âge, & obligeant à faire au moins une année de noviciat. L'ordonnance de Blois y est conforme, & declare nulle la disposition des biens faite, avant cet âge, à cause de la profession. La profession doit être faite solennellement ; le religieux doit prononcer en public la formule de son vœu, & en laisser l'acte écrit & signé de sa main ; & il en doit être tenu registre, afin que la preuve en soit facile. On a aboli l'usage des professions tacites, que l'on présuinoit autrefois, quand une personne avoit été plus d'un an dans un monastere, portant l'habit des religieux profés. C'est pourquoi le noviciat étant expiré, le postulant doit être mis dehors, s'il n'est pas admis à la profession.

Il a été plusieurs fois défendu de vendre l'entrée en religion, puisque c'est une espece de simonie. La profession religieuse est une illusion, si elle n'a pour but les biens spirituels. Toutefois il a été toujours permis à ceux qui entrent en religion, d'y porter leur bien, ou une partie ; & à leurs parens d'y donner à leur consideration. De plus, si le monastere n'est pas assez riche, pour nourrir plus de sujets qu'il en a : il ne seroit pas juste de refuser un bon sujet, de peur de prendre son argent. Ainsi on ne peut donner sur cette maniere de meilleure regle, que la conscience des superieurs, qui se chargent devant Dieu d'un crime énorme, s'ils reçoivent un sujet indigne, par la consideration de quelque intérêt temporel. Suivant la pratique de saint Charles, l'évêque doit arbitrer ce qui sera donné au monastere, selon le besoin qu'il conoît. L'acte de profession emporte une obli-

Con. Tr. s.
xx. res. c. 19
Blois, art. 28

Moulins 55.

C. ex parte
22. de regul.
larib.

Con. Tr.
ibid. c. 16.

C. Monachi.
c. de statu
monac. 111.
c. 10.

C. Quoniam.
40 de si-
mo. ex
Cunc. 1. at. v.
c. 4. 1. q. 1.
c. 3.

V. Thomass.
4. p. iv. 111.
c. 4. 15.

S. Thomass.
4. p. 112. 111.
c. 14. 15.

Con. Me-
diol. 11. de
monal. c. 1.

gation reciproque entre les religieux & le convent. Comme il ne peut plus quitter, aussi la communauté ne peut le mettre dehors, sous quelque pretexte que ce soit: afin de ne pas l'exposer à la misere, & ne pas troubler le repos des familles.

*C. Joannes 5.
de regular.*

Les religieux doivent demeurer dans leur vocation. L'ancienne regle étoit que les moines ne passeroient point d'un monastere à l'autre: il en étoit de même des chanoines reguliers. Mais quoique les mandians, & les autres congregations nouvelles n'aient pas embrassé cette stabilité de lieu: ils doivent toujours demeurer dans leur congregation; &

*Conz. Tr.
sess. 25. c. 19.*

en general il n'est pas permis de passer d'un ordre religieux à un autre. On en excepte ceux que le desir d'une plus grande perfection, fait passer à une observance plus étroite; ils le peuvent sans avoir obtenu la permission de leurs supérieurs, il suffit qu'ils l'aient demandée. Les mandians toutefois ne peuvent passer que dans l'ordre des Chartreux, si

*C. licet 18. de
regular.*

*Extravag.
comm. cod. c.
1. Martini 17*

ce n'est par dispense particuliere du pape. Cette regle de passer à une vie plus austere, a fourni des pretextes de licence, depuis le relâchement des anciens moines de saint Benoist & de Cluny. On ne peut empêcher un religieux d'une observance plus exacte, mais originaiement moins rigoureuse; de passer dans celles ci, quoique notoirement relâchées, si sa conscience ne le retient. C'est souvent un pretexte pour obtenir des benefices reguliers: du moins, pour demeurer vagabond, sans clôture ni obéissance: quoique le concile de Trente l'ait expressément défendu.

Sess. 4. c. 17

Quelquefois un religieux reclame contre ses vœux; prétendant qu'il y a nullité, ou qu'il les a faits par contrainte. Si après la

profession il a laissé passer cinq ans, sans se plaindre; il ne doit plus être oïï. Dans les cinq ans même il ne doit point être oïï, s'il quitte l'habit, ou sort du monastere de sa propre autorité; mais il doit être traité comme apostat. Il doit donc demeurer dans son état, & se pourvoir devant l'évêque, pour être restitué contre ses vœux, en conoissance de cause. Souvent on obtient pour cet effet un rescrit du pape: mais il n'est pas nécessaire. Les causes ordinaires de la restitution sont, la force ou la crainte, capable de vaincre une constance commune: & les preuves doivent en être évidentes.

Cenc. Tr.
seß. 20. Reg.
c. 19.

20. q. 1.
c. puella. 8.

On nomme apostats ou fugitifs, les religieux qui violent leur vœu, & reviennent dans le siècle. Les superieurs ne doivent pas les abandonner, puis qu'ils sont chargés de leurs ames: mais ils doivent essayer par toutes sortes de voyes, de les retrouver, pour leur faire faire penitence, & les faire rentrer dans leur devoir. Les juges seculiers y doivent prêter la main, & faire arrêter ces fugitifs, quand ils sont reconus, pour les mettre entre les mains des superieurs. Il est important de ne les pas souffrir, non seulement pour l'honneur de la religion; mais pour la sureté publique: car il n'y a point d'excès; dont ces apostats ne soient capables.

Cap. ult. de
regular.

CHAPITRE XXIV.

De la pauvreté, & des autres observances regulieres.

LEs vœux des religieux sont, d'obéissance, pauvreté, & chasteté: par la pauvreté,

ils renoncent aux biens extérieurs : par la continence , à leur corps : par l'obéissance , à leur volonté ; l'observation de ces trois vœux embrasse toutes les pratiques de la perfection chrétienne.

Reg c. 58.

L'obéissance comprend tout le reste. Suivant la regle de S Benoist. les moines ne promettent que la stabilité dans le monastere , sous la conduite du superieur. L'obéissance consiste en une soumission parfaite aux commandemens de Dieu : à la regle que le religieux doit regarder comme la volonté de Dieu,

Reg c. 5. 68.

& à tous les ordres particuliers du superieur , à moins qu'il n'ordonnât quelque chose de manifestement contraire à la loy de Dieu , ou à la regle. Un vrai religieux doit même obéir volontiers à ses freres : il doit n'avoir ni

C. 71.

volonté particuliere , ni attachement à son sens : mais une sincere humilité. Les differentes manieres de pratiquer l'obéissance paroîtront mieux par ce qui sera dit du gouvernement interieur des religieux.

C. 74

Le fondement de la pauvreté religieuse , sont ces paroles de l'évangile : Si tu veux être parfait , va , vends tout ce que tu possedes , & me suis. Elle consiste donc à se dépouiller de tous les biens extérieurs , autant qu'il est possible : mais il faut toujours quelque chose pour soutenir la vie ; & c'est ce necessaire qui fait la difficulté. Pour le diminuer autant qu'il se

Math. xix.
19.

peut , toutes les regles ordonnent , que la nourriture des religieux , leurs habits , leurs meubles soient simples , & aprochant , autant qu'il se peut , des pauvres. Ce qui est pratiqué plus ou moins exactement , selon la difference des instituteurs. Mais pour avoir ce peu qui est necessaire , les moyens sont differens. Les anciens moines vivoient du travail de leurs mains , &

Reg. S. Ben

c. 22. 32. 39.

4. 4. 55.

V. Reg. 2.

Basil.

Cassian 9

Instit. de ss.

Aced c. 7.

et sequ.

donnoient aux pauvres ce qui leur restoit , sans rien garder pour le lendemain. Depuis long tems la plupart des religieux ont des revenus assurés , qu'ils gouvernent comme les autres hommes font valoir leur patrimoine ; excepté qu'il n'y a que le supérieur & le procureur , ou quelque autre officier , qui en ont la charge.

Pour la conservation de ces biens , les communautés religieuses sont regardées dans l'état comme de grandes familles. Elles peuvent contracter , & comparoître en jugement ; en un mot , faire toutes sortes d'actes publics , & de poursuites judiciaires. Mais il faut toujours que ce soit par l'autorité des supérieurs , & du consentement de la communauté , suivant les regles particulieres de chaque institut. Selon le droit commun observé encore en quelques païs , les monasteres sont capables aussi de recevoir des successions. Celui qui y entre , y porte avec lui tout son bien , s'il n'en a autrement disposé : & le monastere recueille les successions qui lui échéent depuis la profession. En France , les religieux profés ne succedent point , ni le monastere pour eux. On les regarde comme morts les premiers , suivant la parole d'un ancien.

Les freres mandians , selon leurs regles & leur premiere institution , doivent être pauvres , même en commun ; n'avoir aucun revenu assuré , & ne vivre que d'aumônes. Mais l'expérience a fait voir ; que les aumônes n'étoient pas un revenu suffisant , depuis la grande multiplication de ce genre de religieux : & que souvent ils étoient exposés à la tentation , de se les attirer par des moyens indignes de leur profession ; du moins , incompatibles avec le détachement & la tranquillité de

Aug. de No-
rib eccles. 1.
c. 67.

Reg. S. Ben.
c. 58.

Nov. 5. 0 4.
Nov. 123. c.
38.

Consl. de Pa-
ris, tit. 337.
Cass. coll. 23.
c. 9.

V cap. Ex. it.
3 de verb. si-
gnif. in 6.
Clement.
Exivi de pa-
rad. cod.

la vie religieuse. Le concile de Trente leur a donc permis de posséder des immeubles, sans renoncer à la quête. Il n'y a que les Capucins, & les autres Franciscains de l'étroite observance, qui n'ont point voulu user de cette permission. Le concile défend générale-

Conc. Trid.
sess. 25. reg.
6. 3.

ment à toutes les communautés, de se charger d'un plus grand nombre de religieux, que les revenus ou les aumônes ordinaires n'en peuvent nourrir.

La pratique de la pauvreté se réduit donc proprement à chaque religieux en particulier: encore ne consiste-t-elle pas tant à manquer des commodités de la vie, qu'à n'avoir rien en propre, dont il puisse disposer. C'est par l'acte de profession, que le religieux se dépouille de tous les biens, & de toute espérance d'en acquérir. Auparavant il peut disposer de ses biens par donation ou autrement, selon que les loix le permettent. S'il n'en a

Conc. Trid.
sess. 25. c. 6.

point disposé, ils vont aux héritiers légitimes; car la profession emporte mort civile.

V. Comm.
sur Loüet,
c. 8.

Pendant le noviciat il est encore maître de son bien. Mais comme cet état pourroit être sujet à séduction; le novice, depuis qu'il a pris l'habit, ne peut plus faire de disposition en faveur d'aucun monastere. Quoique le religieux profès soit incapable de succéder: si le monastere est pauvre, on peut lui donner une pension alimentaire, comme aux autres qui sont en état de mort civile; mais elle sera reçûë & employée par les officiers du convent.

Reg. S. Ben.
c. 33.

Le religieux ne doit avoir aucune chose en particulier, ni habits, ni livres, ni instrumens, ni quoi que ce soit: sur tout il ne doit point avoir d'argent. Suivant l'ancienne dis-

Cap. Mo- cipline, celui à qui à la mort on trouvoit

quelque chose de caché, étoit privé de sepulture, comme étant mort dans un peché manifeste. Les moines pouvoient garder exactement cette pauvreté, étant fixes & séparés du monde. Mais depuis qu'eux & les autres religieux ont voyagé frequemment, on leur a permis dans les voyages, quelque argent, & quelques commodités particulieres. Ceux qui sont capables de tenir des benefices, comme les chanoines reguliers qui ont des cures: ont été obligés d'avoir des meubles, & de tenir ménage comme les seculiers.

Dans le relâchement de l'observance, il en a été de même des offices claustraux convertis en benefices: Enfin ceux qui se sont relâchés, jusques à quitter la vie commune, ne gardent plus la pauvreté tant qu'ils vivent; sinon en ce qu'ils ne peuvent aquerir d'immeubles. A leur mort, il paroît qu'ils sont religieux, en ce qu'ils n'ont point d'heritiers legitimes, & ne peuvent faire de testament: c'est l'abbé, ou autre supérieur qui leur succede; & cette regle est generale pour tous les religieux beneficiers, ou autres, qui laissent quelques biens en mourant. C'est cette espece de succession, que l'on appelle vulgairement, dépoüille, ou cote morte: en termes de droit on l'appelle pecule: parce que l'on regarde les religieux comme des enfans de famille, qui n'ont jöüi de quelque chose en propre, que par la permission expresse ou tacite du supérieur; & n'en ont eü qu'un simple usage précaire. Les religieux qui pratiquent le moins la pauvreté, sont les chevaliers. Ils vivent dispersés dans le monde, & ne reçoivent rien de l'ordre, s'ils ne sont à Malte, ou dans le service actuel. C'est pourquoi on leur a permis de recevoir de leurs parens des pensions ali-

nach. 2. de
statu mon. ex
Cinc Lat.
Alex. III. c.
10.

Cap. cum ad
mon. 6. 60d.

V. Baq. Des-
herence, c. 3.
n. 12.

mentaires, ou des donations d'usufruit, ou de choses particulieres, qui font le même

prod. Loüet, effet.

c. 8.

*seff. 25. ref.
regul. c. 12.*

Le concile de Trente a renouvelé les anciens reglemens, défendant à tous reguliers, de tenir ou posséder aucuns biens meubles ou immeubles. Ils doivent tout remettre entre les mains de leurs superieurs; à qui il n'est pas permis de leur accorder aucuns biens stables, sous quelque preterre que ce soit. Tous les biens du convent doivent être administrés par les officiers, que les superieurs peuvent destituer quand il leur plaît. Les meubles dont les superieurs accordent l'usage aux religieux, doivent toujours sentir la pauvreté dont ils font profession. Les contrevenans seront privés pendant deux ans de voix active & passive, & punis suivant leurs constitutions.

Le vœu de chasteté consiste à renoncer au mariage: car pour les crimes contraires à cette vertu, tout Chrétien y renonce au baptême. Le vœu de continence, & par conséquent la profession religieuse, est un empêchement dirimant, qui rend absolument nul le mariage subséquent; en sorte que s'il est contracté de fait, c'est une conjonction illicite, incestueuse & sacrilege; & les enfans qui en viennent sont illegitimes: tant pour les effets civils, que pour l'irregularité. Un tel mariage est plus odieux qu'un adultere, parce qu'il y ajoute l'impudence de violer ouvertement la promesse faite à Dieu.

*c. presbyt. 8.
dist. 27.*

*27. q. 1. ut
lex. 40. ex
Conc. Rom
Inn. II. c. 7.*

Pour mieux observer ce vœu, les religieux doivent fuir la fréquentation des femmes, & même des hommes du monde, autant qu'il est possible. Suivant la regle de saint Benoist, les moines ne doivent presque jamais sortir

Reg. c. 66.

de l'enclos du monastere ; & pour en éviter les occasions , ils avoient dans leur enclos la fontaine , le four , le moulin , & toutes les autres choses necessaires : leurs églises mêmes n'étoient que des oratoires interieurs. Les autres religieux , principalement les mandians ; étant destinés à l'action , n'ont pû garder une clôture si exacte. Toutefois ce qui s'observe generalement est , que les femmes n'entrent point dans les maisons religieuses : que s'il y a necessité de leur parler , ce soit au dehors & en lieu public ; que jamais un religieux ne sorte de la maison , sans un autre religieux : qu'il ne sorte point sans congé du supérieur.

A l'égard des voyages , il faut une permission par écrit , qui s'appelle obédience : parce *Conc. Trid.
sess 25. reg.
c. 4.* que l'on suppose qu'un vrai religieux ne sort que pour obéir à son supérieur , & à regret. Tout religieux trouvé sans obédience , peut être arrêté par les ordinaires des lieux , & puni comme apostat. Ceux qui sont envoyés étudier aux universités , doivent y demeurer dans les maisons de leur ordre , autrement ils sont traités de même. A plus forte raison il est défendu à tout religieux de s'attacher au service d'un prince , d'un prélat ou d'une communauté , sous quelque prétexte que ce soit , sans permission de son supérieur.

On peut rapporter au vœu de continence , routes les austerités corporelles. Les jeûnes frequens , l'abstinence de la chair , coucher vêtus & durement , ne point user de linge , se lever la nuit pour la priere : les cilices , les disciplines , la nudité des pieds , & toutes les autres mortifications , que l'on peut voir dans les règles & les constitutions particulieres. Elles ont routes pour but de châtier le corps , & le reduire en servitude , afin que l'esprit : *Cor. ix 27*

soit plus libre, pour prier & s'unir à Dieu, Mais elles doivent être réglées par l'obéissance, & par la direction des supérieurs: car la meilleure de toutes les mortifications, est celle de la propre volonté.

CHAPITRE XXV.

De la cléricature des réguliers, & de leurs exemptions.

ON croyoit au commencement la cléricature incompatible avec la vie monastique.

Thomass Un moine étoit un homme, qui de son mouvement quittoit le commerce même des fideles, & s'alloit cacher pour pleurer ses pechés, & travailler à sa perfection. Un clerc étoit un homme choisi par les autres, souvent malgré lui, pour remplir les fonctions publiques de l'église, exposé continuellement aux yeux de tous. Si un clerc se faisoit moine, il cessoit de servir l'église en public; & si un moine étoit fait clerc, on le tiroit du monastere, & on l'obligeoit à venir servir l'église. Toutefois on permit bien tôt aux moines d'avoir entre eux quelques prêtres & quelques clercs, pour dire la messe dans leurs oratoires, & les dispenser de venir aux églises publiques: & on s'accoutuma aussi à prendre entre les moines, ceux que l'on vouloit ordonner clercs, parce que l'on ne trouvoit point ailleurs de Chrétiens si parfaits. Enfin l'on trouva moyen d'allier la vie contemplative avec l'active, par les communautés de chanoines; mais les moines en étoient toujours distingués, comme l'on voit dans les regles d'Aix-la-Chapelle, quoique dès lors ils fussent comptés entre le clergé.

Thomass
part. liv. 1.
c. 47.
i. c. 2. 3.
4. &c. ex
Hieron. &
Greg.

Cass. collat.
4. c. 1.

Siric. epist.
1. c. 13.

Depuis l'onzième siècle on n'a plus compté pour moines, que les clercs : c'est-à-dire ceux qui étoient destinés au chœur, & instruits du chant & de la langue latine, qui depuis longtemps n'étoit plus vulgaire. Enfin, le concile general de Vienne, tenu l'an 1311 ordonna à tous les moines de se faire promouvoir à tous les ordres sacrés. Quant à ceux, qui n'ayant point de lettres, n'étoient capables que du travail des mains, & des bas offices, quoiqu'on les reçût à la profession monastique, on ne leur donna ni voix en chapitre, ni entrée au chœur, & on les nomma freres laïcs ou convers ; comme qui diroit des laïques converti. Les moines de Vallombreuse en Toscane sont les premiers que l'on trouve avoir pris des freres laïcs, pour les aider dans les travaux & les affaires extérieures. Ce qui fut suivi par les Chartreux & par les moines de Cîteaux. La raison étoit, afin que les moines pussent mieux garder la clôture & la solitude. Dès le tems de la fondation de Cluny & de Cîteaux, les moines prêchoient souvent. S. Bernard en est un bel exemple ; & ils faisoient toutes les fonctions ecclesiastiques.

D'ailleurs les chanoines reguliers, bien que clercs de leur institution, firent des vœux solennels comme les moines, s'enfermerent comme eux dans des maisons, que l'on nomma aussi monasteres : furent gouvernés par des abbés, & unis par des congrégations de plusieurs maisons : en sorte, que le peuple s'accoutuma à confondre tous les religieux sous le nom de moines. Il est vrai que les chanoines reguliers sont demeurés en possession de tenir des églises paroissiales, ce qui a été défendu aux moines.

*Clement. ne
in agro S.
per. de statu
mon.*

*Hist. liv. cx.
n. 4. lxxii,
n. 7.*

L'état des religieux mandians, est comme mitoyen entre les chanoines réguliers & les moines. Ils sont tous clercs, étant destinés par leur institution à servir le prochain, par la prédication & l'administration de la pénitence. Mais ils ont embrassé la plupart des austérités des moines, & y ont ajouté la nudité des pieds, & la mendicité. Ils diffèrent principalement des uns & des autres, en ce qu'ils ne sont point attachés à un certain lieu; mais sont des compagnies de missionnaires, toujours prêts à marcher, suivant l'ordre de leurs supérieurs, par tout où l'église a besoin de leurs secours.

Les grands services qu'ils rendirent d'abord à l'église, & leur attachement particulier au saint siége leur attirèrent de grands privilèges des papes. L'exemption de la juridiction des ordinaires, qu'ils ont dès leur institution. Grand nombre d'indulgences accordées à ceux qui visiteroient à certaines têtes leurs églises, qui contribueroient aux bâtimens ou à la subsistance des frères. Permission de célébrer les fêtes des saints de leur ordre. Permission de prêcher publiquement, d'administrer à tout le monde, dans leurs églises, les sacremens de pénitence & d'eucharistie, & d'y donner des sépultures, & plusieurs autres privilèges semblables, étendus d'une maison & d'un ordre à tout l'ordre à tous les autres. Le plus fameux de ces privilèges, est la bulle de Sixte IV. nommée *Mare magnum*, donnée en 1474. aux frères mineurs, dont il avoit été général. Leon X. en 1519. fit une communication générale de tous ces privilèges, entre tous les ordres mandians.

Les clercs réguliers, comme les Jésuites &

Collect. pri-
vil. or. men-
dic. aust. po.
Bapt. con-
fectie.

les Théatins , sont établis à peu près sur le même pied que les mandians : avec les mêmes pouvoirs d'exercer , par tout , les fonctions ecclésiastiques , & avec les mêmes privilèges. Ils diffèrent principalement des autres religieux , en ce qu'ils ne chantent point l'office ; étant d'ailleurs assez occupés , & ayant eu plus d'attrait pour l'oraison mentale. Ils ne pratiquent à l'extérieur aucune austérité corporelle , & ont gardé l'habit ordinaire des piéres séculiers de leur tems.

Ainsi joignant ensemble tout ce qu'il y a par toute la chrétienté de moines du chœur , de chanoines réguliers , de religieux mandians , de clercs réguliers ; on trouvera un clergé , aulant ou plus nombreux , que le clergé séculier. Et certainement il faut avouer , qu'avant saint Charles , & l'établissement des séminaires & des nouvelles congregations des prêtres ; les réguliers porteroient presque tout le poids des fonctions ecclésiastiques : comme ils font encore en Italie & en Espagne. Il n'y avoit guère qu'eux d'employés à prêcher , à catéchiser , à entendre les confessions , à enseigner dans les écoles , à écrire , à étudier : ils étoient presque les seuls qui s'exerçoient à la piété , & y conduisoient les autres. Souvent on tiroit de leurs corps les évêques & les papes mêmes.

La plupart des réguliers sont exempts de la juridiction des ordinaires , c'est à dire des évêques , ce qui s'est introduit par degrés. Les moines obéissoient d'abord aux évêques , comme le reste des fidèles. Et parce que dès le cinquième siècle , il y en avoit qui couroient par les villes , & troubloient le repos de l'église , le concile de Calcedoine ordonna qu'ils de-

Thomas. p.
1. liv. 1. c.
48 p. 2. liv.
1. 38. c. c.
Conc Calced.
c. 4.

& ne s'appliqueroient qu'au jeûne & à l'oraison, sans se mêler d'aucune affaire ecclésiastique, ni temporelle : le tout sur peine d'excommunication. Chaque monastere étoit gouverné par son abbé, que l'évêque établissoit sur le choix des moines : d'où vient la ceremonie de la benediction des abbés. On voit quelques com-

Hist. liv. xxxii. n. 4. mencemens d'exemptions en Afrique & en
xxxvi. n. 26 Orient. En Italie S. Gregoire exempta quel-
vii. epist. 18. ques monasteres, de rendre compte de leur
ind. i.

Hist. liv. xxxvi. n. 33. temporel aux évêques, & de souffrir qu'ils
 vinssent chez eux celebrer les messes publi-
 ques, & troubler leur solitude. Plusieurs évê-
 ques touchés de la sainte vie des moines,
 leur accordèrent dans les siècles suivans de
 semblables privileges, ou consentirent qu'ils
 en obtinssent à Rome. Enfin les exemptions
 se sont étendues à la plupart des ordres reli-
 gieux, & les évêques ont eu la facilité de les
 recevoir dans leurs diocèses, à cette condi-
 tion : mais comme on a vû les inconveniens,
 on a travaillé dans les derniers tems à restrain-
 dre les exemptions, autant qu'il a été possible.

La présomption est pour le droit commun :
 ainsi, on n'a point d'égard à l'exemption,
 si elle n'est fondée sur un titre confirmé par
 la possession : & comme il s'en étoit donné un
 grand nombre pendant le schisme d'Avignon,
 le concile de Constance revoqua tous ceux
 qui avoient été donnés sans connoissance de
 cause, & sans le consentement des ordinaires.

Mem. du Clergé part. i. tit. 2 c 8 Le concile de Trente a apporté aux exemp-
Conc. Trid. sess v c. 2. R. tions des reguliers plusieurs limitations, qui
Sess xxiv. R. ont été reçues en France, & étendues par les
 4. ordonnances & les arrêts. Aucun regulier ne
Seß. xxiii n. 15. peut prêcher sans la permission expresse de
 l'évêque, qui peut lui interdire la prédica-
 tion, même dans les maisons de son ordre,
 quand

quand il le juge à propos. Aucun régulier ne peut entendre les confessions, sans être approuvé de l'évêque, qui peut l'examiner, & limiter son approbation. Tous les réguliers ayant charge d'ames sont entièrement soumis à l'évêque en tout ce qui regarde l'administration des sacremens, & les fonctions de leur charge. Les réguliers sont tenus de se conformer à l'usage des diocèses où ils se trouvent, quant à l'observation des fêtes, les processions, & les autres cérémonies publiques.

C. Tr. f. v. xv.
R. c. 11.
Ed. 1606.
art. 3.

Enfin, c'est à l'évêque qu'il appartient de permettre l'établissement des nouveaux monastères, ou des autres compagnies de devotion, ou de les supprimer: quand elles ne sont plus utiles à l'église. Mais à l'égard des ordres religieux, ils doivent être approuvés par le saint siege, principalement depuis le concile de Latran, qui a défendu d'en établir de nouveaux: à cause de la confusion que pourroit apporter leur trop grande diversité. La charité se conserve mieux dans une vie uniforme; & on peut se glorifier même des pratiques d'humilité, quand elles sont singulieres. Toutefois la plupart des ordres qui subsistent aujourd'hui, n'ont été établis que depuis cette défense; parce que les canonistes la réduisent, à n'en point établir sans l'autorité du pape. Un ordre étant une fois approuvé, il n'y a que le pape ou le concile universel, qui puisse en ordonner l'extinction. Ainsi furent abolis les Templiers au concile de Vienne; & les Humiliés, après l'assassinat attenté contre saint Charles. Il sera parlé des érections, des unions, & des suppressions de monastères, en traitant de la fondation des églises.

Cap. ult. de
r. lig. dom. ex
conc. Later.
1179. c. 13.

Gloss. in d.
cap. ult. ver-
bo. novam.

CHAPITRE XXVI.

Des réformes.

LEs exemptions ont été la plus grande source du relâchement des réguliers. S. Bernard l'avoit bien prévu ; & c'est ce qui le faisoit déclamer avec tant de zele contre ces privileges. Les superieurs generaux étant éloignés , & le pape encore plus , & occupé d'une infinité d'autres affaires : les fautes sont demeurées souvent impunies , & les abus ont pris racine avant que l'on y pût remédier. Les appellations & les procédures se sont introduites en matiere de discipline reguliere , sous prétexte de maintenir les privileges. Il y a eu d'autres causes du relâchement. Le mépris du travail des mains : les voyages , pour les croisades , pour aller étudier aux universités , pour les visites des monasteres & les chapitres generaux : le commerce avec le monde pour les fonctions ecclesiastiques : enfin la corruption de la nature , qui seule n'est que trop suffisante pour ruiner avec le tems les plus saintes institutions.

Les chanoines étant clercs par leur état , étoient les plus exposés. Après avoir été en grande ferveur pendant 150. ans ; ils commencerent à se relâcher : & nous voyons qu'ils l'étoient notablement au commencement du quatorzième siecle , par un grand reglement que le pape Benoît VIII. fit pour eux en 1339. & qui n'eut pas grand succès. Tous les moines , même de Cîteaux , tomberent dans un grand relâchement , sur la fin du même siecle. Les abbés vivoient en grands seigneurs , comme les autres prélats , & dispoient les biens des monasteres ; en sorte que l'on fut

obligé d'attribuer un certain revenu à chacun des offices claustraux, au prieur, au chambrier, au cellerier, à l'infirmier, à l'aumônier: afin qu'ils eussent de quoi s'acquitter de leurs charges: & ces offices furent enfin érigés par les papes en titre de benefices, dont l'abbé étoit collateur ordinaire. Cependant, les moines quitterent la vie commune, vivant à part d'une pension, qui étoit réglée pour chacun. Ensorte, que les places de moines devinrent de petits benefices, & n'étoient recherchés que comme des établissemens temporels, par des gens qui menoient ensuite une vie toute séculière, & le nom de moine, si venerable à l'antiquité, tourna à mépris; donnant l'idée d'un homme oisif, & sans mérite.

Les gens de bien ont été toujours sensiblement touchés de cet abus de la vie monastique, qui devoit être le modele de la perfection chrétienne. Les puissances spirituelles & les temporelles ont souvent conspiré, pour ordonner des reformes, & pour les faire exécuter. Et comme les plus grands désordres étoient dans les monasteres exempts, qui n'étoient d'aucun ordre particulier: on avoit ordonné qu'ils seroient tous réduits en congregations; *Cap. In fin. guis. 7 de* Il s'est formé en effet depuis 300. ans diverses congregations de moines en divers païs: *statu monach e: Conc. Lat IV. c. 12.* mais la plupart se sont aussi relâchées, hors les plus recentes.

Saint François, & les autres fondateurs de mandians, crurent que les richesses des monasteres étoient la principale cause du relâchement des moines & des chanoines réguliers: & pour y remédier, ils ne voulurent point avoir de biens, même en commun. Mais leur prodigieuse multiplication, le commerce

C Exil. 3. de
verb. signif.
in 6. Cle.
ment. Exil.
1. eod. Extra.
vag.
Quorum-
dam 1. Quia
2. Ad condit.
3. Quia quo-
rund 5. Joan
XXII.

continuel avec le monde, & les subtilités de la scolastique, à laquelle ils s'appliquoient fortement, les firent relâcher en peu de tems; & ils obtinrent des papes plusieurs interprétations de leur règle, & plusieurs dispenses. Il est vrai qu'ils se relevèrent bien-tôt. Deux cens ans après saint François, saint Bernardin de Siene rétablit une observance plus étroite, rejetant toutes ces dispenses. De-là vient la distinction des freres mineurs, en observantins, & en conventuels. Dans le même tems, sœur Coléte de Corbie réforma en France les filles de sainte Claire.

Vers la fin du même siècle quinziesme, commença en Espagne une autre réforme, qui fut approuvée par le pape Innocent VIII. On appella ces Franciscains, Recolets, *Reco-gidos*; c'est à-dire en Espagnol, réformés. Sous Clement V I. en 1525 Mathieu Baschi, frere mineur de l'observance, commença dans la marche d'Ancone une autre réforme, la plus exacte de toutes, pour la pratique de la pauvreté. On les nomma Capucins, à cause du capuce long & pointu qui les distingue. Au commencement du dix septiesme siècle, il s'est fait aussi une réforme de penitens du tiers ordre de S. François, qui ont formé une congrégation Gallicane, de religieux assez semblables aux Capucins. Chacun des autres ordres de mandians, comprend aussi plusieurs réformes.

Les Carmes avoient obtenu d'Eugène IV. en 1432. une relaxation de leur règle qui a fait nommer mitigés ceux qui s'y sont tenus. Sainte Thérèse, qui étoit de cet ordre, commença à introduire parmi les filles une réforme très exacte, à Avila en Castille en 1568. & elle excita Jean de la Croix, & Antoine

de Jesus , à faire la même réforme des hommes. De-là viennent les Carmes déchauffés , & les Carmelites , qui sont entrés en France au commencement du dix-septième siècle.

Le relâchement étoit demeuré dans la plupart des maisons de moines & de chanoines réguliers ; & il n'étoit que trop notoire , que ce scandale étoit une des causes des nouvelles hérésies. C'est pourquoi le concile de Trente renouvella les anciens reglemens touchant les réformes , & ordonna que tous les réguliers vivroient exactement selon leur règle , & observeroient leurs vœux , chargeant les supérieurs de l'exécution. En France l'ordonnance de Blois enjoignit aux évêques & aux chefs d'ordre , de rétablir la discipline monastique , suivant sa première institution. Ce qui a été confirmé par plusieurs autres ordonnances. L'exécution a suivi , & l'on a établi en France deux célèbres congregations , celle de saint Maur pour les moines , celle de sainte Geneviève pour les chanoines réguliers , dont chacune embrasse plus de cent maisons.

*Conc. Tride
sess. 25. reg.
c. 1.*

*Orl. 20.
Bl. is. 30.*

*Mel. 19. 2.
1596. 6. 7.*

La congrégation de S. Maur est venue de celle de S. Vannes , qui commença en Lorraine l'an 1597. En 1613 Jean Renaud abbé de S. Augustin de Limoges , alla querir des moines de S. Vannes ; & forma une congrégation , qui fut confirmée en 1621. par le pape Gregoire XV sous le nom de S. Maur ; & s'étend aujourd'hui par toute la France.

La réforme des chanoines réguliers , commença à S. Vincent de Senlis , par le P. Charles Faure , que le cardinal de la Rochefoucauld fit venir ensuite à sainte Geneviève de Paris , & forma un corps de congrégation pour toute la France ; en vertu d'une bulle du pape Urbain VIII , en 1655. Il y a hors la Fran-

ce d'autres congregations de chanoines réguliers. La marque qui les distingue est l'habit blanc, le rocher, ou un scapulaire de toille, pour marquer qu'ils sont clercs par leur état.

Ces réformes ont été faites avec toute la solemnité possible. Outre les decrets du concile, & les ordonances des rois, qui les avoient ordonnés en general; chacune en particulier a été faite en vertu de bulles & de brefs du pape, d'arrêts du conseil, & de lettres patentes; après avoir examiné l'état des monasteres, & ouï les parties interessées. Les anciens religieux qui n'ont pas voulu se soumettre à la réforme, ont été laissés en liberté, & les réformés leur ont donné des pensions. Toutefois la réforme n'a pas été mise par tout. La congregation de S. Maur n'est entrée que dans les monasteres qui étoient demeurés sous la grande règle, sans être unis en corps: non dans ceux de Cluni ou de Cisteraux: & il reste encore plusieurs maisons de moines & de chanoines réguliers, qui vivent dans l'ancien relâchement, avec peu d'édification.

CHAPITRE XXVII.

Du gouvernement des Reguliers.

LE gouvernement est different, selon les différentes especes de religieux. Suivant la règle de saint Benoît, chaque monastere étoit gouverné par un abbé, qui étoit le directeur de tous ses moines, pour le spirituel, & pour la conduite intérieure: & dispoisoit aussi de tout le temporel, comme un bon

pere de famille. Les moines le choissoient d'entre eux , & l'évêque diocésain l'ordonnoit abbé par une bénédiction solennelle , qui est une cérémonie formée à l'imitation de la consécration d'un évêque. Les abbés étoient souvent ordonnés prêtres , mais non pas tous jours. L'abbé assembloit les moines pour leur demander avis dans toutes les rencontres importantes ; mais il étoit maître de la décision. Il pouvoit établir un prévôt pour le soulager dans le gouvernement : & si la communauté étoit nombreuse , il mettoit des doyens pour avoir soin chacun de dix freres. Il y avoit aussi en chaque monastere un portier , & un cellerier ou dépensier , que l'abbé établissoit & revoquoit selon qu'il jugeoit à propos. L'abbé vivoit comme un autre moine , hors qu'il étoit chargé de tout le soin de la maison , & qu'il avoit sa mense , c'est à dire sa table à part , pour y recevoir les hôtes. Comme les abbaïes avoient souvent des terres ou des fermes éloignées ; on y envoyoit quelques moines , pour en avoir soin. Ils y bâtissoient des oratoires , & observoient la vie reguliere autant qu'il étoit possible , sous la conduite d'un prieur , donné par l'abbé. On nomma ces petits monastères , celles , prieurés , ou obédiences.

L'ordre de Cluny , pour établir l'uniformité , ne voulut avoir qu'un seul abbé : toutes les maisons qui en dépendoient , n'eurent que des prieurs , quelques grandes qu'elles fussent. Les fondateurs de Cîteaux crurent que le relâchement de Cluny venoit en partie de l'autorité absolue des abbés : & pour y remédier , ils donnerent des abbés à tous les nouveaux monasteres ; & voulurent qu'ils s'assemblassent tous les ans en chapitre general , pour voir s'ils étoient uniformes , & fidèles à

Reg. c. 64.

Pontif. Rom.
de bened.
abb.

Reg. c. 30.

Reg. c. 65.

Reg. c. 283.

Reg. c. 56.

observer la regle. Ils conserverent une grande autorité à Cîteaux, sur les quatre premières filles; & à chacune d'elles, sur les monasteres de sa filiation: en sorte que l'abbé d'une mere église présidât à l'élection des abbés des filles; & qu'il pût avec le conseil de quelques abbés, les destituer, s'ils le meritoient.

Les chanoines réguliers suivirent à peu près le gouvernement des moines. Ils eurent des abbés dans les principales maisons, des prieurs dans les moindres: & autrefois des prévôts & des doyens, qui sont demeurés dans les chapitres séculiers. Les moines & les chanoines ont été en possession d'élire leurs abbés & leurs prieurs, jusques au Concordat de 1516. qui a abolit en France les élections des monasteres, aussi bien que des évêchés. C'est donc le roi qui nomme aux abbayes & aux prieurés électifs: sur sa nomination le pape en donne des bulles, & tout se passe à peu près en la même forme, qui a été expliquée en parlant des évêques. Le roi doit nommer un religieux du même ordre, âgé de 23. ans, afin qu'il puisse être prêtre dans l'an; suivant le concordat & les ordonnances, qui suposent que les monasteres seront conférés en regle: mais quand ils sont en commendé; & ils y sont à présent pour la plûpart, on les confere à des clercs séculiers, sans même s'astreindre à l'âge. Il sera parlé des commendes dans la seconde partie. On a conservé l'élection aux monasteres, qui sont chefs d'ordre: comme Cluny, Cîteaux, & ses quatre filles; Prémontré, Grammont, & quelques autres: ce qui est regardé comme un privilege, quoiqu'en effet ce soit un reste du droit commun.

Les nouvelles congregations de moines & de

*Concord. de
elect. tit. 6.*

blois 1. 9.

de chanoines réguliers, ont introduit une espèce de gouvernement différent de l'ancien & assez approchant de celui des mandians, & des autres ordres nouveaux. Leurs abbés ne sont que triennaux, afin qu'ils ne puissent se rendre trop absolus : & ils sont élus, non par le monastère, mais par le chapitre général, composé des députés de toutes les provinces, qui composent la congrégation. Ce chapitre élit aussi les officiers généraux, savoir le supérieur général, ses assistans, les visiteurs, les provinciaux. Les monastères qui ont des abbés commandataires, ou des abbés réguliers non réformés, sont gouvernés par des prieurs triennaux : & dans les prieurés qui sont en commande, ou dont le prieur régulier n'est pas réformé, il y a aussi un prieur claustral. Tous les officiers claustraux en chaque maison, sont établis par l'abbé ou prieur claustral, & amovibles à volonté. Nous ne parlons ici que des prieurés conventuels, & non des prieurés simples, qui ne sont plus des monastères.

Quant aux religieux mandians, chaque ordre est gouverné par un général nommé ministre, dans l'ordre de saint François ; maître, dans celui de saint Dominique ; & prieur dans les autres. C'étoit au commencement le supérieur unique de tout l'ordre. A mesure que les maisons furent fondées, on mit en chacune un prieur ; dans l'ordre de S. François un gardien. Et comme elles multiplièrent extrêmement en peu de tems, on les divisa par provinces, & on établit des ministres ou prieurs provinciaux. Tous ces officiers sont électifs. En quelques ordres le général est à vie ; en d'autres, il est à tems : & les termes de la tenuë des chapitres sont differens. Dans le

chapitre general on élit le general de l'ordre, & les autres officiers generaux : dans le chapitre provincial , on élit les provinciaux , & les prieurs ou gardiens , qui établissent ensuite, de leur autorité, les officiers claustraux. Le provincial peut transferer dans sa province les religieux , d'une maison à l'autre , selon qu'il le juge à propos : le general a le même pouvoir sur tout l'ordre , & il ne dépend que du pape. Les generaux des mandians résident d'ordinaire à Rome : d'où vient qu'on les oblige à avoir en France chacun un vicair general , qui soit naturel François ; afin que les sujets du roi ne soient pas tirés du royaume , par les ordres d'un étranger. Telle est en gros la police des mandians. Elle a été suivie à peu près par les autres religieux modernes. Mais les Jesuites ont un autre gouvernement.

Comme ils ont vû , que dans les élections & les assemblées fréquentes des chapitres , il se glissoit des factions & des brigues , & que c'étoit une source de divisions dans les communautés ; ils ont établi un gouvernement monarchique. Tout se fait par l'autorité du general. Il approuve tous les sujets qui se présentent pour entrer dans la compagnie : il en retranche ceux qui n'y sont pas propres : il donne toutes les charges. Il y a en chaque maison un recteur , un procureur , un ministre , & quelques officiers semblables. Un provincial a l'intendance sur plusieurs maisons , suivant la division des provinces de la société. Le general établit d'ordinaire ces officiers pour trois ans : mais il peut les continuer ou les révoquer. C'est aussi lui qui reçoit les fondations , & qui fait tous les contrats au profit de la société ; mais il ne peut aliéner ;

*Constit. so-
ciet. Jesus
part. 9. c. 3.*

sans le consentement de la congrégation générale, qui ne s'assemble que rarement. Elle est nécessaire au moins pour l'élection du général, qui est à vie.

Les ordres militaires sont les plus singuliers de tous. Je m'arrêterai à celui de saint Jean de Jérusalem, ou de Malte, que nous connoissons le mieux. Il n'est pas composé de plusieurs maisons réunies sous un seul chef; ce n'est proprement qu'une maison, dont il y a des membres répandus par toute la chrétienté. L'utilité de ces chevaliers étoit si grande pendant les croisades, qu'on leur donna de très-grands biens; & on y ajoûa depuis la dépouille des Templiers: de sorte, que pour faire valoir ces revenus, il a été besoin d'envoyer sur les lieux des chevaliers, à qui on a donné le titre de commendeurs, comme qui diroit dépositaires ou administrateurs; d'où vient aussi le nom de baillifs. Ils ont en chaque province un grand prieur, qui possède la principale commanderie, & tient de tems en tems le chapitre provincial.

Cet ordre n'a qu'un seul supérieur, qui est le grand maître. Il réside à Malte, où est le corps de la communauté. Il y commande comme prince souverain, reconnoissant toutefois le pape pour son supérieur. Il est électif, & à vie. Son conseil est composé des grands officiers de l'ordre, & des baillifs ou prieurs conventuels, qui tous portent la grande croix.

Les religieux de cet ordre sont de trois sortes. Chapelains, chevaliers, frères servans. Les chevaliers doivent faire preuve de noblesse de quatre races paternelles & maternelles: les frères servans peuvent être roturiers, & sont divisés en servans d'armes & servans d'office. Un simple chevalier de cet

ordre peut recevoir un religieux ; mais il doit être approuvé dans le chapitre provincial : & il ne fait profession qu'après avoir rendu certain service à l'ordre , & à l'âge de vingt-cinq ans. Comme on arrive aux commanderies par antiquité , il y a toujours grand nombre de chevaliers , qui n'en ont point. S'ils sont à Malte , ils peuvent vivre aux dépens de l'ordre , chacun dans l'auberge de sa nation : s'ils sont ailleurs , ils ne reçoivent rien de l'ordre : c'est pourquoi on leur a permis de demander des pensions à leurs parens.

CHAPITRE XXVIII.

Des religieuses. Des ermites.

LEs religieuses ont suivi la police & le gouvernement des religieux , dont elles ont embrassé la regle , autant que la diversité du sexe le leur a permis. Les principales différences sont la clôture , & la nécessité d'être gouvernées par des hommes. Dans les premiers tems , les vierges , même consacrées solennellement par l'évêque , ne laissoient pas de vivre dans des maisons particulières , n'ayant pour clôture que leur vertu. Depuis , elles formerent de grandes communautés : & enfin on a jugé nécessaire , de les tenir enfermées sous une clôture très-exacte.

Cap pericu
Liso de statu
regul. in 6.
Conc. Trid.
sess. 25. R. 5
Ordr. Eleis.
31.

Il ne leur est donc jamais permis de sortir de leur monastere ; si ce n'est pour quelque cause nécessaire , comme d'incendie , de peste , d'hostilité : pour établir ou réformer une autre maison , ou pour quelque raison semblable : avec permission par écrit de l'évêque. On permet aux pauvres monasteres des ordres

mandians , d'envoyer quelques religieuses chercher des aumônes. Pour faciliter l'observation de la clôture, on a défendu aux personnes du dehors , même aux femmes , d'entrer dans les maisons de religieuses , sous peine d'excommunication. On a ordonné de transférer dans les villes , les monasteres trop exposés à la campagne. On a permis aux religieuses d'avoir des oratoires , où le saint sacrement fut gardé , & les saintes huiles aussi , & où elles pussent assister à tous les offices. On leur a défendu de parler qu'au travers d'une grille , ni de rien donner ou recevoir que par un tour. Surquoi il faut voir les regles & les constitutions particulieres. Leur but est de secourir la foiblesse du sexe , par toutes les précautions imaginables : afin que l'impossibilité de mal faire , retienne même celles qui n'auroient pas toujours leurs devoirs assez presens.

(*Trid. ib.*
Ord 1605.4

Les religieuses ont besoin du secours des hommes , pour leur administrer les sacrements , & la parole de Dieu. Elles choisissent leurs chapelains , qui souvent sont aussi leurs confesseurs ordinaires , & qui doivent être approuvés pour cet effet par l'évêque. Elles choisissent aussi leurs prédicateurs. On leur doit envoyer trois ou quatre fois l'année des confesseurs extraordinaires , à qui elles puissent ouvrir leurs consciences en toute liberté.

(*Cont. Trid.*
ibid. c. 19.

Pour le gouvernement , outre leurs supérieures de leurs corps , elles sont sous la conduite de l'évêque , du moins comme délégué du saint siege , si elles sont exemptes par privilège : & l'évêque donne à chaque monastere un prêtre , pour en prendre soin en qualité de visiteur , ou sous quelque autre titre , soit un religieux du même ordre , soit un prêtre.

(*Cont. Trid.*
ibid. c. 9.

tre séculier. Les religieuses qui sont en corps de congrégation, comme celles de l'ordre de Cîteaux, & des ordres mandians, sont gouvernées par des religieux de leur ordre, & soumises aux supérieurs généraux, se prétendant exemptes des évêques.

Quant à l'intérieur du monastère, il y a deux sortes de supérieures: les unes perpétuelles, les autres triennales. Les perpétuelles sont des abbesses, qui sont demeurées dans l'ancien droit de gouverner toute leur vie. Elles étoient toutes électives; mais à présent la plupart en France sont à la nomination du roi, comme les abbés. Toutefois le roi n'a pas ce droit par le concordat; c'est pourquoi les bulles que le pape donne pour les abbayes de filles, portent seulement, que le roi a écrit en faveur de la religieuse nommée, & que la plus grande partie de la communauté consent à son élection: pour conserver l'ancien droit autant qu'il se peut.

Les supérieures triennales, soit qu'elles aient le titre d'abbesses, de prieures, ou quelque autre; sont celles des anciens monastères reformés, ou des nouvelles congrégations, même des ordres mandians. L'expérience a fait voir que les abbesses perpétuelles se relâchoient plus facilement de la rigueur de l'observance. & s'attribuoient trop d'empire sur les sœurs. Les triennales sont toutes électives, & les élections se font par suffrages secrets, en présence du visiteur qui y assiste à la grille, & confirme l'élection.

Conc. Tr. sess. Celles que l'on élit supérieures, doivent
25. R. c. 7. c. avoir 40. ans d'âge, & 8. ans de profession:
indemnité de ou du moins 30. ans, & 5. ans de profession.
de 7 in 6. Suivant l'ordonnance elles doivent avoir 10.
de 1606. ans de profession, ou avoir exercé un office
 4.

claustral pendant 6. ans. On élit aussi 4. ou 6. meres discrettes des plus anciennes & des plus expérimentées, pour aider la supérieure de leurs conseils dans les affaires ordinaires : pour les affaires plus importantes, elle doit prendre les avis de la communauté assemblée. La supérieure donne les autres charges moindres, comme de portière, d'infirmière, de cellière, de dépositaire, ou trésorière. Toutes ces charges ne peuvent durer plus que celle de la supérieure, mais elles peuvent durer moins.

Quant à la reception des religieuses; la foiblesse du sexe a fait prendre des précautions particulières, pour leur conserver en cette action une entière liberté. Il est défendu sous peine d'excommunication, de faire entrer une fille en religion par contrainte, ni de l'empêcher d'y entrer. La supérieure doit avertir l'évêque avant la prise d'habit, & avant la profession; afin qu'il examine la vocation de la novice, par lui-même, ou par quelque prêtre commis de sa part; qui lui parle à la grille, ou même la fasse sortir dehors, suivant les differens usages. Ce sont les supérieurs, ou d'autres prêtres à leur place, qui donnent l'habit, & qui reçoivent les vœux solennels, avec les ceremonies usitées en chaque monastere; & quelquefois l'évêque le fait en personne.

Cette ceremonie est bien differente de la consécration solennelle des vierges, qui n'est presque plus en usage; & qui toutefois merite d'être considerée, puisque l'on y voit quel est l'esprit de l'église, dans la profession des religieuses. Cette consécration ne peut être faite que par l'évêque; & les vierges qui la reçoivent, doivent être âgées de 25. ans. Ce doit

*Conc. Tr. 26.
25. R. 10.*

*15. l. 6. 17.
1. d. 365,
28.*

*Conc. Me.
diol. IV. 1576
n. 11.*

*Pontif Rom.
de consacr.
virg.*

être un jour de fête solennelle, ou du moins un dimanche. L'évêque les examine chacune en particulier, sur leur sainte résolution, sur l'état de leur conscience & de leur vie passée; car elles doivent être véritablement vierges.

Tout étant préparé, elles sortent du monastere, accompagnées chacune de deux femmes âgées, leurs parentes, & sont présentées à l'évêque, après l'épître & le graduel de la messe pontificale. C'est l'archiprêtre, qui les presente au nom de toute l'église, pour être benites, consacrées & épousées à Jesus-Christ; & il rend témoignage qu'elles sont dignes. L'évêque les interroge par trois fois pour éprouver leur résolution; puis elles se prosternent, & on dit les litanies. Ensuite l'évêque benit des habits, dont elles se revêtent. excepté les voiles qu'elles prennent de sa main mais avant que de les donner, il dit une préface, qui marque l'excellence de la virginité au dessus de la sainteté du mariage; & propose les principales vertus dont les vierges doivent être ornées. Après les voiles, il leur donne des anneaux pour les épouser à Jesus-Christ, & leur met ensuite des couronnes sur la tête, en signe de ce même mariage. Il fait encore sur elles plusieurs prieres, qui montrent les devoirs des vierges, & leur récompense immortelle: & ajoute à la fin une menace d'excommunication, & des malédictions terribles contre tous ceux qui attenteroient contre les personnes ou les biens de ces vierges. Voilà quelle est la consécration solennelle des vierges, qui se pratiquoit autrefois fréquemment: & il s'en trouve des exemples jusques dans le treizième siecle.

Thomass.
disc. 4. p. 1.
liv. c. 60.

Il faut dire un mot des ermites. Ce ne sont plus des moines long-tems éprouvés dans le

communautés, comme les anciens anacorètes: ce sont des gens qui se retirent de leur mouvement, & vivent ou tout-à-fait seuls, ou deux ou trois ensemble: suivant à peu près la forme de la vie monastique. C'est aux évêques à examiner si c'est une vraie devotion, qui leur fait embrasser ce genre de vie. Car on ne doit pas souffrir ceux qui ne s'y engagent que pour mandier plus librement, ou mener une vie peu édifiante; comme il n'y en a que trop d'exemples.

Can. Truil.
4. 42. Conc.
Tolet. VII, 66
5.

CHAPITRE XXIX.

Des privileges du clergé.

LEs personnes consacrées à Dieu, par la cléricature, ou par la vie religieuse, ont toujours eu plusieurs avantages, qui les ont distingués des autres Chrétiens; principalement dans les tems, où leur profession étoit une preuve presque infaillible de leur mérite. Ces avantages sont, des honneurs, des revenus & d'autres droits utiles, des exemptions. Quant aux droits utiles, soit qu'ils consistent en revenus assurés ou en rétributions & en ofrandes casuelles; ce sera le principal sujet de la seconde partie.

Les ecclésiastiques se sont attiré plus d'honneur quant ils l'ont le moins recherché, & ont témoigné par leur maniere de vie plus d'humilité & de charité. Dans les premiers siècles, les Chrétiens se prosternoient devant eux, leur baïsoient les piés, demandoient leur benediction, les traitoient de peres, de seigneurs, de venerables, d'amis de Dieu, de saints; ce qui passa en formules. De-là sont

Mœurs chrét.
25 38.

venus les titres de dom, de pere, de révérence, que les réguliers ont conservés : car on les donnoit autrefois aux évêques & aux prêtres.

Regulièrement les ecclésiastiques ont le pas & la préséance sur les laïques, dans les églises, & dans toutes les ceremonies de religion. Dans les assemblées politiques, le corps du clergé précède aussi tous les autres corps ; comme il paroît par les séances des états généraux ou particuliers. Pour les corps du clergé, comme les chapitres & les communautés ré-

*1^{re} mem. du
clergé, part.
t. III. 2. c. 5.*

gulieres, leur rang entre eux & avec les corps séculiers, se regle suivant les anciens usages : & il en est de même à proportion des ecclésiastiques particuliers, s'ils n'ont un certain rang, à cause de leur benefice, ou de leur charge.

*Conc. Trid.
sess. 25. de
regul. c. 13.*

C'est à l'évêque à regler les differends qui peuvent arriver sur ce sujet, dans les processions, & les autres ceremonies publiques. Mais en France les évêques n'en connoissent que par provision, & pour éviter le scandale : car ces contestations sont considérées comme causes possessoires, qui appartiennent au juge laïque. Les injures faites ou dites aux personnes ecclésiastiques, sont plus atroces : & si un clerc a été frappé notablement, c'est un cas qui emporte excommunication réservée.

*16. q. 4. c. si
quis suad.
diab. 29.*

Les exemptions des ecclésiastiques sont de deux sortes ; les unes regardent principalement les personnes, & tendent à leur conserver le repos nécessaire pour vaquer à leurs fonctions ; les autres regardent plus la conservation de leurs biens. Car, puisque le public les entretient, & les récompense de leur travail : il est juste au moins de leur conserver ce revenu ; & ne pas reprendre d'une main, ce qu'on leur donne de l'autre.

Les exemptions personnelles sont premièrement, celles de la juridiction. Regulièrement un ecclesiastique ne peut être poursuivi devant aucun juge séculier, ce qui sera expliqué dans la troisième partie. Les ecclesiastiques sont exempts des charges municipales: de tutelle & curatelle, s'ils ne l'acceptent volontairement. Dès le tems de S. Cyrien, la regle étoit ancienne, que si quelqu'un nommoit un clerc pour tuteur dans son testament, on n'offriroit point pour lui le saint sacrifice après sa mort. Ils sont exempts de la contrainte par corps pour dettes civiles, portée par l'ordonnance de Moulins: & ne peuvent être executés en leurs meubles destinés au service divin, & pour leur usage nécessaire.

L. 52. cod. de
episc. & cler.
16. q. 1. ge-
neraliter 40.
Cypr. ep. v. al.
66. dist. 88.

Blois, 57.

Les ecclesiastiques sont dispensés du service de la guerre, qui se devoit autrefois, à cause des fiefs; & n'a plus lieu qu'à la convocation de l'arrière ban: ils ne sont pas même obligés à fournir d'autres personnes pour faire le service, ni à payer aucune taxe pour cet effet. Ils sont exempts de guer & garde, & de logement de gens de guerre. Il est défendu aux gens de guerre, sur peine de la vie, de loger dans les maisons presbyterales, ou autres affectées aux benefices ou dans les maisons d'habitation des ecclesiastiques: & aux maires & échevins des villes, de donner des billets pour y faire loger; ou d'imposer aucune taxe sur les ecclesiastiques pour raison de logement, ustancile, ou fourniture quelle qu'elle soit. Plusieurs ont été condamnés à restitution. Par la même raison, les ecclesiastiques ne doivent être compris dans aucune imposition pour la subsistance des troupes, ou fortifications des villes, ni généralement pour aucuns octrois, subventions, ou autres.

Dec'ar. du 8
Févr. 1657.
& autres
préc. d.

Memoires
du clergé 4.
part. c. 1. & c.

Blois, 55. 56.
Mem. Clergé
4. part. c. 7.

V. aussi les
contrats du
clergé avec
le roy.

(. Non minus
4. de imm. m.
eccl. ex conc.
Later. III. c.

19. c. Ad-
versus 7. cod.
ex conc. Lat.
IV. c. 45.

Ch. 6. Mem.
Clergé.

Mem Clergé
4 part. c. 3.

emprunts de communautés.

En païs de tailles personnelles, les ecclésiastiques en sont exempts; & ne doivent point y être imposés, non seulement à raison des revenus de leurs bénéfices, s'ils les font valoir par leurs mains; mais à raison de leur patrimoine, ou des dixmes qu'ils tiendront à ferme. Mais ces privilèges ont souffert de grandes atteintes dans les derniers tems. En la plupart des lieux les ecclésiastiques sont compris dans les tailles negociales. Les intendans les taxent d'office pour les dixmes qu'ils prennent à ferme; & les habitans les imposent sous le nom de faisant valoir telles dixmes. Les bénéficiers ne sont exempts que pour une des fermes de leurs bénéfices. En païs de tailles réelles, les biens appartenans à l'église sont francs comme les biens nobles. Et ceux qui ayant été aliénés, ont été compris aux cadastres, doivent en être distraits, quand ils reviennent à l'église. Mais cette exemption n'a lieu que pour les anciens domaines de l'église qui lui appartenoient avant la confection du cadastre. Dans les païs où l'impôt du sel a lieu, les ecclésiastiques en sont exempts; & de la visite dans leurs maisons, sous prétexte de recherche de faux sel. Ils sont aussi exempts des droits d'aides pour les vins de leur crû, soit bénéfice ou patrimoine: ils ne sont sujets ni au droit du vingtième, s'ils le vendent en gros, ni au huitième ou quatrième, s'ils le font vendre en détail.

Voilà les principaux privilèges, dont les ecclésiastiques jouissent en France. Ils en jouissent avec plus ou moins d'étendue, selon les circonstances des tems & des lieux; ce qu'il faut apprendre par l'usage. Et en cette maniere, les communautés religieuses d'hommes & de femmes sont comptées entre les corps ecclésiastiques.

Ibid. 23.

*Arrêt du
Conseil, 13.
Janv. 1657.*

Ibid. ch. 4.

Ibid. ch. 5.



INSTITUTION AU DROIT ECCLESIASTIQUE.

SECONDE PARTIE.

CHAPITRE PREMIER.

De l'année. Des fêtes. Des abstinences.

NOUS avons suffisamment parlé des personnes : parlons maintenant des choses, qui sont la matière du droit ecclesiastique. Elles sont spirituelles ou temporelles. Les choses spirituelles sont celles qui servent immédiatement au salut des âmes : comme les sacremens, la prédication, les prières, & les ceremonies de la religion : les choses temporelles sont les biens destinés à la subsistance des clercs & des pauvres, & à l'entretien du luminaire, & des autres choses nécessaires pour le service divin. Telles sont les dixmes, les oblations, & les revenus des benefices. Il y a encore les choses sacrées, qui sont au dessous des spirituelles, & au dessus des temporelles ; savoir les vaisseaux sacrés, les ornemens, les bâtimens des églises, & les cimetières. Il faut traiter par ordre de ces trois sortes de choses : des choses spirituelles, des choses sacrées, & des choses temporelles appartenant à l'église.

Nous ne parlons point ici des choses pu-

rement spirituelles, comme la grace, la foi, la charité, & les autres vertus, quoi qu'elles soient l'essence de la religion Chrétienne. Nous parlons seulement de ce qui tombe sous les sens, & qui peut servir de matière à des contestations dans le tribunal extérieur. Il faut commencer par l'office divin: puisque la première chose que S. Paul recommande à un évêque, sont les prières publiques de diverses sortes.

1. Tim. ii. 1.

L'office divin est réglé suivant la différence des jours, pendant tout le cours de l'année. L'année ecclésiastique ne commence pas au mois de Janvier, comme l'année civile; mais au mois de Decembre, c'est à-dire, à l'Avent: qui est la préparation à la fête de Noël. Il commence au dimanche le plus proche de la fête de S. André, trentième & dernier jour de Novembre. Ce qui ne peut s'étendre qu'à trois jours avant, & trois jours après: depuis le 27. de Novembre, jusques au 3. de Decembre: en sorte que c'est le premier dimanche qui se rencontre après le 26. jour de Novembre. On l'a ainsi réglé, à cause du changement des lettres dominicales, afin que l'avent ait toujours trois semaines entières, & une quatrième, au moins commencée.

V. Rubricas
Breviarum &
Missalis.

La plus grande de toutes les fêtes, est la Pâque: & d'elle dépendent toutes fêtes, que l'on appelle mobiles; parce qu'elles n'ont point de jour fixe dans l'année. On se prépare à la Pâque par un jeûne de 40. jours, qui est le Carême, & on se prépare au carême pendant les trois semaines précédentes, qui commencent au dimanche de la Septuagesime; en sorte que ce dimanche est comme un autre commencement d'année ecclésiastique. Le 40. jour après la pâque, est la fête de l'Ascension de N. S.

le 50. est la Pentecôte. Tous les autres dimanches se comptent depuis la Pentecôte jusques à l'Avent, & depuis l'Epiphanie jusques à la Septuagesime. L'importance est donc de fixer le jour de la Pâque.

Il y a deux regles à observer : que ce soit un dimanche ; & que ce soit le plus proche après le 14 jour de la lune de Mars. Il ne se regle pas suivant le cours apparent ou astronomique de la lune, mais selon le cours déterminé par l'église, lequel n'est pas toujours conforme au cours apparent de la lune. La pâque des Chrétiens doit être un dimanche ; parce que J. C. ressuscitera en ce jour, le lendemain du sabbat, & le premier de la semaine, qui est aussi le jour où commença la création du monde. La pâque doit être célébrée le plutôt qu'il se peut, après le 14. de la lune de Mars : c'est à dire, après la pleine lune la plus proche de l'équinoxe du printemps, pour observer l'institution originaire de la pâque, qui la fixoit à ce quatorzième jour. Mais on ne doit pas la célébrer ce quatorzième jour, quand même ce seroit un dimanche : parce qu'il est certain que J. C. ressuscitera après le jour de la pâque des Juifs : ainsi nôtre pâque ne doit jamais se rencontrer en même jour que la leur. Pendant les trois premiers siècles plusieurs églises conserverent cette observance judaïque, de faire la pâque précisément le 14. Il y eut de grandes contestations sur ce sujet : enfin le concile de Nicée condamna cet usage, & défendit de la célébrer un autre jour que le dimanche.

Mais comme l'année astronomique excède l'année civile dont nous usons de cinq heures quarante-neuf minutes : on avoit compté six heures entières, pour en composer un jour

*Marc. xvi.
29.*

Exod. xii. 6.

*Athanas. de
synod. 1. 873
Euseb. de vi-
ta Const. 3. c.
18.*

surnuméraire chaque quatrième année, qui est la bissextile; & on avoir negligé les onze minutes que l'année astronomique a de moins. Or ces onze minutes avoient produits dans l'espace de douze siècles, une augmentation de dix jours, qui avançoit d'autant les nouvelles lunes. Ce fut la cause de la réformation du calendrier, qui fut faite en 1582. par l'autorité du pape Gregoire XIII. & dans laquelle on a pris toutes les précautions possibles, pour empêcher qu'il n'arrive à l'avenir aucune erreur sensible en cette matiere. Après le concile de Nicée, afin que la celebration de la pâque fut uniforme, le patriarche d'Alexandrie, où étoient les meilleurs astronomes, en faisoit tous les ans calculer exactement le jour; & l'envoyoit au pape, qui le communiquoit aux évêques plus éloignés. C'étoit le sujet des lettres que l'on appelloit pascales. La publication s'en faisoit solennellement en chaque église cathédrale, par l'archidiaque, qui le jour de l'Epiphanie annonçoit toutes les fêtes mobiles. Depuis la reformation Grégorienne, les calendriers perpétuels & les almanacs, qui s'impriment chaque année, font qu'il n'y a personne qui ne puisse savoir exactement l'ordre de toute l'année civile & ecclesiastique.

Il y a des fêtes qui sont communes à tous les Chrétiens du monde, & qui ont été observées dans tous les tems, comme la pâque, la Pentecôte, & tous les dimanches. Il en est de même du jeûne du carême, & de l'abstinence des vendredis. Aussi ces pratiques ont elles toujours passé pour des traditions apostoliques. La plupart des autres sont moins anciennes & moins générales, ayant été établies par la devotion des

S. Leo epist
64. al. 94.

C. placuit. 24
dist 3 de con-
secr.

pontif. Rom.
3 part. init.

De consecr.
dist. 3. c. 6 7.
c.

des peuples, & l'autorité des évêques. Ainsi on honore en chaque pais les saints qui y ont planté la foi, qui s'y sont rendus illustres par leurs vertus, où dont les reliques y sont conservées. Ainsi diverses raisons particulières ont introduit des fêtes ou des jeûnes en quelques lieux, qui sont inconnus aux autres. La regle generale est, que chacun doit se conformer à l'usage de son église & du lieu particulier où il se trouve. *Aug. ep. 54. & 55. de l'avar.*

Il y a des fêtes qui ne sont célébrées qu'à l'église, par la difference des offices : il y en a qui sont chômées comme les dimanches. Elles doivent être sanctifiées, non seulement par la cessation du travail servile ; mais des affaires, autant qu'il se peut. Ni les juges laïques, ni les ecclesiastiques ne doivent faire en ces jours aucun acte judiciaire. On ne doit point tenir de foires, ni de marchés. On doit les passer saintement, & ne pas souffrir que le peuple les employe en festins, en danses & en débauches. L'évêque peut donner permission de travailler les fêtes en quelque occasion particuliere de nécessité ; comme pour sauver les fruits de la terre, qui seroient en peril, ou ne pas perdre l'occasion de la pêche : il peut même en ces cas le permettre les dimanches, quoique l'institution en soit de droit divin : parce que J. C. nous a enseigné, que le sabat est fait pour l'homme & non pas l'homme pour le sabat. *De cons. r. dist. 3. c. 2. ex con. l'ol. 111. C. licet 3. de juri. Marc 2. 27*

Il en est de même des jeûnes & des abstinences. L'église a laissé aux évêques le pouvoir d'en dispenser les particuliers pour des causes nécessaires : & les évêques peuvent communiquer ce pouvoir aux curés, à cause du besoin pressant des malades. Quelque fois même, l'évêque relâche à tout son diocèse quel- *C. 2. de serv. jeju. nior.*

Dist. 10. c. 7. ex conc. Gangr. c. 1. & 3. de obs. jejun. que partie de l'abstinence, pour la disette des vivres. On ne jeûne jamais le dimanche, & quand le jour de Noël arrive le vendredy, on est dispensé de l'abstinence: ce que l'église latine n'accorde à aucune autre fête.

CHAPITRE II.

De l'office divin.

Règle S. Ben. c. 8. 9. & c. **L**Es prières publiques, que nous appellons office ou service divin, ont été établies dès le commencement de l'église par tradition apostolique, & réglées diversement par les usages de chaque pais. Tous les clercs & les moines chantoient les pseumes par cœur. Ils lisoient de suite les livres de l'écriture, marqués pour chaque temps; & observoient le reste des cérémonies, suivant qu'ils l'avoient vû pratiquer à leurs anciens. Ces usages ont été écrits long-tems après, dans les regles monastiques, comme celle de S. Benoît, où nous voyons l'ordre de la psalmodie, marqué en détail; & dans les livres publics des églises, comme le pseautier, le lectionnaire, l'antiphonaire, le sacramentaire, & les autres semblables: où l'on marquoit en peu de mots, & en lettres rouges l'ordre des prières, & les actions qui les doivent accompagner. De là sont venuës les rubriques, qui sont presque les seules loix en cette matiere. Je n'entreprends pas de les expliquer en détail, ni de décrire au long les cérémonies de l'église, ce seroit la matiere d'un traité particulier. Je dois en mettre ici seulement les regles generales.

L'office divin est institué, pour être cele-

lebré publiquement , avec le chant , & toutes les cérémonies convenables. Il doit donc y avoir en chaque diocèse , au moins un lieu , où le peuple puisse s'assembler tous les jours , à toutes les heures pour cet effet ; autant que la commodité & la dévotion de chacun le permet. Telles sont les églises cathédrales , & les collegiales. Les clercs étant déchargés de la plupart des fonctions de la vie civile , pour vaquer à l'oraison , doivent assister à l'office public autant qu'il est possible : & si des occupations plus utiles à l'église les en détournent, ils doivent au moins faire les mêmes prières en particulier.

De-là vient l'obligation de reciter l'office pour tous les clercs , qui sont dans les ordres sacrés , ou qui sont pourvus de benefices. Car ils doivent au moins rendre ce service à l'église, de prier pour le peuple : particulièrement pour ceux à qui leur travail , & leurs autres occupations temporelles , ne permettent pas de prier si souvent , ni si long tems. Dans les derniers siècles , il a fallu marquer cette obligation par des constitutions expresses & condamner à la restitution des fruits , les beneficiers qui y manquent , à proportion du tems. En la plupart des églises on a ajouté plusieurs messes ou offices extraordinaires , par des fondations particulières. Les clercs qui en reçoivent la retribution doivent les acquiter fidèlement : toutefois , comme les fondations accumulées de plusieurs siècles pourroient être trop onéreuses , le concile de Trente a permis aux évêques de reduire le nombre des messes , en sorte qu'il soit toujours fait memoire des bienfaiteurs. Il est vrai qu'à Rome on prétend que ce decret ne regarde que les fondations faites avant le concile , & que l'auto-

Cap presbyt.
2 dist. 91 &
extra de ce-
lebr. miss. 1.

Conc. Lat. v.
cap. 17. de
cen. 9 de
celebr. miss.

Confl. vii V.
n 135. 571.

Conc. Trid.
sess. xxv. R.
c. 4.

rité du pape est nécessaire pour la réduction de celles qui sont postérieures :

Dans l'office public chacun se doit conformer entièrement à l'usage particulier de l'église où il le chante : mais ceux qui récitent en particulier, ne sont pas obligés si étroitement à observer les règles, ni pour les heures de l'office, ni pour la posture d'être debout, ou à genoux. Il suffit, à la rigueur, de reciter l'office entier dans les vingt-quatre heures. Il vaut mieux toutefois anticiper les prières, que de les reculer : & sur ce fondement on permet de dire dès le matin toutes les petites heures, & matines dès les quatre heures après midi du jour précédent. Mais il est beaucoup meilleur de s'affujettir, autant qu'il se peut, à dire chacune des prières à l'heure marquée ; afin de ne pas perdre le fruit de cette sainte institution : qui est de nous rappeler à Dieu de tems en tems, & d'approcher le plus qu'il est possible de l'oraison continuelle, que l'écriture recommande à tous les fideles. Chacun doit reciter l'office du diocèse de son domicile, si ce n'est qu'il aime mieux reciter l'office Romain, dont il est permis de se servir par toute l'église latine. Il a été reformé en exécution de l'ordonnance du concile de Trente, & reçu par toutes les nouvelles congrégations de prêtres. Même plusieurs provinces de France l'ont adopté : sous prétexte de garder une plus grande uniformité ; mais en effet par la disette des livres & la difficulté de les corriger.

Comme la religion Chrétienne ne dépend point des cérémonies, & que J. C. ne nous a prescrit, que celles qui sont essentielles aux sacremens : tout le reste a été établi par les apôtres, & par les pasteurs de l'église ; & la diffe-

Glossa in d.
cap. presby.
extra verbo
perfolvat

Luc. XVIII.
2. 1. Thess. V.
17.

Seß. 15. in
fine.

Conc. Eur-
dig. 1583. c.
4. conc. A-
quen. 1585.
conc. Narbon.
1609. c. 40.
Prenu. lib.
Gallie. c. 31.

rence des tems & des lieux y a produit une très grande diversité. Chaque nation celebrait du commencement les divins offices, en la langue la plus generale de chaque pais : comme étoit le latin dans tout l'occident. La longueur du tems a fait que ces langues ont cessé d'être vulgaires : ce qui n'a pas empêché que l'église ennemie de tout changement, ne les ait gardées dans son usage public. La diversité est plus grande dans les cérémonies ; sans toutefois altérer l'unité de l'église ; parce qu'elles ne touchent point à la foi, ni aux maximes de la morale. Ainsi les Grecs & les autres Chrétiens orientaux quoique catholiques, gardent leur rit très différent du nôtre : ainsi la plupart des églises cathédrales de France, ont leurs usages particuliers ; & les moines de S. Benoît ont un office qui leur est propre. C'est un effet de la liberté ecclésiastique, autorisée par S. Gregoire lorsqu'il conseille à S. Augustin son disciple d'établir en Angleterre ce qu'il trouvera de meilleur, soit dans l'église Romaine, soit dans celles des Gaules. L'ancienne regle étoit, qu'en chaque province il n'y eût qu'un office, sur le modele de l'église métropolitaine.

Le détail des prières & des ceremonies n'étant que d'institution humaine, peut être changé pour des causes importantes : comme pour retrancher des histoires fabuleuses, ou des cérémonies superstitieuses, que l'ignorance auroit introduites. Mais ces corrections ne se peuvent faire que par l'autorité des ordinaires : qui ont droit à plus forte raison, d'empêcher les nouveautés, & de reprimer ceux, qui sous prétexte de devotion, mais en effet par ignorance ou par intérêt, veulent ajouter au service public, & inventer des mo-

C. 14. de offi.
jud ordin. ex
conc. Lat. IV.
c. 9.

XII. ep. 31.
art. 3

De consecr.
dist. 1. c. 31.
d. 2. c. 3.

Can. 3 Trull.
63. conc.
Trid. sess. 22.
sess. 25. init.

des dans la religion. S'il est à propos de faire des prières extraordinaires, comme en cas de secheresse, de sterilité, d'incursion d'ennemis, ou de quelque autre calamité publique, ou pour rendre grace d'une victoire, ou de quelque autre bienfait; c'est aux ordinaires à prescrire ces prières, & en indiquer le tems, le lieu, & la forme; & il est défendu aux juges séculiers de s'en attribuer l'autorité, ni de prendre aucune connoissance du service divin. Quant à la prédication & aux autres instructions, il en a été suffisamment parlé dans la premiere partie.

CHAPITRE III.

Du batême. De la confirmation. De l'eucharistie.

PArlons maintenant des sacremens. Le batême doit être donné publiquement, à l'église où sont les fonts baptismaux, avec toutes les cérémonies: hors les cas de nécessité. Autrefois on ne baptisoit solennellement, même les enfans, qu'à Pâque, & à la Pentecôte: d'où est restée à ces deux jours, la benediction solennelle des fonts. Depuis, les divers accidens ont persuadé de ne point différer le batême des enfans, pour ne pas mettre leur salut en danger; mais pour les adultes, ils doivent être baptisés aux jours solennels, & par l'évêque en personne, autant qu'il se peut. Le ministre ordinaire de ce sacrement, est le propre curé, ou un prêtre commis de sa part. C'est principalement, à cause de cette naissance spirituelle, que l'on a don-

*Mem. du
Clergé, part.
tit. 2. c. 5 n.
6 7. 8.*

*Mem. du
Clergé ibid.
c. 4. n. 18.
66.*

*Element. n. 1.
de bap:
Siric. ep.: ad
Homer. Leo.
epist. 4. de
consecr. d. st.
4 c. v. 12. 13*

*Rub. rit.
Rom.*

né le nom de peres aux pasteurs de l'église.

On doit baptiser avec de l'eau naturelle, ou par immersion, ou par infusion. Nous baptisons ordinairement par infusion, en versant de l'eau sur la tête, mais le batême par immersion, c'est à dire, en plongeant entièrement dans l'eau, a été pratiqué par toute l'antiquité, du moins jusques au quatorzième siecle. Il répond mieux au mot de baptiser, qui signifie baigner : & exprime mieux le mystere du baptême, par lequel nous sommes ensevelis avec J. C. pour mener une vie nouvelle, à l'exemple de sa resurrection. En même tems que l'on applique l'eau, il faut prononcer les paroles, que l'église a ordonnées suivant l'institution de J. C. Je te baptise au nom du Pere, & du Fils, & du S. Esprit. Quand on a grande raison de douter si la personne est déjà baptisée, comme si c'est un enfant exposé ; on peut le baptiser sous condition, en disant : Si tu n'es pas baptisé, je te baptise, & le reste : afin qu'il ne semble pas que l'on veuille réitérer le batême : mais il ne faut pas user de cette forme conditionnelle sans nécessité.

Il doit y avoir un parrain ou une marraine, qui presente l'enfant au batême : ou, tout au plus, un parrain & une marraine, mais non plusieurs. Ils lui donnent le nom, qui doit être un nom de saint reconnu par l'église. Ils répondent pour lui, & doivent avoir soin de son instruction & de ses mœurs : & par consequent ils doivent être bien instruits eux-mêmes, & en âge de raison. On peut baptiser les insensés, qui avant que de perdre la raison ont demandé le batême : mais on ne baptise personne malgré lui. Quoique les adultes puissent répondre par eux-mêmes, on leur

*Martenne de
ritib. l. c. i.
art. 14. n. 6.*

*Rom. vi. 24.
Coloss. ii. 12.*

*De cons. dist.
4 c. 11. c. 111.
112. &c.*

*Conc. Trid.
sess. 24. ref.
m. r. c.
Rubr. ritual.*

*Cap. Majores
3. de bapt.*

donne aussi des pareins : & cette action est comme une adoption , qui produit une parenté spirituelle.

En cas de nécessité on peut obmettre toutes les cérémonies du batême , & se contenter d'appliquer l'eau avec les paroles. Toute personne le peut administrer , même celui qui n'est pas baptisé : seulement on ne peut pas se baptiser soi-même. Toutefois même en ces cas de nécessité , s'il y a à choisir , le batême doit être administré par la personne la plus digne ; un prêtre , puis un diacre , puis un autre clerc : un homme plutôt qu'une femme. Il ne faut pas abuser de ces exemples pour ondoyer des enfans , qui ne sont point en peril ; & negliger ou différer les saintes cérémonies du batême , pour attendre la commodité des pareins , ou par quelque autre raison frivole.

*De consecr.
dist. 4 c. 24.
ex Nico. ad
conf. bulgar*

*C. debitum r.
de bap.*

*Ead. dist. 4.
c. ab antiqua
44. ex Grego-
rio.*

*Eph. iv. 5.
Cont. Tr. d.
sess. 7. sac. c.
9. Ead. dist.
4 c. 107. 108
Ibid. c. 117.
118.*

*1. Cor. vii. 17
20 24.
Cont. Tr.
sess. vii. c. 3.*

*Cont. Tr. sess.
22. cap. 5. c.
l. i. c. 25 ult.
de celeb. miss.*

Ceux qui ont été baptisés chez les heretiques , au nom de la sainte Trinité , sont reçus dans le sein de l'église , par l'onction du saint chrême , par l'imposition des mains , ou par la seule profession de foi. Mais on ne réitère point de sacrement : car nous croyons un seul batême. Si quelqu'un avoit rebaptisé , il seroit excommunié : & celui qui l'auroit été , même par ignorance , demeureroit irrégulier. Le batême ne produit que des effets surnaturels ; & ne change rien à l'état de la personne.

La confirmation ne se réitère point , non plus que le batême ; & il n'y a que l'évêque qui en soit le ministre ordinaire. On peut s'y faire présenter par un parein , mais ce n'est plus guère l'usage.

L'eucharistie ne doit être consacrée qu'au saint sacrifice de la messe , avec les cérémonies que l'église a autorisées. La matiere de l'eucharistie est le pain & le vin. Le vin doit être

être mêlé d'un peu d'eau : & le pain doit être sans levain, suivant la tradition de l'église latine. Chaque fidele est obligé d'assister à la messe entiere tous les dimanches & les fêtes de précepte ; & autant qu'il se peut à la messe solennelle de sa paroisse, pour recevoir les instructions de son pasteur, & prier en l'assemblée, où il se trouve rangé par la providence divine. Le curé a droit de dénoncer à l'évêque ceux qui s'en absentent sans cause, par trois dimanches de suite : & il y a excommunication contre ceux, qui pendant l'office divin assistent à des spectacles profanes.

En cas de nécessité on satisfait au précepte en assistant avec attention à une messe basse. La messe conventuelle ou solennelle doit être célébrée après tierce : les messes depuis l'aurore jusqu'à midi. La communion ne doit être donnée régulièrement que pendant la messe, immédiatement après la communion du prêtre. Tous les fideles étoient autrefois obligés de la recevoir au moins trois fois l'année, à Pâque, à la Pentecôte, & à Noël : le concile de Latran a réduit cette obligation à une fois l'an, pendant la quinzaine de Pâque : mais les prêtres doivent communier toutes les fois qu'ils célèbrent la messe. Suivant l'usage présent de l'église latine, il n'y a que le prêtre célébrant qui communie sous les deux especes, les autres ne communient que sous la seule espece du pain : mais le pape peut accorder à quelque nation l'usage du calice, s'il le juge utile pour le bien de l'église.

Quant aux malades, on doit garder pour eux en chaque église paroissiale des particules consacrées, dans un ciboire de matiere nette & solide, enfermé à clef dans un tabernacle ;

De consecr. dist. 2. c. 2. ex Cyr. Ibid. dist. 1. c. 1. c. 5. Conc. Tr. sess. xxiv. c. 4.

Conc. Senons 1548. c. 11. R. t. Paris. de P.

Ecd. dist. 1. c. 48. Ecd. dist. 1. c. 6. ex conc. Carthag.

Ibid. dist. 1. c. 9. ex conc. Agath.

Can. omn. n. tris que. ex- urz de panis. & remiss. Ecd. dist. 2. x. 11. 12.

Conc. Tr. sess. xxii. de c. f. m.

Ecd. dist. 1. c. 9. c. 1. r. s. 11. 12. 13. 14.

*Ibid. c. 29.
peruenit.
Cap. sans 10
de celebr.
Miss.*

*Ibid. c. 95. c.
Cypr.
Decret. con-
greg. concil.
1644.*

& les renouveler au moins tous les quinze jours. Quand les malades désirent de communier, l'eucharistie doit leur être portée par un prêtre, avec le respect convenable: afin que le peuple soit averti de l'adorer. Si c'est pour viatique, elle ne doit être donnée que par le curé, ou par un prêtre commis de sa part. On doit la refuser aux pecheurs publics, & aux personnes infames. Le saint sacrement ne doit être exposé à découvert, même dans l'église, que pour cause, & par permission de l'évêque.

CHAPITRE IV.

*De la penitence. De l'extrême-onction.
De l'ordre.*

*C. omni's
utriusque
Conc Tr
sess. XIV. c. 5.
inss.*

*Sess xxii. c.
15.*

Sess. XIV. c. 7

LA penitence est de précepte au moins une fois l'année, pour tous les fideles, qui ont commis des péchés mortels: & le carême est le tems le plus convenable pour la recevoir. Cette confession annuelle se doit faire au propre prêtre, c'est-à-dire au curé, & à ceux à qui il permet de s'adresser, ou au penitencier & à quelque autre prêtre approuvé pour cet effet par l'évêque en certains cas. Quoique tous les prêtres reçoivent à l'ordination le pouvoir d'absoudre, ils ne peuvent néanmoins l'exercer, sans une commission expresse de l'évêque: qui la leur donne, ou par la provision d'un bénéfice à charge d'âmes, ou sans provision, après les avoir examinés. Ces permissions peuvent être limitées, & pour le tems, & pour les personnes, & pour les cas. Car on excepte d'ordinaire les religieuses, à qui il faut des confesseurs plus

choisis ; & certains cas atroces , dont l'évê-
que se reserve l'absolution. Les réguliers ,
même les mandians , sont sujets à toutes ces
regles , nonobstant leurs privilèges. Il y a
quelques cas réservés au pape , suivant un an-
cien usage , du consentement des églises. Au-
trefois il falloit aller à Rome pour en être
absous : à présent le pape en donne le pouvoir
par des facultés particulières , aux évêques , &
à quelques prêtres.

Les cas réservés au pape , suivant le rituel
de Paris , sont 1. L'incendie des églises , &
celle des lieux profanes , si l'incendiaire est
dénoncé publiquement. 2. La simonie réelle
dans les ordres & les benefices , & la confidence
publique. 3. Meurtre ou mutilation de celui
qui a les ordres sacrés. 4. Frapper un évê-
que , ou un autre prélat. 5. Porter des armes
aux infidèles. 6. Falsifier les bulles ou lettres
du pape. 7. Envahir ou piller les terres de
l'église Romaine. 8. Violer l'interdit du saint
siège. Les cas réservés à l'évêque. 1. Frapper
notablement un religieux , ou un clerc *in sa-
cris*. 2. Incendie volontaire. 3. Vol , en un lieu
sacré , avec fraction. 4. Homicide volon-
taire. 5. Duel. 6. Machiner la mort de son
mari , ou de sa femme. 7. Procurer l'a-
vortement. 8. Frapper son pere ou sa mere.
9. Sortilège , empoisonnement , ou divi-
nation. 10. Profanation de l'eucharistie &
des saintes huiles. 11. Effusion violente de
sang dans l'église. 12. Fornication dans l'é-
glise. 13. Abuser d'une religieuse. 14. Le cri-
me commun du confesseur avec la peniten-
te. 15. Le rapt. 16. L'inceste au deuxième dé-
gré. 17. La sodomie & les autres pechés sem-
blables. 18. Larcin sacrilege. 19. Le crime de
faux. Faux témoins : fausse monoye : falsifi-

Seß. xxiii. c.
15.
Arr. St. d'A.
gen, 4 Mars
1669.
Mem. clergé.
1. part. tit. 2.
ch. 8.

cation de lettres ecclésiastiques. 20. Simonie & confidence cachées. 21. Supposition de titre ou de personne à l'examen, pour la promotion aux ordres.

Les réservations sont différentes, suivant l'usage des diocèses : & elles sont fort utiles pour donner plus d'horreur des grands crimes, par la difficulté d'en recevoir l'absolution. Le prêtre pénitencier est établi principalement pour absoudre de ces cas. Il n'y a ni reservation de cas, ni distinction de confesseurs à l'article de la mort : tout prêtre peut absoudre celui qui se trouve en cet état, pourvû qu'il ait donné quelque signe de pénitence. Mais pour n'être pas surpris, les malades doivent avoir recours d'abord au sacrement de pénitence, & les medecins ne doivent leur ordonner aucun remede corporel, qu'après ce remede spirituel. C'est l'ordonnance du concile de Larran, pratiquée en Italie & ailleurs, mais non pas en France. On ne refuse ce sacrement à personne, non pas même à ceux qui sont condamnés au dernier supplice

Les penitences, c'est à-dire, les œuvres satisfactoires, doivent être proportionnées aux pechés : c'est pourquoi il faut les confesser en détail. Mais le secret de la confession est inviolable ; & le prêtre qui seroit assez malheureux pour la révéler, doit être déposé, & mis en prison perpetuelle. On s'est relâché depuis environ cinq cens ans de l'observation des penitences, que les canons avoient prescrites à chaque espece de peché : mais il ne laisse pas d'être très-utile de les connoître, afin de proportionner les satisfactions aux pechés, & se conformer à l'ancienne discipline, autant qu'il est possible. Il y a même des cas, où la

Cap. cum infirmis. 13 de penit.
Clement. de penit. c. 2.

Cap. omnis ritusque. 5. caveat. de penit.
V. en. Me. diol.
Con. Gr. eff. XIV. c. 8.

penitence publique doit encore être imposée. *Conc. Tr. sess. xxiv. R. c. 8.*
Savoir, quand l'évêque juge qu'elle peut être utile, pour réparer le scandale d'un crime commis en public. Le jour où doit être donnée la pénitence publique, est le mercredi des cendres : & le jour de l'absolution solennelle est le jeudi saint. *penit. Rom.*

Les indulgences sont instituées pour remettre les penitences, ou en partie, ou entièrement, si l'indulgence est plénière ; mais leur effet dépend principalement de la disposition du pénitent. Elles doivent être accordées gratuitement : & les évêques doivent avoir grand soin de retrancher les superstitions & les autres abus, qui peuvent s'être glissés dans l'usage. Il ne faut pas confondre les penitences avec les peines canoniques. Les penitences sont volontaires, & conviennent à ceux qui se repentent de leurs péchés, & veulent sincèrement s'en corriger : les peines sont forcées, & servent ou à humilier les pécheurs, les amolir, & les amener à la penitence, ou à les retrancher de l'église, s'ils sont tout-à-fait endurcis. Comme elles regardent le for extérieur, nous en parlerons à la fin de la troisième partie. *Conc. Tr. sess.*

L'extrême-onction ne peut être administrée que par les prêtres, suivant les paroles de l'écriture ; & suivant la tradition ecclésiastique, par le pasteur, ou par celui qu'il envoie. Il doit recevoir tous les ans les saintes huiles pour ce sacrement & pour le batême au synode, ou en autre tems marqué, après que l'évêque les a consacrées le jeudi saint : & il doit les garder dans des vaisseaux nets d'argent ou d'étain enfermés à clef, pour prévenir les sacrilèges. *Conc. Trid. sess. xiv. c. 3. Ja. v. 4. Carech. Rom. p. 2 c. 5 n. 13. In. I. c. 8. ad. D. c. 8. c. 95. Illud. Rit. Rom.*

Il y a peu de chose à dire du sacrement

*Conc. Trid.
sess. 23. c. 4.
& can. 4.
Dist. 68. c. 1.
2. de consecr.
dist. 4. c. 107*

d'ordre , après ce qui en a été dit dans la première partie. Ajoûtons seulement , que ce sacrement imprime un caractère , comme le batême : d'où s'ensuit , qu'il n'est pas permis de le réitérer. Mais si l'on doute avec fondement de la validité de l'ordination ; on doit en donner une nouvelle , qui ne servira qu'au cas que la première ne fût pas valable. De-là il s'ensuit encore , qu'un prêtre ne peut redevenir laïque ; & que bien qu'il soit déposé pour ses crimes , il peut valablement administrer les sacremens , quoi qu'il peche en le faisant : & par conséquent , qu'un évêque devenu heretique , déposé , excommunié , peut faire des ordinations valables , quoi qu'illicites : parce qu'il n'a point perdu le pouvoir , mais seulement l'exercice de son ordre.

*S. Thon
supplem. q.
38. art. 2.*

CHAPITRE V.

Du mariage. Des empêchemens.

LE mariage consiste principalement dans le consentement ; c'est à-dire l'union des volontés , qui est l'image de l'amour de J. C. pour son église ; mais il faut que ce consentement soit légitime , c'est à-dire , conforme à l'institution divine , & aux loix de l'église & de l'état : car dans une affaire de cette importance , qui est le fondement de la société civile , il n'est pas juste de laisser à chacun la liberté de suivre ses passions & ses fantaisies. L'institution divine est , qu'un seul homme soit uni à une seule femme pour toute la vie ; en sorte que leur affection ne soit ni partagée , ni incertaine & que leurs enfans soient élevés par des soins communs. Afin de conser-

ver cette sainte institution, les loix ecclésiastiques & civiles ont marqué plusieurs empêchemens, & prescrit plusieurs cérémonies pour les mariages.

Les empêchemens du mariage viennent ou de la nature, ou de la loy, ou du fait des parties. L'empêchement naturel, est le bas âge au dessous de la puberté, c'est-à-dire, de douze ans pour les filles, & quatorze ans pour les hommes; quoique suivant le droit canonique, on doit se régler par la véritable disposition du corps, plutôt que par le nombre des années. Par la même raison, l'impuissance perpétuelle & incurable est aussi un empêchement. Celui qui vient de la loy est la parenté & l'alliance. Cet empêchement est fondé à l'égard des degrés inégaux, sur la différence de l'âge, & le respect qui ne s'accorde pas bien avec la licence du mariage; & à l'égard de ceux qui sont en égal degré, sur le danger de corruption que pourroit causer l'esperance du mariage, entre des personnes qui sont élevées en même maison, ou fréquentent très-souvent ensemble. Dieu a voulu aussi par ces défenses, étendre la charité entre les hommes, en multipliant les liens de la société.

L'église a conservé toutes les défenses de la loi de Dieu, qui excluent les parens ou alliés en ligne directe à l'infini, & en collatérale, seulement les tantes, les freres, & les sœurs. Mais on a crû long tems que la défense de se marier devoit s'étendre à tous les parens, entre lesquels il pouvoit avoir droit de succession; c'est à-dire jusques au septième degré; au de-là duquel on ne comptoit plus de parenté. Le concile de Latran a restreint la défense au quatrième degré in-

*L. puteres 3.
de despons.
impuber.*

*Toto tit. de
frigid.*

*Aug. 15. de
cir. c. 16.*

*Levit. xviii
6. xxii. 11.
V. Gles. in
can. literz.
13. de respit.
scoliat.*

*V. Petr.
Dam. opusc.
8. de parent.
grad. Cap.
non debet. 8.
de consang.*

clusivement, tant pour la parenté que pour l'alliance ou affinité. Il a aussi réduit l'affinité au premier genre, qui est entre l'un des mariés, & les parens de l'autre; au lieu que l'on en comptoit un second genre, entre le second mari, & les parens du premier; & même un troisième, entre la seconde femme du second mary, & les alliés de la premiere femme. Le concile de Latran a ôté ces deux genres d'affinité.

*Ad cap. non
debet.*

Sess. xxiv. R.

matr. c. 4.

*Toto rit. de
eo qui cogn.
conjung.*

C. 3.

C. 2.

Le concile de Trente a restreint d'autres empêchemens de même genre: savoir, celui qui vient du crime. Car selon les canons, la conjonction illicite produit affinité, avec les parens de celle dont un homme a abusé. Le concile l'a réduite au second degré, pour être un empêchement dirimant. Il a réduit au premier degré celui qui vient des fiançailles valides, & que l'on appelle d'honnêteté publique. Il a restreint la parenté spirituelle, qui se contracte au batême ou à la confirmation: en sorte qu'elle ne s'étend qu'au perein & la maraine, ou celui qui batise, d'une part, avec le batisé, son pere & sa mere, d'autre part. Et c'est pour cela qu'il a défendu la pluralité de pareins ou de maraines. Ces restrictions ont été nécessaires, parce que plusieurs se marioient par ignorance, dans les cas défendus; & ensuite ne pouvoient demeurer ensemble sans péché, ni se séparer sans scandale.

35. 2. c. 1.

Les degrés de parenté se comptent en cette matiere suivant la supputation canonique: qui ne met qu'un degré pour chaque génération, même en collateralle; en sorte que le frere & la soeur sont au premier degré, les enfans des deux freres au second, leurs petits enfans au troisième. En degrés inégaux on en compte

autant qu'il y en a, entre le plus éloigné & la souche commune. Ainsi l'oncle & la nièce sont au second degré, la fille du cousin germain au troisième. Cette maniere de compter les degrés de parenté, étoit en usage dès le tems de S. Grégoire. Pour les successions, nous suivons celle du droit civil, qui compte une fois autant de degrés entre les mêmes personnes.

Ceux qui par ignorance ont contracté mariage en un degré défendu, peuvent obtenir dispense pour demeurer ensemble. Mais avant le mariage on ne doit pas accorder de dispense ou rarement, & pour grande cause. Au second degré il n'y a que le pape qui en donne, & encore pour cause publique, entre les grands princes : plusieurs évêques sont en possession, les uns de leur chef, les autres par concession du pape de dispenser au quatrième degré, & même au troisième envers les pauvres. Toutes ces dispenses doivent être gratuites, suivant le concile.

Les empêchemens qui viennent du fait des parties ; sont l'engagement précédent, soit par un autre mariage, soit par un vœu solennel de continence : ou l'adultère que les parties ont commis ensemble, s'ils y ont joint une promesse de s'épouser quand ils seroient libres, ou s'ils ont ensemble maniché la mort de la première femme ou du premier mary.

Ce n'est pas assés qu'il n'y ait point d'empêchement ; il faut que les parties veuillent se marier, & le veuillent librement. Un insensé ne peut donc se marier. Donc l'erreur ou la violence rendent le mariage nul. L'erreur doit être en la personne ; comme, lors que Jacob prit Lia pour Rachel ou en la condition de la personne, si on a pris une esclave.

Conc. Tr^o
sess. XXIV, c. 1.

31. q. i. c. 3. 4.
5. cap. super
hoc. 3. de eo
qui dux in
matr.

C. dilectus,
24. de sponsa
sal

25. q. 1.
Cap. 2. de 4.
extra de cona
jug. scul.

Cerc. Trid.
xxiv. c. 5.

La violence doit être telle , qu'un homme ferme y pût céder : & par cette raison , la femme enlevée ne peut épouser le ravisseur.

Ord. blois ,
4^o
Melfr. 25.
Edit 1556.

Dec. 1639.

Ceux qui sont en la puissance d'autrui , comme les enfans de famille , & les mineurs , ne doivent point se marier , sans le consentement de ceux dont ils dépendent. C'est principalement en cette action si importante , que les enfans doivent , suivant la loi de Dieu , rendre honneur à leurs parens. C'est pourquoi les ordonnances ont défendu ces mariages ; sous peine aux curés , ou aux autres prêtres , d'être traités comme fauteurs du crime de rapt : & aux enfans , qui se seroient ainsi mariés , de pouvoir être dés-herités. De plus , on a déclaré incapables de toute succession les enfans issus de mariages , tenus secrets jusqu'à la mort , ou nés de femmes que les pères n'auroient épousées qu'en mourant , après les avoir entretenues. Ces conjonctions ressemblent plus la honte du concubinage , que la dignité du mariage.

CHAPITRE VI.

Des solemnitez du mariage. De sa dissolution.

A Fin de s'assurer qu'il n'y a point d'empêchement à un mariage , & qu'il est contracté librement , & afin que la preuve en demeure constante : les loix civiles & les loix ecclesiastiques , ont ordonné plusieurs cérémonies.

Premièrement , les parties étant convenues de se marier , & ayant réglé les conditions de leur traité , pour ce qui regarde le

temporel : doivent se préparer au mariage par les fiançailles, dans les diocèses où l'usage en est établi : car il y en a où la cérémonie des fiançailles n'est point pratiquée. C'est une promesse de s'épouser quand l'une des parties le desirera : qui se fait à l'église solennellement, & avec serment. Le pasteur avant que de la recevoir, examine les parties sur les articles suivans. S'ils sont de sa paroisse. S'ils n'ont point promis ou contracté quelque autre mariage. S'ils n'ont point fait vœu de continence. S'ils ne sont point parés, ou s'ils ne savent point en eux quelque empêchement légitime. Ensuite il doit les instruire de la nature du sacrement de mariage, & des préparations nécessaires pour le contracter saintement. Les fiançailles peuvent être faites longtemps avant la célébration du mariage, & même avant l'âge de puberté. Il suffit que les parties soient hors de l'enfance, & en état de donner un consentement raisonnable. En vertu des fiançailles, ou des promesses par écrit & réciproques, les parties peuvent se poursuivre devant le juge d'église : & la partie qui refuse d'épouser, ou qui ne le peut par sa faute, est condamnée à une peine canonique. Or le juge de l'église est compétent en cette matière, même dans les diocèses où on ne pratique point la cérémonie des fiançailles. On se pourvoit ensuite devant le juge laïque pour les dommages & intérêts. Les causes qui rompent les fiançailles, sont, le consentement réciproque. Si l'un des deux a depuis contracté mariage avec une autre personne. S'il est entré en religion. S'il est atteint d'une maladie incurable ou contagieuse. Si la fiancée s'est abandonnée à un autre depuis les fiançailles.

Rit. Paris.

Cap. 1. de despons. imo pub. 2. c.

C. 2. & 5. de sponsal.

Le prêtre, cent. 1. d'arrêts, c. 68.

C. Veniens.

15 c. siue.

2. de sponsal.

C. 2. de con-

vers. conjug.

ult. de cen-

jug. leprof.

C. quem adm.

25. de jure jur.

Cap. cum in
hibet 3 de
eland. desp

C. Tr. sess
xxiv. R.
matr. c. 2.

Ord. Blois.
40.

Le mariage doit être célébré publiquement : & pour le rendre public , trois formalités sont nécessaires : les bans ou annonces, la présence du propre curé, les témoins. Les annonces observées en France dès auparavant ont été ordonnées par le concile de Latran, qui veut que les prêtres dénoncent les mariages publiquement dans l'église, avant qu'ils soient célébrés ; donnant un terme raisonnable, pour proposer les empêchemens. Ce que le concile de Trente a déterminé plus particulièrement ; en ordonnant trois proclamations à trois jours consécutifs de dimanche ou de fête, au prône de la messe paroissiale en la paroisse de chacune des parties. Si toutefois on craint qu'il n'y eût quelque opposition malicieuse, l'évêque peut dispenser de quelques-unes des proclamations, principalement entre majeurs.

2. Tr. *ibid.*

Ord. Blois
ibid.

Le mariage doit être célébré en présence du curé de l'une des parties, ou d'un prêtre commis de sa part, ou de la part de l'évêque : & en présence de trois ou quatre témoins la présence du curé & des témoins est nécessaire sous peine de nullité. Car les mariages clandestins, après avoir été souvent défendus, ont été enfin déclarés nuls. S'ils étoient valables : comme la preuve dépendroit de la bonne foi des parties, il seroit facile à l'une, ou à toutes deux, de quitter l'autre, pour vivre en adultère perpétuel.

1. Cor. VII. 4.

Les effets du mariage sont, premièrement la puissance que les mariés acquièrent sur le corps l'un de l'autre, & qui leur donne droit de se poursuivre en justice, le mari par la demande en adhésion, c'est-à-dire afin que sa femme habite avec lui : la femme, afin qu'il la traite maritalement. En France, si ces actions sont portées au for contentieux, c'est-à-dire devant le juge séculier, on ne permet à l'é-

glise d'en conoître qu'au for pénitentiel. Un autre effet du mariage est l'état des enfans, qui étant legitimes, sont capables des ordres, des benefices, & des dignités ecclesiastiques: outre les effets civils, dont il n'est point ici question.

Le mariage des Chrétiens ne peut être résolu que par la mort. J. C. a aboli la loi du divorce, accordé aux Juifs pour la dureté de leur cœur, & a réduit le mariage à sa première institution. A l'égard des infidèles qui se convertissent étant mariés, ils peuvent librement demeurer ensemble: car le barême remet les Péchés, & ne rompr pas les mariages. Mais si l'un des deux ne veut plus habiter avec celui qui est converti, ou s'il le met en peril de péché mortel; le converti peut s'en séparer, & contracter avec un autre. Quant aux Chrétiens, leur mariage semble quelquefois être dissous, quoiqu'il ne le soit pas en effet: quand un mariage apparent est déclaré nul par autorité du juge, ou quand les personnes mariées véritablement sont séparées d'habitation.

Toutes personnes ne sont pas reçues à accuser un mariage de nullité. S'il s'agit d'impuissance, ou de défaut de volonté, il n'y a que les parties; si l'on prétend qu'il y a un mariage précédent, il n'y a que la partie intéressée. Si l'on accuse le mariage d'être incestueux, ou illegitime en quelque autre maniere: il faut que celui qui l'accuse fasse voir, qu'il n'a pris l'empêchement, que depuis les publications: autrement il seroit complice. Les empêchemens qui font déclarer le mariage nul, sont ceux qui ont été rapportés ci-dessus, & que par cette raison on appelle dirimens. Le vœu simple est bien aussi un empêche-

Matth. XIX.
3 &c.

1. Cor. VII. 12.
13 &c. c.
gaudemus. 8
de divor.

C. 7. 8. cod.

Cap. 6. qui
matrim. ac-
cus.

ment, c'est à dire une raison pour détourner du mariage, ou imposer pénitence à ceux qui l'ont contracté; mais il ne suffit pas pour l'annuler.

Cap. 4. s. de
convers. c. 1.

Cap. 1. eod.

Matth. v. 32.
xix. 9.
c. 2. c. 7. de
divort.

Cap. e.
transmissa 8
c. litteras 13.
infide resit
spoliat.

La séparation de ceux qui sont véritablement mariés se fait, ou par un consentement réciproque, comme par le vœu de continence, ou par autorité du juge. Le vœu doit être solennel, en sorte que l'un & l'autre entrent dans des monastères, ou que le mari reçoive les ordres sacrez. Que si le mariage n'est pas encore consommé, l'un des deux peut entrer en religion, malgré l'autre: qui demeure libre de contracter un autre mariage. En quoi l'entrée de la religion a plus de force, que la promotion aux ordres sacrés, qui ne rompt pas le mariage, même non consommé. La séparation forcée, doit être prononcée par le juge: dans le cas d'adultere marqué par la loi de Dieu: si l'un des deux tombe dans l'hérésie, ou renonce en quelque autre manière à la profession du Christianisme: si l'un des deux tombe dans une maladie contagieuse: si le mari use de sévices notables, & traite sa femme cruellement. En un mot, s'ils ne peuvent habiter ensemble sans péril de la vie, ou du salut. En France le juge séculier conoît de la demande en séparation, soit pour adultere poursuivi criminellement, soit pour sévices notable, soit pour maladie contagieuse. La femme qui se plaint doit être mise en sequestre, pendant la contestation, chez ses parens, dans un monastere, ou en quelque autre lieu sûr & honnête. En tous ces cas les mariés peuvent être séparés d'habitation; mais non pas se remarier à d'autres. Car il leur est libre de retourner ensemble dès qu'ils y consentent. Pendant la séparation, ils sont en l'état

où sont toutes les personnes mariées, dont l'un est absent ou malade.

Le mariage étant résolu par la mort, le survivant peut se remarier, non seulement une mais plusieurs fois; puisque l'apôtre marquant cette liberté, n'y apporte aucune limitation. La femme n'est pas même obligée, suivant cette règle, à observer l'année du deuil. Mais on ne fait point aux nœces des veuves, la benediction nuptiale, c'est-à-dire la priere sur l'épouse; il suffit qu'elle l'ait reçue une fois. Pour contracter de secondes nœces, il faut être assuré de la mort du premier mari, ou de la premiere femme, par des preuves authentiques: autrement il n'y a aucune prescription de longueur de tems, ni aucun prétexte d'ignorance qui puisse mettre en sûreté.

Il est de grande importance même pour la vie civile, & pour assurer l'état des enfans, de savoir la date des mariages & des batêmes. C'est pourquoi le concile de Trente & les ordonnances obligent les curez d'avoir un registre, ou livre baptistaire, où ils écrivent de suite les batêmes, à mesure qu'ils les font. Ils doivent y exprimer le jour de la naissance, les noms de l'enfant, du pere & de la mere, du parcin, & de la mareine, & de deux témoins. Ils doivent aussi tenir registre des mariages, & y exprimer le nom des parties & des quatre témoins: & il est défendu à tous juges de recevoir autres preuves des promesses de mariage, que par écrit. Les curez doivent enregistrer de même, les mortuaires ou sépultures; & le jour de la mort y doit être exprimé. Ces registres étant tenus suivant la forme prescrite par les ordonnances, les extraits qui en sont tirez font foi en justice, en toutes sortes de tribunaux.

1. Cor. vii. 8.

39.

Cap. 4. 5. de
sec. nup.

C. 1. & 3. eod.

C. 1. eod.

C. in presen.
tia 19. des-
ponsal.

Conc. Tr.
sess. xxiv.

ref. mat. c. 11.

& 2.

Ord. 1539.

art. 51.

Ord. Blois,

art. 181.

Decl. 1639.

art. dern.

*De consecr.
dist. 4. c. 25.
26. ex Au-
gustino*

*Conc. Tr.
sess. 7. c. 11.
12.*

Sur tous les sacremens en general , il faut observer que leur validité ne dépend point de la foi & de la vertu des ministres ; quoiqu'il soit toujours plus convenable , qu'ils soient dignes de leur ministère. Mais le ministre doit avoir intention de conférer le sacrement : c'est-à-dire , de faire serieusement , du moins à l'exterieur , les actions que l'usage de l'église a établies pour cette fin : car les hommes ne peuvent connoître l'intérieur.

*Conc. Tr.
sess. 24. ref. c.
70.*

En administrant les sacremens , on doit en même tems , autant qu'il se peut , instruire le peuple en langue vulgaire , de la nature du sacrement , & en expliquer les cérémonies. Car ces instructions étant jointes à l'action même , ont plus d'effet , pour exciter le respect & la devotion. Celui qui administre un sacrement , doit être assisté au moins d'un clerc , qui réponde aux prieres , & lui aide aux cérémonies. Au défaut de clercs , on se sert de laïques , comme sont les maîtres d'école dans les villages.

Rub. ritual.

CHAPITRE VII.

*De la construction & de la consécration
des églises.*

*De consecr.
dist. 1. c. 1. 12.*

LEs choses sacrées sont premierement les églises , & tout ce qui est nécessaire pour faire le service. Nous apelons ici l'église , non l'assemblée des fideles , mais le lieu où ils s'assemblent pour l'exercice de la religion. Car encore qu'on puisse prier en tous lieux , le saint sacrifice de la messe ne doit être offert , qu'en un lieu saint , & sur une table consacrée. On

le

le voit dès le quatrième siècle, en l'affaire d'Ilchyas. On peut toutefois dans de grands voyages & à l'armée célébrer en tous lieux les saints mystères, avec une table consacrée; c'est à-dire un autel portatif. Mais il est défendu de célébrer la messe, ou baptiser, dans les oratoires particuliers, sans permission de l'évêque.

Pour bâtir une nouvelle église, ou consacrer un bâtiment destiné auparavant à d'autres usages, il faut une cause & l'autorité de l'évêque. Les causes sont, la nécessité, comme si un pays est nouvellement converti à la foi: si les habitans sont tellement multipliés, qu'une église ne peut les contenir; & si le chemin est trop long ou trop difficile. L'établissement d'un monastère, ou d'une nouvelle communauté, est encore une cause légitime. On peut même fonder une église par dévotion, pour accomplir un vœu, ou garder quelque relique insigne. On voit dès les premiers temps grand nombre d'églises à Rome, & dans les autres grandes villes: quoique l'assemblée des fideles ne se fît qu'en un lieu, tantôt en une église, tantôt en l'autre. Par les raisons contraires, on peut supprimer les églises, devenues inutiles, & les réunir à d'autres. Avant que de permettre la construction d'une église; il faut que l'évêque voye de bons contrats, ou d'autres titres, par lesquels il paroisse que l'église est suffisamment dotée: c'est-à-dire, pourvuë d'un revenu assuré, pour l'entretien de la fabrique, ou des bâtimens, pour le luminaire, les ornemens, & la subsistance des clercs: afin que le service s'y fasse avec toute la bienséance convenable. Que si quelqu'un prétend que la nouvelle fondation lui fasse préjudice, son opposition doit être reçue & jugée.

*Athan. 2.
Apol. p 781.
H. St. Eccles.
l. 2. c. 49
Can. oncedi-
mus. 3. c. 1.
dist. 1.
C. unicusque
33. clericos.
34. ead. dist.
1.*

*C. ad audien-
tiam 3. de ec-
cles. ad. f. c.*

*H. St. Eccles.
l. 2. c. 49.
n. 19.*

*Conc. Tr.
sess. 2. ref. c.*

*7.
C. nemo 9. de
co. sacr. dist. 1.*

Pont. Rom.
de bened.
prim. lap.

D. C. nemo.
9. de consecr.
diff. 1.

Pontif. part.
2.

Apolog. p.
682. Hist.
eccl. l. XII.
n. 40.

Le plan de l'église étant tracé, l'évêque fait planter une croix, au lieu où doit être l'autel : puis il benit la première pierre, & les fondemens, avec des prières, qui font mention de J. C. la pierre angulaire, & des mystères signifiés par cette construction matérielle. L'église doit être tournée de sorte, que le prêtre étant à l'autel, regarde l'orient. Elle doit être séparée de tout autre bâtiment : afin que l'on puisse commodément en faire le tour : & avoir un porche couvert ; & au-devant, une cour ou autre place convenable. Après que le bâtiment est achevé, l'évêque doit au plutôt en faire la dédicace, qui est la plus solennelle & la plus longue de toutes les cérémonies ecclésiastiques. Il paroît par la première apologie de S. Athanase, qu'il n'étoit pas permis de célébrer l'office divin dans une église avant qu'elle fût dédiée, sinon en cas de nécessité.

On se prépare à la dédicace par le jeûne & par les vigiles, que l'on chante devant les reliques, qui doivent être mises sous l'autel, ou dedans. Le matin, l'évêque consacre la nouvelle église, par plusieurs bénédictions & plusieurs aspersions, qu'il fait dedans & dehors. Il y emploie l'eau, le sel, le vin, & la cendre, matières propres à purifier. Puis il la parfume d'encens, & fait aux murailles plusieurs onctions avec le saint chrême. Il consacre l'autel, qui est une table de pierre, sous laquelle il enferme les reliques. Enfin il célèbre la messe. La dédicace est solennisée pendant huit jours, & la mémoire en est renouvelée tous les ans. Tant on a voulu donner au peuple de respect, pour les lieux destinés à la prière & à la célébration des mystères.

On ne réitère point la consécration de l'église, tant que le bâtiment subsiste. Mais si elle est profanée par l'exercice d'une fausse religion, par effusion de sang, ou par quelque impureté criminelle, elle doit être reconciliée par une nouvelle bénédiction. On y employe, comme à la première consécration, l'eau, le sel, le vin & la cendre : & les prières que l'on y fait ; tendent principalement à chasser le démon, & obtenir la rémission des péchés. Cette reconciliation d'une église polluée, aussi bien que la dédicace d'une nouvelle église, ou la consécration d'un autel, sont toutes cérémonies épiscopales. L'autel, à proprement parler, n'est que la pierre consacrée : si elle est brisée, elle perd sa consécration. En attendant la consécration d'une église, elle peut être benite par un prêtre, à qui l'évêque en donne la faculté, afin que l'on y puisse faire l'office : & si elle est profanée en cet état, un prêtre aussi pourra la reconcilier.

*De consecr.
eccles. c. 3.*

*De consecr.
eccles. c. 3.*

*De consecr.
eccles. c. 1.*

L'église étant la maison d'oraison, ne doit servir à aucun usage profane. Il n'est donc pas permis d'y faire trafic, comme J. C. a enseigné expressément, en chassant les marchands du temple : ni de tenir marché dans les cimetières, ni de tenir les plaids, d'y rendre la justice, ou y traiter aucune affaire temporelle, quoique licite & bonne. Il n'est pas permis non plus d'y manger ou d'y coucher, sinon en passant, dans une grande nécessité : ni d'en faire un magasin de marchandises, ou d'autres meubles, sinon en cas d'incendie ou d'hostilité, pour la nécessité pressante. C'est en quoi consiste principalement l'immunité des lieux sacrés. Et il n'est pas nécessaire qu'elle soit consacrée solennelle-

*Matth. xxi.
12.*

*Cap 1. 5. de
immun. eccles.*

Cap. 10. eod.

ment, il suffit que l'on y célèbre les divins mystères.

Cap. 6. ibid.

17. q. 4. c. 6.

7. 8. &c.

Mais par le mot d'immunité, on entend ordinairement le droit d'asile, ou de franchise. Car le respect de la religion a fait regarder les lieux saints, comme des lieux de sûreté, où il n'étoit permis d'exercer aucune violence, même pour arrêter les criminels. On les obligeoit bien à réparer le tort qu'ils avoient fait, & on les mettoit en pénitence: mais on ne les livroit à ceux qui les poursuivoient, qu'après en avoir pris serment de leur sauver la vie & les membres. Ce droit d'asile est ancien: & on l'avoit étendu aux cimetières, aux maisons des évêques, aux cloîtres des moines & des chanoines, & à trente pas à l'entour, aux croix plantées sur les grands chemins. Mais comme il est dit dans la loi, que les meurtriers seront arrachés, même de l'autel, pour être punis; on avoit excepté de ce droit d'asile, les crimes les plus atroces: & parce qu'on ne laissoit pas encore d'en abuser souvent, on l'a aboli en France, tant en matière civile qu'en matière criminelle, quand il y a décret de prise de corps. La franchise subsiste en Italie & en Espagne. Voilà en quoi consiste l'immunité, que l'on appelle locale. Il y en a encore deux autres espèces. L'immunité réelle, qui exempte les biens ecclésiastiques des charges publiques: & l'immunité personnelle, qui en exempte les clercs & les religieux, comme il a été dit.

22. q. 8. si vo.

bis. 28. ex

conc. Sardic.

L. 3. C. Th. de

his qui ad

eccles. conjug.

con. t. 3. p.

1233.

Hist. Eccles.

liv. xxv. n.

32. xx. x. n.

26.

Ex xxi 14.

Ord. 1539.

art. 166.



CHAPITRE VIII.

Des reliques. Des vases sacrés. Des livres.

Les choses contenues dans les églises sont : ou tellement sacrées , qu'il n'est pas permis aux laïques même de les toucher , ou seulement dédiées au service divin.

Les choses sacrées , sont premièrement celles qui ne doivent être touchées que par les prêtres seuls ; savoir , la sainte Eucharistie , & les saintes huiles ; c'est à-dire , le saint chrême , l'huile des infirmes , & l'huile des catéchumènes. C'est l'évêque qui les consacre à la messe du jeudi saint ; & chaque curé doit les aller querir tous les ans , au jour & au lieu déterminé par la coutume du diocèse : brûler ce qui reste des vieilles dans les lampes de l'église , ou avec des étoupes ; conserver les nouvelles dans des vaisseaux , qui soient du moins d'étain , & enfermés sous la clef. Les reliques des saints sont aussi au rang des choses sacrées. Ensuite les vaisseaux sacrés , savoir les calices & les patenes , qui doivent être d'argent , ou du moins d'étain , & consacrés par l'évêque avec le saint chrême. L'évêque aussi , ou un prêtre ayant pouvoir , benit les corporaux. Et voilà ce qu'il n'est permis de toucher qu'aux clercs , qui sont au moins souâdiacres , pour la reverence des sacremens.

On benit encore les nappes & tous les habits qui servent à l'autel : l'annict , l'aube , la ceinture , le manipule , l'étole , la chasuble , la tunique & la dalmatique. On benit les croix & les images de la sainte Vierge , ou des saints , qui doivent être exposées à la vénération pu-

*Dist. 95. ca
presbyteri. 46
ex conc.
Cartb.*

*C. 1. de eus-
tod. Euch. ex
conc. Later.*

Ponif. part. 2

*Conc. Tr.
sess. xxv.
decr. de in-
vinc. &c. in
fin.*

blique. Et il est recommandé aux évêques d'avoir soin, qu'il n'y en ait point d'indécen-tes, de mutilées, ou qui puissent causer quel-que scandale : de ne point souffrir qu'on en expose d'extraordinaires, sans leur permis-sion : & de faire bien instruire le peuple de ce qu'elles signifient, & de l'usage que l'église en fait : qui est de nous remettre en la me-moire le mystère de nôtre redemption, ou les vertus des saints. On benit aussi les châsses, qui doivent contenir des reliques ; & par cette benediction on demande qu'à la présence des saintes reliques, les fideles soient délivrés de toutes les attaques du démon, & de toutes sortes d'accidens spirituels & corporels.

*C. 2. extra
d. reliq. ex
conc. Later.*

*Conc. Tr.
sess. xxv.*

C. de reliq.

*C. Vener. 52.
de testib.*

Ponsif. p. 2.

On doit conserver soigneusement les an-ciennes reliques, sans les tirer de leurs châsses ; & pour celles qui sont trouvées de nouveau, elles doivent être examinées par l'évêque, avec son conseil, avant que de les exposer à la veneration publique : mais à l'égard de toutes, il faut bien prendre garde qu'elles ne servent de prétexte à quelque gain sordide, par des questes importunes ; ou à la débauche, par des festins, des danses, & des réjouis-sances profanes. Quant aux nouveaux saints, il n'est permis de les honorer publiquement, qu'après qu'ils ont été déclarés tels par auto-rité du saint siege, sur des informations ju-ridiques, suivies d'un rigoureux examen : & c'est ce jugement qui s'appelle canonisation.

De tout ce qui sert aux églises, la bene-diction la plus solennelle est celle des clo-ches. On y chante grand nombre de pseau-mes ; les uns pour implorer le secours de Dieu, les autres pour le louer. L'évêque ou le prêtre les lave d'eau benite, y fait plusieurs onctions de l'huile des infirmes, & du saint chrême, &

les parfume d'encens & de myrre. Les prières qu'il fait, marquent l'usage des cloches; pour exciter la devotion du peuple fidele, repousser les attaques du demon, & dissiper les tempêtes.

Les églises doivent encore être fournies de surplis, de chapes ou pluviaux, de paremens d'autel de toutes les couleurs, suivant le nombre des ministres & des autels, de livres de chant: qui sont, le pseauteur, l'antiphonier, le graduel, le processionnel; de lectionnaires ou de breviaires pour y suppléer, de messels, de rituels ou manuels. Les livres sacrés de l'ancien & du nouveau testament, étoient autrefois gardés dans les églises ou les sacristies, pour s'en servir aux leçons de la messe ou de l'office: à présent on les trouve plutôt dans les maisons des prêtres. Ces livres, suivant la tradition de l'église catholique, sont les suivans

De l'ancien testament: les cinq livres de Moïse: savoir, la genèse, l'exode; le levitique, les nombres, le deutéronome. Josué. Les juges. Ruth. Les quatre livres des rois. Les deux des paralipomènes. Esdras & Nehemias. Tobie Judith. Esther. Job. Le pseauteur, contenant cent cinquante psaumes. Les proverbes de Salomon. L'ecclésiaste. Le cantique. La sagesse. L'ecclésiastique. Les quatre grands prophètes: Isaïe: Jeremie, avec des lamentations & Baruc: Ezéchiel & Daniel. Les douze petits prophètes: savoir, Osée, Joël, Amos, Abdias Jonas Michée. Nahum. Abacuc. Sophonie. Aggée. Zacharie. Malachie. Le premier & le second des Machabées. Tous ces livres sont de l'ancien testament. Le nouveau comprend les quatre évangiles: de S. Mathieu, de S. Marc, de S. Luc, & de S. Jean. Les actes des apôtres. Les quatorze

Conc. Carth.
IV. c. 24.
C. Ti. sess. IV.

épîtres de S. Paul, une aux Romains, deux aux Corinthiens : une aux Galates, aux Ephésiens, aux Philippiens, aux Colossiens : deux aux Thessaloniens : deux à Timothée, une à Tite, à Philemon, aux Hébreux. Une épître de S. Jacques, deux de S. Pierre : trois de S. Jean. Une de S. Jude. L'apocalypse de S. Jean.

Comme nous faisons en latin l'office public, l'église a choisi entre toutes les versions latines, celle que l'on nomme vulgate ; parce qu'elle est depuis plus de mille ans entre les mains de tous les fideles ; & l'a déclarée autentique, c'est à dire, que l'on doit s'en servir dans l'office, la prédication, les disputes, & toutes les actions publiques : & qu'il n'est permis à personne de la rejeter, comme contenant quelque erreur dans la foi ou dans les mœurs. Ce qui n'empêche pas que l'église latine n'approuve la version grèque de l'ancien testament, dont se servent les églises orientales : & qu'il ne soit libre d'étudier l'écriture dans les textes originaux, autant que chacun en est capable.

Conc. Tolos. Mais les versions en langues vulgaires ont
1213. c. 14. été suspectes depuis 500. ans, à cause des Albigeois & des autres heretiques, qui méprisant l'autorité de l'église, ont pris la licence d'expliquer les saintes écritures, suivant leur sens particulier. C'est pourquoi il a été enjoint aux évêques, de ne les pas laisser lire indifferemment à tout le monde, mais seulement à ceux que les pasteurs jugeroient capables d'en profiter : & on ne doit publier aucune version nouvelle de l'écriture, sans approbation de l'évêque.

Delib. prol.
reg. 4.

CHAPITRE IX.

Des sepultures.

L Es corps des fideles, qui sont morts dans la communion de l'église, doivent, autant qu'il est possible, être mis en terre sainte, dans les cimetières, ou près des églises : afin de leur attirer les prières de leurs parens, & des autres fideles qui s'y rassemblent, & des saints qui y sont honorés. Le cimetière doit être benî solennellement en cette sorte. On y plante cinq croix : l'évêque à genoux devant la principale, recite les litanies, puis asperge d'eau benîte tout le cimetière, recitant les psaumes de la penitence. Il dit devant chaque croix des prières, qui marquent l'espérance de la remission des pechez, & de la resurrection bienheureuse.

Regulierement on ne doit enterrer personne dans les églises ; si ce n'est dans le parvis, ou dans les chapelles, qui sont censées hors de l'église. Toutefois depuis plus de 800. ans, l'usage contraire l'a emporté : sous prétexte que l'on y enterroit quelquefois les évêques, ou d'autres personnes d'une sainteté reconnue. Chacun doit être enterré dans sa paroisse, où il a acoustumé de recevoir les sacremens, & de donner ses dixmes & ses ofrandes. Il est permis toutefois de suivre la sepulture des parens & des ancêtres, conformément aux exemples des saints, marqués dans l'écriture : il est libre même à chacun de choisir sa sepulture ; & la femme n'est point obligée à celle de son mari.

On ne doit enterrer qu'après un espace rai-

Pontif. p. 1.

Cont. Brac. 81
36

Tribur. c. 17.

Nannet. c. 6.

13. q. 2. c. 15.

Theodulf. c. 9

Can. 1 extra
de sepult.

Ibid. c. 7.

Rit. Rom.

sonable depuis la mort, en sorte qu'il n'y ait aucun lieu d'en douter : & on doit observer, autant qu'il se peut, la coutume très-ancienne, de dire la messe en présence du corps, avant que de l'enterrer. On le porte à l'église en procession, avec du luminaire, chantant des psaumes de penitence pour la remission des pechez du défunt. Les prêtres & les autres clercs doivent être enterrés revêtus des ornemens de leur ordre : & avoir une place distinguée dans le cimetiere. Il y en a une aussi pour les enfans morts avant l'âge de discretion, dont par conséquent le salut n'est point douteux : & on ne chante à leurs funérailles que des cantiques de louange. Il n'est pas permis de déterrer un corps, sinon pour grande cause, & par permission expresse de l'évêque.

Greg. 7. ep.
55. 15. q. 2. c.
Quint. 12. c.
13. 14. 15.
C. 2. in ec-
cl. 9 de simo-
nia. Ex conc.
Lateran. sub
Alex. 111.
lib. 9. c. 10. 11

Il est défendu par tous les canons de rien exiger pour les sépultures; ni sous prétexte de l'ouverture de la terre, ni du luminaire, ni des autres frais : pour lesquels les revenus ecclésiastiques ont été donnés; & l'on n'a pas voulu qu'il semblât, que les prêtres vendissent la terre, ou se réjouissent de la mort, dont ils profiteroient. Toutefois il a toujours été non seulement permis, mais louable, de laisser quelque aumône à l'église, où l'on a sa sépulture : & comme dans les siècles passés, ces liberalités étoient grandes; on s'est plaint quelquefois, que les personnes riches choisissent leurs sépultures dans des monasteres, au préjudice des églises cathedrales & paroissiales : & il a été réglé, qu'en quelque lieu que fût la sépulture, l'église où le défunt devoit recevoir les sacremens, & ouïr les divins offices, auroit toujours le quart de ce qu'il auroit laissé, comme une espèce de legitime :

C. 9. c. 10. de
sepult.

c'est ce qui s'appelle portion canonique. Les diverses coutumes des lieux en ont réglé différemment la quantité.

En France elle n'est pas en usage : mais en quelque lieu que se fasse la sépulture ; le curé doit lever le corps, de la maison, & le conduire avec son clergé à la porte de l'église du convent où il doit être enterré : & après avoir certifié aux religieux, que le défunt est mort dans la communion de l'église, il se retire, & partage également avec eux le luminaire. C'est ainsi qu'il a été réglé entre les curés de Paris, & les religieux. Les droits des curés pour les sépultures ont été taxés suivant l'usage & les reglemens des diocèses, principalement pour les curés des villes qui n'ont point de revenu fixe : ainsi la défense de rien exiger pour les sépultures, se réduit à ne point faire de pacton ; & à ne pas laisser d'enterrer, avec les ceremonies ecclesiastiques, les pauvres, qui ne peuvent rien donner.

La sépulture ecclesiastique n'est que pour les fideles. On ne doit donc la donner, ni aux enfans morts sans batême, ni aux adultes infideles, heretiques, ou excommuniés : ni à ceux qui sont morts en état manifeste de peché, comme ceux qui se sont tués eux-mêmes, ou qui ont été tués en duel ; les usuriers, ou concubinaires publics, ceux qui n'ont point satisfait au devoir pascal : en un mot tous les pecheurs impenitens. Ils doivent être privés de la sépulture, & des prières ecclesiastiques ; & s'ils ont été enterrés en lieu saint, ils doivent en être ôtés. Or cette peine n'est pas inutile, pour couvrir leur memoire d'infamie, & donner de la terreur aux vivans. Quant aux suppliciés, l'église

*Clement. du-
dum. de se-
pult. S. Ve-
rum.*

*C. 9 de se-
pult. Conc.
Tr. sess. xxv.
Ref. c. 13.*

*Arrêt du 27
Mars 1646.
Mem. Clergé
1 part. tit. 2.
c. 6.*

Rit. Rom.

*C. 2. de he-
ret. in 6.*

*Ed. 1606.
art 16. c. 2.
des. sur. in 6.
C. cens. 16-
triusque. de
panit
Sacris 12.
C. e. ira de
sep. le
13. q. 2. c.
Questum 30*

permet de leur donner la sepulture des Chrétiens , s'ils sont morts penitens.

CHAPITRE X.

Des biens de l'église en general.

VEnons maintenant aux choses temporelles , qui sont consacrées à Dieu , pour le service des églises.

Aucune communauté ne peut subsister sans avoir quelques biens communs quand ce ne seroit que pour les frais des assemblées , & les salaires des serviteurs publics. Ainsi dès la premiere fondation des églises , il falut que les Chrétiens contribuassent pour le luminaire , car ils s'assembloient de nuit : pour les vaisseaux sacrés : pour le pain & le vin qui servoit à l'eucharistie ; car ils communioient souvent : pour les agapes ou repas communs ; pour les livres & les autres meubles necessaires. Il faloit encore faire subsister les évêques , les prêtres , & les diacres , qui la plûpart s'étoient réduits à la pauvreté volontaire , pour servir l'église plus librement. Il faloit fournir aux sepultures , & à l'hospitalité , qui s'exerçoit envers tous les Chrétiens passans ; il faloit assister les vierges consacrées à Dieu , les veuves , les orphelins , les malades , & tous les autres pauvres fideles : mais sur-tout les martyrs & les confesseurs , détenus dans les prisons , ou travaillant aux mines & aux autres ouvrages publics.

Je ne parle point ici de l'église primitive de Jerusalem , où les biens de tous les fideles étoient en commun ; je parle de toutes les autres églises. Il n'y en avoit aucune qui ne fit un grand fonds , chacun selon ses facultés , pour

toutes les dépenses que j'ai marquées. La vie humble & laborieuse des Chrétiens, leur en donnoit le moyen : & les persecutions aidoyent à les détacher de l'interêt & du desir d'acquiescer. Elles faisoient aussi, que les biens des églises ne consistoyent guere qu'en meubles, plus faciles à transporter, à cacher & à distribuer. C'étoit ou de l'argent, ou des provisions en especes. Du blé, du vin, de l'huile, des habits pour les pauvres.

Moeurs Chr.
c. 28. 30.
S. Justin 1.
ap. ol. inf.
Tertul. apol.
c. 39.

V. Acta Col.
lon Cirith.

Les Juifs avoient accoutumé de donner à Dieu les dixmes & les prémices de leurs fruits, & les diverses oblations, pour des sacrifices & des vœux. Ceux d'entre eux qui se firent Chrétiens ne crurent pas être obligés à moins, après avoir reçu l'évangile : & ceux qui avoient été gentils avoient accoutumé de faire de grandes dépenses pour les sacrifices de leurs faux dieux, & pour les spectacles profanes. Quoiqu'il en soit, nous voyons dès les premiers tems, qu'il est recommandé à tous les fideles de donner les dixmes & les prémices.

Const. Apost.
11. c. 25.

Ces contributions étoient entierement volontaires. Les prelates se contentoient d'exhorter : & les fideles donnoient ce qu'ils vouloyent, & quand ils vouloyent : ou par semaine, comme S. Paul le conseille, ou par mois, ou autrement. Ces ofrandes se portoyent chés l'évêque, ou en un autre lieu, auquel les diacres recevoient les oblations, les gardoient, & les distribuoyent, selon les occasions, par les ordres de l'évêque. L'évêque n'en rendoit compte à personne, & on ne craignoit point qu'il en abusât. Car on ne l'eût pas fait évêque, si on ne l'eût crû capable, de répondre à Dieu des ames, sans comparaison plus précieuses.

Tertull apol.
c. 39.

1. Cor. XVI. 2.
2. Cor. IX. 1.
Can. apost. 3.
4. 5.

12. q. 2. c.
episcopus 23.
ex conc. An-
tioc.
(Can. apost. 41

Les persecutions ayant cessé : comme les

Moeurs Chr.
39.

Suppl. x. hist. c.

9.

*Laftant. de
mort. perf.*

n. 45.

*Hift. Ecclef.
liv ix. n. 46.*

grands & les empereurs mêmes furent Chrétiens, on donna librement à l'église; & on ne craignoit point de lui donner trop, parce que l'on voyoit clairement le bon emploi qui s'en faisoit. Les églises possédoient déjà des immeubles, comme il paroît par l'édit de Constantin & de Licinius, qui en ordonna la restitution en 313; mais depuis la liberté elles en eurent en plus grand nombre. On leur donnoit des maisons dans les villes, des terres à la campagne; c'est-à-dire, des villages entiers, avec les habitans, qui étoient tous esclaves: & cela avec une telle magnificence, que l'église Romaine, par exemple, avoit des terres jusques aux bords de l'Euphrate, pour lui fournir de l'encens & des parfums. On envoyoit sur les lieux des souâdiacres, ou d'autres clercs, pour administrer ces patrimoines.

*Hift. Ecclef.
liv xxxv. n.*

19.

*S. Greg. i. ep.
70. 73. vii.
ep. 17, 18.*

L'église avoit donc alors deux sortes de biens, Les héritages, dont elle tiroit les revenus; & les oblations journalières, qui continuoient, bien que moins abondantes qu'auparavant. Les plus saints évêques s'en plaignoient: & eussent mieux aimé n'avoir que du casuel, s'il eût pû suffire encore, que d'être réduits à faire des baux, à conter avec des fermiers, & à prendre tous les autres soins, que demandent les revenus annuels. Ils s'en déchargèrent ou sur les archidiacres, ou sur les oëconomes: qui furent institués dans toutes les églises, du corps même du clergé; par ordonnance du concile de Calcedoine. Mais ils rendoient toujours conte à l'évêque. Les plus saints évêques, après avoir donné tous leurs biens aux pauvres, ne laissoient pas de conserver, & même d'augmenter avec un grand soin ceux de l'église.

*Chryst. in
Matth. hom.*

*85.
Possid. vita
S. Aug. c. 23.*

*Cœc. Calc. c.
16. 16. q. 7. c.
2. 21. c.*

*11 q. i. c. 12.
ex Prospero*

Ces biens étoient administrés en commun : & se distribuoient au clergé & aux pauvres , suivant l'usage & les ordres particuliers de l'évêque. La coutume la plus generale fut d'en faire quatre parts. On en donnoit une à l'évêque pour l'entretien de sa maison & pour l'hospitalité, dont il étoit chargé. La seconde étoit pour la subsistance des clercs. La troisième pour les fabriques : c'est-à-dire, les réparations des bâtimens , le luminaire & tout le reste de l'entretien des églises. La quatrième, pour les pauvres. Ce n'étoit pas un partage des fonds , mais seulement une destination generale des revenus ; sauf à changer dans les occasions extraordinaires.

Les clercs qui ne vivoient pas en commun, soit parce qu'ils étoient mariés , ou autrement ; recevoient par mois , ou par semaine, des gages ou pensions en argent ; ou des provisions en especes , que l'on apella depuis prébendes, comme qui diroit livrées. On pouvoit les augmenter, les diminuer, ou les retrancher tout-à fait, à proportion du service. Or quoique servant l'église, ils eussent droit de subsister à ses dépens ; toutefois croyant être obligés de donner au peuple l'exemple de la perfection chrétienne, ils ne se servoient de ce droit que le moins qu'ils pouvoient : & plusieurs, pour laisser aux pauvres les biens de l'église, subsistoient de leur patrimoine, ou même du travail de leurs mains, à l'exemple de l'apôtre : & on trouve des canons qui l'ordonent. Ceux qui vivoient en commun, & que l'on apella depuis chanoines, gardoient la pauvreté comme les moines, étant déchargés de tout soin temporel. Tels furent les biens ecclesiastiques & leur emploi pendant les huit premiers siècles.

12. q. 2. c. 20.
bis 13. qua-
tror 27 c. c.
Mes est 30.
ex Gregorio.

12. q. 1. c. q. 112
112 8. ex
Greg. ad
Aug.
Cyp. ep. 34.

12. q. 1. c. 257
ex Prosp.
A. 1. xx. 15:
Dis. 91. c. 3.
4 e. conc. IV
Larh. 52.
12 q. 1. c. 10.
11. ex. Aug.
Hist. Eccles
liv. xxiv. n.
49.

CHAPITRE XI.

Suite de l'état des biens de l'église.

DEpuis le neuvième siècle, nous trouvons une troisième espèce de biens ecclésiastiques, outre les oblations volontaires, & les patrimoines. Ce sont les dixmes qui ont été levées depuis ce tems, comme une espèce de tribut. Auparavant on exhortoit les Chrétiens à les donner aux pauvres, aussi bien que les prémices, & à faire encore d'autres aumônes; mais on en laissoit l'exécution à leur conscience, & elles se confondoient avec les oblations journalières. Sur la fin du sixième siècle, comme on négligeoit ce devoir; les évêques commencèrent à ordonner l'excommunication contre ceux qui y manqueroient. Et toutefois ces contraintes étoient défendues en orient, dès le tems de Justinien.

La dureté des peuples croissant dans le neuvième siècle, on renouvela la rigueur des censures, & les princes y joignirent des peines temporelles. Peut-être que la dissipation des biens ecclésiastiques obligea de faire valoir ce droit, que l'on croyoit fondé sur la loi de Dieu. Car ce fut alors que les guerres civiles & les courses des Normands firent les plus grands ravages dans tout l'empire François. Il est vrai que l'exaction des dixmes ne s'établit qu'avec grande peine chez plusieurs peuples du Nord. Elle pensa renverser la religion en Pologne, environ cinquante ans après qu'elle y eût été fondée. Les Thuringiens refusoient encore en 1073. de payer les

Const. apol.
2625.

Capit. 101. xx.
c. 5 6 7

Aug. in ps.
146. n. 17.

Conc. Marc.
11. c. 5. an.
385.

Cabilon. sub
Carolo. 1. c.

1. an 813.

Phet. nomoc.
1. p. 6. c. 1.

capit. c. 46

Ingim. an.
1022.

dixmes à l'archevêque de Mayence, & ne s'y soumirent que par force. S. Canus roi de Danne-
 marc voulant y contraindre ses sujets, s'attira la révolte où il fut tué. Encore à présent la dixme n'est pas établie en Frise.

Plusieurs ont prétendu que la dixme est de droit divin; & c'est sur ce fondement, que l'on a ordonné qu'elle seroit levée la première, avant tous les cens & les droits seigneuriaux; & sans aucune déduction de labours & semences. Parce qu'étant dûe à Dieu en reconnaissance de sa souveraineté, elle doit être préférée à tous devoirs & à toutes dettes humaines. De-là s'ensuivoit aussi qu'aucune terre ne devoit en être exempte; & que les laïques qui se trouvoient en possession d'un droit de dixme, devoient être regardés comme des usurpateurs sacrilèges. Sur ce même principe on avoit établi la dixme personnelle, qui se devoit payer sur ce qui vient de l'industrie, du travail, & de tout autre gain licite: afin que personne ne s'exemptât de ce devoir.

Toutefois S. Thomas & les plus savans théologiens ont reconnu, que la dixme n'est de droit divin, qu'en tant qu'elle est nécessaire pour faire subsister les ministres de l'église. Car l'ancienne loi ne nous oblige, que quant aux préceptes de morale, qui obligent même avant que d'être écrits; parce qu'ils sont fondés sur la lumière de la raison. Mais il étoit de la loi cérémoniale & de la police particulière du peuple d'Israël, d'avoir déterminé la subsistance des ministres; en sorte qu'ils n'eussent point d'héritages, & que leurs frères leur donnassent la dixième partie de leurs revenus. Les Chrétiens pour-

Lambert. an.
 1073. Hist.
 Ecc. liv. LXX.
 n. 58. LXIII.
 n. 37.
 Sz oGramm
 lib. (1. p. 194
 Zypaus jus.
 10. tit. lib. 3
 decim n. 10
 1. q. 1.
 Cum non
 fit. 33. de dec.
 ex conc. Lat.
 1215 c. 54.
 C. prohib. de
 decim. 19. ex
 conc. Lat.
 1160.
 Tresleic. 64
 C. ad apost.
 20 de decim.
 c. p. 21. r. 1.
 28. eod.

S. Th. 2. 23
 q. 89.

roient donc s'acquitter de ce devoir en donnant d'ailleurs suffisamment au clergé. Et pour revenir au droit de l'ancienne loi, il faudroit que les églises n'eussent point d'immeubles, ni les clercs de patrimoine. Aussi les Grecs & les autres Chrétiens orientaux n'ont point souffert, que l'on établît chez eux l'exaction des dixmes. Ce qui n'empêche pas qu'elles ne soient aujourd'hui d'obligation parmi nous, par la coutume de huit cens ans, & la constitution humaine, fondée sur l'exemple de la loi divine positive.

*Couc. Tr. sess.
xxv. R. c. 12.*

Cependant les biens des églises se partagèrent petit à petit : jusques à faire toutes ces portions, que nous appellons benefices. Les monasteres de tout tems avoient leurs biens séparés, & un des premiers articles de leurs exemptions, fut de n'en rendre point compte aux évêques. Vers le dixième siècle, on commença de même à diviser la mense des chanoines, d'avec celle de l'évêque : & les chanoines ont encore fait entre eux plusieurs partages, à mesure qu'ils se sont plus éloignés de la vie commune. Ce sont toutefois ceux de tout le clergé, qui ont le plus gardé de vestiges de l'ancienne communauté. Quant aux curés dispersés par la campagne, les évêques leur ont laissé les dixmes de leur territoire : ou retenant les dixmes, ils leur ont assuré des pensions en argent, ou quelque autre revenu fixe.

*C. cum cens.
ting. 29. de
decim.*

Il seroit impossible d'expliquer tout le détail de ce partage, qui a été différent selon les tems & les lieux : mais enfin les choses sont venues à ce point, que chaque officier de l'église a son revenu séparé, dont il jouit par ses mains, & dont il fait l'emploi suivant sa conscience, sans en rendre compte à

personne. C'est ce revenu joint à un office ecclésiastique que nous appellons *benefice*, & ce nom vient de ce qu'au commencement les évêques donnoient quelquefois aux ecclésiastiques, qui avoient long tems servi, quelque portion des biens de l'église; pour en jouir pendant un tems, après lequel ce fonds revenoit à l'église. Ce qui ressembloit aux récompenses des soldats Romains, que l'on appelloit *benefices*, & dont quelques auteurs font venir nos *siefs*. Quoiqu'il en soit, on trouve des exemples de ces *benefices* ecclésiastiques dès le commencement du sixième siècle; & nous voyons le nom de *benefice* en usage dans le même sens d'aujourd'hui, dès le douzième siècle.

Le partage ne fut pas si égal, qu'il n'y eût beaucoup plus de clercs que de *benefices*, & les ordinations sans titre étoient fréquentes dans le même tems. Les prêtres pauvres étoient donc réduits à subsister des oblations journalières des fideles, qui assistoient à leurs messes; car il étoit encore ordinaire de donner à l'offrande; ou même ils recevoient quelque retribution pour les autres fonctions. Il est vrai que le concile de Latran, tenu sous Alexandre III. condamne comme une simonie horrible de rien exiger, pour les prises de possession, pour les sépultures, pour la benediction des nêces, & pour les autres sacremens. Mais il ne défend pas de recevoir ce qui est offert volontairement. On a donc distingué les pactions & les exactions forcées, d'avec les retributions volontaires, qui ne se donnent qu'après l'exercice des fonctions: pourvû que l'intention des ministres, qui reçoivent ces retributions, soit pure; & qu'ils ne les regardent pas comme un prix des sacremens,

1.69.1. foffef-
fines 61. ex
Symmach.
D. 2. epist. 5.
c. 1. ad Caser.
Conc. Agath.
c. 2. 2. 4.
conc. Hist ec-
cl. l. xxxi. 2.
§ 4. xxxi. 2. 3

C. cum in ea
cl. 9. de si-
mon.

S. Th. 2. 2. q. 1
100. art. 2. 3

ou des fonctions spirituelles : mais comme un moyen de subvenir à leurs nécessités temporelles.

Ces rétributions ont passé en coutume, que l'église a autorisée. Les Albigeois ennemis des prêtres & des clercs, en prenoient occasion de les calomnier : & plusieurs d'entre les catholiques, imbus de leurs maximes, refusoient de donner ces retributions accoutumées ; sous prétexte d'observer les anciens canons. C'est pourquoi le concile de Latran sous Innocent III. renouvelant la défense des exactions, ordonna que les pieuses coutumes seroient observées. Que les sacrements seroient conférés librement : mais que l'évêque avec connoissance de cause reprimerait la malice de ceux qui voudroient changer les loüables coutumes.

*C. ad apost.
42. de sym.*

*ex conc. Lat.
c. 66.*

Blois, 51.

Melun, 27.

Ce droit a toujours été observé depuis, & les ordonnances de France y sont conformes. En quelques diocèses, il y a des taxes, suivant lesquelles l'official règle ces droits, s'il y a contestation. Les curés des villes n'ayant point de dixmes, n'ont presque point d'autre revenu que ces retributions casuelles, pour eux & pour les prêtres, qui travaillent avec eux dans les paroisses.

Voilà donc quatre espèces de biens ecclésiastiques, suivant l'usage présent. Les oblations purement volontaires : les fonds de terre, & les autres immeubles : les dixmes : les retributions casuelles, mais exigibles. Il y a quelque chose de particulier touchant les immeubles & les dixmes.

CHAPITRE XII.

De l'aliénation, & de l'aquisition des biens de l'église.

L'Eglise n'a ni la même liberté que les particuliers d'acquérir des immeubles, ni la même liberté de les aliéner. Les biens ecclésiastiques étant consacrés à Dieu, il n'y a aucun homme qui en soit propriétaire, ni qui puisse en disposer autrement, que les canons ne l'ont ordonné, sans commettre un sacrilège. Du commencement la charité des évêques étant évidente, ils avoient grande liberté d'affranchir les esclaves de l'église, de vendre les vaisseaux sacrés, pour racheter les captifs, ou nourrir les pauvres : de donner même des fonds, pour récompenser des services rendus à l'église, ou fonder des monasteres. Quelques-uns en abusoient, & on en voit des plaintes dans les conciles. C'est la cause des canons, qui ont défendu aux évêques, & à tous les autres, qui ont la disposition des biens d'église, d'en aliéner les fonds ; afin de se pas mettre hors d'état de faire le service divin, & de secourir les pauvres. Les princes appuyèrent ces défenses. L'empereur Leon fit une loi, pour empêcher l'aliénation des biens de l'église de-C. P. & Justinien étendit ce droit à toutes les églises, par deux constitutions, qui reglent exactement tout ce qui regarde cette matiere. Il a été besoin de renouveler de tems en tems ces ordonnances ; parce que les ecclesiastiques, n'ayant que la jouissance de ces biens, ont eû quelquefois plus d'apli-

12. q. 2. c. 1. 2.
3. & 4. & c.

12. q. 1. c. 66.
73.

12. q. 2. c. Monemus. 18. c.
19. 20. 23. 25
c. abbatibus
41. c. si quis
de reb. eccl.
alien. ex
Symmacho
PP.

L. jubemus
de sac. eccl.
Nov. 7. Nov.
120.

cation à en tirer ce qu'ils peuvent, pendant qu'ils jouissent, qu'à pourvoir à l'utilité de leurs successeurs : principalement dans les derniers tems, où ils n'ont pas été choisis avec tant de soin. Sous le nom d'aliénation, on comprend la donation, la vente, l'échange, & même l'hypothèque. En un mot, tout acte qui tend à transférer la propriété.

Il y a toutefois des aliénations, qui peuvent être utiles à l'église. Comme de bailler à rente foncière ou à emphytéose, des maisons ruineuses, ou des bois à défricher, ou d'autres terres inutiles. Comme d'échanger des héritages proches, contre d'autres plus éloignées, de même valeur. Suivant l'ancien droit on ne demandoit que l'autorité de l'évêque, avec le consentement de son clergé. Les exemptions ont fait recourir à l'autorité du pape, à l'égard de ceux qui ne sont pas soumis à l'ordinaire : mais on s'en dispense à présent, observant qu'il n'y ait point de collusion : car c'est la condition essentielle. En France, il faut que l'autorité du roi y intervienne, parce qu'il est protecteur des églises, & conservateur des canons.

Voici donc quelle est parmi nous la forme des aliénations du bien d'église ; d'un chapitre par exemple, qui pour acquitter des dettes, veut vendre un héritage, dont il tire peu de revenu. Le chapitre fait une conclusion, l'évêque l'approuve : le chapitre obtient des lettres patentes par lesquelles le roi confirme la conclusion, & permet l'aliénation : il en demande l'homologation au parlement, qui avant de faire droit, ordonne sur les conclusions du procureur général, qu'il sera informé de *commodo & incommodo*, & commet à cet effet le juge royal des lieux. L'aliénation

C. nulli 5. de reb. eccl. alien.

Nov. 7 0. 3.

Nov. 1 0. c.

6. C. ad au-

tes 7 0. d. 12.

9. 2 c. terr.

las 53.

Nov. 120 c.

7. c. 1. de rer.

permis.

12. q. 2 c. pla-

cuit 51. c. sine

52.

Mem. du

clergé. 3.

part. tit. 6.

doit être faite au plus offrant, après des publications & des enchères.

Si ces formes n'ont pas été observées, l'aliénation est nulle : & l'acquéreur ni ses héritiers ne seront à couvert par aucun laps de tems, quelque longue que soit leur possession. Mais lorsque le titre vicieux ne paroît plus, & que la chose a passé à un tiers acquéreur, qui a juste titre & bonne foi, il pourra prescrire par quarante ans. Quoique *Clem. i. de reb. eccl. al.* régulièrement l'autorité de l'ordinaire suffise, toutefois on a souvent recours au pape, pour permettre ou confirmer l'aliénation, afin de mettre l'acquéreur en plus grande sûreté. Les aliénations générales qui se firent dans le seizième siècle, pour les nécessités de l'état, se firent toutes par autorité du pape ; & eurent des formalités particulières, que l'on peut voir dans les mémoires du clergé. La coupe des bois de haute futaie est aussi une aliénation, qui ne se peut faire qu'en *Mem. clergé t. 4. 6. par. 3. tit.* vertu de lettres patentes, & à la charge de faire un emploi utile du prix.

On a pourvû non seulement aux aliénations, mais aux dégradations, & à toute dissipation, par laquelle un bénéficiaire peut nuire à son successeur. Il est défendu de faire des baux par anticipation, des biens d'église : c'est à dire six mois avant que le preneur entre en jouissance pour les maisons des villes, & deux ans pour les héritages de la campagne. On a défendu aux étrangers, aux nobles, & aux officiers des seigneurs, de se rendre fermiers des biens d'église, à cause de la difficulté de les faire payer. On a pourvû aux réparations, & les gens du roi doivent y tenir la main. *Conc. Tr. sess. xxv. c. 11. Blois art. 48.*

Les soins que l'on a pris pour la conserva-

tion des biens d'église, ont fait, que dans la suite de plusieurs siècles, une bonne partie des heritages se sont trouvez lui appartenir, quoiqu'il y ait eu un grand nombre d'usurpations. C'est pourquoi les magistrats & les seigneurs ont craint que l'église acquérant toujours, & n'alienant jamais, se rendît à la fin propriétaire de tous les immeubles, ou de la plus grande partie. Le public en souffriroit; car il est utile selon nos mœurs, qu'il y ait toujours beaucoup de terres dans le commerce. Les seigneurs y ont grand intérêt, à cause des droits de relief, & de lots & ventes, & le roi à cause des tailles; principalement aux pays où elles sont réelles. Ces intérêts étoient encore plus forts autrefois à cause du service personnel des fiefs. Les rois ont donc fait aux ecclésiastiques, & particulièrement aux communautés des défenses générales de faire de nouvelles acquisitions. Et pour en être dispensé, il faut obtenir des lettres patentes; qui ne s'accordent qu'après que l'on a payé l'indemnité au seigneur, & l'amortissement au roi.

L'indemnité est une composition, que l'on fait avec le seigneur; de lui payer une fois une certaine somme: pour le dédommager à peu près, des droits de relief, ou de lots & ventes, qu'il auroit droit d'espérer à l'avenir. Ou bien, pour faire qu'il les conserve en effet; la communauté ecclésiastique lui donne un homme vivant & mourant; c'est à-dire un particulier, à la mort duquel on paye les droits dûs aux mutations, & à qui on en substitue aussi tôt un autre. L'amortissement se paye au roi, pour le récompenser de ce que l'heritage tombe en main-morte. C'est en cette matière on appelle les ecclésiastiques gens de

de main-morte , parce qu'ils ne contribuent pas , comme le peuple , aux charges de l'état. Si l'héritage n'a point été amorti ; les détenteurs sont sujets à la taxe des nouveaux acquêts , qui se renouvelle de tems en tems , comme une peine d'avoir aquis de nouveau contre les loix du royaume.

On a trouvé encore en France un autre moïen de donner des bornes aux acquisitions des églises : en donnant aux parens , la succession entiere des beneficiers , sans distinguer ce qui provient de leurs revenus ecclésiastiques.

*Const. Paris
art. 336*

CHAPITRE XIII.

Des dixmes.

Quelque soin que l'on ait pris dans les derniers siècles , d'établir les dixmes ; elles ont reçu diverses restrictions par l'usage. La dixme personnelle ne se paye plus en la plûpart des paroisses ; & la réelle ne se prend point sur les fruits civils , comme les loyers des maisons & les arrerages des rentes : mais seulement sur les fruits naturels de la terre.

La dixme n'est pas toujours la dixième partie des fruits ; en la plûpart des lieux elle est moindre. C'est-à-dire , par exemple , une gerbe de douze de treize ou de quinze : en quelques lieux on ne donne que la vingtième ou la trentième. On distingue les grosses & les menues dixmes , les anciennes & les novales. Les grosses dixmes sont celles du blé & des autres grains , du vin & des autres boisons ; du foin & de tous les gros fruits , suivant la qualité des terres. Les menues ou ver-

rés dixmes, sont celles des legumes & des herbages. Il y a aussi des dixmes de charnage ou carnelage, c'est à dire des nourritures de bétiaux : comme des veaux, des agneaux, des petits cochons. Elles se reglent toutes par l'usage de chaque pais. Les novales sont les dixmes des terres nouvellement défrichées, ou nouvellement chargées de fruits sujets à dixme. La nouveauté est bornée à 40. ans avant la demande.

Les dixmes sont établies pour donner la subsistance temporelle à ceux dont on reçoit la nourriture spirituelle. Elles doivent donc régulièrement être payées aux pasteurs; de qui le peuple qui les paye, reçoit l'instruction & les sacremens. De-là vient qu'en quelques pais, les évêques comme les premiers pasteurs ont toutes les dixmes; & qu'en plusieurs lieux, les chapitres des cathedrales en possèdent une grande partie, parce qu'ils ont partagé avec l'évêque, les biens de l'église matrice. Autrefois on rendoit à l'évêque la troisième ou la quatrième partie de toutes les dixmes, s'il n'avoit son revenu particulier. Les cures de la campagne jouissent de la plupart des dixmes : & on les a regardez dans les derniers tems, comme ceux qui y avoient le plus de droit, parce qu'en effet ils portent le plus grand poids du travail.

Il y a grand nombre de dixmes entre les mains des moines, ou des abbez & des prieurs, qui les représentent : & elles peuvent avoir été acquises aux monasteres, par diverses moyens. Ou par le travail des moines qui ont défriché des terres, dans lesquelles se sont formez des villages & même de grosses villes. Ou par les donations des évêques : ou par les restitutions des seigneurs, qui les avoient

C. q. perneva-
le 21 de
verb. sign.

Le vêtre,
cent. 1. c. 15.

Cecce Aurel.
c. 17.
Conc. Paris.
vi. an. 839.
V. Glos. inc.
cum olim 19.
de cens.

usurpées sur d'autres églises alors ruinées. Il y a encore des dixmes entre les mains des laïques, que l'on appelle dixmes inféodées ; & l'origine peut en avoir été juste.

Dans l'établissement des fiefs & des censives, les seigneurs donnoient des terres à leurs vassaux, à la charge de leur rendre une partie des fruits, comme il est évident par les droits de champart & de bourdelage : quelquefois ils ne se reservoient que les dixmes ou les neumes, c'est-à-dire la dixième ou la neuvième partie : & les ecclesiastiques comme les autres, avoient de ces sortes de dixmes. Depuis que l'on prétendit, que les dixmes étoient dûes à l'église, de droit divin : on en conclut, que toutes celles que possédoient les laïques, étoient des usurpations ; comme en effet il y en avoit beaucoup d'usurpées.

Le concile de Latran, tenu sous Alexandre III. en 1179. défendit aux laïques, qui possédoient des dixmes, de les transmettre à d'autres laïques : & une decretale d'Innocent III. reconnoît qu'il y a des dixmes acordées aux laïques, en fief à perpetuité. En France on a pris droit par ces constitutions ; pour laisser aux laïques les dixmes dont ils se trouvoient en possession avant le concile de Latran ; & on les considère comme un bien profane. On regarde comme illegitimes toutes les inféodations postérieures à ce concile : mais il faut qu'elles soient prouvées telles par titre : car s'il n'y en a point on présume pour l'antiquité de l'inféodation, pourvu qu'il y ait possession de cent années.

Quant aux dixmes ecclesiastiques, on présume toujours qu'elles appartiennent au curé, & on ne lui demande point d'autre titre que

*C. prohibemus
19 de decim.
ex conc. Lat.
III. c. 14.
C. cum ap. 6.
7. de his que
sunt, & c.
Loüet D 8. 9
Lep. tit. cent.
1. ch. 13.*

*C. cum con-
ting. 29. de
decim.*

son clocher. Si les grosses dixmes appar-
tiennent à d'autres , on lui accorde toujours
les menuës dixmes & les noales , s'il n'y a ri-
tre au contraire ; & si on lui donne l'option
de la dixme , ou de la portion congrüe après
l'avoir choisie il n'aura que les noales dé-
frichées depuis son option. La portion con-
grüe est une pension que l'évêque ou autre
gros décimateur doit assigner au curé en es-
pece ou en argent pour son entretien. Il
en est de même des curez primitifs , à l'é-
gard des vicaires perpetuels. Les derniers
arrêts du parlement de Paris avoient fixé la
portion congrüe à trois cens livres : &
le roi a étendu cette regle à toute la Fran-
ce , par la déclaration du 29. Janvier 1686.

*C. extirpan-
de 30 de
præsen. ex
conc. Later.
IV. c. 3.*

On peut prescrire la quotité des dixmes ,
& la forme de les payer , par une possession
de quarante ans : mais il n'y a point de
possession , qui puisse pour exempter les lai-
ques de payer la dixme : le fonds en est im-
prescriptible. Une église peut prescrire le
droit de dixme , contre une autre église : &
à plus forte raison , contre un laïque qui les
possédoit , comme inféodées. Toutes ces pres-
criptions sont de quarante ans. Les moines
de Cîteaux furent exemptés peu après leur
fondation de payer les dixmes de leurs heri-
tages , parce qu'ils les cultivoient de leurs
mains. Les chevaliers de S Jean de Jerusa-
lem , ont le même privilege.

*C. ex parte
10 de decim.
Hist. Lit.
LXVI I 2.
20.
S. Bern. ep.
352.*

*Mem. clergé,
3. par. tit. I.
Lettres pat
5145 &c.*

Comme la dixme est dûe avant toute au-
tre dette , on la leve en espece sur le champ :
& pour cet effet les propriétaires sont tenus
d'avertir du jour qu'ils dépouilleroient leurs he-
ritages. Il arrive souvent que le domicile
du laboureur est dans une paroisse , & les
héritages qu'il laboure dans une autre. L'u-

sage le plus general en ce cas, est de partager les dixmes par moitié. D'autres suivent la personne du laboureur, & les curez prennent reciproquement la dixme entiere, de ce que les uns labourent sur le terroir des autres. C'est ce que l'on apelle dixme de poursuite. En quoi on doit suivre la coutume, & prendre garde seulement à ne pas confondre les dixmes de deux diocèses.

Il étoit ordonné aux Lévites d'offrir à Dieu la dixme, des dixmes qu'ils reçoivent du peuple & de la donner au souverain pontife. Sur ce fondement on a établi les décimes du pape; & l'on a prétendu qu'il avoit droit de lever la dixième partie des fruits de tous les benefices. La décime étant acquise au pape, il a pû la ceder, & en faire don aux princes. Ainsi les rois de France depuis Philippe Auguste, ont souvent obtenu des papes quelque décime sur leur clergé, en des occasions extraordinaires. François I. en obtint une de Leon X. en 1516. dont la taxe a été suivie depuis. Mais les décimes ne sont devenues continuelles que depuis l'assemblée de Meulan en 1580. & les contrats que le clergé renouvelle avec le roi tous les dix ans. On joint de tems en tems à la décime quelque don extraordinaire. Mais le détail de ces conventions, regarde moins le droit ecclesiastique que les affaires particulieres du clergé de France. Il faut seulement remarquer, que du même mot latin *Decima*, nous avons fait deux mots françois; car nous apellons dixmes, celles que le peuple paye à l'église; & décimes, celle que le clergé paye au pape ou au roi.

Lepr. cent 17
ch. 17.

C. ad apost.
20. de decima

Num. xviii
28.

V. Clem. ult.
de decim ex-
trau un. cod.

V. Mem. des
aff. du clergé

V. Mem. du
clergé, 6. par-
tie,

CHAPITRE XIV.

Des benefices en general.

IL faut voir maintenant quelles portions on a fait de tous ces biens ecclésiastiques, & comment elles sont attribuées à chaque clerc. C'est-à dire, qu'il faut traiter des benefices, & de la maniere de les aquérir, ou de les perdre. Un benefice est un office ecclésiastique, auquel est joint un certain revenu; en sorte qu'il n'en peut être séparé. Les benefices sont séculiers ou réguliers. Les séculiers sont l'évêché, les dignités des chapitres, savoir, la prévôté, le doyené, l'archidiaconé, la chancellerie, la chanterie, les charges d'escolatre ou capiscol, de trésorier ou chevier; ou d'autres sous d'autres noms, & en d'autres rangs, suivant les usages des chapitres: les chanoines, qui sont proprement les places de chanoines; & sont sans prébende, ou avec prébende, ou semiprébende. Il y a toutefois en France deux chapitres de cathedrales composez de chanoines réguliers, savoir Pamiers & Uzés. Les autres benefices séculiers, les plus ordinaires sont les prieurés-cures, les vicairies perpetuelles, les simples cures, les prieurez simples, les chapelles.

Les benefices réguliers sont, l'abbaye en titre: les offices claustraux, qui ont un revenu affecté, comme le prieuré conventuel en titre: les offices de chambrier, aumônier, hospitalier, sacristain, cellierier, & autres semblables: les places de moines anciens & non réformez sont quasi regardées comme des benefices. Mais on ne donne proprement

ce nom qu'aux offices, dont on prend des provisions. Les commandes sont plutôt des benefices seculiers, par rapport à ceux à qui on les donne. Tous les benefices sont présumez seculiers, s'il n'y a preuve du contraire : parce que les benefices reguliers sont venus de la division des biens entre les moines : qui est un abus que l'on tolere, sans le vouloir étendre.

Il a été suffisamment parlé de la promotion des évêques, qui précède toujours leur consecration. Mais comme l'ordination des prêtres & des clercs inferieurs se fait le plus souvent avant qu'ils soient pourvus d'aucun benefice : nous avons réservé à parler ici, de ces provisions ou collations. Nous verrons premierement qui sont les collateurs, & tous les autres, qui peuvent donner droit à un benefice : secondement, quelles sont les capacitez necessaires à celui qui est pourvu : en troisieme lieu, quelle doit être la forme de la collation.

CHAPITRE XV.

Des collateurs des benefices.

L'Evêque conféroit au commencement tous les offices ecclesiastiques. Il établissoit même les abbez, sur l'élection des moines : la forme de la benediction d'un abbé, le fait assez voir. Il est encore censé le collateur ordinaire de tous les benefices seculiers : mais son droit a été restreint dans les derniers siècles, en tant de manieres, qu'il y en a peu en effet qu'il confere librement. Suivant les anciennes regles, l'évêque prenoit

S. Cyp. ep.
14. 22. 38.

Cap. nulla 2.
de concess.
præb.
C. un. de sede
vac. in 6.
Cap. quia
propter.

le conseil de son clergé, pour le choix des ministres & des officiers de l'église, comme pour toutes les affaires importantes : Il en faisoit part même au peuple, pour avoir le consentement de toute l'église, & afin que l'on obéît plus volontiers à ceux dont on auroit approuvé le choix. Les chanoines des cathedrales ont prétendu vers le douzième siècle être seuls le conseil légitime de l'évêque, & sur ce fondement il ne devoit point donner de benefices sans leur participation. Depuis ils ont partagé les collations comme les biens de l'église : & ce partage est différent selon les lieux. En quelques cathedrales, l'évêque donne toutes les prébendes ; ailleurs le chapitre les donne toutes, ailleurs ils partagent. Le chapitre confère les dignitez par élection, qui en quelques lieux, a besoin de la confirmation du supérieur : & le benefice s'appelle électif-confirmatif. Ailleurs l'élection n'a pas besoin d'être confirmée, & le benefice s'appelle électif-collatif. Cette distinction ne dépend que de l'usage : qui seul a aussi rendu électives les dignitez des chapitres. Selon les regies il n'y a de benefices électifs, que ceux dont la vacance rend l'église veuve : comme l'évêché & l'abbaye. L'évêque confère ordinairement les dignitez, dont la fonction regarde plus tout le diocèse, que le dedans du chapitre ; comme les archidiaconez. Sur tout cela, il faut suivre les concordats des évêques avec leurs chapitres, & la possession.

L'évêque n'a pas même la collation libre de toutes les cures : car à l'égard de plusieurs il est astringé à la nomination des patrons. Il y en a, dont la pleine collation appartient au chapitre, ou à des moines, ou à des religieux ;

religieuses : Mais sur la collation de ces personnes , qui ne peuvent avoir de juridiction spirituelle , comme les religieuses & les chevaliers de Malte , il faut que l'évêque donne son institution , que l'on appelle autorisable ; c'est-à-dire , la mission pour prêcher & administrer les sacremens. Le vicaire general ne peut conférer sans un pouvoir spécial. Pendant la vacance du siège , le chapitre peut donner les collations nécessaires , comme est l'institution sur la nomination d'un patron : pour les collations libres , il devroit les réserver au futur successeur , comme les autres fruits ; mais depuis quelques tems les chapitres se sont mis en possession de disposer de tous les benefices qui ne vacquent point en Regale , pour éviter la prévention du pape. Au reste les collations de benefices sont comptées entre les fruits depuis que l'on a oublié les saintes maximes de l'antiquité , suivant lesquelles on les eût plutôt regardées comme des charges , qui engagent la conscience du collateur ; & sont tellement comptées entre les fruits , qu'elles appartiennent au possesseur de bonne foi. Toutes ces personnes qui ont droit de conférer les benefices par eux-mêmes , ou par ceux qu'ils représentent , s'appellent collateurs ordinaires.

Si l'ordinaire neglige de pourvoir à un benefice vacant , la collation appartient au supérieur , afin que l'église soit desservie : & il est réputé le negliger , quand il ne le confère pas dans les six mois de la connoissance qu'il a de la vacance. Si le supérieur immédiat neglige encore six mois , son supérieur doit pourvoir. Ainsi la collation roule de degré en degré , de l'évêque au métropoli-

*Conc. de off.
vicar. in 6.*

*C. cum olim.
14. de major.
et ob
C. de la decret.
ne feder ac.*

*Gloss. in d. c.
cum olim.*

*C. v. lla 2. de
conc. prob. ex
conc. Later.
110. licet 3.
de sup. 2. egl.
conc. Later.
14 c. 13.*

tain, puis au primat, & enfin au pape : & c'est ce qui s'appelle droit de dévolution.

*C. nulla 2. de
conc. prob. ix
conc. Lat. c. 8*

*C. propos. 4.
eod. S. licet.
Inn. II &
ibi glossa.*

Mais encore qu'il n'y ait point de négligence de l'ordinaire, on a supposé dans les derniers tems, comme une maxime constante, que le pape avoit la pleine disposition de tous les benefices, par la plenitude de sa puissance : & qu'il pouvoit en disposer non seulement, quand ils vaquent, mais avant la vacance. Il est vrai que le troisième concile de Latran, tenu par Alexandre III. en 1179. avoit défendu en general, de prévenir la vacance des benefices; parce que c'est comme disposer de la succession d'un vivant, & donner occasion de souhaiter sa mort. Mais la cour de Rome prétend que le pape est au-dessus de tous les canons. Or on inventa deux manieres de pourvoir aux benefices par avance, l'expectative & la reserve.

*Thomas. 4.
part. 2. ch.
10.*

L'expectative étoit une assurance que le pape donnoit à un clerc, d'obtenir une prébende, par exemple, dans une telle cathédrale, quand elle viendrait à vaquer. Ce qui s'étoit introduit par degrés. Au commencement ce n'étoit que de simples recommandations, que le pape faisoit aux prelates en faveur des clercs, qui avoient été à Rome, ou qui avoient rendu quelque service à l'église. Comme les prelates y déferoient souvent, par le respect du saint siège, elles devinrent trop fréquentes; & furent quelquefois négligées. On changea les prieres en commandemens; & aux premieres lettres, que l'on nommoit monitoires, on en ajouta de préceptoires : & enfin on y joignit des lettres exécutoriales, portant attribution de juridiction à un commissaire, pour contraindre

l'ordinaire à exécuter la grace accordée par le pape, ou conférer à son refus : & cette contrainte alloit jusques à l'excommunication. Cette procédure étoit en usage dès le douzième siècle.

La reserve proprement dite étoit une déclaration, que le pape prétendoit pouvoir à telle cathédrale, telle dignité, ou tel autre bénéfice, quand il viendrait à vaquer : avec défense au chapitre de procéder à l'élection, ou à l'ordinaire de conférer. De ces reserves spéciales, on passa aux générales, & Jean XXII. vers le commencement du quatorzième siècle par sa première règle de chancellerie, reserva toutes les cathédrales de la chrétienté.

Toutes ces inventions de la chancellerie Romaine furent poussées au dernier excès, pendant le schisme d'Avignon, par les papes de l'une & de l'autre obédience : particulièrement par Boniface IX. sur la fin du même siècle. Les conciles de Pise, de Constance ; & de Bâle y mirent des bornes, défendant les reserves, tant générales que spéciales ; & conservant seulement quelques expectatives, dont les lettres se nommoient mandats apostoliques. Ce droit passa du concile de Bâle à la pragmatique, & de la pragmatique au concordat ; & le nom de reserves y est pris généralement, pour toutes ces sortes de grâces anticipées. Enfin le concile de Trente les a toutes abolies. Il défend les mandats & les grâces expectatives, même en faveur des universitez, ou des cours souveraines : même sous le nom d'indult, & sous quelque prétexte que ce soit. Il défend aussi les reserves mentales : & généralement toutes les grâces aux bénéfices, avant qu'ils va-

*Thomas ibid.
h. 11.
V. 1. l'ed. de
Niem lib. 11.
c. 7. 8. 9.*

*Prag. de e. eff.
tit. 2. de reser.
Jubl. m. 3.*

*Sess. xxiv. 11.
c. 19.*

quent. Ainsi la partie du concordat qui regarde les mandats apostoliques, n'est plus en usage.

La pragmatique de Bourges ne fut point reçue dans la Bretagne, ni dans la Provence; qui n'étoient pas encore réunies à la couronne de France, & par conséquent il n'y eut point lieu d'y étendre le concordat. La Bretagne ayant été réunie à la couronne en 1532. les évêques de cette province prétendirent n'être plus sujets à la réserve de six mois de l'année, pendant lesquels le pape étoit en possession de conférer les bénéfices chez eux, suivant les règles de la chancellerie Romaine. Mais le roi Henri II. voulant contenter le pape, fit en 1549. un édit par lequel il lui conserva ce droit de partager avec les évêques de Bretagne la collation des bénéfices, pendant six mois de l'année, & ce droit subsiste encore en Bretagne. Quant à la Provence, le concordat y est exécuté: seulement ils s'adressent au vicelegat d'Avignon, pour la provision des bénéfices que le pape confère, à cause de la proximité. Ces deux provinces toutefois se nomment pays d'obédience. Dans le pays de concordat, comme est presque toute la France, le pape à la prévention sur l'ordinaire, dès le moment de la vacance; en sorte que les provisions, qui sont les premières en date, l'emportent. Ce qui s'est établi par l'usage, plutôt que par aucune constitution.

Le concile de B. ne avoit excepté les réserves comprises dans le corps de droit: ce que l'usage a réduit à la vacance *in curia*, qui se trouve établie dès le tems d'Innocent III. Le pape donc a seul la collation des bénéfices dont les titulaires meurent au lieu où il tient sa cour,

Reg. 9. Inn.
x.

Conf. ord. l.
1. tit. 11. §. 12

F. Mem. des
Clergé ro. 1.
p. 576.

Sess. 12. de r.
de cession.
C. accidens
23. de accus.
(ii et 2. de
préb. in 6
extravag. ad

& à deux journées aux environs. Le cardinal ^{regimen. &} legat à latere, & le vicelegat d'Avignon ont ^{en e. rab} le même droit que le pape, pour la colla- ^{C. 1 de off leg} tion des benefices. Ainsi dans l'étendue de la ^{in 6.} legation, il y a trois collateurs concurrens, qui se peuvent prévenir : l'ordinaire, le legat & le pape.

CHAPITRE XVI.

Du droit de patronage.

LE collateur est souvent astringé à conférer le bénéfice à celui, qui lui est nommé par un autre : & alors la provision ne s'appelle pas proprement collation, mais institution. Le droit de nommer ou présenter vient, ou de droit commun, comme le patronage : ou par privilege, comme la nomination des gradués, & des indultaires : & celles qui appartiennent au roi & aux autres souverains.

Thomas d'ac.
dipl. par. 1.
liv 2 ch. 7.

Le droit de patronage a lieu principalement sur les paroisses de la campagne, les chapelles & les prébendes des moindres collégiales. Car ces benefices ont commencé la plupart par des oratoires, que des seigneurs ou de riches particuliers faisoient bâtir dans leurs terres, pour la commodité de leur famille ou de leurs vassaux. Les évêques à leur priere y mettoient un ou plusieurs clercs, pour faire le service : & suivoient volontiers le choix des seigneurs, pour ne leur donner que des clercs qui leur fussent agreables. Depuis comme il y eut des évêques qui méprisoient cette coutume, & des patrons qui en abusoient, & vouloient réduire l'église en servitude : on fit plusieurs canons pour regler ce droit.

conc. Arel.
4. 7. 1.
Tolet. 9. c. 2.
Vorn. c. 49.
c. 4. extra de
jure pat.

*C. Tr. sep. 25
6. 9.*

Le patron est celui qui a fondé ou doté l'église ; & il doit prouver son droit par des titres authentiques , ou par une possession de quarante ans, soutenue de trois presentations. Ce droit passe aux heritiers & à tous les successeurs ; car il est attaché aux terres. Si la terre appartient à l'église, le patronage est ecclésiastique ; si c'est un bien profane, le patronage est laïque : quelque par hazard il se rencontre entre les mains d'un ecclésiastique , à cause de son patrimoine. Le patronage suit l'aliénation de la terre , dont il est un accessoire ; mais il ne peut être vendu séparément , parce que c'est un droit spirituel. Il est indivisible , & ne se partage point entre plusieurs heritiers : mais ils doivent convenir de nommer tous ensemble ou alternativement ; & en cas que leurs voix soient partagées , celui qui en a le plus , & le plus de merite, doit être préféré. Les voix se comptent par fouches , & non par têtes. Pour exercer le droit de patronage, il suffit d'être en possession de la terre , quand même la propriété seroit contestée

*C. 2. de jure
patr.*

*De cap. 7. c.
19 consultat.*

*Cap. un. de
jure patr. in
6. 5. ult.*

*Constitutum.
Nor. art 70.
c. cum au.
24. de jure
patr.*

*C. pastoralis
20. extra de
jure patr.
notigatur.*

Le patron laïque n'a que quatre mois , pour présenter au collateur ordinaire, celui qui doit remplir le benefice , excepté la Normandie & quelques autres provinces où il y a six mois : le patron ecclésiastique a six mois par tout pais. Aussi il ne peut varier , & il consomme son droit en présentant une personne que l'ordinaire juge indigne : parce que l'on suppose que ce patron étant ecclésiastique, doit être instruit des canons. Au contraire on excuse l'ignorance du patron laïque. Si le premier qu'il présente est jugé indigne , il peut en présenter un autre , & même acumuler ensemble deux

presentations, pour donner le choix au collateur. De plus, on ne souffre point en France, que le pape prévienne la nomination du patron laïque, ni que l'ordinaire admette une permutation à son préjudice; parce que ce seroit indirectement toucher aux seigneuries temporelles, dont le patronage est un accessoire. Le patron ecclésiastique n'a pas ces avantages. Si le patron ne presente dans son tems, il perd son droit pour cette fois, & la pleine collation est devolue à l'ordinaire. Le patron ne peut se presenter lui-même, quelque capable qu'il soit, mais il peut presenter son fils.

*C. per nos tra
3. eod.*

Le patron doit la protection à l'église, ce qui se réduit à present à veiller à la conservation de ses droits. Le patron ecclésiastique se peut faire rendre compte du temporel. Le patron laïque n'a que la voye d'avertir l'évêque, pour empêcher la dissipation. Le patron a les droits honorifiques: savoir, le premier rang à la procession, dans l'église, à l'encens, à l'eau benite, au pain benit: & s'il tombe en pauvreté, l'église doit le secourir raisonnablement. Le droit de patronage se perd, comme les servitudes & les autres droits accessoires par le déperissement de la chose, à laquelle il est attaché: comme si l'église est ruinée & le titre du benefice éteint: par la renonciation, ou cession faite à l'église: par le non usage, quand l'ordinaire est en possession de conferer librement. Il se perd aussi par le crime, que l'on appelleroit felonie en matiere de fief; comme si le patron avoit tué le curé: & par l'herésie, qui est le crime de leze majesté divine. Mais elle suspend seulement l'usage du patronage laïque, sans le faire perdre: le patron ou ses heritiers le

*C. filius 31
16. q. 7. ex
conc. Tolet.
9. c. 1. C.
Nobis 25. de
jure parr.
C. quicumque
30. 16. q. 7.
ex conc. To-
let. 4. c. 37.*

*C. 2. de pen.
ex conc. La-
ter. 6. 4.*

*Mem. du
Clergé 10. 2.
p. 75.*

recouvrent, quand ils reviennent à l'église catholique.

CHAPITRE XVII.

Des graduez.

Paſq. 3. rechs
28.

LE droit des graduez vient du concile de Basle. Les docteurs de Paris & des autres universitez servirent l'église très-utilement, pour l'extinction du schisme d'Avignon; & eurent grande autorité, dans les conciles qui se tinrent à cette occasion. En traitant de la reformation ils se plainquirent, entre autres abus, que les benefices étoient mal distribuez: soit par le pape, à cause des reserves & des expectatives; soit par les ordinaires, qui souvent conféroient sans choix, à leurs parens & à leurs domestiques; quoi qu'incapables & ignorans. Ils demanderent que l'on eut égard aux gens de lettres, qui passaient leur vie à étudier pour le service de l'église & de l'état: & que l'on leur fît part des benefices ecclesiastiques, quand d'ailleurs ils se trouveroient capables de les servir.

Rebus. pref.
in rubr. conc.
de coll.

Seſſ. xxi.
des. collat.
10. 1. 1. con.
p. 605.

De coll. 5.9
ſ. 22. 23.

Le concile de Basle ordonna donc que la troisième partie de tous les benefices seroit affectée aux graduez des universitez privilegiées, & que les collateurs ordinaires, ne pourroient les conférer à d'autres, sous peine de nullité. On croïoit alors que les degrés étoient la preuve la plus sûre des études & de la capacité. Ce decret du concile fut inséré dans la pragmatique de Bourges: & l'on y ajouta, que du tiers affecté aux graduez, les deux tiers seroient pour les supôts des

université : puis on ordonna que l'université nommeroit ceux qu'elle voudroit être préferer. On les appelle graduez nommez ; & les autres graduez simples. La pragmatique obligeoit encore tous les collateurs & les patrons ecclésiastiques , à tenir des rôles exacts de tous les benefices , qui étoient à leur disposition : afin d'en conferer de trois l'un aux graduez à tour de rôle. Le concordat a conservé ce droit : seulement il a ôté ce tour de rôle , qui étoit peu sûr & incommode : & il a affecté aux graduez , les benefices qui vaqueroient pendant quatre mois de l'année : & ce droit subsiste aujourd'hui.

Cont. de coll.
tit. 11.

Les degrez qui servent pour en jouir sont , celui de maître ou docteur , en quelque faculté que ce soit : & de bachelier en l'une des trois facultez superieures. Le licentié , ou bachelier formé est en même rang que le docteur. Et parce que dès lors ces degrez se donnoient quelquefois trop facilement ; on a voulu que les graduez eussent étudié un certain tems , au-dessus de la grammaire , c'est-à-dire depuis la logique inclusivement. Le docteur en theologie doit avoir dix ans d'étude : le docteur en droit civil ou canonique , ou en medecine , sept ans : le maître es arts , cinq ans : le bachelier en theologie six ans : le bachelier en droit ou en medecine , cinq ans : excepté les nobles à qui trois ans suffisent. Le gradué doit avoir d'ailleurs la tonsure ou l'ordre , les bonnes mœurs , & toutes les autres qualitez requises de droit commun : & être seculier ou regulier , selon la qualité du benefice. De là vient qu'on ne se sert presque plus des degrez en medecine , parce qu'il n'y a plus guere de clercs qui s'y appliquent.

Le gradué qui veut exercer son droit , peut

*Con. Bas.
ibid. concord.
tit. 14. 15. 16.*

s'adresser à tel collateur ordinaire, ou tel patron ecclésiastique qu'il lui plaît; & non seulement à un mais à plusieurs. Il fait signifier tous les actes, qui prouvent son degré, son temps d'étude, sa nomination, sa noblesse: & tous les ans pendant le carême il doit réitérer l'insinuation de son nom & de son surnom. Ensuite il peut demander tous les bénéfices dépendans de ce collateur, qui viendront à vaquer dans les mois des graduez; qui sont, Janvier, Avril, Juillet & Octobre. Janvier & Juillet sont mois de rigueur; ou le collateur est astringé à conférer aux graduez nommez, & à suivre l'ordre de la nomination: ou bien, dans le concours il doit suivre l'ordre des degrez & des facultez: préférant la theologie au droit, les docteurs aux bacheliers; & les bacheliers aux maîtres es arts. Avril & Octobre sont mois de faveur: pendant lesquels le collateur peut choisir, même entre les graduez simples, celui qui lui plaît. Toutes sortes de bénéfices sont sujets aux graduez: excepté les bénéfices consistoriaux, les bénéfices électifs, ceux qui sont en patronage laïque, & les dignitez des églises cathedrales. Le droit des graduez n'a lieu qu'en vacance par mort. Ils peuvent être prévenus par le pape: & s'ils ne requierent dans les six mois de la vacance, l'ordinaire peut conférer librement.

Ed. 1606. art.

Afin que ce droit ne soit pas un prétexte d'acumuler des bénéfices, il n'est plus permis au gradué de demander, quand il est une fois rempli. Or il est censé rempli, quand il a un bénéfice de deux cens florins d'or de rente, ce qui a été évalué à quatre cens livres; & il faut entendre ce droit du gradué, seculier; car le regulier est censé rempli par

*Ed. 1606.
art. 30.*

le moindre benefice , dont il est pourvû en vertu de ses grades , parce qu'il a fait vœu de pauvreté. Pour la repletion , on ne regarde que la possession ; & on compte pour benefice la pension pour resignation , ou même le le benefice resigné , s'il étoit aquis en vertu des degrez : les provisions données en vertu des degrez doivent en faire mention. Les graduez ne sont pas moins sujets que les autres à l'examen des évêques , pour les benefices à charge d'ames : parce que l'on fait la facilité qu'il y a d'obtenir des degrez & des attestations dans les universitez. Aussi faut-il avouer que ce qui avoit été sagement ordonné dans le concile de Basle , suivant l'état ou l'église étoit alors , n'est plus de si grande utilité , pour remplir dignement les benefices. Le droit des graduez cause une infinité de procès ; & ce ne sont pas les plus savans , ni les plus pieux , qui sont les plus ardens à les poursuivre. Ce droit n'a jamais eu de lieu en Bretagne , non plus que le reste de la pragmatique. Le concile de Trente l'a voit supprimé , avec les autres expectatives ; mais il l'a rétabli ensuite.

Moulins 79.

*Seff. 14. r. c.
19.
Seß. 25. c. 9.*

CHAPITRE XVIII.

De l'indult. De la regale, & des autres nominations du Roi.

IL y a encore quelques autres droits de nommer à des benefices par voie d'expectative , qui sont particuliers à la France. Car les papes étant en possession d'accorder de ces graces , les cedoient quelquefois aux princes , pour en faire part aux clercs qui étoient

à leur service. Ainsi pendant le schisme d'Avignon, le pape acordoit souvent au roi & même à la reine & aux princes, des indulges pour nommer leurs officiers aux benefices, qui viendroient à vaquer. C'étoit comme un transport des expectatives. De là vient l'indult des officiers du parlement de Paris: dont on trouve quelque trace dès l'an 1303. sous Boniface VIII. & Philippes le Bel: mais dont l'établissement le plus certain est par une bulle d'Eugene IV. en 1434. Il avoit été continué; & Paul III. le rétablit en 1538 par la bulle Pauline, qui en est encore la regle. Les officiers du parlement se sont maintenus en possession de ce droit, quoique les reserves eussent été généralement abolies, par la pragmatique & par le concordat; & quoique le concile de Trente ait nommement aboli cette espece d'indult. Il est vrai qu'il semble l'avoir rétabli ensuite.

Cet indult est une grace par laquelle le pape permet au roi, de nommer à tel collateur qu'il lui plaît, un conseiller, ou autre officier du parlement: à qui le collateur sera obligé de conferer un benefice. Chaque officier ne peut exercer ce droit qu'une fois en sa vie, & chaque collateur ne peut en sa vie en être chargé qu'une fois ou une fois pendant la vie du roi, si c'est une communauté qui ne meurt point. Si l'officier est clerc, & ils l'étoient la plupart au commencement de la concession de l'indult, il peut être nommé lui-même. S'il est laïque, il peut nommer une autre personne capable, pour être nommé par le roi. L'indult s'étend aux benefices reguliers, aussi-bien qu'aux seculiers: ainsi pour ceux-là les officiers étoient toujours astraits à nommer d'autres personnes,

Paſſq. 3. ch.
26.

Id. liv. 2. ch.

4.
Loiset. B. 16.

Mem. du
Clergé, 2.
part. 1. 9.

Pragm. tit. 3.
Conc. 117. 3.
Deſſ. 14. 9.

Seſſ. 25. 55.

& même des religieux : ce qui donnoit quelque fois occasion à des confidences. Le pape Clement IX. y a remedié par sa bulle du 17. Mars 1668. en permettant aux indultaires, de tenir en commande les benefices reguliers. Par la même bulle il a étendu l'effet de l'indult jusques à six cens livres de revenu, afin que l'indultaire soit censé rempli : auparavant il étoit obligé de se contenter d'un benefice de deux cens livres.

Après que les lettres du roi, portant nomination en vertu de l'indult, ont été signifiées au collateur, il a les mains liées ; & l'indultaire peut requérir dans les six mois : sans être sujet à la prevention du pape, depuis sa requisition. Il est même préféré aux graduez, car l'indult s'étend aux mêmes especes de benefices. Si l'ordinaire refusoit la provision, l'indultaire la demanderoit aux executeurs du mandat apostolique : qui sont l'abbé de S. Magloire, c'est à-dire, l'archevêque de Paris ; l'abbé de S. Victor, ou le chancelier de l'Université.

Le roi a quelques autres droits de nommer immédiatement à des benefices. Savoir, le droit de joyeux avènement à la couronne : en vertu duquel il peut nommer au commencement de son regne à la premiere prebende, qui vient à vaquer en chaque cathedrale : & le droit de serment de fidelité, en vertu duquel il dispose de la premiere prebende, qui vague à la disposition de chaque nouvel évêque. Ces deux droits sont maintenus par le grand conseil.

Enfin le Roi a le droit de regale : qui se réduit à present à la disposition des benefices. Autrefois il s'étendoit à tous les fruits de l'évêché vacant : que le roi faisoit siens, com-

*Mem. du
Clergé, 2.
part. iii. 8.
Decl. 21.
Oct. 1612.
Decl. 15.
Mars 1646.*

me tout seigneur les fruits du fief, jusqu'à ce que le fief soit rempli, & les devoirs acquitez. Et comme suivant les canonistes modernes, la collation des benefices fait partie des fruits : on y a aussi étendu la regale. Depuis long tems le roi ne profite plus des fruits temporels de la regale. Ils furent attribuez à la sainte chapelle de Paris par saint Louïs : & depuis encore, par Charles V. en 1641. Louïs XIII. retira ce droit de la sainte chapelle, lui donnant en récompense l'abbaye de S. Nicaise de Reims : & en même tems il promit par lettres patentes de donner toujours les fruits temporels au nouvel évêque depuis le commencement de la vacance. Mais par une declaration de 1644. le roi s'est réservé la disposition des fruits temporels comme auparavant. Il est vrai qu'il en fait ordinairement don au nouvel évêque.

Le droit de regale ne consiste donc plus qu'en la disposition des benefices, dont l'évêque disposeroit : & il les comprend tous, excepté les cures. Le parlement de Paris, qui est en possession de juger seul tous les differends qui naissent de ce droit du roi, l'a étendu en toutes manieres. Il suffit que le benefice vaille de fait ou de droit : c'est à-dire, que le titulaire ne soit pas en possession ; ou que le possesseur n'ait pas de juste titre. Car, disent-ils, la regale n'admet point de fiction. Le roi reçoit des résignations en faveur, & crée des pensions à condition toutefois d'être approuvées en Cour de Rome. Il confère au préjudice du patron ecclésiastique ; en un mot il dispose, non comme feroit l'ordinaire, mais comme le pape, & ne souffre point la prévention, parce, disent-ils, que le roi n'a point de supérieur. Mais l'extension la plus

Mem. Clergé
2. part. tit. 6
n. 24.

*Louët R. 4.
joins. Brod.*

importante de la regale ; c'est que dans les derniers tems on a prétendu , qu'elle devoit avoir lieu par tout le royaume.

Car autrefois on distinguoit les églises , qui y étoient sujettes, & celles qui ne l'étoient pas : mais les gens du roi soutenoient que c'étoit un droit de la couronne , inaliénable & imprescriptible , auquel les renonciations des comtes de Toulouse ou des autres seigneurs , n'avoient pû préjudicier. En 1608, le parlement de Paris rendit un arrêt , par lequel , à l'occasion de l'église de Bellay , il déclara que la regale avoit lieu dans tout le royaume. Les évêques de Languedoc se pourvûrent au conseil : le procès dura plus de soixante ans : & en 1673. le roi fit une déclaration , par laquelle il décida la question , & déclara que la regale s'étendoit par tout. Loüet R. 583

Mais ensuite sur les remontrances du clergé , assemblé extraordinairement en 1682. le roi donna une autre déclaration , par laquelle il expliqua comment il entendoit user à l'avenir du droit de regale. Comme le roi a la pleine collation des benefices vacans en regale : les regalistes, en vertu des seules lettres du roi se mettoient en possession , non seulement des simples prébendes, mais de la theologale, de la penitencerie ; des dignitez même des chapitres ayant juridiction ou charge d'ames, comme les archidiaconez & les doyenez. Il étoit difficile de comprendre comment le roi pouvoit leur donner la mission & l'autorité spirituelle & toutefois on en avoit toujours ainsi usé , même du tems de S. Loüis. Par la déclaration de 1682. Le roi veut , que ceux qu'il aura pourvûs de benefices , auxquels est annexée quelque juridiction ou fonction spirituelle , se presentent aux vicaires generaux Aste du 31
Fev. 1682.

du chapitre, ou à l'évêque, si le siege est déjà rempli, pour obtenir l'aprobation & la mission canonique: & qu'il y ait liberté de les refuser, si par l'examen ils sont trouvez incapables ou indignes. Le roi déclare encore, qu'il ne prétend en vertu de la regale exercer le droit de l'évêque, que comme l'évêque lui-même l'exerceroit, & non comme on pourroit prétendre qu'il auroit dû l'exercer: mais suivre exactement les usages de chaque église, quant au partage des collations de benefices, entre l'évêque & le chapitre. Sur cette declaration le clergé a consenti que la regale ainsi réduite, s'étendit par tout le royaume. On excepte seulement les évêchez qui en ont acquis l'exemption à titre onereux: c'est-à-dire, qui ont donné au roi des domaines ou d'autres biens, pour se racheter de ce droit. La regale ne finit que quand l'évêque obtient main-levée à la chambre des comptes, y faisant enregistrer son serment de fidélité: & il faut faire signifier les lettres de main levée aux officiers du roi sur les lieux.

Nous avons parlé du droit de nomination aux évêchez & aux abbaïes, qu'a le roi en vertu du concordat. Voilà donc toutes les personnes, qui suivant l'usage present, peuvent donner droit à un benefice.

CHAPITRE XIX.

Des capacitez requises pour les benefices.

LE benefice ne doit être conféré qu'à une personne capable, & si l'on considéroit encore principalement l'office, pour lequel le
revenu

revenu est donné; il seroit facile de conôître quelle capacité est necessaire, après ce qui a été dit dans la premiere partie. Mais depuis que la disposition des benefices est devenue matiere de procès, on a réduit les capacités aux qualitez exterieures, qui peuvent facilement se prouver devant les juges. Premièrement, il faut être séculier ou régulier, selon la qualité du benefice. Les réguliers, quoique clercs, & même prêtres, ne peuvent posséder les benefices séculiers: si ce n'est les évêchez, qui les tirent de leur état, à cause de l'éminence du sacerdoce parfait. Les séculiers, quoique clercs ou prêtres, ne peuvent posséder les benefices réguliers; qui dans leur origine n'étoient que des offices monastiques. Non seulement il faut être régulier, mais du même ordre; & encore du même monastere, s'il n'est point uni avec d'autres en corps de congregation. Mais il y a des exceptions à ces deux regles, car on donne des provisions à celui qui témoigne désirer de faire profession, pourvû qu'il la fasse dans l'an; & on peut transferer d'un ordre ou d'un monastere à l'autre. Pour la translation, il faut le consentement de toutes les parties interessées: du religieux, du monastere qu'il quitte, & de celui où il entre. Le concile de Trente semble approuver ces dispenses.

*C. cum cau-
sam 17. de
elect. cum de
benef. 5. de
prob. in 6.*

*Conc. Tr.
sess. XIV. c.
10. 11.*

Il y a des benefices sacerdotaux, c'est à-dire, qui ne peuvent être conferez qu'à des prêtres: les uns par la loi, les autres par la fondation. A l'égard de ces derniers qui sont les chapelles sacerdotales & les autres benefices semblables, on observe à la lettre la loi particuliere de la fondation, & on ne peut les conférer qu'à celui qui est déjà prêtre. Les benefices sacerdotaux par la loi ge-

nerale sont les cures, les doyennetz, les prieurez ou abbayes en regle, & les autres semblables: pour ceux-là il suffit que celui qui en est pourvû, soit ordonné prêtre dans l'année de la paisible possession. Pour les autres benefices, comme les prébendes, les chapelles, ou prieurez simples, & les commendes: il faut suivre l'usage, suivant lequel il y en a qui ne se donnent qu'à ceux qui sont dant les ordres sacrez, d'autres à de simples clercs: & de-là vient qu'il y en a tant qui demeurent simples tonsurez ou souâdiacres. Tous les ordres, & même la tonsure, doivent être prouvez par lettres; & on ne présume point que l'on a passé par l'ordre inférieur, pour arriver au supérieur, il faut les prouver tous; & montrer que l'on n'a point été promu *per saltum*.

De cette regle suit celle de l'âge. Car suivant ce qui a été marqué dans la premiere partie, touchant les ordinations, il faut avoir 25. ans pour les benefices sacerdotaux, 22. ans pour ceux qui obligent d'être *in sacris*, & 16. ans pour les benefices réguliers: puis-que c'est l'âge où on peut faire profession. Pour les benefices à simple tonsure la regle n'est pas si certaine. Suivant le concile de Trente on ne pourroit en obrenir aucun avant 14 ans; qui est l'âge où selon le droit Romain on sort de tutelle. En France on suit une ancienne regle de chancellerie Romaine suivant laquelle on demande 14. ans pour les prébendes des cathedrales: 10 ans pour les collegiales: & pour les prieurez simples, & les simples chapelles, on se contente quelquefois de sept ans. La raison ou le prétexte est, d'entretenir ces jeunes enfans pendant leurs études dans les colleges ou les se-

C. 1. de ar.
et qual. pra-
fic.

C. prae-
s. eod.

Conc. Tr.
sess. xxiii.

R. c. 6.

Conc. Cor. 3.

de ar. de

qual. pra-
fic.

Reg. 8.

Paul. 1. 1.

Paul. 1. 1.

Paul. 1. 1.

Paul. 1. 1.

minaires. Pour les abbayes commendataires , on les donne ordinairement à des prêtres : mais on les donne aussi quelquefois à de simples clercs ; & ces dispenses n'ont point de regle certaine.

Toutes les irregularitez qui ont été mar- I. part. c. 14.
quées en parlant des ordres , sont aussi des obstacles aux benefices. On en juge donc incapables les bâtards ; ceux qui sont mutilés , ou qui ont quelque défaut corporel : les bigames , ceux qui ont porté les armes , ou participé à la mort de quelqu'un , quoique légitimement : ceux qui sont chargés de dettes. L'irregularité du crime ne se compte en matiere de benefices , qu'à l'égard des crimes publics , pour lesquels on peut être repris de justice : ou des crimes ecclésiastiques , qui emportent privation du benefice. L'irregularité de l'ignorance se juge premierement , par le défaut des degrez que l'on doit avoir pris aux universitez , pour être capable de certains benefices. C'est à-dire , que pour être nommé à un évêché ; il faut être docteur ou licencié Conec de
elect. tit. 5.
en theologie ou en droit civil ou canonique : & pour une cure dans une cité ou ville murée , il faut être maître es arts , ou avoir trois ans d'étude en theologie , ou en droit , avec quelque grade. Pour les autres benefices il Ibid. tit. 9.
ne faut point de degrez. Mais les ordinaires ne doivent pas laisser d'examiner tous les graduez , avant que de leur donner ni provisions ni visa : & ils sont en droit de les refuser ; s'ils les trouvent notoitement incapables.

Il y a des incapacitez particulieres , aux benefices. Le mariage , qui n'empêche point la promotion aux moindres ordres , empêche la collation des benefices , même à simple ton-

Cap. divert.
s. de cleric.
conjug.

C. 2. 3. &c de
fil. presbyt.

Reg. 20
Cancel. Inn.
X. Charles
VII. 1431.
alois, 4.

sûre : parce que l'on a trouvé que les clercs mariez dissipoient les biens d'église. Par la même raison, le fils, quoique légitime; ne peut succéder au bénéfice de son pere: de peur que ce ne soit un prétexte de rendre les bénéfices hereditaires. Un étranger, qui n'entend pas la langue du pais, ne peut y tenir un bénéfice à charge d'ames: de ce que les ordonnances de France ont étendu à toutes sortes d'étrangers, pour toutes sortes de bénéfices.

CHAPITRE XX.

Des résignations. Des dévoluts.

LE bénéfice ne peut être conféré qu'il ne soit vacant; & il y a trois genres de vacance, par mort, par résignation, & par devolut. Car les bénéfices sont conférés pour toute la vie, & le titulaire ne peut en être privé malgré lui, que pour un crime. Mais il peut résigner, c'est-à-dire, renoncer volontairement entre les mains du collateur: & le collateur de son côté peut admettre la résignation ou la refuser; & forcer le bénéficiaire à demeurer dans sa fonction, s'il le juge utile à l'église. Tout cela, suivant les anciennes regles. Un bénéficiaire ayant résigné simplement, peut être pourvu par le collateur, d'un autre bénéfice; & si deux résignent en même tems, il peut transférer l'un au bénéfice de l'autre: & c'est le fondement des permutations. Elles ne doivent avoir pour but que l'utilité de l'église: quand l'évêque voit, par exemple qu'un curé réussira mieux dans une autre paroisse. Les particuliers ne doivent

Thomas. p.
4. l. 2. c. 7.

Cap. de re-
nu-t.

C. quasit. 1.
de corrupti-
one.

point y avoir de part, & les pactions qu'ils feroient de leur autorité pour permuer, seroient simoniaques. *Ibid. c. 7.*

Mais les nouveaux canonistes ont soutenu que le pape pouvoit dispenser de cette espece de simonie, qui n'est que de droit ecclesiastique: & sur ce fondement les papes ont admis les pactions: non seulement de permuer, mais de résigner en faveur; c'est à-dire à condition que le benefice soit conféré à une certaine personne, sans quoi la resignation seroit nulle. Il n'y a pas 200. ans que cet usage s'est bien établi. Mais il est devenu si frequent, que le peuple regarde les benefices comme un patrimoine que l'on donne à qui l'on veut, & où les parens ont plus de droit que les autres.

Glossa in cap. 4. de pact. verbo illicita c. 12. de off. deleg. V. dimittere.

Thomas ibid. n. 15.

Cette facilité de résigner a fait chercher les moyens de prévenir la vacance par mort, autant qu'il seroit possible. Ainsi quiconque se voioit malade, ne manquoit point de résigner avant que de mourir, & souvent à l'extrémité. C'est pour prévenir cette fraude qu'a été faite la regle de la chancellerie Romaine de *infirmis*. Elle porte, que si un malade a résigné, & est decédé dans les vingt jours, la provision sur cette resignation est nulle, & le benefice réputé vacant par mort. Mais il est de stile de déroger à cette regle, & elle ne s'observe plus en France. Toutefois il est toujours défendu de celer la mort d'un beneficier, & de garder le corps, & cette garde est condamnée & traitée comme un crime.

Un autre moyen d'empêcher la vacance par mort, sans quitter son benefice, étoit de résigner & faire expedier des provisions, mais à la charge que le resignataire rendroit le tout secret, jusques à la mort du résignant. C'est à

Reg. 19. In no. X.

Ord. 1539. 50. 54. 60. Dec. 1657.

Reg. 36.
Paul III.

Ed. de 1646. *pacificis.*

quoi a remedié la regle de *publicandis*, qui porte, que la resignation est sans effet, si le resignataire ne l'a publiée, & n'a pris possession dans les six mois, s'il est pourvû encore en cour de Rome; & dans le mois, s'il est pourvû par l'ordinaire. Autrement le benefice est censé vacant par mort; le resignant étant decédé en possession. Mais si le resignant vit encore après les six mois, le resignataire peut toujours le déposséder: pourvû qu'il n'atende pas plus de trois ans, car après ce terme, le resignant seroit censé avoir aquis un nouveau titre en vertu du decret de

Dans les derniers tems on a regardé la personne du resignant comme favorable, & on n'a pas voulu qu'il fût aisé de le dépouiller. Delà sont venues ces maximes. Que la procuracion pour résigner doit être pardevant notaire & speciale: que les impuberes en sont incapables. Que si la resignation n'est faite dans l'an, la procuracion est nulle, parce qu'on la presume révoquée. Qu'elle peut être révoquée tant que les choses sont entieres. On a aussi autorisé le regrés, c'est à dire la demande, pour rentrer dans un benefice resigné en trois cas. Le premier de convalescence, comme si celui qui résigne, étant dangereusement malade, ne résignoit que par la crainte de la mort, & avec une condition tacite de rentrer. Le second cas est la minorité: si celui qui est au-dessous de 25. ans, a été séduit pour résigner, contre le gré de son pere ou de son tuteur. Le troisième cas, est le défaut d'accomplissement de quelque condition de la resignation: en sorte qu'elle semble être mise au rang des contrats ordinaires. Le concile de Trente a défendu tous

1. oct. 2. 15.
Lep. étre 61.
ch. 28.

Loüet. B 7.

les regrés, sous quelque prétexte que ce soit; & généralement tout ce qui porte dans les ^{Seß. xxv. R.} ^{c. 7.} bénéfices quelque image de succession héréditaire. En quoi il est conforme aux anciens canons; & nous apprend à les préférer à tous les abus modernes.

La vacance pour cause de dévolut, vient de ce que le collateur a pourvû une personne indigne. Car il ne peut varier, ni en choisir un plus digne; mais il perd son droit pour cette fois; & il ne faut pas confondre ce droit avec celui de dévolution pour cause de négligence dont il a été parlé: quoi que l'un & l'autre nom vienne d'une même origine. On rapporte au même genre de vacance, les incapacitez survenues depuis la collation; & l'on dit que le bénéfice est vacant ^{Sup c. 156} par dévolut, si le titulaire après avoir été canoniquement pourvû, tombe dans quelque irregularité, ou commet quelque crime, qui selon les loix de l'église emporte privation du bénéfice. Et toutefois en ce cas, l'ordinaire peut pourvoir, comme si le bénéfice avoit vaqué par mort ou par simple démission. Quoique la cause du dévolut soit de celles qui font vaquer le bénéfice de plein droit, le titulaire peut toujours résigner, jusques à ce que le dévolutaire ait paru; c'est-à-dire, qu'il lui ait fait signifier sa prise de possession. On se contente que l'église soit purgée du possesseur indigne, de quelque manière que ce soit. ^{Brod. Leñerz} ^{B. 10.} D'ailleurs le personnage du dévolutaire est odieux: parce que l'on fait, qu'il est plus souvent excité par intérêt, que par zèle de la discipline: c'est pourquoi on l'oblige à faire exprimer dans ses provisions la cause particulière de dévolut: à prendre possession dans l'an; à intenter action dans les trois mois

Decl. infin.
1646. 15.
Blois, 46.

après à bailler caution dès l'entrée : & à ne s'immiscer en la jouissance du benefice, qu'en vertu de sentence.

CHAPITRE XXI.

De la forme des provisions.

LA forme des provisions est en general une lettre patente du collateur, par laquelle il déclare, qu'il confere à un tel un tel benefice, vacant de telle maniere. Elle est adressée, ou à celui même qui est pourvû ; ou à ceux qui doivent le recevoir, ou le mettre en possession. Si la collation est libre, le collateur ordinaire est toujours censé conférer de son propre mouvement : par la connoissance qu'il a du merite de la personne qu'il choisit, & on ne fait mention d'aucune demande, qui lui ait été faite par le pourvû, ou par quelque autre pour lui ; parce que cette expression seroit contraire à la discipline ; dont on veut au moins sauver les apparences. Si la collation est forcée, par la nomination d'un patron, ou par le droit d'un gradué ; il le faut exprimer : mais on suppose que l'ordinaire a suffisamment examiné la personne, avant que de lui conférer.

Le pape aussi donne des provisions en la même forme, comme données de son propre mouvement ; mais il en donne d'autres sur la requisition de la partie, où l'on ne feint point d'exprimer qu'il a demandé un tel benefice, & que le pape le lui a accordé. Or il y a grande difference entre ces deux sortes de provisions. Celles qui sont accordées sur une supplique, y sont relatives : le
pape

pape n'accorde que ce qui est demandé, & aux mêmes conditions tout au plus. il faut donc y exprimer le genre de vacance & toutes les obftances, comme fi l'impetrant a déjà quelque autre benefice : autrement on jugeroit qu'il y auroit de la subreption. Mais les provisions données par le propre mouvement du pape n'ont befoin d'aucune de ces expreffions : *Cap. si motu* parce que l'on y fupofe, que le pape a été *pr 2, de* pleinement informé de l'état de la perfonne & *prob. in 6.* du benefice, & de tout ce qui eut pû le dé-mouvoir d'accorder la grace : & que tout bien confideré, il l'a voulu faire toute entiere. Cependant comme il n'étoit que trop notoire en France, que le pape accordeoit fouverainement ces provisions avec auffi peu de connoiffance de caufe, que les autres ; & que la clause *motu proprio* n'étoit que de ftile : nous l'avons entierement rejetée, & nous n'admettons que les provisions accordées fur une fupplicque, qui font au moins astringées à certaines regles.

Depuis que les provisions du pape fe font rendues frequentes, par les refignations en faveur, les penfions & la prévention en tout genre de vacance : on a trouvé que les bulles expedées en parchemin, & fcellées en plomb, étoient de trop grands frais, pour les petits benefices ; & on a établi l'ufage de prendre poffeffion fur les fimples fignatures, qui font comme la minute des bulles. Les bulles font démentées pour les évêchez, les abbayes, & les autres benefices qui rendent chef de quelque corps ecclefiaftique, non qu'elles foient neceffaires, mais parce que les officiers de cour de Rome n'en expedient point de provision en autre forme. Et comme la fignature comprend tout ce qu'il y a d'effentiel, même dans les bulles, il fuffira d'en expliquer ici la forme.

La signature de cour de Rome est une requeste ou supplique réponduë par le pape. Le corps de la pièce est donc la supplique, qui doit exprimer le genre de vacance; la qualité de l'impetrant & du benefice, & les obstacles. Après avoir spécifié la vraie vacance, comme par résignation: on ne laisse pas d'ajouter sous condition les deux autres; par mort ou par dévolut, avec la clause generale *aut alio*

Lepr 2. cent. *quor is modo*: parce qu'il pourroit arriver qu'au
73. Prod tems de la date, le résignant seroit mort, ou
Loüct. B. o. tombé dans le cas de dévolut.

Quant aux qualitez de l'impetrant, on exprime celles qui sont necessaires, ou qui vont à confirmer la grace: c'est à dire les ordres & les degrés. Les obstacles sont tous les obstacles, qui pourroient démouvoir le pape d'accorder la grace: comme les irregularitez, quoique l'on ait obtenu dispense; & principalement les autres benefices, dont l'impetrant est déjà pourvû. Car comme la pluralité est contre les regles, il faut au moins que le pape en soit averti pour en dispenser. Il faut exprimer la qualité du benefice; séculier ou régulier; simple ou conventuel avec charge d'ames, ou non: & sur tout la valeur du revenu. Il est vrai, que nous n'exprimons la vraie valeur, que des benefices qui doivent l'annate: & qui sont taxez dans les livres de la chambre apostolique; dont les anciennes taxes passent pour être la vraie valeur. Tous les autres benefices sont censez ne point excéder la valeur de 24. florins d'or, dont chacun vaut environ cent tous de nôtre monoye, & on n'en fait point d'autre expression.

Au bas de la supplique est la réponse, qui s'appelle proprement la signature, & consiste

en ces mots : *Concessum ut petitur in prasentia domini nostri pape*, qui sont de la main du prélat qui préside à la signature : & cela pour les matieres courantes. Les graces extraordinaires sont signées en ces mots, *Fiat ut petitur*, ou *Fiat motu proprio*, que le pape écrit de sa propre main, avec la premiere lettre de son nom de batême. Ensuite on met plusieurs clauses, qui la plupart ne sont que de stile : pour déroger aux regles du droit commun, qui pourroient empêcher la grace. La plus considerable de ces clauses est la commission, que le pape donne à l'évêque diocésain, de faire executer la concession ; à quoi on ajoute d'ordinaire la condition, si l'orateur, c'est à dire l'impetrant en est jugé digne. Par-là on prétend remedier à l'inconvenient qu'il y a d'acorder à Rome les graces à tous ceux qui les demandent, quoi qu'absens & inconnus : & c'est ce que l'on appelle des provisions *in forma dignum*. Mais si l'impetrant a envoyé à Rome une attestation de vie & de mœurs de son évêque : on lui donne des provisions en forme gracieuse, c'est à dire pour être reçu sans examen excepté pour les cures : à cause de l'examen rigoureux, que le concile de Trente a ordonné.

Ord. 27. 21
Decl 9. Juil.
1646.

Seß xxiv. c.
18.

Tout au bas de la signature est la date écrite de la main du sou-dataire : non pas du jour que la signature est expédiée, mais du jour que la date a été retenuë ; c'est à dire, du jour que le coutier est arrivé à Rome, suivant le privilege des François. Or la date est de grande importance en ces graces, qui ne se refusent à personne ; & qui sont fondées la plupart sur le droit qu'a le pape de prévenir l'ordinaire. Le privilege des François n'a point lieu aux benefices acordez en con-

R. 3. Inuoc.

sistoire : car les bulles sont datées du jour du consistoire. Il faut que la date s'accorde avec la regle de *verisimilitudinis* : qui porte, que les provisions sur vacance par mort, seront nulles, si du jour de la date il n'y a assez de tems, pour faire que du lieu où la personne est décédée, la vacance ait pû vrai semblablement venir à la conoissance du pape. Encore que l'on ait satisfait à cette regle, les provisions seront nulles, s'il est prouvé que l'on ait fait partir le courier avant la vacance; ce qui s'appelle course ambitieuse. Le concours de plusieurs provisions de même date les rend toutes nulles, si elles sont du même collateur : mais entre differens collateurs, le pape l'emporte sur son legat, & l'ordinaire sur son grand vicaire.

CHAPITRE XXII.

De la prise de possession.

LA provision du pape étant arrivée en France, doit être certifiée par deux banquiers expeditionnaires en cour de Rome, qui témoignent qu'elle est dans les formes. Si c'est une bulle, elle doit être fulminée; c'est-à-dire publiée, par l'évêque ou l'official, à qui le pape en a commis l'exécution. Il n'y a point d'autre cérémonie pour les bénéfices consistoriaux : parce que pour en obtenir les bulles, il faut envoyer à Rome une information de vie & mœurs faite devant l'ordinaire. Mais quand les provisions sont données *in forma dignum*, soit par bulle, soit par signature; il faut avant que de prendre possession, avoir le visa de l'ordinaire.

Pour l'obtenir ; l'impétrant doit se présenter à l'ordinaire, & subir l'examen : qui consiste à voir s'il a les qualitez personnelles nécessaires pour déservir le bénéfice : sans entrer en aucune connoissance de la validité du rite. Or il est évident, qu'en vertu de cet examen, l'ordinaire ne peut refuser que ceux dont l'indignité ou l'incapacité peut être prouvée en justice. Ce qui est bien éloigné de choisir les plus dignes, suivant les anciennes regles.

Aussi le concile de Trente pour rétablir ce choix, à l'égard des cures, a ordonné qu'elles seroient données au concours. C'est-à-dire, qu'une cure étant vacante, même par résignation ; ceux qui auroient droit d'y pourvoir, & même tous ceux qui voudroient, nomméroient à l'évêque les personnes, qu'ils croiroient capables de la remplir ; & qu'à jour nommé, l'évêque, ou son grand vicaire, avec trois-examineurs au moins, choisiroit celui qui seroit trouvé le plus digne. Mais cette discipline ne s'observe point en France. Seulement on y observe plus de rigueur dans les cures : pour juger intrus & déchû de son droit, celui qui prend possession, avant que d'avoir obtenu le visa de l'ordinaire.

*On prend possession en entrant dans l'église, où est le rite du bénéfice, & prenant la place convenable, comme le stalle du chœur, où la chaire abbatiale. S'il y a des opposans, qui empêchent l'entrée de l'église, on se contente de roucher la porte : & si l'on ne peut aprocher sans peril, il suffit de voir le clocher. On peut prendre possession par procureur, mais il faut une procuration spéciale. La prise de possession doit être publique, & il en doit demeurer acte fait pardevant notaire en presence de deux rémoins.

Ord. Blois, l. 2
c. 11
Melun, 14.

Sess. xxv, R.
c. 18.

Loüet P. 25.

Ed. 1550. 13

Il n'y a point de possession legitime, d'un benefice sans titre; ce n'est pas comme un bien profane, qui est au premier occupant, quand personne ne le reclame; & qui peut être aquis par prescription. Mais en matiere beneficiale un titre apparent suffit: & quelquefois on prend possession sans avoir le titre en main. Car en France on se contente du certificat du banquier, qui témoigne que les provisions sont expédiées en cour de Rome, quoiqu'elles ne soient pas arrivées

2nd. Loüet.
v. 2.

La prise de possession donne aussi-tôt droit de former complainte, si l'on y est troublé. La possession annale donne droit au possesseur: c'est à dire, que celui qui a possédé par an & jour, doit demeurer en possession, jusques à ce que le petitoire soit jugé: puis-que l'on ne reçoit point de complainte après l'an. C'est le fondement de la regle de chancellerie, de *annali possessore*. La possession triennale fait que le possesseur ne peut plus être inquieté, même au petitoire: c'est la prescription legitime en matiere de benefices, fondée sur le decret de *pas. scis*, qui du concile de Baï: a passé dans la pragmatique & dans le concordat: & a fait la regle de *triennali possessore*. La possession pour avoir ces effets, doit être fondée sur un titre coloré; c'est à dire, donné par celui qui a puissance, & sans vice apparent. La possession doit de plus être continuë en la même personne; car celle du prédecesseur ne sert de rien. Elle doit être paisible, sans qu'il y ait eû d'interruption judiciaire, par contestation en cause: si ce n'est que le contendat ait été empêché d'agir, par force majeure.

Ord. 1539. 61

Reg. 35 Inr.
X.

Pragmat. 7

R. 36

CHAPITRE XXIII.

De l'usage des biens d'église. Des réparations.

LEs biens ecclésiastiques sont des biens sacrez, dont la propriété n'appartient à personne, & dont le bénéficiaire n'a que l'administration. Aussi ne l'appelle-t-on pas propriétaire, mais titulaire. Il est vrai que suivant l'usage présent, il ne rend compte qu'à Dieu de cette administration : quant aux hommes & au for extérieur, il est regardé comme un usufruitier, qui fait les fruits siens, pour tout le tems de sa jouissance; on se contente qu'il laisse le fonds en bon état & qu'il n'anticipe point la jouissance de son successeur. Quant au tribunal de la conscience, nous ne voyons pas que les biens ecclésiastiques aient changé de nature : ce sont toujours les vœux des fideles, le prix des pechez, le patrimoine des pauvres. Les ecclésiastiques de leur côté n'y ont pas plus de droit que les apôtres. C'est-à-dire, que tout ce qu'ils peuvent prétendre, est de ne pas servir à leurs dépens, s'ils ne veulent; de vivre de l'autel, servant à l'autel suivant l'ancienne loi; & de vivre de l'évangile, suivant l'ordonnance du Seigneur : qui a dit, que l'ouvrier est digne de son salaire.

*Pomer. vita
cont. liv. 2. c.
9.*

1. Cor. ix. 7.

Ibid. 13. 14.

Luc. x. 7.

Il est donc permis à un clerc, même ayant du patrimoine, de vivre aux dépens de l'église, quand il la sert. Mais ces deux conditions sont nécessaires : qu'il serve l'église, & qu'il se contente de vivre des biens de l'église : c'est à-dire qu'il ne prene que le nécessaire

Tim. v. 8. suivant la regle de l'apôtre, qui dit : Ayant la nourriture, & de quoi nous couvrir soyons-en contents. Un beneficier charge donc sa conscience, s'il jouit du bien de l'église, sans la servir réellement & utilement ; quand même il n'en prendroit que le pur nécessaire, ou moins encore. Ou si la servant bien, il prend plus que le nécessaire ; soit pour vivre délicieusement ; soit pour tésauriser ; ou enrichir ses parens : il s'atire un terrible jugement : & quiconque ne craint pas ce jugement, ne doit pas être ecclésiastique, puis qu'il n'a pas les sentimens d'un vrai Chrétien.

Le service que le beneficier doit à l'église, ne consiste pas seulement à reciter l'office en particulier : il faut que tout son tems & toute sa vie y soit employée ; comme les autres hommes s'employent chacun à la profession dont ils subsistent. S'il n'a qu'un benefice simple, sans résidence & sans fonction ; il doit s'occuper selon son talent & suivant les occasions, à la priere, à l'étude, à la prédication, au catéchisme à l'administration des sacremens, à la visite & la consolation des malades, au soulagement des pauvres, & à toutes sortes de bonnes œuvres. D'ailleurs sa vie doit être, sinon pauvre, du moins modeste & frugale : en sorte qu'il ne regle pas sa dépense sur sa naissance, ou sur la grandeur de son revenu, mais sur le rang qu'il tient dans l'église ; & la nécessité du service. Tout le reste de son revenu ecclésiastique, doit être employé en aumônes, & en autres œuvres pies ; principalement sur les lieux de la situation du benefice.

Mem. clergé, 3 part tit. 5 Mais il faut avant toutes choses acquitter les charges. La premiere, sont les reparations des bâtimens. Le beneficier étant réputé

usufruitier, quant au for extérieur, est entièrement tenu des reparations viageres de son tems: & il y a hypoteque pour effet, sur tous ses biens, du jour de la prise de possession. Il est obligé de mettre les lieux en bon état, & s'il succede à un mauvais administrateur il a seulement action contre les heritiers. Quant aux reparations qui viennent de caducité, & qui vont à un rétablissement entier: *V. Leprieux, l. cent. c. 51.* il n'en est tenu que jusques au tiers de son revenu: on lui laisse les deux tiers cependant, pour subsister & pour faire le service. Il en est de même des reparations viageres du temps du predecesseur, dont la succession se trouve insolvable: le successeur n'en est tenu que du tiers. Pour établir ces distinctions, le beneficier entrant en jouissance, doit faire visiter les lieux par des experts, sur l'ordonnance du juge royal dans le ressort duquel ils sont situez; & en garder le procès verbal.

Les reparations s'étendent, non seulement sur les églises, mais sur les maisons, les fermes, les granges, & généralement tous les bâtimens dépendans des benefices. Quant aux églises paroissiales, on en distingue les parties. Celui qui jouit des grosses dixmes est tenu des reparations du chœur & du chancel: les habitans sont tenus du reste, & de loger le curé. Il y a des lieux ou les décimateurs contribuent d'un tiers sans distinction du chœur & de la nef: en d'autres l'un fournit les matériaux, l'autre la main de l'ouvrier: il faut suivre l'usage de chaque pais. C'est à l'évêque dans le cours de sa visite à ordonner les reparations necessaires, & il peut y contraindre par censures ecclesiastiques. Ce qui n'empêche pas que les juges royaux en France n'y doivent aussi tenir la main & y

Loüet R. 10.

Ar. Gr. Conf. 27. Nov. 1670.

Conc. Tr. sess. VII. 3. XXI. - Orl. 21. Blois 16.

contraindre les bénéficiers par saisie de leur temporel : parce que le roi est protecteur de la discipline extérieure.

CHAPITRE XXIV.

Autres charges des benefices.

*Mem. clergé
c. 6 & 7. par.
vic.*

UN autre charge générale sont les décimes, que le clergé paye au roi & dont il a été parlé. On comprend sous ce nom le don gratuit, & les frais des assemblées. Tout se leve ensemble, & d'ordinaire par les mêmes receveurs, quoi que les diocèses puissent commettre d'autres personnes, pour la recette des dons gratuits.

*Thomass. p
4. l. 4. c. 31.
Honor. III.
cap. 16 extra
de off. jua.
ordin.*

Il y a quatre droits anciens, attribuez aux évêques, sur les églises de leur diocèse ; le droit de synode, le droit de visite, le quart des mortuaires, & le secours charitable. Le droit de synode, autrement nommé cens ou cathédralique, se trouve établi dès la fin du sixième siècle, & il étoit taxé à deux sols d'or.

*Conc. Bracc.
c. 2. an 572.*

C'est une redevance annuelle, en reconnaissance de la supériorité de la chaire épiscopale. Elle se payoit quelquefois à la visite, à présent les curez l'apportent plutôt au synode : mais en plusieurs diocèses, il ne s'en parle plus. Le droit de visite ou de procuration, se trouve établi vers le milieu du septième siècle ; & ne consiste qu'en l'hospitalité que les curez doivent à l'évêque, quand il vient chez eux faire la visite. Comme dans la suite du tems quelques évêques en abusoient, & chargeoient les églises de frais excessifs par leur nombreuse suite, le concile de Latran en 1179. fixa le nombre des chevaux à quarante

*Conc. Tolos.
VII. c. 4. an.
645.*

*Conc. Later.
sub Alex III
c. 4. de cens.
c. 6. ibid. c. 27
conc. sub Inno.
III, c. 23,*

pour les archevêques, vingt pour les évêques & les autres à proportion. On a quelquefois levé ce droit en argent, comme il se leve encore en France en plusieurs diocèses. Mais le concile de Trente l'a réduit aux fournitures en espece, seulement aux lieux où elles se trouvent établies : & a recommandé aux évêques d'en user modérément. Les archidiaques & les doyens qui ont droit de faire la visite ont aussi droit de recevoir la procuration.

*Conc. Tr. sess. 24 R. c. 3.
Lcuet. V. 43*

En quelques païs les évêques prennent encore le quart des mortuaires ou legs pieux. Ce qui vient de l'ancien partage, après lequel l'évêque prenoit le quart de tous les revenus de l'église. Mais ce droit n'est point en usage en France. On a aussi converti en droit, la faculté que les évêques avoient de demander à leur clergé quelque secours en des occasions extraordinaires ; comme d'un voyage pour un concile, & on l'appelle subside ou don charitatif : Mais ces occasions sont rares. En un mot, ces quatre anciens droits sont plus fameux dans les livres, que dans l'usage. Ce qui en reste parmi nous se leve sous le nom general de droits episcopaux : & en plusieurs diocèses, avec les décimes.

Extra de res. c. 14. 15. & ult.

C. 6. extra de cens. ex conc. Later. 1179.

Il y a quelques autres droits plus considerables, qui n'ont lieu que quand les benefices vacquent : savoir le déport, l'annate, & la dépouille. Le déport est le droit de prendre le revenu d'un benefice pendant tout le tems de la vacance ; pendant que le benefice est en litige, ou que le titulaire n'est pas en état de servir : comme si c'est une cure, & qu'il ne soit pas prêtre. Il appartient à l'évêque ou à l'archidiacre selon l'usage. En quelques lieux, le déport s'étend à toute

Thom. discip. p. 4. liv. 4. c. 32. & c.

l'année, quoique la vacance ait moins duré : ainsi c'est proprement une annate. Celui qui prend le déport doit faire déservir le bénéfice. Ce droit a lieu en Normandie, & en quelques autres provinces de France.

On trouve que le pape acorderoit quelquefois à un évêque, ou tous les fruits, ou la première année de tous les bénéfices de sa collation qui vaqueroient pendant un certain tems, comme de deux ans : & cela pour lui donner moyen d'acquitter les dettes de son église. C'est le commencement des annates. Le pape Jean XXI. se les attribua pour un tems sur toute l'église : & enfin elles ont été rendues perpétuelles, depuis Boniface IX. & le schisme d'Avignon. Le concile de Basse avoit condamné les annates, & son décret avoit été inséré dans la pragmatique : mais elles n'ont pas laissé de subsister. Seulement l'usage les a réduites ; en France, aux bénéfices consistoriaux. Dans les autres pays elles s'étendent sur tous les bénéfices, jusques aux moindres. L'annate n'est pas le revenu effectif d'une année ; mais ce qui est réglé par les anciennes taxes de la chancellerie de Rome. Elle se paye avant l'expédition des bulles : parce qu'il seroit difficile de les faire payer, après que le bénéficiaire seroit en possession.

Conc. Saum. Le droit de dépouille a commencé par les monastères, où les prieurs, & les autres bénéficiaires, n'ayant un pecule que par tolérance ; tout revenoit à l'abbé après leur mort. Les évêques se le sont aussi attribué sur les prêtres & les clercs : & enfin Clément VII. pendant le schisme, l'attribua au pape sur tous les évêques, dont il prétend être seul héritier. Le pape jouit de ce droit en Italie & en Espagne, mais en France on ne s'y est

Conc. Pic. tout revenoit à l'abbé après leur mort. Les évêques se le sont aussi attribué sur les prêtres & les clercs : & enfin Clément VII. pendant le schisme, l'attribua au pape sur tous les évêques, dont il prétend être seul héritier. Le pape jouit de ce droit en Italie & en Espagne, mais en France on ne s'y est

C. ult. de eff. ord. in 6
Conc. Const.
sess. 29.
Hist. Charl.
V. liv. 1. c.
11. preuve lib.

jamais soumis ; au contraire depuis près de 300. ans la coutume est reçue, que les parens des évêques & de tous les bénéficiaires leur succèdent *ab intestat* ; sans distinguer leur patrimoine des revenus de leurs bénéfices.

Gal. c. 22. n. 8.
Ord. Charl. V. lib. d. n. 8. n. 5.

Toutefois suivant les anciennes regles les biens dont un ecclésiastique se trouve en possession à sa mort, doivent appartenir à l'église ; excepté ce qui paroît évidemment venir de son patrimoine, ou des libéralitez faites à sa personne. Tout le reste est censé avoir été donné à l'église, ou être des épargnes de ses revenus. C'est ce que les canons appellent le pécule des clercs, les regardant comme des enfans de famille. On leur permettoit de disposer par testament de ce pécule, pour faire des aumônes, ou récompenser leurs domestiques : puis on leur a permis de tester indifferemment ; enfin on a donné à leurs parens mêmes la succession *ab intestat* ; en haine du droit de dépoüille, qui s'exigeoit avec une extrême rigueur, & ôtoit le moyen de faire les réparations. Les heritiers du bénéficiaire prenent les fruits même de l'année de sa mort : & les partagent avec le successeur, à proportion du tems que chacun a joui. Mais comme la coutume ne peut changer la nature des biens ecclésiastiques ; elle ne décharge pas la conscience des bénéficiaires, ni de leurs heritiers, d'appliquer en œuvres ples, ce qui vient du revenu des bénéfices, & qui excède leur subsistance & les charges dont ils sont tenus.

12 q. 3. 4. 5. ex. c. c. Carth. 111. 10. let. 1x. c. c.

conc. Later. 1. 1179. c. 5.

Thomass. 4 l. 2. c. 16. 17.

Cous. Paris, art. 216.

Les monasteres ont quelques charges particulieres. L'hospitalité & les aumônes, dont ils s'aquient plus ou moins liberalement, selon leurs facultez & la charité des religieux ;

Guim. in prag. de Annat. 5. Quod si e. cl.

Conford li.
x. tit. 7 § 18.
&c
Louet. O. 7.
Mem. Clergé
3. part. tit. 4.
ch. 3.

Ord. 24. fev.
16; .

car il n'y a point de regle certaine. C'étoit un ancien usage, que le roi pouvoit mettre en tous les monasteres de sa fondation, un religieux lai, ou oblat: & ces places se donnoient aux pauvres soldats ou officiers estropiez. La plupart avoient trouvé plus commode de recevoir du monastere une pension, & demeurer où ils vouloient. Le roi Louis XIV. ayant établi à Paris l'hôtel des Invalides, y a attribué toutes les pensions des oblats, estimés à 150. livres chacune. Tous les monasteres qui sont à la nomination du roi, abbayes ou prieures, sont sujets à cette charge; & elle se leve avec la décime.

CHAPITRE XXV.

Des pensions.

Conc. Chal.
ced act 1: .p.
709 Hist
eccles l.
XXVIII n. 26

SOuvent le revenu du beneficier titulaire est diminué par une pension, qu'il doit payer à un autre; & ce droit est ancien. Nous en voyons un exemple illustre dans le concile de Calcedoine. Bassien & Estiene qui se disputoient le siege d'Ephese, en ayant été exclus l'un & l'autre par le jugement du concile: on leur assigna à chacun pour leur subsistance deux cens sous d'or par an, qui font environ seize cens livres de nôtre monnoie.

Nous voyons par cet exemple les causes d'établir une pension: pour donner de quoi vivre à celui qui est dépossédé d'une église, & pour le bien de la paix. On voit que ce n'est pas au successeur à l'établir, parce qu'il n'a que l'administration des biens de l'église, pour en user selon les canons. On voit que

la pension doit être modique, & ne donner au pensionnaire, que la subsistance nécessaire, puisque le concile ne taxe que 200. sous d'or, à un évêque d'Ephèse métropolitain de l'Asie. On trouve d'autres exemples de pensions dans l'antiquité en faveur des évêques vieux & invalides, ou de ceux qui avoient été chassés de leurs églises, par les incursions des barbares, ou des clercs qui avoient été renfermez dans des monasteres, pour faire pénitence.

*Jo. diac. vita
S. Greg. lib.
3. c. 16. lib 4.
c. 39. Greg. 1.
ep. 43.
Greg. 1 ep.
42. 2. ep. 33.*

Le revenu des prêtres & des clercs ne consistoit du commencement qu'en pensions. Mais depuis le partage des benefices, les évêques acordoient, des pensions pour les mêmes causes, de caducité, d'infirmité, de pauvreté. Depuis le douzième siècle, ce fut un prétexte d'introduire plusieurs abus. Les évêques partageoient souvent les revenus d'une prébende ou d'une cure, entre le titulaire & un autre, qui ne servoit point. Souvent en conférant un benefice ils reservoient une partie des fruits, pour se l'appliquer à eux-mêmes. Souvent on bailloit à ferme les benefices: en sorte, que le titulaire en rendoit presque autant qu'il en tiroit; & ayant à peine de quoi subsister, ne faisoit ni service, ni réparations.

*Thomass. 4.
p. 4. 38. no
4. 66.*

*Conc. III.
Lat. a.
1179. c. 7.*

On reprima ces abus par plusieurs canons. On fixa les causes & la quantité des pensions: & enfin on reserva au pape seul le pouvoir de les créer & de les admettre. Mais pendant le schisme d'Avignon on en abusa plus que jamais. Les cardinaux ayant honte de la multiplicité excessive de leurs benefices, en resignoient une partie, mais sous de si grosses pensions, que le titulaire n'étoit que leur fermier. On acordoit des pensions à des gens

*Hist. de
Charl. VI.
liv. 16. c. 11.*

déjà riches, & à des gens qui ne servoient ni n'avoient servi l'église, même à des laïques. Enfin voici les dernières regies, par lesquelles on a restraint les pensions.

*Bulla Pauli
IV.*

Elles ne peuvent être créées que par le pape : & pour causes legitimes. Les causes ordinaires sont : la résignation, soit pure & simple, soit à cause de permutation : la transaction entre deux contendans & le bien de la paix. Il y a des causes extraordinaires, comme les grands services rendus à l'église, & toutes les causes par lesquelles, le roi en nommant aux grands benefices reserve quelquefois des pensions. Mais on suppose toujours que le pensionnaire n'a pas d'ailleurs de quoi subsister ; au moins selon sa condition & sa dignité. Car la pauvreté est le fondement de toutes les pensions sur les biens ecclésiastiques, qui sont le patrimoine des pauvres.

On a fixé la quantité des pensions ; & elles ne doivent jamais excéder le tiers du revenu : non par forme de partage, mais en réglant une somme. S'il y a plusieurs pensions ; toutes ensemble ne doivent pas excéder le tiers.

*Ed. 1671. &
1679.*

Par les ordonnances les resignans ne peuvent retenir de pension sur les benefices qui obligent à résidence, s'ils n'ont déservi quinze ans ; ou s'ils ne sont malades. Ce qui a été ordonné contre ceux, qui si tôt qu'ils étoient en paisible possession, resignoient sous pension, pour chercher un autre benefice. Par les mêmes declarations, les pensions ne peuvent diminuer la somme de trois cens livres, qui doit demeurer quitte au titulaire. D'où s'ensuit que les benefices trop petits ne peuvent être chargez de pensions. Par les constitutions des papes le simple pensionnaire, qui n'a point de benefice, doit porter l'habit clerical & la

*Cont. Tr. sess.
24. 1. 3.
Bulla Pii V.
Et prox. Sixti
V. cum sacro
sanct.*

tonsure :

consuetude: & reciter le petit office de la sainte Vierge; pour l'avertir qu'il est clerc, & obligé à servir l'église qui le nourrit.

La pension ne peut être créée, qu'en conférant le bénéfice, & par les mêmes lettres de provision. Mais étant une fois établie, elle subsiste pendant toute la vie du pensionnaire, quoique le bénéfice passe à un autre & que la pension ne soit pas exprimée dans la seconde provision. Faute de payer la pension par plusieurs années, le resignant peut demander à rentrer dans le bénéfice. La pension se perd par les mêmes voyes que le bénéfice: par le mariage, par l'irregularité, par le crime. Mais elle peut être rachetée pour une somme d'argent: pourvu qu'elle ne serve pas de titre clerical au pensionnaire; & qu'elle ait été créée de bonne foi, sans aucune pactio simoniaque. La pension est favorable, comme tenant lieu d'aliment: toutefois si un bénéfice chargé de pensions passe en plusieurs mains, le titulaire n'est tenu que de la dernière année, suivant l'usage de France: parce qu'il n'a pas les quittances de son prédécesseur, & c'est au pensionnaire à s'imputer de ne s'être pas fait payer par saisie des fruits ou autrement. Il n'en est pas de même des autres charges des bénéfices, chacun n'en est tenu que pour son tems. Toutefois le receveur des décimes faisant apparoir des diligences peut demander deux années au nouveau titulaire pourvu par mort & trois au resignaire.

Ed. Tan 1793
art 16.



CHAPITRE XXVI.

Des commendes.

UN autre maniere d'attribuer le revenu d'un benefice à celui qui n'en est point titulaire , est la commende. Du commencement c'étoit ce que porte le mot latin : la garde ou administration d'une église vacante , en attendant qu'il y eut un titulaire. Ainsi pendant que les Lombards désoloient l'Italie , il se trouvoit souvent des églises abandonnées , & des évêques chassés de leurs sieges. Alors S. Gregoire chargeoit un évêque voisin du soin de l'église , qui étoit privée de pasteur ; ou la confioit pour un temps à un évêque dépouillé ; jusques à ce que l'on pût , suivant les regles , y établir un évêque cardinal , c'est-à-dire , titulaire. L'évêque visiteur ou commendataire ne prenoit du revenu de l'église qu'il administroit , que la subsistance & une récompense modique de son travail : tout le reste étoit employé à l'ordinaire. Quelquefois on donnoit une abbaye à un évêque dépouillé , afin qu'il pût subsister.

Greg. l. ep. 76
2. ep. 13, 15.
Ch. 35.
Hist. l. xxxv.
N. 17.

Id. ep. 35.

1. ep. , 8. 39.

Thomass. p. 3
liv. 2. c. 43.
44. Ch.

Thomass. p.
4. liv. 2. c. 62

Sous la seconde race de nos rois , l'abus devint frequent , de donner les monasteres , non seulement à des évêques & à des prêtres , mais à des laïques , & à des gens d'épée : d'abord pour leur aider à soutenir les frais des guerres contre les Normans . & ensuite pour les faire subsister , eux & leurs familles. Cet abus fut retranché : mais les évêques continuerent à retenir quelquefois la jouissance de quelques monasteres , soit de leur autorité , soit par la concession des papes , & l'on s'acoûtu-

ma à donner en commende des prieurez, des cures, & jusques aux moindres benefices. C'étoit un prétexte d'en tenir plusieurs sans aller directement contre les canons. Ainsi depuis le douzième siècle & la perte de la terre sainte; plusieurs évêques se trouvant titulaire *in partibus*, les papes leur donnoient en commende d'autres évêchez, en France ou en Italie, pour les faire subsister.

Depuis Clement V. & le séjour d'Avignon, les commendes se multiplièrent infiniment. La cour de Rome ne jouissoit pas librement des revenus d'Italie, il falloit y suppléer par les benefices de France; & il étoit difficile de refuser au roi les graces qu'il demandoit de si près. Les moines & les chanoines reguliers, étoient tombez dans un grand relâchement. La vie commune avoit cessé en plusieurs monasteres, les biens se dissipoient: les abbez reguliers vivoient en grands seigneurs, & enrichissoient leurs parens, aux dépens des moines & des pauvres. Ce fut une occasion aux cardinaux & aux prelatz, pour se faire donner en commende plusieurs monasteres, sous pretexte de les réformer & les rétablir. Mais l'expérience fit bien voir, que ce n'étoit qu'un moyen pour en tirer le revenu. Car les monasteres allerent en décadence de plus en plus. La plupart des abbez commendataires laissoient aux religieux si peu de revenu, qu'ils ne pouvoient faire le service divin, l'hospitalité & les aumônes: les églises manquoient d'ornemens, les bâtimens tomboient en ruine, l'observance se relâchoit encore plus, faute de supérieurs, le nombre des moines diminuoit, & quelquefois jusques à n'y en avoir plus. Ces maux allerent toujours croissant pen-

Greg. vii. l. 7 ep 7. 8 l. 2. p. 29.
Conc. Sal. mur. 253. c. 28.
c. nemo. 5 de elect. in 6.

Thom. 2. p. 4 c. 63.
Rayn. an. 1307. n. 28.
Extrav. com. de prob. c. 2.

Durand. specul. p. 2 tit. 2.
C. inc. Later. is. 4 sess. 9. p. 120.

dant le grand schisme, & jamais les commendes ne furent si fréquentes. Ce n'étoit plus des administrations pour un tems, c'étoit une jouissance perpetuelle, & sans rendre compte à personne. On s'y est tellement accoutumé, qu'il a été impossible jusques à présent d'abolir cet usage, quoique le dernier concile de Latran, le concordat avec Leon X. & quelques ordonnances eussent réglé que les abbayes ne seroient données qu'à des réguliers

*Ead. sess. 9.
f. 211.
Ord. 1571.
1617.*

*Sess. 25. ref.
c. 21.*

Le concile de Trente n'a pas condamné absolument les commendes. Il a seulement déclaré que son intention étoit, que les monasteres tenus en commende fussent gouvernez au dedans par des réguliers du même ordre. Qu'à l'avenir ils ne fussent conferez qu'en regle, & que les chefs d'ordre y fussent dès-lors remis. Toutefois on peut dire en faveur des commendes, que les abbez réguliers, hors quelque peu qui vivent dans une observance très-étroite, n'usent guere mieux du revenu des monasteres, que plusieurs commendataires : & qu'ils sont plus libres d'en maluser. Les religieux non réformez ne sont pas de grande édification à l'église ; & quand ils embrasseroient tous les réformes les plus exactes, il n'y a pas lieu d'espérer que l'on en trouvât un aussi grand nombre, que du tems de la fondation de Cluni & de Cîteaux, lorsqu'il n'y avoit ni religieux mandians, ni Jésuites, & autres clercs réguliers, ni tant de saintes congregations, qui depuis 400. ans ont servi & servent encore si utilement l'église. Il ne faut donc point douter que l'église ne puisse appliquer ses revenus, selon l'état de chaque tems ; qu'elle n'ait eû raison d'unir des

benefices réguliers à des colleges , à des seminaires, & à d'autres communautéz ; & qu'elle n'ait droit de donner des monasteres en commende aux évêques dont les églises n'ont pas assez de revenu , & aux prêtres qui servent utilement sous la direction des évêques. Si quelques-uns abusent des commendes , pour prendre les revenus de l'église sans la servir ou en accumuler plusieurs sans besoin, ils en rendront compte au terrible jugement de Dieu.

Voici quel est le droit des commendes suivant l'usage present. Il n'y a que le pape qui en puisse accorder. On ne peut donner en commende les évêchez , ni les monasteres de filles, mais il y a des cures régulières possédées en commende par des prêtres séculiers. On ne doit donner en commende que les benefices qui ont accoutumé d'y être donnez : & la coutume se prouve par trois collations consecutives avec quarante ans de possession. Mais si la commende est décrétée , c'est-à-dire , pour la vie du titulaire , le pape la peut refuser , quoi qu'il y en ait eû plusieurs de suite. C'est une grace extraordinaire s'il donne en commende un benefice qui étoit en regle. Le commandataire doit acquiescer les charges , faire les reparations , fournir les ornemens, faire les aumônes. Il peut disposer du reste , comme s'il étoit titulaire. Il ne peut aliéner les immeubles , ni les meubles précieux. Il a la collation des benefices : il a le rang & les honneurs du titulaire. Il doit prendre garde qu'à cause de la commende , le service divin , ni le nombre des religieux ne soit point diminué. Les religieux demeurent sous la juridiction de leurs superieurs réguliers , & en chaque monastere il y a un prieur.

claustral, ou autre supérieur régulier pour la discipline intérieure.

CHAPITRE XXVII.

De la pluralité des benefices.

Comme un corps ne peut naturellement être en deux lieux à la fois, un clerc ne peut servir en deux églises : & dans une même église, il eût été inutile de mettre plusieurs officiers, pour des fonctions, qu'un seul pouvoit remplir. Il est vrai que ceux qui servoient mieux, avoient de plus fortes retributions, & étoient récompensez à proportion de leur travail, suivant le précepte de l'apôtre. Mais il étoit défendu de se faire intituler ou immatriculer en deux églises. Depuis le partage des revenus ecclésiastiques, il s'est trouvé des benefices d'un revenu si petit, qu'un clerc n'en pouvoit subsister, & qui ne demandoient pas aussi un service continuel. Voilà le fondement d'en attribuer plusieurs à une même personne, comme une chanoinie de 100. livres de rente, avec une chapelle de 60. livres, pour célébrer cinq ou six messes par an, dans la même église, ou dans une église voisine.

Tim. V. 17.
Conc. Nic. 15.
Antioch. 3.
Calced. c. 10.
Conc. Emerit.
c. 19.
Tolet. XVI c.
3.

Conc. Paris.
VI an. 829. l.
I. c. 49.
Conc. Clx.
rem. sub
Verb. II. c.
11. 14.

C. quia in
zant. de pr. eb.
C. quia ppa.

Dans les tems de relâchement on s'est servi de ce prétexte pour accumuler plusieurs benefices. même fort éloignez, même avec charge d'ames; plusieurs cures, plusieurs évêchez, croyant en être quitte, en faisant faire le service par d'autres, à qui on donnoit quelque partie des fruits. Cet abus fut reprimé par le concile de Latran sous Alexandre III. qui déclara que la collation du second benefice étoit

nulle, & que l'on ne pouvoit retenir que le premier. Mais cette ordonnance n'ayant pas eû grand effet, le concile de Latran sous Innocent III. la confirma, & ordonna que quiconque ayant un benefice à charge d'ames, en recevroit un second de même espece : seroit privé du premier de plein droit, & même seroit dépouillé du second, s'il s'efforçoit de les retenir tous deux. Le même est ordonné, pour les dignitez ou personats ; & il est défendu d'en avoir plusieurs, dans la même église. Mais ce même canon permet au pape d'en dispenser, en faveur des personnes sublimes & lettrées, ce qui dans la suite ouvrit la porte à des dispenses si frequentes, qu'elles devinrent un droit commun ; & il n'étoit permis aux ordinaires, qui trouvoient un clerc en possession de plusieurs benefices à charge d'ames ; que d'examiner si la dispense étoit en bonne forme, & donner ordre, le mieux qu'ils pouvoient, que le service se fit, & que le soin des ames ne fût pas abandonné. C'est la disposition de Gregoire X. au concile de Lion. On trouva plusieurs moyens pour aller même au-delà : par des unions de benefices, pour la vie du beneficier seulement ; & par les commendes, qui à la rigueur sont compatibles avec toutes sortes de titres : de façon que celui qui étoit titulaire d'un évêché, par exemple, en avoit deux ou trois autres, comme administrateur ou commendataire.

Le concile de Trente défendit d'abord la pluralité des benefices, ayant charge d'ames, ou autres incompatibles ; réduisant les choses aux termes des constitutions d'Innocent III. & de Gregoire X. Ensuite passant plus avant, il défendit généralement toute pluralité de benefices ; & ordonna que désormais,

nulli. 3. de
cler. non re-
fid.
6. De multa
28. de proba

C. ordinarij
de off. ordin.
in 6.

Seff. 7. c. 23

Seff. 24. c. 7

on n'en conferât qu'un seul à chacun. Que si ce benefice ne fust pas ; pour faire vivre honnêtement le titulaire , il est permis de lui conferer un autre benefice simple , pourvû que l'un & l'autre n'oblige pas à résidence. Cette disposition comprend toutes sortes de benefices , séculiers ou réguliers , même les commendes. En France l'ordonnance de Blois a défendu seulement la pluralité des benefices à charge d'ames ; & les arrêts du parlement ont déclaré encore incompatibles les chanoines avec les cures , ou avec d'autres chanoines : en un mot tous les benefices qui obligent à résidence. A l'égard des benefices simples , la pluralité est tolérée , & on laisse à la conscience de chacun , le jugement de ce qui est nécessaire pour son entretien honnête , suivant son rang & sa dignité. En Allemagne le pape donne encore des dispenses pour tenir plusieurs évêchez : parce , dit on , que les princes ecclésiastiques ont besoin de grands revenus , pour se soutenir avec les princes protestans.

CHAPITRE XVIII.

De la résidence.

Nic. c. 16.

Chalc. 10 10

Antioch. 3.

Leo ep. 84.

ad Ni. et.

DAns les premiers siècles , tous les clercs demeueroient stables & attachez à leurs titres. Il ne leur étoit pas permis de les quitter ; beaucoup moins de passer d'un diocèse à l'autre , sans la permission de l'évêque. Autrement ils étoient excommuniés eux , & l'évêque qui les recevoit. Depuis les ordinations sans titre , les clercs vagabonds se multiplièrent infiniment. La pluralité des benefices

fices attire par nécessité la non résidence : & comme la cause la plus ordinaire de la pluralité a été l'esprit d'intérêt ; le même esprit a fait négliger le service de l'église, pour s'appliquer à des affaires temporelles. De sorte, qu'il s'est trouvé des clercs & des *V. Petr n'est* prelat, qui chargez d'un grand nombre de *epist. 84.* benefices, ne résidoient en aucun ; & passaient leur vie dans les cours des princes, ou ailleurs, attirés par leurs affaires ou leurs plaisirs.

Ce n'est pas que les clercs, & même les pasteurs n'aient toujours eu des causes légitimes, pour s'absenter quelquefois de leurs églises : comme les conciles, les ordinations des évêques, & les consecrations des églises. Quelques-uns même dans les meilleurs tems, alloient à la cour du prince solliciter les affaires de leurs églises, ou des pauvres, & des personnes opprimées, mais ces absences n'étoient ni longues ni fréquentes, & les évêques absens menaient une vie si exemplaire, & s'occupoient si saintement aux lieux de leur séjour ; que l'on voyoit bien quel esprit les conduisoit.

Toutefois, comme quelques-uns en abusoient dès le quatrième siècle : le concile d'Antioche en 347. défendit aux évêques d'al- *Antioch can* ler à la cour, sans le consentement & les lettres des évêques de la province & principalement du métropolitain ; & le concile de Sardique défendit aux évêques de s'absenter *Sardic 7. 10* de leurs églises, plus de trois semaines, sans *11. 12.* grande nécessité ; & ordonna à tous les évêques d'observer leurs confrères, quand ils passeroient dans leurs diocèses, & s'informer de la raison de leur voyage ; pour juger s'ils devoient communiquer avec eux, & sous-

crire aux lettres de congé qu'ils portoient.

Conc. Later.
1215 c. ult.
C. relatum. 4
et quest. 12.
de clero. non
resid.

Pendant les croisades, on permettoit aux clercs de recevoir, sans résider, les fruits de leurs benefices, durant un tems considerable, comme de trois ans. On le permit aussi aux clercs qui étudioient, ou enseignoient dans les universités. Les voyages de Rome si fréquens dans le même tems pour solliciter des procès & poursuivre diverses graces, furent d'autres occasions de négliger la résidence. Le séjour des papes à Avignon fit encore pis; puisque eux-mêmes & les cardinaux montroient l'exemple de ne point résider: aussi en dispensoient-ils volontiers, jusques à donner des indulgences perpétuels de ne point résider, & de recevoir tous les fruits des benefices, en absence comme en présence.

Melun. 7.

Le prétexte étoit que ceux qui servoient l'église universelle auprès de la personne du pape, ou dans les emplois qu'il leur donnoit, étoient pour le moins aussi utiles à l'église que s'ils eussent servi dans les lieux, de leurs benefices. Et sur le même fondement, le privilege de gagner les fruits sans résider, a été accordé aux ecclésiastiques de la chapelle du roi, & aux officiers des parlemens, comme étant utilement occupés pour le public. Mais dans les premiers siècles, l'état & l'église universelle ne laissoient pas d'être aussi bien servis, sans avoir besoin de ces dispenses. En effet on n'a que trop vu les mauvaises suites de la non-résidence: les peuples sans instruction: le clergé inférieur, sans discipline, les vices impunis, le service divin négligé & abandonné, les églises sans ornemens & souvent sans réparations, les pauvres sans secours.

Pour remédier à ces maux le concile de

Trente a ordonné qu'un évêque ne pourroit *Sess 23. R. 6.*
s'absenter de son diocèse plus de deux ou trois
mois, sans quelque cause pressante de cha-
rité, de nécessité, d'obéissance, ou d'utilité
évidente de l'église ou de l'état: & qu'en ces
cas, il devoit avoir permission par écrit du
pape, ou de son métropolitain, ou du plus
ancien suffragant. Qu'en tous les cas il de-
voit pourvoir à son troupeau afin qu'il ne
souffrît point par son absence; & faire enfor-
te de passer l'Avent, le Carême, & les fêtes
solemnelles dans son église cathédrale.
Le concile déclare que les contrevenans pe-
chent mortellement, & ne peuvent en confi-
science prendre les fruits du tems de leur ab-
sence; mais doivent les appliquer aux fabri-
ques des églises, ou aux pauvres des lieux.
Il étend la même peine aux curés, & aux
autres bénéficiers ayant charge d'âmes: leur
défend de s'absenter sans permission par écrit
de leur évêque: & permet à l'ordinaire de
les obliger à résider, par sequestre & sou-
straction des fruits, & même par privation
de leurs bénéfices. L'ordonnance de B'ois est
à peu près conforme à la disposition du con-
cile, mais elle ne s'observe pas à la ri-
gueur

B'ois 14. 15.
16.

Sess. 24 R. 6.
12.

Quant aux chanoines, le concile leur dé-
fend de s'absenter plus de trois mois en tou-
te l'année, sous peine de perdre la premie-
re année la moitié des fruits qu'ils ont gagnés
par leur présence: la seconde tous les fruits.
Il veut qu'il n'y ait que ceux qui sont réelle-
ment présens qui participent aux distributions
quotidiennes. Tout cela se doit regler suivant
les statuts particuliers des chapitres, pourvû
qu'ils ne soient pas contraires au droit com-
mun. Il y en a qui demandent une résiden-

Cap. consue-
tud. in 6.
mem. des. der-
gè 2. par. 1.
1. 14.

ce plus éxacte dans le lieu du bénéfice : d'autres demandent l'assistance actuelle aux offices, pendant que l'on est présent ; mais permettent de plus longues absences. Les chanoines obligent à un service plus assidu les officiers du bas chœur semiprebendés, chapelains, chantres, ou sous quelque autre nom que ce soit : parce qu'ils sont à leurs gages, & principalement établis pour suppléer à leur défaut.

On appelle bénéfices simples ceux qui n'ont ni charge d'ames, ni obligation d'assister au chœur, & qui par conséquent n'obligent point à résidence. Telles sont les abbayes ou prieurés en commende, & les chapelles chargées seulement de quelques messes, qu'on peut faire célébrer par d'autres. Mais les bénéfices simples ne laissent pas d'être établis aussi bien que les autres pour le service divin & les fonctions ecclésiastiques : & rien ne nous peut dispenser de l'obligation naturelle & de droit divin, d'accomplir la promesse que nous avons faite, en nous consacrant au service de l'église, & de la servir de toutes nos forces, pour avoir droit de vivre de son revenu.

CHAPITRE XXIX.

Des unions de bénéfices.

Les bénéfices peuvent périr avec le tems, par la destruction des églises & par la dissipation des revenus. Si le revenu demeure, quoique le bâtiment soit ruiné ; comme il est arrivé à plusieurs chapelles de la campagne, le

service doit être transferé en une autre église, comme la paroisse la plus voisine. S'il ne reste qu'une partie du revenu comme c'est le plus ordinaire : il doit être uni à quelque autre titre de benefice. Les causes de l'union sont donc, la nécessité, ou l'utilité. Si par une incursion d'infideles, une ville est tellement ruinée, qu'il n'y ait plus de peuple Chrétien, ou trop peu pour occuper un évêque; on joindra cet évêché au plus proche. S. Gregoire le fit souvent en Italie pendant les guerres des Lombards. Il en est de même à proportion d'une paroisse; & l'ancienne regle étoit, que celle qui avoit dix familles, étoit jugée suffisante pour occuper un prêtre. L'utilité suffit pour faire l'union; quand une cure, par exemple, n'a pas de revenu suffisant, pour trouver un prêtre capable, qui veuille la desservir. Car on y peut unir une chapelle, ou quelque autre benefice simple: quand les prébendes sont trop petites, on peut en diminuer le nombre, pour faire subsister honnêtement ce qui restera de chanoines. Voilà les causes legitimes.

Dans les tems de relâchement s'introduisit un autre genre d'union; qui étoit sans cause, ou gracieuse, c'est-à-dire que le pape, ou même les évêques, unissoient des benefices sans nécessité; seulement pour augmenter le revenu, d'un évêque par exemple, ou d'un chapitre. Mais comme ces unions diminuoient le nombre des collations & des grâces; on inventa les unions pour un tems, comme pour la vie d'un cardinal; à qui le pape conféroit ainsi plusieurs benefices, sous ce titre d'union: & elle s'évanouissoit à la mort. Le concile de Trente a entièrement aboli les unions à vie; & a ordonné que les

C. expositi
33. de prob.

Greg. lib. 1.
ep. 19. Hist.
eccles. liv.
xxxv. n. 17.
10 q. 3. c.
unio. 3. ex
conc.
Tolet. xvi. c.
4.

C. expositi
33. de prob.
Cen. Tr.
sess. 24. c. 5

Sess. 7. c. 4.
an. 1547.
Sess. 24. c. 17.

unions perpetuelles, faites depuis quarante ans, seroient examinées par les ordinaires : pour voir si elles n'étoient point obtenues par subreption ; & qu'à l'avenir il n'en seroit faite aucune sans cause legitime : ainsi il a aboli les unions gracieuses.

Regulierement l'évêque peut faire les unions

C. figut. 8. de excess prelat legitimes, même des benefices reguliers : mais les dignitez au-dessous de l'évêque ne

Clement. ne in agro de Hatis monac. P. ad huc le peuvent. S'il s'agit d'unir des évêchez, ou d'unir un benefice à la mense de l'évêque ; il n'y a que le pape qui le puisse, suivant le droit nouveau. Mais il ne peut faire d'union sans le consentement de l'évêque : on ne le souffriroit pas en France. L'union doit être faite avec grande conoissance de cause.

Il faut appeller toutes les parties interessées ; comme les paroissiens, les collateurs, les patrons. Il faut visiter les lieux & informer de la commodité ou incommodité ; il faut examiner ce qui est de plus utile à l'église. Or on préfere toujours le soin des âmes : ainsi on ne doit supprimer le titre d'une cure que pour l'unir à une autre cure. On doit toujours autant qu'il se peut accomplir les intentions des fondateurs. On ne doit point unir un monastere, tant que la conventualité & l'observance y subsistent : des prebendes ne doivent pas être réduites à un si petit nombre, que le service ne puisse être fait décemment.

Conc. Tr. sess. 24 c. 13.

Conc. Tr. sess. 23 c. 8. L'union ne doit point nuire à l'hospitalité, ou aux aumônes, qui avoient accoutumé

Conc. Tr. sess. 14 c. 19. d'être faites. On ne doit pas unir des benefices de differens dioceses.

Glossa in c. 1. ne sede vac. L'union se fait en trois manieres. Il y a union d'accession, de confusion, d'égalité.

La plus ordinaire est l'union d'accession : où le benefice principal conserve son titre ; & le

benefice uni en devient un membre & un accessoire. Si ce membre est une cure, il faut y établir un vicaire perpetuel. Par la confusion les deux titres demeurent supprimez & on en crée un nouveau. Dans l'union d'égalité les deux titres subsistent, mais égaux & indépendans : seulement il y a obligation de les conferer toujours ensemble, à une même personne. L'union peut-être résoluë par des causes contraires : si l'état des choses revient tel qu'auparavant.

CHAPITRE XXX.

Des hôpitaux.

AU commencement l'évêque étoit chargé du soin de tous les pauvres sains ou malades ; des veuves, des orfelins, des étrangers. Il leur faisoit distribuer par les diacres, tout ce qui restoit des oblations des fideles, après avoir pris l'entretien des clercs & des bâtimens. Depuis que les églises eurent des revenus assurez, on ordonna qu'il y en auroit au moins un quart pour les pauvres ; & pour les entretenir plus commodément, on fonda diverses maisons de piété, que nous appelons toutes hôpitaux. Elles étoient gouvernées, même pour le temporel, par des prêtres & des diacres, qui en rendoient compte à l'évêque. Dans la suite des siècles il y a eu grand nombre d'hôpitaux de diverses sortes selon les tems & les lieux : & ils ont été plusieurs fois ruinés & rétablis. Plusieurs ont été fondés par des dévotions particulières, pour certaines especes de pauvres, & avec certaines conditions. Plusieurs se sont

Mœurs chréti.

Domus religiosæ.

trouvez entre les mains de religieux ou religieuses hospitalières, avec privilege d'exemption. Ces causes ont restraint en plusieurs manieres le droit que les évêques avoient sur toutes les maisons de piété.

Les religieux hospitaliers suivent tous la regle de saint Augustin, parce que tous les hôpitaux étoient gouvernez par des clercs. Ce sont des chanoines réguliers de la grande regle, ou des ordres particuliers; comme celui de saint Antoine de Viennois, fondé pour assister ceux qui étoient affligés de la maladie que l'on appelloit le feu S. Antoine, qui eut cours il y a cinq cens ans. D'autres hospitaliers sont des chevaliers d'ordres militaires; comme de Malte & de saint Lazare: il y a aussi des hospitaliers mandians, comme les freres de la charité, dont la congregation commença à Grenade & fut confirmée par bulle en 1571. Ils sont laïques & font un quatrième vœu de servir les pauvres malades.

Depuis environ quatre cens ans l'on a plusieurs fois travaillé à la réformation des hôpitaux. Dans le relâchement de la discipline la plupart des clercs qui en avoient l'administration l'avoient tournée en titre de benefice, dont ils ne rendoient point de compte. Ainsi plusieurs appliquoient à leur profit la plus grande partie du revenu, laissoient perir les bâtimens & dissiper les biens; en sorte que les intentions des fondateurs étoient frustrées. C'est pourquoi le concile de Vienne défendit, à la honte du clergé, de ne plus donner les hôpitaux en titre de benefices, à des clercs seculiers; & ordona que l'administration en fût donnée à des laïques, gens de bien, capables & solvables, qui prêteroiert serment comme des tuteurs, feroient inven-

element.
Quia conti-
git de reli-
gios dom.

raire & rendroient compte tous les ans par-devant les ordinaires. Le tout sans toucher aux droits des ordres militaires & des autres religieux hospitaliers. Ce decret a eu son execution & a été confirmé par le concile de Trente qui donne aux ordinaires toute inspection sur les hôpitaux : & leur permet de convertir en autres œuvres pies, les fonds destinés à certains genres de pauvres qui ne se trouvent plus ou rarement : ce que nous pouvons appliquer aux pelerins & aux lepreux.

Les ordonnances de France, ont ajouté, Blois 654 que les administrateurs des hôpitaux ne feront ni ecclésiastiques, ni nobles, ni officiers, mais des marchands ou autres simples bourgeois : c'est-à-dire de bons peres de famille, instruits des affaires & de l'économie, & que l'on puisse facilement obliger à rendre compte. La nomination en appartient aux fondateurs ; qui sont, ou les communautés des villes, ou des seigneurs, ou des particuliers. Si la fondation n'est point connue, on présume qu'ils sont de fondation royale ; & c'est au grand aumônier de France à y commettre. Les administrateurs ne doivent être que trois ans en charge, & rendre compte devant ceux qui les ont nommez, en présence de l'évêque ou d'un commissaire de sa part & des officiers du roi & de la ville suivant les usages des lieux. Decl. 16392

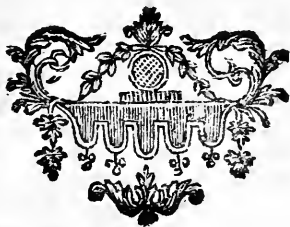
Ainsi les hôpitaux qui ne sont point en titre de benefice, sont gouvernez par trois sortes de personnes. Il y a des serviteurs ou servantes des pauvres, qui les soulagent dans tous leurs besoins & sont entretenus & payez aux dépens de l'hôpital. En quelques lieux ces services sont rendus charitablement par des religieuses, comme à l'hôtel-Dieu de Paris,

& de plusieurs autres villes. Et on peut rapporter à ce genre de religieuses les sœurs grises ou filles de la charité, instituées par Monsieur Vincent & Mademoiselle le Gras, vers l'an 1635. pour servir les malades dans les hôpitaux ou dans leurs maisons. Pour le spirituel ces hôpitaux ont un ou plusieurs chapelains, afin de consoler & instruire les pauvres, & leur administrer les sacrements. Dans les anciens hôpitaux, ces places sont ordinairement des benefices : dans les nouveaux on a jugé plus à propos de ne mettre que des prêtres amovibles à volonté, afin de les pouvoir mieux choisir. Enfin il y a les administrateurs laïques, qui gouvernent tout le temporel.

Mais ces administrateurs faute d'être bien choisis, ou d'être astraits à rendre exactement leurs comptes, avoient encore dissipé les biens des hôpitaux en plusieurs manieres, particulièrement pendant les guerres civiles de la religion. Pour y remédier le roi Henri IV. ordonna en 1606. que par le grand aumônier il seroit procédé à la réformation generale des hôpitaux, sur tout à l'audition & la revision des comptes; & que les deniers revenans bons seroient appliquez à l'entretien des pauvres gentils hommes & soldats estropiez : & pour l'exécution, il établit une chambre de la charité Chrétienne. Cet édit n'ayant pas eu d'effet: le roi Louis XIII. en 1612. donna une declaration par laquelle il ordonna de nouveau que le grand aumônier qui étoit alors le cardinal du Perron, procederoit à la reformation de tous les hôpitaux, maladeries, aumôneries & autres lieux piteux du royaume. Que tous les administrateurs rendroient compte de trois ans en

trois ans devant les grands vicaires & subdeleguez ; & que les deniers provenans de l'apurement des comptes seroient employez aux reparations des hôpitaux & en autres œuvres pies. Pour l'exécution de cette déclaration fut établie une chambre à Paris , composée , avec le grand aumônier de quatre maîtres des requêtes & quatre conseillers au grand conseil , sous le nom de la chambre de la réformation generale des hôpitaux : les appellations se relevoient au grand conseil & elle a subsisté soixante ans : mais elle a été supprimée en 1672.

Le roi a fait depuis plusieurs reglemens ; pour l'administration des hôpitaux , entre autres la déclaration du 12. Decembre 1698. Et voila ce qu'il y avoit à dire des choses consacrées au service de l'église.





INSTITUTION AU DROIT ECCLESIASTIQUE.

TROISIÈME PARTIE.

CHAPITRE I.

De la juridiction ecclésiastique.

A Prés avoir traité des personnes & des choses, qui sont la matiere du droit ecclésiastique : il reste à parler de la maniere d'exercer ce droit : c'est à dire, des jugemens. La juridiction propre & essentielle à l'église est toute spirituelle, fondée sur les grands pouvoirs que

Matth. fr. Jesus-Christ donna à ses apôtres, lorsqu'il leur dit : Toute puissance m'est donnée au ciel & en la terre : allez donc instruissez toutes les nations & les baptisez, leur enseignant d'observer tout ce que je vous ai ordonné. Et je suis toujours avec vous jusques à la consommation du siecle. Voilà le pouvoir d'enseigner les mysteres & la doctrine des mœurs. Il leur donna encore le pouvoir de juger les pecheurs : quand il leur dit : Recevez le S. Esprit. Ceux dont vous remettrez les pechez, ils leur seront remis ; & ceux dont vous les retiendrez, ils seront retenus. Et ailleurs : Si vôtre frere a peché con-

Jes. X. 23.

Matth. xviii

25^e

tre vous , reprenez le seul a seul : s'il ne vous écoute pas , appelez un ou deux témoins : s'il ne les écoute pas , dites-le à l'église : s'il n'écoute pas l'église , qu'il vous soit comme un payen & un publicain. En verité je vous dis, tout ce que vous aurez lié sur la terre , sera lié dans le ciel ; & tout ce que vous aurez délié sur la terre sera délié dans le ciel. Voilà la puissance qui est essentielle à l'église. Premièrement d'enseigner tout ce que Jesus-Christ a ordonné de croire , ou de pratiquer : & par consequent d'interpreter sa doctrine , & de reprimer ceux qui voudroient en enseigner une autre , ou l'alterer en quelque maniere que ce soit : d'assembler les fideles pour la priere & pour l'instruction : de leur donner des pasteurs & des ministres publics , & les déposer s'ils se rendent indignes de leur ministere : de juger les pecheurs & distinguer ceux qui doivent être absous , d'avec ceux qui n'y sont pas disposez : de retrancher du corps de l'église les pecheurs rebeles & incorrigibles. Enfin d'assembler ou le clergé d'une église , ou plusieurs pasteurs pour exercer ses jugemens.

Le droit de retrancher de l'église ceux qui ne font pas justice à leurs freres , au jugement de l'église même : a attiré indirectement une espece de juridiction pour les affaires temporelles. Car les apôtres défendoient aux Chrétiens de plaider devant les magistrats infideles : & leur ordonnoient de prendre des arbitres d'entre eux mêmes. C'étoit ordinairement les évêques , qui faisoient cette fonction ; & si utilement , que quand les princes & les magistrats furent devenus Chrétiens ; quoi qu'il n'y eût plus de raison d'éviter leurs tribunaux , plusieurs aimoient

1. Cor. V. 12.

Const. ap. 20

645.

L. 7. & 8
Cod. de epis.
audient.

L. 33. Cod. de
episc. & cler.

Nov. 97.

Nov. 83.

L. 27. Cod.
de epis. aud.

L. 26. cod.

L. 22. 23.

L. 24.

L. 25. 33. cod.

mieux se soumettre à l'arbitrage des évêques. Ce que les empereurs favorisèrent, en ordonnant que les évêques pourroient juger comme arbitres du consentement des parties: qu'il n'y auroit point d'appel de leurs sentences, & que les juges séculiers les feroient executer par leurs officiers. Ils donnerent aussi aux clercs & aux moines le privilege de ne pouvoir être obligez à plaider hors de leurs provinces: & ensuite, de n'avoir que leurs évêques pour juges en matiere civile, & pour les crimes ecclésiastiques.

De plus, comme la plupart des évêques étoient d'une probité & d'une charité reconnue, les princes leur donerent autorité en plusieurs affaires temporelles, pour l'utilité publique: comme dans la nomination des tuteurs & des curateurs: dans les comptes des deniers communs des villes, les marchez & la reception des ouvrages publics: dans la visite des prisons: dans la protection des esclaves, des enfans exposez & des personnes miserables: dans la police contre les jeux de hazard & la prostitution. Mais leur autorité en tout cela n'alloit qu'à veiller à l'execution des reglemens concernant la pieté & les bonnes mœurs, non à exercer une juridiction coactive.

Les loix qui attribuoient aux évêques la conoissance des differens des clercs, étoient conformes à la discipline de l'église. On ne souffroit point autant qu'il étoit possible, qu'ils parussent devant les juges laïques, au mépris de leur profession. Non que les évêques cherchassent à s'attirer des affaires, ils n'en avoient que trop, ni qu'ils fussent jaloux de faire plaider les clercs devant eux: mais ils ne vouloient point les laisser plai-

der. C'est pourquoi le concile de Calcedoine *Conc. Calc. 9.* ordonne, qu'un clerc qui a une affaire contre un autre clerc, commence par la déclarer à son évêque pour l'en faire juge, ou prendre des arbitres du consentement de l'évêque: sans se pourvoir devant les juges séculiers. Et auparavant le III. concile de Carthage *11. q. 1. placuit ex Conc. Carth. III. c. 9.* avoit dit: Si un évêque, un prêtre, ou un clerc poursuit une cause devant les tribunaux publics; quoi qu'il l'ait gagnée, si c'est en matiere criminelle, qu'il soit déposé: si c'est en matiere civile, qu'il perde le profit du jugement, s'il ne veut être déposé: parce qu'il semble avoir mauvaise opinion de l'église en recourant aux jugemens séculiers. D'autres canons postérieurs ne défendent pas absolument aux clercs d'agir devant les juges séculiers: mais de s'y adresser ou d'y répondre sans la permission de l'évêque. *11. q. 1. innotata ex Conc. Tol. III. c. 13. 21. q. 5. placuit ex Conc. Agath. c. 8. Aure. III. c. 32. Aurel. IV. c. 20.*

Ce droit alla toujours croissant dans les siècles suivans. En 166. le pape Nicolas I. dans ses réponses aux Bulgares, dit, qu'ils ne doivent point juger les clercs; & cette maxime est principalement fondée sur les fausses decretales, comme l'on voit dans Gratien, & sur des loix que l'on croit ajoutées au Code Theodosien. Le III. Concile de La-tran défendit aux laïques sous peine d'excommunication, d'obliger les ecclésiastiques à paroître en jugement devant eux: & Inno-III. a décidé, que les ecclésiastiques ne peuvent renoncer à ce privilege: parce qu'il n'est pas personel, mais de droit public, auquel les conventions des particuliers ne peuvent déroger. *Nicol. ad cons. Bulg. c. 70. 83. 11. q. 1. pas-sim. C. 4. lib. 16. tit. n. 2. & ibi Grot. ofr. C. si diligenti 12. de foro comp. L. jus pub. 18. ff. de pact.*

Dans ce même tems, c'est-à-dire le douzième siècle, les ecclésiastiques n'étoient pas seulement tout-à-fait exempts de la jurisdic-

tion séculière; mais ils exerçoient leur juridiction sur les séculiers, en la plupart des affaires. Ce qui étoit venu insensiblement. Après la chute de l'empire Romain, l'autorité des évêques fut grande, dans les nouveaux royaumes principalement en France : où les rois ont toujours été catholiques. Ils prenoient conseil des évêques pour le gouvernement de l'état, & ils avoient besoin des clercs dans toutes les affaires : parce que les clercs avoient conservé la tradition des formules, & étoient presque les seuls qui sçussent écrire.

Dans le renouvellement des études, les clercs s'appliquèrent au droit de Justinien, autant ou plus qu'aux canons : & la chose alla si avant, que dans le treizième siècle,

P. Dayand de modo gener. Conc. tit. 70. ils se trouverent en possession de juger presque toutes les affaires. Les juges laïques se reveillerent enfin ; & soutinrent que l'église avoit empiété sur les droits du roi. Ce fut le

Libell. D P. Bertrando 4. bibl. Patrum.

sujet de la fameuse dispute entre Pierre de Cugneres avocat du roi & Pierre Bertrandi évêque d'Autun, devant Philippe de Valois, à Vincennes en 1329. Pierre de Cugneres prétendoit que l'église n'avoit que la juridiction purement spirituelle; & n'étoit point capable de juger des causes temporelles; & il proposoit 66 articles, sur lesquels il soutenoit que les ecclésiastiques excédoient leur pouvoir. En voici les principaux.

Qu'ils étendoient le privilège clerical en plusieurs manieres, prenant connoissance des causes réelles & mixtes, où les clercs avoient intérêt; revendiquant les criminels qui se disoient clercs, quoi qu'ils ne portassent ni l'habit, ni la tonsure : donnant la tonsure indifferemment pour s'acquérir plus de sujets.

jets. Qu'ils s'attribuoient juridiction sur les laïques, sous divers prétextes : du serment que l'on apposoit à la plûpart des contrats : d'exécution des testamens, à cause des legs pieux ; ce qui attiroit les scellez & les inventaires : des mariages, & des conventions matrimoniales : de la protection des veuves & des orphelins. Enfin qu'ils abusoient de l'excommunication, l'employant à des causes pecuniaires faute de payement : obligeant les juges laïques de contraindre les excommuniiez à se faire absoudre, sous peine aux juges d'être excommuniiez eux-mêmes : défendant de rien vendre aux excommuniiez, ni de travailler pour eux : mettant legerement des lieux en interdire, quand les juges ne leur obéissoient pas ; joignant aux censures des amendes pecuniaires.

Bertrandi soutint, que les ecclesiastiques étoient capables de la juridiction temporelle, aussi bien que de la spirituelle, & qu'elles n'étoient point incompatibles. Et venant au détail, il répondit à chacun des 66 articles. Il y en eût quelques-uns qu'il abandonna, comme des abus, que le clergé désavouoit & prétendoit reprimer. Mais il défendit la plus grande partie : se fondant principalement sur la coutume & la possession ; & sur les concessions expressees ou tacites des empereurs & des rois, qui avoient crû ne pouvoir mettre en meilleure main l'exercice de la Justice. Il exhorta le roi à ne rien innover : & la chose en demeura là pour lors.

Il y avoit des ecclesiastiques qui usoient très-sainement de ces droits ; comme saint Yves prêtre & official de Treguier, qui vivoit en même tems. Mais il n'y en avoit que trop qui en abusoient ; cherchant tous les jours

de nouveaux prétextes pour attirer toutes sortes d'affaires à leurs tribunaux, & de nouvelles procédures pour les y retenir long-tems. Ces chicanes se multiplièrent principalement durant le séjour de la cour de Rome à Avignon, & encore plus durant le schisme qui suivit; & les conciles de Constance, [de Bâle & de Trente y ont apporté quelques remèdes, que nous marquerons en leur lieu. En France les juges royaux & les parlemens ont été bien plus avant. En matiere criminelle, ils ont introduit la distinction du délit commun & du cas privilégié : en matiere civile, ils ont rappelé à leur tribunal, toutes les matieres profanes, & même une partie des ecclésiastiques, par la distinction du possessoire & du petitoire. Les parlemens ont admis l'appellation comme d'abus, toutes les fois que l'on prétend que le juge d'église a excédé son pouvoir, & procédé contre les canons, ou contre les loix du royaume. Ces bornes de la juridiction ecclésiastique ont été confirmées par l'ordonnance de 1539 & encore plus par l'usage qui a suivi, en sorte que l'on en est venu à l'extrémité opposée : & ce sont à present les ecclésiastiques, qui se plaignent d'être presque dépouillés de toute leur juridiction.

Il faut revenir à la distinction de la juridiction propre & essentielle à l'église ; & de celle qui lui est étrangere. L'église a par elle-même le droit de décider toutes les questions de doctrine, soit sur la foi, soit sur la regle des mœurs. Elle a droit d'établir des canons ou regles de discipline, pour la conduite intérieure; d'en dispenser, en quelque occasions particulières, & de les abroger quand le bien de la religion le demande. El

a droit d'établir des pasteurs & des ministres pour continuer l'œuvre de Dieu jusques à la fin des siècles, & pour exercer toute cette juridiction ; & elle peut les destituer s'il est nécessaire. Elle a droit de corriger tous les enfans, leur imposant des penitences salutaires, soit pour les pechez secrets qu'ils confessent, soit pour les pechez publics, dont ils sont convaincus. Enfin l'église a droit de retrancher de son corps les membres corrompus ; c'est à dire les pecheurs incorrigibles, qui pourroient corrompre les autres. Voilà les droits essentiels à l'église, dont elle a jouï sous les empereurs payens, & qui ne peuvent lui être ôtez, par aucune puissance humaine : quoique l'on puisse quelquefois par voye de fait, & par force majeure en empêcher l'exercice.

Tous les autres pouvoirs, dont les ecclésiastiques ont été en possession & le sont encore en quelques lieux, ne laissent pas de leur être légitimement acquis, par la concession expresse ou tacite des souverains. Comme on leur a donné des heritages des terres & même des seigneuries, on a bien pû aussi leur acorder le droit de juger des différens, de condamner à des amendes, d'avoir des prisons, des appariteurs & d'autres officiers ; & d'imposer des peines corporelles, plutôt par maniere de correction que de supplice ; & l'église a autant de raison de conserver ces droits que ses autres biens temporels.

CHAPITRE II.

Des Conciles.

Pour bien conoître la juridiction ecclésiastique, nous verrons premierement par qui elle est exercée; en second lieu, sur quelles matieres elle s'étend; troisièmement, quelle est la forme des jugemens: & enfin quelles sont les peines canoniques.

*Const. apost.
L. 2. c. 36.*

Toute la juridiction ecclésiastique reside proprement dans les évêques. Jesus-Christ la donna à ses apôtres, ils la communiquèrent à leurs disciples, par l'imposition des mains: ceux-là à d'autres par une tradition continuée jusques à nous, & qui durera jusques à la fin des siècles: puisque J. C. a promis d'être toujours avec ses disciples instruisans & baptisans. Et comme il donna particulièrement à S. Pierre la conduite de son troupeau, & lui ordonna de confirmer ses freres: nous croyons que le pape a juridiction de droit divin, sur tous les évêques & par toute l'église: pour empêcher qu'il ne se glisse aucune erreur dans la foi, & faire observer les canons.

*Luc. XII. 15
1. Pet. v. 3.*

Le gouvernement de l'église n'est pas une domination, comme celle des princes temporels: il est fondé sur la charité & temperé par l'humilité. C'est pourquoi dans les premiers tems, les évêques ne faisoient rien que de l'avis des prêtres, qui étoient le senat de l'église, & avec la participation des diacres & des clercs. Ils communiquoient même au peuple les affaires importantes: car ils cherchoient à persuader, plutôt qu'à se faire obéir:

*Step. 2. part.
ch. 15.*

& moins ils s'attribuoient d'autorité, plus ils en avoient en effet.

Les jugemens ecclesiastiques s'exerçoient donc alors ainsi. L'évêque étoit assis au milieu des prêtres comme un magistrat assisté de ses conseillers. Les diacres étoient debout comme des appariteurs ou ministres de justice. Les parties qui avoient quelque différent, ou qui étoient accusées de quelque crime se presentoient & s'expliquoient elles-mêmes. L'affaire étoit examinée sommairement & sans formalité judiciaire : le juge s'appliquoit principalement au fonds : non seulement à décider ce qui étoit juste, mais à en persuader les parties : à leur ôter toute aigreur & toute animosité, à les guérir de l'avarice & de l'attachement aux biens temporels. Ainsi en usoit S. Augustin dans ses arbitrages. Const apost. lib. 2 c. 47. Possid. v. 12. c. 19.

Cette regle de juger dans l'assemblée du clergé duroit encore au 12. siècle, comme nous voyons dans Gratien. Si l'affaire étoit importante, l'évêque ne se contentoit pas de consulter les clercs qui résidoient ordinairement dans la cité & près de sa personne; il convoquoit ceux qui étoient dispersés par les titres de la campagne : & cette assemblée extraordinaire est ce que nous appellons aujourd'hui le synode diocésain. Les évêques s'assembloient aussi de tems en tems auprès de leurs métropolitains, & formoient les conciles ou synodes provinciaux. Là se jugeoient les plaintes contre les évêques mêmes ; & les plus grandes affaires de l'église. Voilà donc les deux tribunaux ordinaires. L'évêque assisté de son clergé : & le concile provincial. Dans le premier tribunal, l'évêque étoit seul juge : dans le second, tous les évê-

ques étoient juges , & avoient le métropolitain pour président.

Can. 5.

*Const. apost.
2. c. 47.*

1. Tim. 11, 8.

*16. 5. Conc. p.
1704.*

*Ordo Concil.
celebr. ex
Concil. To-
let. ord. Rom.
Basil. Rom.*

Nous voyons des conciles provinciaux dès le second siècle, ce qui peut faire croire qu'ils ont toujours été en usage, autant qu'il étoit possible pendant les persécutions. Le concile de Nicée ordonna qu'ils se tiendroient deux fois tous les ans : une fois au printems, une fois l'automne. Le premier devoit se tenir avant le carême ; afin, dit le concile, que toute animosité étant effacée, on présente à Dieu une offrande pure. Par la même raison il étoit recommandé aux évêques de tenir leur audience le lundi : afin que les parties eussent toute la semaine, pour se reconcilier, & pussent le dimanche lever à Dieu des mains pures sans colere ni dispute, comme dit l'apôtre. Les formules qui nous restent pour la tenuë des synodes & des conciles ; nous font bien voir que c'étoit des tribunaux, où l'on jugeoit les differens, & où l'on corrigeoit les fautes, mais en esprit de compassion & de charité. Voici quelle en étoit la forme suivant le IV. concile de Tolède tenu l'an 633.

Dès le matin on faisoit sortir tout le monde de l'église & on en fermoit toutes les portes : hors une, où se tenoient tous les portiers. Les évêques entroient, puis les prêtres & les diacres, qui devoient assister au concile, & qui étoient d'ordinaire ceux de l'église où il se tenoit. On faisoit entrer aussi des notaires, c'est à dire des clerics exercez à écrire en notes : pour lire les actes & rédiger le procès verbal. Les évêques s'asséioient en rond, & les prêtres derriere eux : les diacres demeuroient debout. Après un assez long silence, l'archidiaque les avertissoit de se mettre en priere ; ils

se prosternoient tous : & le plus ancien évêque faisoit une priere : invocant le Saint Esprit pour obtenir la rémission des pechez , & la grace de rendre de justes jugemens , & de ne se laisser fléchir ni par la faveur , ni par les presens , ni par la consideration de personnes. Un diacre faisoit la lecture de l'évangile , ou des canons , ou de quelque autre livre d'instruction ; puis le métropolitain exhortoit ses confreres , à recevoir avec charité bonté & respect tout ce qui seroit dit de leurs devoirs ; & à dire aussi leur sentiment avec liberté , sans esprit de contention. Les trois premiers jours se passoient ainsi en prieres & en exhortations : & on permettoit à quelques laïques d'y assister pour leur édification.

Mais quand on venoit à la discussion des affaires , on les faisoit sortir : & l'archidiacre se renoit à la porte , afin que si un prêtre de dehors , un moine , ou un laïque vouloit faire quelque plainte , ou quelque autre proposition au concile ; il eût à qui s'adresser. Toutes les affaires étant terminées , avant que les peres se retirassent , on leur faisoit souscrire tout ce qui avoit été réglé ; soit pour les causes particulieres , soit pour le general de la discipline : on publioit le jour de la pâque , & on indiquoit le jour du concile prochain. On concluoit le concile par des prieres : pour demander la rémission des fautes que l'on y avoit commises & la conservation de l'esprit d'union : tous les évêques se donnoient le baiser de paix , & le métropolitain donnoit la benediction solennelle.

Dans les occasions extraordinaires , quand il s'est trouvé une grande division entre les évêques , principalement entre ceux des grands sieges , on a tenu des conciles oecumeniques.

c'est à dire de toute la terre habitable : comme les conciles de Nicée, d'Éphèse, de Calcedoine, & les autres jusques au concile de Trente qui est le dernier. Ce n'est pas qu'il y eût en effet des évêques de tout le monde chrétien ; mais principalement des païs où les divisions que l'on vouloit appaiser regnoient le plus : & tous les autres avoient droit de s'y trouver. Depuis la chute de l'empire Romain, & l'établissement des divers royaumes, il y a eu souvent des conciles nationaux : où tous les évêques sujets d'un même souverain étoient convoquez. Tels ont été les conciles de Tolède en Espagne sous les rois Gots, & plusieurs conciles de France. Mais le tribunal ordinaire, a toujours été le concile de chaque province ecclésiastique.

On observa long tems d'en tenir deux chaque année, suivant l'ordonnance du concile de Nicée. Ce qui n'étoit pas difficile, parce que le nombre des évêques étoit grand sous chaque métropolitain : en sorte qu'ils pouvoient venir, au concile tour à tour, leurs confreres résidant cependant & prenant soin des églises des absens. Les conciles furent negligez dans la suite ; les évêques les moins zelez craignoient la fatigue & la dépense de ces frequens voyages ; & vers le septième siècle on se réduisit à les obliger de tenir au moins un concile par an. C'est l'ordonnance du concile de Trulle tenu l'an 692 qui fut confirmée par le septième concile œcuménique, & par le huitième. En Occident les conciles provinciaux furent rares, sous la seconde race de nos rois ; à cause des parlemens, ou assemblées generales, qui se tenoient deux fois l'année ; & où tous les évêques du royaume devoient se trouver, ainsi c'étoit comme des conciles

conciles nationaux Mais depuis Charles le Chauve, les guerres civiles & les courses des Normans furent un bien plus grand obstacle aux conciles provinciaux; & la division des petits seigneurs continua le même mal. En sorte que dans le dixième, l'onzième & le douzième siècle, il ne se tint guere de conciles, que par l'autorité des papes qui y présidoient par eux mêmes ou par leurs legats.

Toutefois Innocent III au concile de Latran renouvela encore la regle des conciles annuels. Mais elle fut mal observée: & dans le siècle suivant nous voyons un concile de Valence en Espagne l'an 1322 qui les ordonne seulement tous les deux ans. Enfin le concile de Basse a réduit à trois ans l'obligation de tenir les conciles provinciaux: & cette regle a été confirmée par le concile de Trente. Il veut que ces conciles soient renouvellez par tout où ils auroient été omis. Que tous les trois ans au moins, chaque métropolitain ne manque pas d'assembler le concile de sa province: & que tous les évêques & les autres qui ont droit d'assister au concile, soient tenus de s'y trouver. Jusques là, que les évêques qui prétendent n'être suffragans d'aucun archevêque, doivent toutefois en choisir un pour se ranger à son concile. Le tout sous les peines portées par les canons. En France l'exécution de ce decret a été ordonnée par l'edit de Melun, par celui de 1610. & par une declaration de 1646. Toutefois il ne s'y est point tenu de conciles depuis celui de Bourdeaux en 1626.

C. sicut olim de ac. 15.

Conc. Basl. sess. 15

Conc. Tr. sess. 24. Ref. c. 2.

Mel. 1610.

CHAPITRE III.

Des Juges ordinaires, ou deleguez.

LEs évêques étant surchargés d'affaires , particulièrement dans les grands sieges , se déchargeoient du jugement de quelques-unes , sur quelque prêtre , ou sur l'archidiaque. Ce qui devint plus fréquent , depuis qu'ils eurent étendu leur juridiction , à la plupart des causes même civiles. Les archidiacres s'accoutumèrent si bien à juger , qu'ils prétendirent que la juridiction leur appartenoit ; & en plusieurs diocèses , ils en ont prescrit le premier degré. Cela fit que les évêques aimèrent mieux commettre des prêtres : leur donnant des commissions revocables à volonté. On les nomma vicaires ou officiaux ; & nous trouvons le nom d'Official employé en ce sens pour celui qui exerçoit la juridiction de l'évêque , dans une lettre de Pierre de Blois , écrite vers l'an 1179. Nous voyons dans le siècle suivant des canons pour regler leur conduite en trois conciles de Tours des années 1231 1236 & 1249 & on y voit que les archidiacres mêmes avoient des officiaux. Depuis on a distingué les officiaux & les vicaires : nommant officiaux ceux à qui l'évêque commet l'exercice de la juridiction contentieuse : & vicaires généraux , ou grands vicaires ceux à qui il commet la juridiction volontaire. Les officiaux se multipliant excessivement : les chapitres exemts voulurent avoir leurs ; & les évêques en établissoient quelquefois plusieurs dans un diocèse , sous prétexte de la multiplicité des affaires. Or c'étoit un

P. Blef. sep. 25

T. xi. Conc.
p. 4. v. cav.
12. p. 50. c.
4. 6. p. 56.
c. 3.

des griefs des juges séculiers; qui prétendoient, comme souvent il est vrai, que le nombre des officiers attireroit celui des procès.

Les métropolitains eurent aussi leurs officiaux; non seulement pour les causes de leurs diocèses, mais pour celles qui venoient par appel des diocèses de leurs suffragans. Car les plaintes que l'on portoit rarement aux conciles provinciaux contre les jugemens des évêques, s'étoient déjà tournées en appellations ordinaires. Et comme les conciles étoient devenus rares, l'archevêque ou plutôt son official, s'en attribuoit presque toute la juridiction. Ce changement de juges est la principale source du déperissement de la juridiction ecclésiastique. Il étoit difficile de trouver un si grand nombre d'officiaux, aussi habiles & aussi vertueux, qu'il étoit à désirer. Quelque mérite qu'ils eussent, ils étoient plus en danger de faillir & avoient moins d'autorité, qu'un évêque assisté de ses prêtres & des principaux de son clergé. Mais qu'étoit ce qu'un simple prêtre official d'un métropolitain, en comparaison de tout le concile de la province?

Il ne faut donc pas s'étonner, si le respect pour les jugemens ecclésiastiques diminua, & si pour y suppléer, on prodigua les censures; car la bonne foi s'affoiblit dans ces tribunaux, à mesure que les formalitez y croissoient. Ce n'étoit plus comme dans les premiers tems des jugemens charitables; où l'on cherchoit amiablement la vérité; & où l'on se proposoit de rétablir la concorde & de couper jusques à la racine des divisions. Dans ces derniers tems c'étoit des jugemens de rigueur, où toutes les subtilitez du droit étoient employées; où personne ne relâchoit de ses intérêts, & où les passions se nourrissoient

plûtôt qu'elles ne s'éteignoient. Les prêtres & les clercs qui s'empressoient à poursuivre des procès, ou à les juger, n'étoient ni les plus charitables, ni les plus saints. De là vient que les princes ont retiré une grande partie des pouvoirs qu'ils avoient accordez à l'église : & que les particuliers ont autant aimé plaider devant des laïques, puisqu'il n'étoit plus question que de plaider. Le mal est, que l'église pour avoir trop entrepris a perdu la possession, même d'une partie de ses droits.

Pour expliquer l'état présent de la juridiction ecclésiastique, il faut observer qu'il y a deux sortes de juges ; les juges ordinaires, & les juges délégués. Les juges ordinaires sont ceux, qui ont la juridiction par eux mêmes ; savoir les évêques & leurs officiaux, qui les représentent les métropolitains, les primats, le pape. Les chapitres exemts sont encore juges ordinaires de leurs corps, & de quelque partie du diocèse, en plusieurs lieux où ils en sont en possession. Il en est de même des abbés de quelques monastères qui outre l'exemption, ont encore juridiction & territoire. Mais il y a peu de ces privilèges, qui aient pu le soutenir contre un examen rigoureux. Les abbés réguliers, les prieurs claustraux, & généralement tous les supérieurs de monastères, ou d'autres communautés régulières peuvent encore être comptez entre les juges ordinaires. Car la discipline intérieure des monastères s'est tournée avec le temps, en une juridiction qui s'exerce avec des formalités & des écritures. Les exemptions ont tiré les réguliers de la juridiction des évêques : il y entre eux plusieurs degrés de plaintes ou d'appellations, du supérieur particulier de chaque maison au provincial, au général &

tout l'ordre, ou au pape; & ces procédures se produisent quelquefois au de hors, par des appellations comme d'abus, ou des plaintes au conseil du roi. Tous ces juges sont ordinaires chacun dans leur détroit.

Les juges délégués sont ceux qui n'ont qu'une juridiction empruntée; & ne sont commis que pour une certaine cause, après la décision de laquelle leur pouvoir expire. On peut rapporter au même genre, les conservateurs apostoliques des privilèges d'une université par exemple, qui sont comme des délégués généraux & perpétuels. On peut y rapporter aussi les légats; qui tant que dure leur légation, exercent tous les pouvoirs du pape, dans les pays où elle s'étend quoique d'autres mettent les légats entre les juges ordinaires. Les nonces ont juridiction en Espagne & en plusieurs autres pays: mais elle n'est point reconuë en France. On peut encore compter pour délégués perpétuels du pape, les inquisiteurs de la foi dans les pays où leur juridiction est reçue. Les visiteurs des monastères sont aussi des juges délégués en leur genre.

Le pouvoir des juges délégués est borné, par les termes de leur commission, qu'ils doivent observer exactement. Jusques-là que l'on a douté s'il leur étoit permis d'admettre des exceptions judiciaires. La délégation finit, non seulement par le jugement de la cause, mais par la revocation du pouvoir, les choses étant entières; & par la mort de l'ordinaire, ou du délégué. En un mot c'est un mandement, assujéti aux loix générales de ce contrat. Les délégués du pape ont plusieurs avantages singuliers. Ils peuvent subdéléguer: à l'exemple des délégués du prince, qui ont ce privilège: au lieu

*Et ex parte
13. de off. jud.
de leg.*

*C. pastoralis
27 ext. cod.*

que le délégué du juge ordinaire ne le peut ; parce que la juridiction ne lui appartient pas, mais au juge ordinaire. Le délégué du pape peut exécuter lui-même sa sentence, si l'ordinaire refusoit de le faire, & peut user de censures : mais c'est toujours l'ordinaire qui exécute la sentence de son délégué. C'est aussi l'ordinaire, qui juge les recusations proposées contre son délégué. Si on en propose contre le délégué du pape elles seront jugées, ou par les autres délégués, s'ils sont plusieurs compris dans la même commission ; ou par des arbitres.

Tous ces privilèges des délégués du saint Siège viennent de la difficulté de recourir à Rome, particulièrement en France où nos rois ne permettent point que leurs sujets plaient hors du royaume. Aussi le pape ne doit adresser ces rescrits délégatoires, qu'à certaines personnes : c'est-à-dire, ou à l'ordinaire des lieux ou à ceux qui auront été désignés dans chaque diocèse, pour être capables de recevoir de telles commissions. Mais les réglemens des decretales & du concile de Trente sur la qualité des délégués du saint siège ne s'observent point en France.

Con. Trif. s. 6. 10.

C. Flam. de sup. in 6.

CHAPITRE IV.

Des officiers de la justice ecclésiastique.

Les évêques se sont appliqués si rarement, dans les derniers tems, à juger par eux-mêmes ; que les juges laïques ont voulu leur en disputer le droit : & les mettre au rang des seigneurs propriétaires des justices subalternes ; qui suivant les loix du royaume, sont

obligez de la faire exercer par d'autres. Mais il y a bien de la différence. Toutes sortes de personnes sont capables de posséder des seigneuries temporelles, même des femmes & des enfans : & les hommes qui les possèdent le plus ordinairement, sont des nobles portant les armes & peu instruits des règles & des formes de la justice. Au lieu que tout évêque doit sçavoir les canons & être capable de juger. C'est un des principaux pouvoirs marquez dans la formule de la consecration.

L'official n'est donc que comme un lieutenant ou plutôt un vicaire de l'évêque. Il peut avoir un vicegerent, pour suppléer à son défaut : & c'est l'évêque même qui le commet. Il y a encore quelques autres officiers, pour l'exercice de la juridiction ecclésiastique : sçavoir le promoteur, les procureurs postulans, les greffiers ou scribes, les notaires, les appariteurs.

Le promoteur est comme le procureur d'office, qui fait toutes les requêtes & les poursuites, concernant l'intérêt public. Il est établi par l'évêque : qui lui donne un vice-promoteur, s'il est besoin. Il n'y a plus guere de procureurs postulans aux officialitez, qui n'ayent point d'autre emploi. Ce sont les avocats ou les procureurs des présidiaux, & des autres tribunaux séculiers : ou les notaires apostoliques. On nommoit ainsi ceux qui avoient des provisions du pape pour instrumenter par tout pais, & dont on avoit restreint le pouvoir aux matieres ecclésiastiques. Il y avoit aussi des notaires épiscopaux, mais les fonctions des uns & des autres ont été retranchées en France par la création des notaires royaux apostoliques en 1691. Le greffier de l'officialité est pourvû par l'évêque :

& les émo'umens du greff sont ordinairement baillez à ferme , comme faisant partie du revenu de l'évêché.

Mais il y a d'ailleurs des greffiers des insinuations ecclésiastiques , qui sont officiers royaux. Ils furent établis d'abord , en conséquence d'un édit du roi Henri II. qui après avoir retranché quelques abus touchant les provisions de la cour de Rome , par l'édit des petites dattes ; ordonna en 1553. que toutes les provisions , & les autres actes qui peuvent donner droit à des benefices, seroient insinuez & enregistrez. Le prétexte étoit d'éviter les faussetez & les surprises , & d'abord la nomination de ces greffiers fût donnée aux évêques : mais en 1595. le roi Henri IV les érigea en officiers royaux, seculiers & domaniaux, comme les autres greffiers. Le clergé s'y opposa & obtint faculté de les rembourser. En 1637. le roi Louis X I. créa des contrôleurs des procurations pour résigner , & des autres actes concernant les benefices : & par le même édit i fixa le nombre & la qualité des banquiers expeditionnaires en cour de Rome , & fit plusieurs reglemens utiles pour la matiere beneficiale. Mais comme les contrôleurs étoient fort à charge au public ; ils furent supprimez ; & remboursez par le clergé ; & le roi Louis XIV. en 1646. donna une declaration , par laquelle il révoqua l'édit du contrôle, confirmant néanmoins tous les reglemens utiles qu'il contenoit. Suivant cette declaration , les banquiers expeditionnaires en cour de Rome doivent être laïques , âgez au moins de vingt-cinq ans non officiers ni domestiques d'aucun ecclésiastique , & doivent donner caution de trois mille livres.

Ibid. 13. Les greffiers des insinuations doivent aussi

Decl. 1646.
10.

être laïques, non officiers ecclesiastiques & non parens des banquiers; de peur qu'il n'y ait trop d'intelligence. Ces greffiers ont été depuis supprimez, & de nouveaux créez à leur place par édit du mois de Decembre 1691. qui porte divers reglemens sur cette matiere.

Mais la pratique des officialitez est réduite à si peu, que la plupart des officiers ont plusieurs charges. Les mêmes sont notaires apostoliques & procureurs à l'officialité: & quelquefois encore banquiers expeditionnaires, ou greffiers des insinuations: ou banquiers & avocats au parlement. Les appariteurs de l'officialité sont aussi des laïques: leur fonction est semblable à celle des huissiers; & on se sert ordinairement d'eux pour les citations & les autres exploits: mais on se peut aussi servir des huissiers & des sergens des justices séculieres. De tous les officiers du tribunal ecclesiastique, il n'y a donc plus que l'official, le vicegerent & le promoteur, qui soient cleres. L'official doit être prêtre & docteur ou au moins licentié en theologie ou en droit.

*Ord. Blois
art. 45 Decl.
22. Majo
1682*

CHAPITRE V.

De la competence du juge d'église.

LA matiere de la jurisdiction ecclesiastique, comme de toute autre, est ou des differends à terminer, ou des crimes à punir. Le premier genre s'appelle matieres civiles. Suivant l'usage present de la France, l'église conoît des matieres purement spirituelles, entre toutes sortes de personnes, & peut co-

noître des matieres personnelles entre les clercs *in sacris*. Les matieres purement spirituelles , sont les sacremens & le service divin.

Entre les sacremens il n'y a guere que le mariage , qui fournisse des sujets de contestations ; encore la plûpart sont elles portées devant les juges laïques , par des appellations comme d'abus. Car si l'on accuse un mariage de nullité , pour avoir été célébré entre mineurs , sans publication de bans , sans consentement des parens , sans témoins , hors de la présence du curé , ou par quelque autre raison ; on appelle comme d'abus de la celebration du mariage , & on demande qu'il soit déclaré avoir été mal , nullement & abusivement contracté : parce que l'on sçait que les juges laïques prononceront plutôt ainsi que les juges ecclésiastiques. Les causes qui vont ordinairement devant les officiaux , sont celles des fiançailles ; pour en demander l'accomplissement , ou la resolution. L'accomplissement est ordonné s'il a eû cohabitation : en ce cas le juge d'église condamne à épouser ; & si la partie refuse d'accomplir la promesse de mariage , ou si par sa faute elle y a mis obstacle , l'official la condamne à une peine canonique & à quelque aumône , & ordonne que les parties se pourvoient par devant le juge laïque , pour leurs dommages & interêts. Si le juge d'église en prenoit conoissance , il y auroit abus.

Après la celebration du mariage , si l'on prétend qu'il y a nullité , soit à cause d'un premier mari vivant , soit à cause d'un vœu ou de parenté , ou de quelque autre empêchement dirimant , comme l'impuissance : c'est au juge d'église à en conoître. S'il declare n'y avoir point eû de mariage , à cau-

se d'un engagement precedent, ou de parenté; il doit défendre aux parties de se hanter ni frequenter; si c'est pour impuissance, il défend à l'impuissant de contracter mariage; & permet à l'autre partie de se pourvoir. Il étoit ordinaire, pour la preuve de l'impuissance, d'ordonner le congrez: mais cette honteuse procedure a été défendue par arrêt *Arr. du 13. Févr. 1677* du parlement de Paris. Toutes les fois qu'un mariage est déclaré nul, on doit imposer penitence aux parties, pour l'avoir contracté contre les canons, à moins qu'elles ne l'aient fait dans la bonne foi. Le mariage subsistant, si l'une des parties refuse d'habiter avec l'autre, ou demande d'en être séparée d'habitation; le juge d'église devroit également en connoître, puisque la cohabitation & le devoir conjugal sont de droit divin, & que les mariez n'ont plus leurs corps en leur pouvoir. *1. Cor. VII. 4* Mais dans l'usage on distingue: si l'une des parties poursuit l'autre pour la recevoir; ce qui s'appelle instance en adhesion, & qu'elle l'emporte; le juge ordonne à la femme, de rendre honneur & obéissance à son mari, ou à l'homme, de la traiter maritalement. S'il s'agit de séparation, les juges laïques ne permettent pas aux ecclésiastiques d'en connoître; parce que la séparation des corps emporte toujours celle des biens.

Le service divin peut fournir des contestations: si on se plaint que quelqu'un y apporte du trouble, que les fondations ne sont pas acquittées, que les chantres ne sont pas payez de leurs salaires, que les statuts du diocèse ne sont pas observez, quant aux heures & à la maniere de le celebrer. Ces differends sont de la competence du juge d'église.

Il doit connoître aussi des matieres benefi-

ciales ; puisque rien n'est plus important à l'église , que le choix des dignes ministres & la fidele administration de son revenu. On convient donc que les matieres beneficiales sont de la jurisdiction ecclesiastique : mais on

Preuv. l. Galich. 6. a introduit depuis trois cens ans au moins la distinction du possesseur & du petitoire , & voici quel en est le fondement. Durant que l'autorité royale étoit moins respectée & les seigneurs moins soumis , il arrivoit souvent , que ceux qui prétendoient avoir droit aux benefices , s'en mettoient en possession , ou en chassoient leurs adversaires , par voye de fait. La prétension d'un évêché , entre deux contendans nobles , soutenus de leurs parens & de leurs amis , faisoit une petite guerre dans le-païs. Les juges royaux & les parlemens s'efforçoient d'appaier ces désordres ; & d'établir par provision , lequel des deux devoit demeurer en possession ; en attendant la décision du procès , qui étoit pendant devant le métropolitain , ou en cour de Rome.

Cette entremise des juges laïques étoit raisonnable , tant qu'ils se contentoient , d'une connoissance sommaire du droit des parties ; pour donner à celui qui avoit le droit le plus apparent , la simple possession de fait , & le défendre seulement de la violence de l'autre , sans entrer en aucune connoissance du fond. Mais ils n'en sont pas demeurez là. Il ne peut , disent-ils , y avoir de juste possession sans titre , en matiere beneficiale : ce n'est pas comme un bien profane , qui peut être abandonné par le propriétaire . & acquis par le premier occupant. Il faut donc avant que de juger le possesseur , examiner les titres & les capacitez. On appelle titres , les actes qui donnent droit aux benefices ; com-

me les lettres de provision, ou de visa, l'acte de prise de possession. On appelle capacitez, les actes qui prouvent les qualitez de la personne; comme l'extract baptistaire, les lettres de tonsure, d'ordre, de doctorat. Et comme cet examen est souvent long & qu'il est nécessaire d'établir d'abord les qualitez des parties; & de savoir qui est le demandeur & le défendeur: on a distingué deux sortes de possession; la possession provisionnelle, ou récréance, qui se fait pendant le cours du procès: & la possession définitive, ou pleine maintenue.

Après que le juge laïque a prononcé définitivement sur le possessoire: il devroit, suivant l'ordonnance, renvoyer les parties pour le pétitoire, pardevant le juge d'église: mais dans la pratique on ne le fait plus. Parce que, comme sous prétexte du possessoire, on a examiné la matière dans le fond: & souvent en deux ou trois degrez de jurisdiction: il semble inutile & même onereux aux parties, de les engager dans un nouveau procès, pour le jugement du même différend. Quoiqu'il en soit, on ne souffre plus que les parties se poursuivent devant le juge d'église, pour le pétitoire des bénéfices: & s'il rendoit quelque jugement ou quelque ordonnance en cette manière, les gens du roi en appelleroient comme d'abus. Le premier arrêt qui ait jugé abusive une telle citation est du 15 Juin 1666. Aussi l'égglise est entièrement privée en France de la connaissance des matières bénéficiale. La sentence de récréance est exécutoire nonobstant l'appel: & la maintenue s'exécute aussi en cas d'appel, par forme de récréance. Si l'un des contendans decede pendant le procès régulièrement on ne devoit point reprendre l'instance puisqu'il n'y a point d'héritiers pour les bénéfices: & il est défendu de

Ord. 1539.
art. 46. 57.

Dufres.
Journ. liv. 3.
c. 112.

Ed. 9.
Bran. Leue.
R. 23.

C. 2. ut li-
pend. in 62.

pourvoir une autre personne du bénéfice litigieux, durant la litispendance. Mais toutes les provisions de cour de Rome dispensent de cette règle ; & la subrogation est accordée au resignataire, ou à celui qui est pourvû par mort, comme à un acquereur ou un héritier. Il est vrai qu'il faut demander la subrogation, & la demander dans l'an ; qui est le terme des actions possessoires.

Loi.

On a distingué, de même le possessoire & le pétitoire des dixmes : & les juges laïques se sont attribuez la connoissance du possessoire ; ils connoissent aussi de la quotité de la dixme au fonds, & de la portion congrüe des currez, par provision. Je parle ici des dixmes ecclésiastiques ; car pour les dixmes inféodées, elles sont regardées comme des biens profanes, & le juge laïque en connoît même au pétitoire.

Quant aux personnes ecclésiastiques, le juge d'église doit connoître de leurs différends en matière pure personnelle, ou même entre un clerc & un laïque si le clerc est défendeur. Mais pour peu qu'il y ait d'action réelle ou mixte, c'est à-dire hypothécaire, ils vont devant le juge laïque, même en défendant ; de même quand il s'agit de l'exécution d'un contrat passé par devant notaire ou d'une reconnaissance de promesse. Et en matière pure personnelle, un clerc poursuivant un clerc du même ressort, va d'ordinaire devant le juge laïque : parce que la justice y est plus prompte, & que les jugemens ont exécution parée : ce que n'ont pas ceux du juge d'église. Le clerc défendeur en matière pure personnelle, peut demander son renvoi ; mais il peut ne le pas demander ; nonobstant les constitutions canoniques, qui di-

*Ord. 1539.
art. 92.*

*C. si diligenti
ti. de foro
comp.*

sent que ce privilege des clercs est de droit public & qu'ils ne peuvent y renoncer.

Ce qui doit consoler les évêques de voir leur juridiction réduite à des bornes si étroites ; est que dans son origine & suivant l'esprit de l'église , elle ne consistoit pas à faire plaider devant eux , mais à empêcher de plaider. Il est vrai qu'ils ne sont plus les maîtres , comme ils l'étoient , d'empêcher les procez , même entre leurs ecclesiastiques : ni de choisir des curez ou d'autres ministres de l'église aussi dignes , que les canons leur ordonnent.

CHAPITRE VI.

De la procedure civile.

EXpliquons maintenant quelle est la procedure des couts ecclesiastiques , en ces matieres civiles : afin de traiter après tout ensemble , ce qui regarde les matieres criminelles. Dans les premiers siècles , les jugemens ecclesiastiques n'étant que des arbitrages , pour les matieres temporelles & dans les spirituelles , des jugemens de charité ; on n'y suivoit point les formules des tribunaux seculiers , mais seulement les regles de l'écriture sainte & des canons. Cette distinction entre les jugemens ecclesiastiques & les seculiers se voit manifestement dans la conference de Carthage , & en plusieurs conciles. Mais depuis plus de cinq cens ans les formalez se sont multipliées dans les tribunaux ecclesiastiques ; & l'étude du droit Romain c'est à dire des livres de l'empereur Justinien semble en avoir été la cause. On a vou-

*Coll. Carth.
act. l. n. 40.
&c.*

lu pratiquer ce que l'on y trouvoit écrit , & le joindre aux formules , que l'usage avoit conservées. Ainsi les juges ecclesiastiques ont commencé à proceder à la rigueur , & suivant toutes les formes du droit ; dans un tems où les juges seculiers en observoient peu , parce que c'étoit des nobles & des gens de guerre ; qui la plupart n'avoient point de lettres & ne suivoient dans leurs jugemens que les anciennes coutumes. Depuis ils se firent assister par des clercs , à qui ils ont enfin laissé l'exercice de la justice ; & ces clercs ont introduit leurs formules en tous les tribunaux ; principalement dans les parlemens. Et sorte que toute la procedure moderne des cours seculieres vient des canonistes ; & qui voudra l'éudier curieusement , doit en chercher les origines dans les decretales. On peut voir les procedures qui étoient le plus en usage , au commencement du treizième siècle , par le decret du concile de Latran : qui oblige le juge à se faire assister d'une personne publique , pour rediger par écrit toute la procedure.

*C. quoniam
11. de probat.*

Les ordonnances qui ont été faites en France depuis deux cens ans pour l'abreviation des procès , n'ont pas été si tôt pratiquées dans les officialitez ; & on y a plus long tems gardé la langue latine & les anciennes procedures , mais on s'en est débarrassé insensiblement : la plupart des actes s'y font en françois comme ailleurs , & les ordonnances du roi Louis XIV. y sont observées exactement : celle de 1667 pour la procedure civile , & celle de 1670. pour la procedure criminelle. Il est vrai que la procedure n'est pas uniforme dans toutes les officialitez : chacune a quelques usages particuliers ; & chaque official y apporte

porte quelque difference. Les uns sont plus attachez à la rigueur des regles, & les autres vont plus à la décision & à la diminution des affaires. J'expliquerai les principales parties de la procedure & les actes les plus essentiels : & je ne feindrai point de dire ce que le tribunal ecclesiastique a de commun avec le tribunal seculier, puisque je ne dois pas supposer, que tous ceux qui liront cette institution, soient d'habiles praticiens. Je marquerai aussi plusieurs anciennes procedures, qui ne sont plus en usage; parce que les decretales & les autres livres du droit canonique moderne en sont remplis: en sorte que pour les entendre, il est necessaire d'avoir quelque teinture de ces procedures abolies.

Pour terminer un differend il faut que les parties paroissent devant le juge, qu'elles lui expliquent leurs prétensions, & qu'il prononce son jugement. Voilà donc trois parties essentielles à toute procedure : la comparition, la contestation, le jugement : & toutes les procedures particulieres se rapportent à quelqu'un de ces trois chefs. Pour obliger une partie à comparoître devant le juge, il faut l'en faire avertir, & cet acte, en cour d'église, s'appelle citation. Autrefois elle ne se donoit que sur l'ordonnance du juge & elle étoit signifiée par un appariteur : à present les citations se donnent comme les assignations des cours laïques, sur le simple requisitoire de la partie; & peuvent être données par toutes sortes d'huissiers ou de sergens. On y observe la même forme : l'exploit doit être libellé, c'est à dire contenir sommairement la demande, & être accompagné de copies des pieces justificatives.

On le doit donner à la personne ou à son domicile , & en laisser copie.

*C. fin. de fe-
rils.*

Les citations devant un juge délégué , ne se font qu'en vertu de son ordonnance : & il faut en même tems faire signifier la commission ; car la partie n'est pas obligée d'en avoir connoissance. Il doit dans son ordonnance désigner un lieu certain , parce qu'il n'a point d'auditoire propre. Toutes citations doivent être données à jour nommé , qui ne soit pas un jour de fête. Car les procédures faites un jour de dimanche ou de fête chômée seroient nulles. Mais quand les affaires ne cessent que pour la commodité des hommes ; comme pendant les vacations pour la moisson ou pour les vendanges ; on peut procéder ces jours-là du consentement des parties. Les citations qui se donnent à des personnes incertaines , ou à une multitude qui ne fait point de corps , se font par affiches aux lieux publics , & par dénonciation au prône.

Toute personne peut procéder en jugement, pourvu qu'elle ne soit ni en puissance d'autrui ni norée d'infamie. On procède en personne ou par procureur : qui s'appelle procureur aux causes , ou postulant , à la différence des procureurs aux affaires. Les Procureurs postulans sont établis en France en titre d'office dans tous les tribunaux : & leur ministère est nécessaire , parce que les particuliers ne sont pas ordinairement assez instruits des formalitez de justice : mais les procureurs ne procèdent qu'au nom de la partie. Le procureur aux affaires d'une communauté , s'appelle ordinairement syndic.

Sur la citation il faut se présenter. Dans les officialitez la présentation se fait ou réel-

lement à l'audiance ou par acte signifié au procureur. Celui qui ne se presente point s'appelle défaillant ou contumax, c'est-à-dire opiniâtre, & est toujours présumé avoir tort : parce qu'encore qu'il soit mal assigné & devant un juge incompetent, il ne doit pas le mépriser ; mais venir au moins pour proposer les raisons qu'il a de décliner la jurisdiction. Suivant les canons, le contumax ne devoit pas perdre sa cause ; mais seulement être puni, par la restitution des dépens, par la mission en possession, ou par les censures ecclesiastiques. Le juge pouvoit employer les unes ou les autres de ces peines, selon qu'il les jugeoit plus efficaces. La mission en possession vient du droit Romain, & n'est qu'un moyen de fatiguer le contumax, en permettant à sa partie de se saisir de la chose contentieuse, en matiere réelle ; ou de tous les biens jusques à concurrence de la dette, en matiere personnelle. Mais cette possession n'est qu'une simple garde, & n'acquiert aucun droit au demandeur, si ce n'est après l'an & en vertu d'un second decret. Il étoit frequent autrefois d'user de censures, même d'excommunication, pour punir la contumace. Ce que le concile de Trente a défendu, toutes les fois que l'on peut proceder par execution réelle ou personnelle : c'est-à-dire par saisie de biens, amendes pécuniaires, emprisonnement de la personne, privation de benefices : & il ne permet d'user de censures, qu'au défaut de tous les autres moyens & à la dernière extrémité.

La raison d'user de peines contre le contumax, plutôt que de lui faire perdre la cause, est que suivant les regles du droit, avant la contestation en cause, on ne doit ni juger

*C. cum de elec-
ti 6. de dolo
& contum.*

*C. 3. de eo
qui m. t. in
pos.*

*C. 114. frat. 3
B ult. ut l. 12
non co. test.*

*C. 1. de eo
qui m. t. in
pos. c. 2. de
seq. poss.*

Seff. 2. §. c. 3.

*Toto tit. ut
l. 12 non co. 1.
test.*

*E ult. §
ord.*

ni même recevoir les preuves : parce que jusques là , on n'a entendu qu'une des parties. Toutefois l'utilité à faire passer par dessus cette règle , en matière de mariages , où il y a péril dans le délai : & en matière de bénéfices , où il est nécessaire de pourvoir promptement , à ce que l'église soit desservie , & où il seroit dangereux d'envoyer en possession , sans connoissance de cause . le plus diligent qui seroit souvent le moins digne. On a mieux aimé examiner sommairement les raisons & les preuves : afin de lui donner la possession , s'il a un droit apparent ; & punir ainsi le contumax ; sans l'exclure toutefois de revenir se défendre , en refundant les dépens. Cette procédure a paru plus douce & plus commode , & s'est étendue à toutes matières. Ainsi le profit du défaut est de renvoyer le défendeur absous , ou d'adjuger au demandeur ses conclusions : les autres peines de la contumace n'ont plus de lieu chez nous.

*Toto tit. de
libelli obl.*

*Ord. 1539.
art. 16.*

Autrefois la première démarche après la présentation , étoit que le demandeur devoit donner un libelle ou mémoire de sa demande ; sur quoi le défendeur avoit un certain délai pour consulter & pour répondre. Afin de retrancher ces délais on a ordonné que les exploits d'ajournement seroient libellés , c'est-à-dire que le libelle y seroit inséré. Ce qui est juste : puisque le demandeur avant que d'intenter l'action doit avoir préparé , non seulement sa demande , mais toutes ses preuves.

Le défendeur s'étant présenté , propose souvent des exceptions. On appelle ainsi les fins de non recevoir & de non procéder , & les allegations semblables ; qui tendent à différer l'examen de la cause , ou à en renvoyer

le défendeur, sans examiner le fonds. Il y a
 premierement les exceptions déclinatoires ;
 par lesquelles le défendeur prétend n'être
 point obligé à répondre devant le juge, où
 il a été assigné : & celles là doivent être
 proposées les premières, autrement elles ne
 sont plus recevables : puisque dès que l'on
 a commencé à répondre, il n'est plus raiso-
 nable de dire qu'on ne le peut faire. D'au-
 tres exceptions s'appellent dilatoires ; parce
 qu'elles ne font que retarder l'examen ou le
 jugement de la cause : d'autres sont peremp-
 toires, parce qu'étant prouvées, elles étei-
 gnent l'action. Il y a des exceptions tirées
 de la personne du demandeur. Comme si on
 lui dispute son état, ou la qualité en laquelle
 il agit.

La plus fameuse dans les canons est celle
 de l'excommunication, mais elle n'est plus
 en usage parmi nous. Comme les excom-
 muniés sont infames, il ne leur est pas per-
 mis de poursuivre les autres en justice ; & on
 prétend que ce seroit communiquer avec eux,
 de leur parler en même jugement. Cette ex-
 ception pouvoit être opposée au demandeur
 en tout état de cause, & on en abusa souvent
 depuis que les excommunications furent de-
 venues fréquentes. C'est pourquoi le concile
 de Lion sous Innocent IV. ordonna, qu'elle
 ne seroit point reçue, sans exprimer l'espèce
 d'excommunication, & le nom de ce ui qui
 l'avoit prononcée : qu'elle seroit prouvée dans
 la huitaine & qu'elle ne pourroit être alle-
 guée que deux fois. Quant au défendeur,
 l'excommunication ne lui peut être objectée ;
 parce qu'il vient malgré lui en jugement &
 qu'il n'est pas juste de lui ôter le moyen de
 se défendre ; mais il peut encore moins s'en

C. 1. de ex-
 cept. in 6.

C. excers. 12.
 de except.

C. cum inter
 5. e except.

C. melior.
 7 de judic.

prévaloir , pour se mettre à couvert de la justice.

Une autre exception celebre chez les canonistes est celle de spoliation. Suivant les regles du droit un homme dépouillé , c'est-à-dire dépossédé par violence de la chose contentieuse , ne pouvoit être poursuivi par celui qui l'avoit dépossédé , qu'après avoir été restitué & remis en possession afin que l'usurpateur ne profitât pas de sa violence. Que si un homme étoit dépouillé de tous les biens , il n'étoit point obligé de se défendre contre quelque action que ce fut : parce qu'il étoit assez à plaindre , & n'avoit plus de moyen de fournir aux frais d'une poursuite. Sur ces fondemens on avoit introduit plusieurs chicanes. On qualifioit de spoliation toute déposition injuste , même par sentence rendue dans les formes. On alléguoit contre le demandeur la spoliation prétendue faite par un tiers. Sous ce prétexte on éludoit toute poursuite criminelle : & pour se maintenir dans l'impunité , on ne se faisoit jamais restituer. Aussi cette exception de spoliation fut elle restreinte en diverses manieres au concile de Lion sous Gregoire X. en 1274. & à présent il ne s'en parle plus en France. On ne parle plus aussi de reconvention , ni de la différence entre la cour d'église où elle étoit admise , & la cour laye où elle ne l'étoit pas. Mais en toute juridiction il est permis au défendeur d'intenter contre le demandeur telle action qu'il lui plaît , sous le nom de demande incidente , sur tout quand il a connexité avec l'action principale : autrement la demande incidente ne sera pas reçue , si les deux parties ne sont sujettes à la même juridiction. Ainsi un clerc poursuivi

E. 1. de restit. spol. in 6.

Const. de Par. art. 105.

par un laïque devant l'official, ne peut y former contre lui une demande incidente, si elle n'est entièrement connexe.

CHAPITRE VII.

Suite de la procedure.

S'il n'y a point d'exceptions, ou si le juge n'y a pas égard, il faut défendre au fonds: & les défenses se proposent, ou par écrit, ou de vive voix devant le juge: auquel cas elles sont comprises dans le narré de la sentence.

Le premier jugement qui intervient sur les défenses forme la contestation en cause, qui est le fondement de tout le procès. Car avant que le juge ait ouï les prétensions respectives, & jugé s'il doit en admettre la preuve, on ne peut dire qu'il y ait un procès ou un différend. Les effets de la contestation en cause sont considérables. C'est comme un contrat, par lequel les parties s'obligent à l'exécution du jugement, qui interviendra. Le défendeur qui étoit en bonne-foi auparavant, est constitué en mauvaise foi, par la contestation. Les qualitez des parties & leurs demandes demeurent établies, en sorte qu'il n'est plus permis d'y rien changer.

Depuis que les formalitez se furent multipliées dans les cours ecclesiastiques, on fut obligé d'y faire la distinction de deux sortes de jugemens. Les jugemens solennels, où toutes les formalitez devoient s'observer: les jugemens sommaires, où presque tout se fait de vive voix à l'audience & où les délais sont courts. On marquoit pour causes où l'on

*C. unde litis
contest.*

*C. dudum 54
§. licet, de
elect.*

*Clementi
sepe 2. de
verb. signis*

Clement. 2. doit proceder sommairement, celles dont
le judic. la matiere est legere, ou qui requierent cele-
 rité, quoi qu'importantes: comme les cau-
 ses de benefices, de dixmes, de mariages.
 C'est presque tout ce qui reste aujourd'hay
 aux officialitez, c'est pourquoy la plûpart des
 causes s'y jugent sommairement & à l'au-
 diance: & il est certain que plus on retran-
 che de formalitez, plus on se raproche de
 l'ancienne simplicité des jugemens ecclesiasti-
 ques.

La cause étant contestée, il faut que les
 parties fassent leurs preuves & que le juge
 les examine. La preuve est vocale, ou litte-
 rale. La preuve vocale vient de la confession
 de la partie; ou des dépositions des témoins.
 Il est permis aux parties de se faire interro-
 ger l'une l'autre sur faits & articles perti-
 nens; & quand on refuse d'y répondre ils
 sont tenus pour confessez. Le juge peut aussi
 interroger d'office en tout état de cause.

e. Joan. 10.
de fide instr
l. ubiunque
ff. de inter.
e. fin de pure
jur jurata
glossa

Souvent le demandeur se tient au serment
 du défendeur: quelquefois le défendeur lui
 réfère le serment, quelquefois aussi, faute
 de preuves, le juge déferre le serment au
 demandeur. L'usage du serment décisoir,
 c'est à dire, qui termine la cause, est plus
 frequent en cour d'église; à cause de la qua-
 lité des personnes, en qui l'on présume plus
 de conscience & de religion.

Il y a plus de ceremonie pour la preuve
 par témoins. Ils doivent être assignez, par
 ordonnance du juge, devant lequel ils font
 leurs dépositions secretement; & elles sont
 redigées par écrit. C'est ce que nous appel-
 lons enquete en matiere civile, & infor-
 mation en matiere criminelle. Si les témoins
 refusent de déposer, on peut les contrain-
 dre

de à venir à révelation, par censures ecclesiastiques. On commence par des monitoires généraux publiez par affiches & aux priônes des paroisses. Ces monitoires sont des ordonnances du juge ecclesiastique, par lesquelles après avoir narré le fait, qui est ordinairement quelque crime, il commande à tous ceux qui en auront connoissance de venir à révelation, sous peine d'excommunication, s'ils y manquent après trois monitions semblables. Comme cette voye est la seule, pour trouver des preuves de certains faits secrets elle est devenue tres frequente: & les juges laïques, en des causes purement profanes permettent souvent de faire publier monitoires: & prétendent même si l'official les refuse, être en droit de l'y contraindre, par saisie de son temporel: ce que le concile de Trente a défendu expressément: comme aussi de publier des monitoires pour des matieres legeres.

Sess. 25. c. 3.

La preuve litterale consiste en écritures publiques ou privées. Les écritures publiques sont foy par elles-mêmes: & on appelle écritures publiques, toutes celles qui sont faites par des officiers publics exerçans leurs charges. Les écritures privées ne sont foy que quand elles sont reconnues, ou verifiées par comparaison d'écriture. On n'est obligé d'ajouter foy qu'aux originaux: si ce n'est que les copies soient collationnées, c'est-à-dire certifiées conformes, par une personne publique: encore à la rigueur la partie peut exiger, d'être present à la collation; & autrefois elle ne se faisoit que par ordonnance du juge. Si les pieces sont entre les mains d'une personne publique, on peut les compulser; c'est-à dire obliger l'officier par autorité de justice, à en délivrer des expéditions ou des extraits. Les bulles & autres expéditions

c. 2. de fides instrum.

C. 14. de collat.

ditions de cour de Rome doivent être certifiées par deux banquiers expeditionnaires, pour faire foy dans les tribunaux de France

Après que les parties ont produit leurs preuves : elles doivent prendre communication des productions l'une de l'autre, pour y contredire dans certain delay : & après qu'elles ont fourny de contredits, ou que les délais sont passez ; l'instance est en état de juger. Si toute fois l'église ou le public a interest dans la cause : le promoteur doit avoir communication du procès & donner ses conclusions. Les jugemens sont de deux sortes ; interlocutoires, & définitifs. Les interlocutoires sont ceux, par lesquels on ordonne quelque chose, en attendant la décision du differend : comme une provision ou un sequestre. Les jugemens définitifs sont ceux qui terminent le differend. Tous les appointemens & les reglemens de procedure sont une espece d'interlocutoires.

C. fin. de sex.
176. Autrefois les sentences devoient être prononcées aux parties, lors même que le procès étoit jugé sur les pieces & en secret : l'usage a premierement aboly cette forme en cour laïque, & enfin l'ordonnance l'a abrogée universellement. Le concordat avoit prescrit aux
Ord. 1667. juges deleguez un terme de deux ans, dans
Conc. ti. 19. lequel toute instance devoit être jugée. Ce que
Seß. 24. c. le concile de Trente a étendu même aux ju-
29. ges ordinaires : en sorte qu'après ce terme, il est libre aux parties de se pourvoir devant le juge supérieur ; & d'y poursuivre les procedures en l'état où elles se trouvent. En France il n'est pas necessaire d'attendre ce terme. L'instance étant en état, si le juge differe de juger, la partie lui fera deux sommations : après lesquelles elle pourra appeller comme de déni de
Ord. 1667. justice, & prendre le juge à partie, pour le
tit. 25. art.

faire condamner en les dommages & intérêts. Telle est la procédure en premiere instance. Nous parlerons des appellations , après avoir expliqué la procédure criminelle.

CHAPITRE VIII.

De l'heresie & des autres crimes contre Dieu.

LA juridiction ecclesiastique s'est mieux conservée à l'égard des crimes , qui sont particulièrement défendus par les canons ; parce qu'ils combattent plus directement la religion & les bonnes mœurs , que la société civile : quoy que les princes Chrétiens , aient aussi fait des loix pour les défendre & les punir. Le plus grand de tous les crimes ecclesiastiques est l'heresie , qui attaque les fondemens de la religion. On appelle heresie , l'attachement opiniâtre à quelque dogme , condamné par un jugement de l'église universelle. Soit par les decrets d'un concile œcumenique , comme l'heresie d'Arius , condamnée au concile de Nicée : soit par la décision du pape reçu de toute l'église : comme celle de S. Innocent contre Pelage : soit par un concile particulier , reçu de toute l'église , comme le concile d'Antioche , qui condamna Paul de Samosate. Il y a donc en cette matiere deux jugemens : celui de la question de droit , pour sçavoir si une telle opinion est orthodoxe ou heretique ; & celui-là appartient uniquement à l'église , c'est-à-dire à l'évêque , au concile de la province ou au S. Siege. L'autre jugement est de la ques-

Innoc. epist. 24. 25. H. st. eccles. liv.

XX. II. n. 34. Euseb. liv.

VII. c. 30. VIII. n. 4.

24. 9. 1. c. 1. 2.

c. ab. abol. 9. de heretis,

tion de fait ; si un tel en particulier est heretique.

Les Juges laïques prétendent en France que ce jugement leur appartient, quand l'heresie est manifeste, sans préjudice du jugement de l'église : parce qu'il ne s'agit que d'exécuter les loix des princes, & faire punir ceux que l'église a condamnés. Or les princes ont établi des peines temporelles contre ce crime ; parce qu'il trouble la tranquillité publique, en divisant les esprits. Car il est moralement impossible, qu'il y ait de la concorde entre des gens, qui prenant la religion aussi serieusement qu'on le doit se regarder les uns les autres comme sacrilèges, ou superstitieux. Il ne faut point dire, que le prince n'a point de droit sur les cœurs, & sur les opinions des hommes ; il a droit au moins d'empêcher que l'on n'en fasse paroître de mauvaises : & il ne doit pas être plus permis, de parler contre l'honneur de Dieu & les dogmes de la religion, que contre le respect qui est dû au prince, contre les maximes fondamentales de l'état ; ou contre les bonnes mœurs.

*E. ad air-
bonds. 5. de
heret.* L'heresie se purge par l'abjuration de l'erreur & la profession de la toy catholique. Mais si le coupable retombe ensuite, soit dans la même heresie, soit dans une autre : on l'appel relaps : & l'église se rend bien plus difficile à luy accorder l'absolution, pour ne pas profaner les sacremens. On condamne aussi les fauteurs des heretiques ; c'est à dire ceux qui les retiennent, les aident & les favorisent en quelque maniere que ce soit. L'heresie est punie des plus grandes peines canoniques : de la déposition pour les cleres, de l'excommunication pour tous ; & ceux qui meurent en cet état sont privés de la sepulture ecclesiastique. La peine

*E. excor.
dans c. 10. J.
credens. 101.*

*E. pour air-
5. cod.*

s'étend jusques à leurs enfans ; & ils sont irréguliers pour les ordres & les benefices ; au premier degré seulement à cause de la mere ; au second degré à cause du pere. Quant aux peines temporelles , les princes les ont imposées plus ou moins rigoureuses , selon les tems & la qualité des heretiques , plus ou moins seditieux : des amendes pecuniaires , la confiscation des biens , en tout ou en partie , des peines afflictives , le bannissement , la mort.

Ceux qui sont nez dans l'heresie sont plus excusables : mais ceux qui l'embrassent , après avoir fait profession de la religion catholique , sont nommez apostats & sont les plus rigoureusement punis. On nomme aussi apostats , les religieux profés & les clercs sacrez , qui renoncent à leur profession , pour se marier ou mener une vie seculiere : & à plus forte raison , ceux qui renoncent entierement à la profession du Christianisme comme les renegats qui passent chez les Mahometans. L'église conserve sur eux sa juridiction : parce que le caractere du batême ne pouvant s'effacer , ils ne cessent pas d'être ses enfans , quoy que rebelles.

Mais les infideles qui ont toujours été tels , comme les Juifs , les Mahometans & les idolâtres , ne sont point de la juridiction de l'église. Tout ce qu'elle peut faire est de défendre aux fideles le commerce dangereux qu'ils pourroient avoir avec eux : & d'implorer le secours du bras seculier contre leurs entreprises. Car c'est à la puissance temporelle à les reprimer , si se trouvant chez les Chrétiens ils attentoient contre la religion ; en parlant indignement , dogmatifant , séduisant des Chrétiens ; ou faisant exercice public de leur fausse religion. Le prince a droit d'empêcher tous

C. statum
15. cod. de
6.

C. 1. de
de apost.

C. 5. 6. de
jud. ex con.
Lat. III c.
15. 16. 17.
cod. ex con.
Lat. IV.

ces maux : & pour les prévenir , il peut défendre , à ceux qui ne font pas profession de la religion de l'état , d'y habiter. C'est ce qui a fait bannir les Juifs de France , depuis trois cents ans ; & par la même raison , l'exercice de la religion prétendue réformée de Calvin a été aboli , par l'édit du mois d'Octobre 1685. qui a révoqué l'édit de Nantes. Comme les heretiques & les infideles sont préoccupez de leurs erreurs : on ne peut les empêcher , de faire dans les pais où ils sont les maîtres , des loix contre la véritable religion. Mais ces sortes de loix n'ont jamais détourné les vrais Chrétiens d'y habiter , & d'y travailler à la conversion des ames : sachant qu'il faut obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes : & qu'il est défendu de craindre ceux qui ne peuvent tuer que le corps. C'est ainsi que la religion Chrétienne s'est établie : & cet état de persécution sera toujours la preuve la plus sûre pour connoître les vrais Chrétiens.

Les canons mettent les schismatiques en même rang que les heretiques ; parce que , comme dit S. Cyprien , celui qui ne garde pas l'unité de l'église , ne garde pas non plus la foy. Le schisme est une division , qui déchire l'église ; lors qu'une partie du peuple ou du clergé se revolte contre son pasteur légitime , se retire de sa communion ; & de son autorité propre , se donne un faux pasteur. Les peines du schisme sont les mêmes que de l'herésie. Entre autres , la cassation des ordinations & de tous les actes de juridiction , faits par les prelatz schismatiques. Toutefois , les heretiques ny les schismatiques ne perdent pas le pouvoir qu'ils avoient d'administrer les sacrements , non plus que les autres pecheurs : le caractère du sacerdoce ne s'efface non plus , que celui

Mat. IV. 19.
Matth. X.
28.

2 A. 7. 1. c.
lequitur. 18.

et de schi.
ex cons. lat.
II. c. 2. cod.

du batême : seulement ils pechent , en exerçant ces pouvoirs hors la communion de l'église. Donc comme le batême administré par un heretique ou un schismatique est valable ; aussi bien que celui qui est administré par un ivrogne ou un impudique : ainsi les prêtres ordonnez par un évêque heretique ou schismatique , sont prêtres ; pourvû que l'évêque eût été luy même ordonné valablement. Car ceux , que des laïques ou de simples prêtres auroient prétendu établir évêques ou pasteurs , sous quelque nom que ce soit ne seroient jamais que des laïques. La nullité prononcée par les canons contre les ordinations des schismatiques , s'explique donc par une interdiction perpetuelle : dont l'église peut dispenser.

*De consecr.
dist. 1. c. 40.
ex Aug. lib.
2. de bap.*

*24 q. 1. post.
c. 37. c. 3. de
sc. i. s. f. ho.
supplem q.
38. art. 2.*

Le blasphême est une suite ordinaire de l'heresie : puisque celui qui croit mal , parle indignement de Dieu & des mysteres , qu'il méprise : & c'est ce qui s'appelle proprement blasphême. On donne aussi ce nom aux jurmens vains & insolens : & ils sont plus punissables , selon que les paroles sont plus horribles & proferées avec plus de délibération. On y rapporte le parjure : c'est faire injure à Dieu de violer le serment fait en son nom ; ou de promettre en son nom , ce que l'on ne peut accomplir sans crime.

*C. 2 de Ma.
ledic.*

Le sacrilege est l'action faite au mépris de la religion ; comme la profanation de la sainte eucharistie , des saintes huiles , des vases sacrez , des églises , des cimetières : le violement des franchises , des lieux saints , dans les païs où elles sont encore observées : le vol ou l'usurpation des biens consacrez à Dieu : les violences commises contre les clercs & les religieux. Le sacrilege se trouve souvent joint avec le sortilege & les malefices , de ceux

*17. q. 4. c.
quisquis. 12.*

qui prétendent avoir commerce avec les démons, pour deviner les choses cachées ou futures, donner de l'amour ou d'autres maladies, ou nuire autrement à leurs ennemis. Là se rapporte la magie, l'astrologie judiciaire, la chiromancie & toutes les autres especes de divination: les paroles & les caracteres pour guerir certains maux, ou empêcher certains effets naturels. Comme il n'y a aucune proportion naturelle entre ces moyens & les effets que l'on en attend; s'il y a quelque effet réel, il ne peut venir que du démon: puisque Dieu ne s'est pas obligé à faire de tels miracles. Et quand il n'y auroit que de l'illusion, comme on le reconnoît souvent, la seule profession de ces arts défendus par la loy de Dieu, & l'intention de s'en servir, est criminelle. La superstition mene naturellement à ces crimes, & l'on appelle en general superstition, toute pratique que l'on observe sous pretexte de religion, quoy qu'elle ne soit, ny autorisée par l'usage public de l'église, ny utile pour la piété. La superstition est un crime, si elle est notable & soutenue avec opiniâtreté; mais le plus souvent elle ne vient que d'ignorance & de foiblesse d'esprit. Suivant l'usage de France les laïques ne sont point soumis à la juridiction ecclesiastique pour toutes ces sortes de crimes, blasphème, sacrilege, divination, & autres semblables: c'est le juge seculier qui en connoît comme executeur des ordonnances.



CHAPITRE IX.

De l'inquisition. De son origine.

DE puis près de cinq cens ans il y a des tribunaux ecclesiastiques , érigés particulièrement pour conôître de l'heresie & des autres crimes dont il vient d'être parlé. Ce sont ceux de l'inquisition. Quoiqu'il n'y en ait plus en France, ils sont si considerables en Italie & en Espagne, que j'ai crû necessaire d'en dire un mot. En voici l'origine.

Les Freres Prêcheurs furent instituez principalement pour la conversion des Albigeois & des autres hérétiques, comme il a été dit. Les Freres Mineurs s'y appliquèrent aussi, peu de tems après leur institution, & dans la premiere ferveur de ces religieux, les papes s'en servirent volontiers, voyant le grand fruit qu'ils faisoient. Ils réfutoient les hérétiques dans leurs sermons, & leurs disputes particulieres : ils exhortoient les princes & les peuples catholiques à poursuivre ceux qui demeuroient obstinez, & à en purger leurs païs. Ils s'informoient en chaque lieu du nombre & de la qualité des hérétiques : de la diligence que faisoient les évêques pour l'extirpation de l'heresie, du zele des princes & des peuples, & en envoïoient des relations à Rome. Ils n'avoient encore aucune juridiction ; mais quelquefois ils excitoient les magistrats à bannir ou à punir les hérétiques, ou les seigneurs à armer contre eux, & le peuple à se croiser, c'est à-dire à s'associer pour cette guerre sainte, avec une croix de drap sur la poitrine. On donnoit l'indulgence pleniere pour ces

croisades , comme pour celles des voyages d'outre mer

Novell.

collat. 10.

Direct. In-

911. in fin.

L'empereur Frideric II. étant à Padouë , dans le tems qu'il se reconcilia avec le pape Honorius III. fit quatre edits d'attez du même jour 22. Février 1224. par lesquels il ordonna aux juges seculiers de punir les hérétiques jurez par l'église ; condamna les obstinez au feu , & ceux qui se repentiroient , à la prison perpetuelle : étendant au crime d'hérésie , tout ce que les loix avoient ordonné contre la rebellion & le crime de leze majesté : & confirmant toutes les constitutions civiles & canoniques les plus rigoureuses contre les hérétiques. Il prenoit aussi les Inquisiteurs sous sa protection : car on nommoit à lors ainsi ceux qui avoient commission de rechercher les hérétiques ; & ce nom étoit tiré originairement d'une loi de Theodose le Grand contre les Manichéens.

Le pape Innocent IV. qui monta sur le S. siege en 1243 ; voyant le progrès que faisoient les hérétiques prit grand soin de faire observer ces loix de l'empereur Frideric ; & attendu les grands services que les Dominicains & les Franciscains rendoient à l'église : il leur donna plus d'autorité , les associant aux évêques , à qui la connoissance du crime d'hérésie appartenoit de droit. Il ordonna aux magistrats seculiers d'établir de l'avis de l'évêque & des inquisiteurs , des officiers , pour la capture des hérétiques & la saisie de leurs biens.

C'est ce que porte entre autres choses une bulle de ce pape Innocent IV. du 15. Mai 1252. adressée à tous les recteurs , les conseils , & les communautéz de la Lombardie , la Romagne , & la Marche Trevisane , contenant 31. articles , qui furent enregistrez dans leurs

statuts. Le premier de ces articles étoit, que les magistrats seroient obligez de les jurer, sous peine de perdre leurs charges, & d'être réputez suspects d'hérésie. Alexandre IV. renouvella cette constitution, avec quelques moderations, sept ans après en 1259. & elle fut encore renouvelée par Clement IV. six ans après en 1265. Mais quelque autorité qu'eût le pape en ces trois provinces, l'établissement de l'Inquisition ne s'y fit pas sans de grandes difficultés. On se plaignoit que les inquisiteurs ussoient de sévérité indiserete, qu'ils faisoient des extorsions, qu'ils exerçoient des vengeances particulieres: que par leurs sermons ils excitoient le peuple à s'émouvoir en tumulte. Il y eut deux séditions notables à cette occasion; l'une à Milan en 1242. l'autre à Parmes en 1279.

Venise ne reçût l'office de l'Inquisition qu'en 1289. en vertu d'une bulle de Nicolas IV. quoique depuis Innocent IV. tous les papes eussent tenté de l'y introduire. Cet office y est établi par un concordat entre le S. Siège & la République. Il est indépendant de la cour de Rome: c'est le doge seul, qui lui donne aide pour l'exécution & dépôt des deniers communs. A Venise il y a trois senateurs qui assistent aux actes de l'Inquisition: dans les villes sujettes ce sont les recteurs des mêmes villes.

L'office de l'Inquisition fut introduit en Toscane l'an 1238. & donné aux religieux de saint François qui avoit vécu dans ce pais. L'Inquisition entra en Arragon en 1233. à la sollicitation de S. Raimond de Pegnafort. Elle fut même établie en quelques villes d'Allemagne & de France, particulièrement en Languedoc, où elle avoit commencé: mais elle

*Fra Paolo
hist. dell.
Inquis.*

*Lud. à Pa-
rano lib. 8.
tit. 2. c. 8.*

ne subsista pas long-tems en France ni en Allemagne. Elle n'entra point dans le royaume de Naples, à cause de la mauvaise intelligence qui fut depuis cetems entre les rois & les papes. Elle subsistoit foiblement en Arragon, & à peine en voit on quelques traces dans les autres royaumes d'Espagne.

Mais le roi Ferdinand après en avoir entièrement chassé les Mores ; sachant que la plupart des nouveaux Chrétiens ne l'étoient qu'en apparence, voulut les retenir par la crainte, particulièrement les Juifs qui étoient en tres-grand nombre. Il obtint du pape Sixte IV en 1483 une bulle par laquelle fut créé inquisiteur general frere Thomas de Torquemada, plus connu par son nom latin de Turcremata. Il étoit dominicain & confesseur du roi ; & ce fut principalement par ses conseils que s'établit l'inquisition d'Espagne. Il présida à une grande assemblée qui se tint à Seville en 1484. où furent dressées des instructions qui servent encore de regle en cette matiere. Le pouvoir d'inquisiteur general lui fut confirmé par le pape Innocent VIII. en 1485. & cette charge a toujours été depuis une des plus considerables d'Espagne.

Le pape n'a autre pouvoir sur l'inquisition d'Espagne, que de confirmer l'inquisiteur general, qui lui est nommé par le roi, pour tous ses états. C'est l'inquisiteur general qui nomme tous les inquisiteurs particuliers avec l'approbation du roi. Il est président né du conseil de l'Inquisition, qui est toujours à la suite de la cour, & qui a la juridiction souveraine en cette matiere. C'est ce conseil qui fait les reglemens, qui juge les differends entre les inquisiteurs particuliers, qui punit leurs fautes & celles des ministres inferieurs, qui re-

soit les appellations ; & ce conseil ne dépend que du roi. De ce conseil & de l'inquisiteur general dépendent toutes les autres Inquisitions, de Sicile, de Sardaigne & de tous les états du roi d'Espagne, même des Indes : c'est-à-dire, des Philippines & du Mexique.

L'inquisition de Portugal fut érigée sur le modele de celle d'Espagne 1535. par le pape Paul III. à l'instance du roi Jean III. Les Espagnols ont voulu établir à Naples une Inquisition dépendante du conseil d'Espagne ; mais le pape ne l'a pas permis. Les procès des hérétiques y sont jugés par les évêques, ou par les deleguez du pape, c'est-à-dire de l'Inquisition de Rome ; & ces deleguez n'exercent leur juridiction, qu'avec la permission du vice-Roi. Les Espagnols ont voulu aussi introduire leur Inquisition dans les Pays bas : & le duc d'Albe l'y établir effectivement à main armée sous Philippe II. Ce fut le principal prétexte qui fit revolter la Hollande & les autres provinces, qui sont à present unies en corps de republique : & même dans la Flandre Espagnole l'Inquisition est réduite à rien.

En France quand les dernières heresies commencerent, on se plaignit que les évêques n'étoient pas assez appliquez à rechercher & à punir ceux qui en étoient infectez. C'est pourquoi on eut recours à des commissions de juges extraordinaires. Le parlement de Paris ordonna à plusieurs évêques de bailler des lettres de vicariat à des conseillers clercs de son corps : & en établit avec le titre d'inquisiteurs, qui furent confirmez par un bref de Clement VII. en 1525. Les guerres civiles & les édits de pacification éteignirent toutes ces poursuites, & il n'est resté en France autre vestige d'Inquisition, que le titre d'inquisiteur

Payame lib.
2. 111. 2. 0
150

Preuve. h
Call. ch
230

que porte encore un Jacobin à Toulouse , avec une pension modique du roi : mais sans aucune fonction.

A Rome le pape Paul III. à l'occasion de l'herésie de Luther , releva le tribunal de l'inquisition qui n'y avoit pas été continuellement exercée. Il établit une congregation de cardinaux , pour juger souverainement toutes les affaires qui concernent l'herésie , ou les crimes semblables ; instituer ou destituer les inquisiteurs , & regler toutes leurs fonctions. Le pape Sixte V. érigeant les diverses congregations de cardinaux , qui subsistent à Rome , donna le premier rang à celle-cy. Elle est composée de sept cardinaux & de quelques autres officiers , & le pape y préside en personne ; son autorité s'étend par toute l'Italie , & suivant leurs prétentions par tout le monde.

C'est à l'Inquisition dans les pays où elle est reçue , qu'appartient la défense des livres estimez dangereux & la recherche des livres défendus. Ils font corriger ceux qui n'ont que quelques parties mauvaises , effaçant les lignes ou les mots suspects : & on n'ose les exposer en vente sans cette correction.

*V. Prefat.
Indicis Hif-
pan.*

CHAPITRE X.

De la procedure de l'Inquisition.

C'EST qui rend terrible le tribunal de l'Inquisition , est que l'on y observe à la rigueur les constitutions modernes contre les herétiques ; qui toutefois sont generales , & devroient suivant l'intention des législateurs , être observées de même par les ordinaires ; c'est-à-dire par les évêques ou leurs officiaux.

Suivant ces regles celui qui est seulement diffamé d'herésie, par un bruit commun, sans autre preuve, doit se purger canoniquement : c'est à dire par serment, avec plusieurs témoins, comme il sera dit en son lieu. Celui qui est suspect, doit abjurer. Mais on distingue trois sortes de soupçons : léger, vehement, violent. Le soupçon vehement forme une présomption de droit ; mais contre laquelle la preuve est reçue : c'est comme de manger gras les jours défendus ; de dire des erreurs en matiere de foy. Celuy qui retombe après en avoir été atteint, est tenu pour relaps. Le soupçon violent est comme de frequenter les assemblées des heretiques, de soutenir pendant plus d'un an l'excommunication en cause de foy. Il produit la présomption *juris & de jure*, contre laquelle la preuve n'est point admise. Celui qui en est atteint est traité comme heretique. Or celui qui est convaincu d'herésie par sa propre confession, quoy qu'il s'en repente, & qu'il abjure, est condamné à une espee d'amende-honorable, & à la prison perpetuelle, pour y faire penitence au pain & à l'eau. S'il est relaps, quoy qu'il se repente, il est livré au bras seculier pour être brûlé. Toute la grace que l'on lui fait, c'est de lui accorder les sacremens de penitence & d'eucharistie. Celui qui étant convaincu, demeure impénitent & obstiné, relaps ou non, est livré au bras seculier & au feu. On traite de même celui qui est convaincu par des preuves suffisantes, quoy qu'il dénie l'herésie, & fasse profession de la foi catholique. Voilà les peines des loix nouvelles.

Voici la forme de proceder. L'Inquisiteur nouveau ayant reçu sa commission du pape, ou de ceux à qui le pape en a donné le pou-

Direct. In. qui. 3. part. c. 38.

c. ex com. 13. de heret. 5. adjuimus.

C. a. ca. 1. de heret. in 6.

C. cum con. rum. 7. de i. i. i. glo. 1. 2.

C. a. ab. l. 1. de heret. c. ex com. 15. eod.

C. inter eod. 4. de heret. in 6.

Conc. B. 1. 46. c. c. d. c. ex com. 13. Direct. 2. part. q. 34.

Direct. 3. part. 1. 1.

voir, doit la faire conoître à l'évêque ou à son vicaire general, & aux officiers de la justice temporelle, à qui il fait prêter serment, d'observer les loix civiles & ecclesiastiques contre les heretiques. Du commencement les Inquisiteurs prenoient aussi des lettres de sauvegarde & de protection des souverains : & exigeoient avec rigueur ce serment de leurs officiers, jusques à les excommunier, s'ils le refusoient, les destituer de leurs charges & mettre les villes en interdit. Depuis que leur tribunal est permanent & leur juridiction reçue, ils n'ont plus besoin de ces remedes violens.

L'inquisiteur peut établir des commissaires, pour les lieux où il ne peut aller commodement, si son détroit est trop étendu : il peut même se donner un vicaire général. Il a un promoteur ou fiscal, un scribe ou secretaire, qui doit être d'ailleurs persone publique, comme un notaire apostolique. Il a aussi nombre de familiers ; car c'est ainsi quel'on les appelle, qui ont droit de porter les armes ; pour leur sûreté & pour celle de l'Inquisiteur, qui servent à faire les captures ; & souvent sont les dénonciateurs secrets. En fin il a plus ou moins d'officiers, selon les usages des païs ; car en Espagne où l'Inquisition est tres-puissante on en compte jusques à douze especes. Or ce grand nombre de personnes qui dépendent de l'Inquisition en étendent notablement la juridiction ; car ils y ont tous leurs causes commises en quelque matiere que ce soit, civile ou criminelle, en demandant ou en défendant.

L'inquisiteur commence l'exercice de sa fonction par un sermon solennel, dans la principale église où il propose l'édit de la foy,

C'est

Parame de
inquis. Te-
las.

C'est ainsi que l'on nomme une monition générale à toutes personnes, de dénoncer dans certain terme tous ceux qui leur sont suspects d'hérésie, apostasie, ou autre crime semblable, & de reveler tout ce qu'ils savent sur ce sujet. Cet édit porte un tems de trente ou quarante jours; pendant lequel si les coupables se dénoncent eux-mêmes, ils seront réçûs, sans subir la rigueur des peines, C'est ce qui s'appelle le tems de grace La proposition de l'édit se fait, non seulement quand l'inquisiteur entre en charge, mais encore quand il fait sa visite.

Par amob.
3. 4. 5.

Ensuite l'Inquisiteur reçoit les accusations ou dénonciations, ou bien il informe d'office sur la diffamation, comme feroit le juge ordinaire S'il y a lieu à la prise de corps, il l'ordonne. Il interroge l'accusé, & fait toute l'instruction qui sera marquée; excepté qu'elle ne s'observe pas si régulièrement en cette matiere, parce que les constitutions modernes portent que le crime d'hérésie, peut être traité sommairement; & que comme il est le plus odieux de tous, ceux qui en sont prévenus sont moins favorables. Les Inquisiteurs observent le plus grand secret qu'il est possible, afin que les accusez ne puissent se dérober à la justice, ou communiquer leurs erreurs.

C. 2. 1. 2.
20. de heret.
in 6.

L'instruction étant achevée, l'Inquisiteur juge le procès avec l'évêque ou son vicaire général, & un conseil suffisant de docteurs, ou d'autres personnes capables. Les condamnations sont différentes, suivant les distinctions qui ont été marquées: de diffamation, soupçon, conviction; d'accusé penitent, ou impénitent. Les sentences se prononcent publiquement avec grande solennité: & c'est

Clemons
par r. de
heret.

cette ceremonie que l'on appelle en Espagne, *Auto de fé*, ou acte de foy. Pour la rendre plus celebre, ils joignent ensemble un grand nombre de coupables, condamnez à diverses peines; dont ils reservent l'exécution à un même jour. On dresse un échafaut dans une place publique: l'Inquisiteur, ou quelque autre, fait un sermon sur la foy, pour y confirmer le peuple, & combattre les erreurs des condamnez que l'on aient sur l'échafaut exposez aux yeux de tous. Ensuite on prononce les sentences, & on les execute sur le champ.

Ceux qui sont convaincus, ou violemment soupçonnez, mais penitens, font leur abjuration publique; & sont absous de l'excommunication. Pour marque de penitence, on les revest de sacs benits, *sanbenitos* qui sont comme des scapulaires jaunes, avec des croix de saint André rouges devant & derriere, qu'ils doivent porter toute leur vie: on leur enjoint de se tenir à certains jours, comme à telles festes pendant la messe, à la porte d'une telle église, avec un cierge allumé de tel poids, ou d'autres actes semblables de penitence publique. Quelquefois on les condamne à la prison perpetuelle. Ceux qui sont convaincus & impenitens: ou penitens, mais relaps: sont dégradés, s'ils sont dans les ordres, puis livrez au bras seculier, pour être executez à mort.

Il est vrai que dans la sentence il y a une clause, qui porte que l'évêque & l'inquisiteur prient efficacement les juges seculiers, de leur sauver la vie, & la mutilation des membres, mais cette clause n'est que de stile, pour garantir les juges ecclesiastiques de l'irregularité. Car il y a excommunication contre le juge laïque, s'il refusoit ou differoit d'exécuter les loix imperiales, qui portent peine de mort

Param. lib.

1. tit. 2. c.

5.

6. ad abol.
lex. 9. § 1.
de harer.

C. no. imus.
17. §. 1. de
verb. sign.

C. ut inquis.
de harer.
ca.

contre les hétériques. Pour lever tout scrupule, Paul IV a dispensé de ce genre d'irregularité, tous ceux qui consultent en présence du pape, sur les matieres criminelles, & donnent des avis qui vont à la mutilation, ou à la mort naturelle: & cette dispense a été confirmée par Pie V. & étendue à tous les inquisiteurs & leurs consultants.

*Pagna iv. 1.
pa. direct.
comm. 20.*

Aux Actes de foy de l'Inquisition les juges seculiers sont presens dans la place, avec leurs officiers & les ministres de justice: & après qu'ils ont reçu les coupables, les ecclesiastiques se retirent, & sur le champ, les juges seculiers rendent leur jugement, & le font exécuter. Il n'y a point en Espagne de plus grands spectacles: pour les rendre plus terribles, ils couvrent les impenitens de sacs noirs semez de flammes & de diables, & les mettent ainsi sur le bucher. Ils croient toutes ces rigueurs nécessaires, pour retenir par la crainte le reste de Juifs & de Mores mal convertis.

En France nous croyons que pour la poursuite des crimes ecclesiastiques, les évêques & leurs officiaux suffisent; sans recevoir ces commissions extraordinaires, qui par la suite deviennent des tribunaux reglez. Il est à craindre que ceux qui exercent ainsi une juridiction empruntée, ne soient tentés de faire valoir leur autorité, & de grossir les fautes ou les soupçons, pour avoir de l'occupation. Car il est érange, que l'on trouve tous les jours des hérétiques, ou des apostats à punir dans des païs, où depuis plus de deux siècles on n'en souffrent point. D'ailleurs la crainte est plus propre à faire des hypocrites, que de véritables Chrétiens. La rigueur peut être utile pour reprimer une hérésie naissante: mais d'étendre les mêmes rigueurs à tous les tems &

a tous les lieux , & prendre toujours à la lettre toutes les loix penales : c'est rendre la religion odieuse & s'exposer à faire de grands maux, sous prétexte de justice. Nous mettons en France un des principaux points de nos libertez , à n'avoir point reçu ces nouvelles loix , & ces nouveaux tribunaux , si peu conformes à l'ancien esprit de l'église.

CHAPITRE XI.

De la Simonie.

ACT. VIII.
18.

A Prés l'hérésie , le plus grand crime est la simonie : que les anciens qualifient souvent d'hérésie, jugeant difficile, que l'on croye pouvoir acheter les choses spirituelles, sans errer dans la foy. Ce nom vient de Simon le magicien , le premier hérésiarque, qui ayant reçu le batême à Samarie , & voyant que le saint Esprit étoit donné par l'imposition des mains des apôtres ; leur offrit de l'argent , disant : Donnez moy aussi ce pouvoir , que ceux à qui j'auray imposé les mains , reçoivent le saint Esprit. Mais saint Pierre lui dit : Que ton argent perisse avec toy , puisque tu crois que le don de Dieu se puisse acquérir pour de l'argent. Tu n'as ny part ny rien à prétendre en cette œuvre , car ton cœur n'est pas droit devant Dieu. Il y a dans l'ancien testamens un exemple fameux de ce crime. Giezi serviteur du prophete Elisee , voulut tirer du profit d'un miracle que son maître avoit fait , en guérissant de la lèpre un grand seigneur de Syrie. Il en reçut en effet de grands présens ; mais la lèpre luy demeura , & à toute sa race. Il faut donc suivre le precepte du Sauveur qui

4. reg. V.
26.

envoyant les apôtres prêcher l'évangile & faire des miracles, leur dit : Vous avez reçu gratuitement, donnez gratuitement; & il ne faut pas imiter ces faux docteurs, dont parle saint Paul, qui prennent la religion pour un moyen de s'enrichir. On ne peut faire de plus grande injure à la parole de Dieu & aux sacrements, que de les mettre au rang des choses temporelles estimables à prix d'argent: ny avilir davantage le ministère ecclesiastique, que d'en faire un métier & un trafic.

C'est donc simonie de vendre ou acheter la prédication ou l'administration des sacrements. En sorte, que l'on refuse d'instruire, de baptiser, de donner l'absolution des péchez, sinon à certain prix. C'est simonie de vendre l'ordination des évêques, des prêtres, des diacres, ou des autres ministres de l'église; & par conséquent la collation des offices ecclesiastiques, & des revenus qui y sont attachez; c'est-à-dire, des benefices. Ce n'est pas seulement la collation de l'ordre & du benefice qui doit être gratuite, mais tous les actes qui s'y rapportent: l'élection, la confirmation, la nomination, la présentation, la résignation, l'examen, la mise en possession, l'installation, l'expédition des lettres. On a condamné la mauvaise subtilité de ceux qui prétendoient, qu'il suffisoit d'être ordonné gratuitement; & que le revenu du benefice pouvoit être estimé comme temporel. Ce revenu étant une fois attaché à un office ecclesiastique, ne peut en être séparé par des conventions particulieres; & cet office est purement spirituel. La charge d'économe ou de défenseur ne regardoit que le temporel de l'église, & toutefois le concile de Calcedoine défend de la vendre comme les autres. Les canons traitent encore de simonie, d'exiger

Manth. 23

1. Tim. VI

Can. si quis
episcopus
ex conc. Cal-
ced.

Pragmat. de
elect. S. 40
et de an-
mat

conc. Trid.
sess. 21. c. 1.
sess. 24. c. 18.

ord. Elys
20.

D. can. si
quis episc.

Toto tit. de
magist.
C. quoniam
simon. 40.
de simon.
C. non satis.
8. c. cum in
ecclef. 9. de
simon.

quelque chose pour la permission d'enseigner, pour l'entrée dans les monastères, qui ne doit avoir pour but que la penitence & la perfection chrétienne : pour la sepulture ecclesiastique, la consécration des églises, la benediction nuptiale. Voilà à peu près les choses dont il est défendu de trafiquer.

Le prix qu'il est défendu d'en donner, n'est pas seulement l'argent en espece, mais tout ce qui est estimable à prix d'argent ; même les services & les bons offices, rendus dans les affaires temporelles : quoy qu'il ne soit pas facile de les estimer. Les benefices ecclesiastiques ; car c'est principalement de quoy il s'agit en cette matiere, doivent être donnez au merite de la personne, non à la faveur, à la reconnaissance, ou à d'autres motifs extérieurs & temporels. L'usage des recommandations doit être seulement de faire connoître aux collateurs les personnes dignes de remplir les places. Sous le nom de vente, on comprend en cette matiere tous les contrats semblables. Comme le bail à loyer ou à rente, ou l'acensement des benefices. Car dans le tems où les fiefs & les censives s'établirent, on voulut donner de même les benefices ecclesiastiques ; à la charge d'un cens annuel, & de certains droits aux mutations ; ce qui a été reprové. On a aussi défendu de donner à ferme le spirituel des benefices, même avec le temporel.

L'ame de la vente & des contrats semblables est le consentement & c'est la grande difficulté en matiere de simonie, de conoître le consentement necessaire pour la commettre. Car il n'est pas défendu absolument, de rien recevoir à l'occasion des fonctions spirituelles. J. C. permet expressément aux apôtres de vivre aux dépens de ceux qu'ils instruiront : parce que

Ne pralati
vices suos.
per 1010.

C. et si quis
78. de sim.

L'ouvrier est digne de son salaire Luy même souffroit que les saintes femmes qui le suivoient le servissent de leurs biens. Saint Paul dit, que comme les sacrificateurs de l'ancien loy vivoient de l'autel: ainsi le Seigneur a ordonné à ceux qui annoncent l'évangile, de vivre de l'évangile: & que si nous semons au peuple les choses spirituelles, c'est bien le moins que d'en moissonner les temporelles. Il faut donc discerner la retribution permise d'avec le trafic défendu.

Luc. X. 7.
Luc. VIII.
3.

1. cor. IX.

ibid. 11.

v. 2. part.
ch. 1. p.
330.

Il n'y a point de simonie à recevoir ce qui nous est offert volontairement, même à l'occasion de nos fonctions: quoy que les canons l'ayent quelquefois défendu pour plus grande sûreté: à cause de la difficulté qu'il y a, dans le for extérieur de connoître si la retribution est entièrement libre; & si celui qui la reçoit, ne se l'est point attiré par quelque artifice. Il n'y a point de simonie à recevoir, ny même à exiger en justice les retributions autorisées par l'usage public de l'église, par les constitutions & les loix modernes; quoy que peut-être l'origine n'en ait pas été innocente: pourvu que l'intention de ceux qui usent de ce droit, soit pure, & qu'ils n'ayent en vûe, que de subvenir à leurs besoins temporels. C'est par ce principe que l'on peut sauver les annates & tout ce qui se paye à Rome pour les provisions des benefices: c'est une espee de contribution que toute l'église s'est imposée, pour la subsistance du premier siège. Il en faut dire de même, à proportion du déport, que prennent quelques évêques: des droits de greffe & de secretariat, que la coutume peut autoriser, s'ils sont modiques.

C. ad apost.
4. 2. de simo.

S. Tit. 2. 7.
q. 100. art.
2. 3.

Pragm. de
annat. § 2
vo m. la-
men.

Conc. Trid.
sess. 21. c. 1.

Mais il y a simonie à faire un pacte ou un traité, quel qu'il soit, pour une chose spiri-

ricuelle : comme qui diroit : Je ne vous prêcherai point , je ne vous administrerai point ce sacrement , je ne vous conférerai , ou ne vous resignerai point ce benefice , si vous ne me donnez tant. Ou de l'autre part , combien vous donnerai je pour l'obtenir ? Or encore que l'on ne fasse pas ces conventions expressement & grossierement , si l'intention y est , c'est toujours la même simonie ; de quelques paroles que l'on se serve pour l'exprimer , quand même on ne l'exprimerait par aucunes paroles ; car Dieu lit dans les cœurs : & il n'est pas nécessaire que l'exécution ait suivi. Toutefois le crime n'est pas égal en ces divers cas. C'est pourquoy les docteurs distinguent trois sortes de simonie , mentale , conventionnelle , réelle. La mentale est celle qui est demeurée dans la seule volonté , sans se produire au dehors. Comme si quelqu'un fait un present au collateur , dans l'esperance de s'attirer un benefice , sans luy rien témoigner de son intention. Cette simonie n'est punissable que dans le for interieur. La conventionnelle , est celle qui s'est produite par un pacte exprés , ou tacite ; c'est-à-dire , par des paroles , ou par quelque signe ; en sorte que l'un ait connu l'intention de l'autre & s'y soit accordé : quoy que l'exécution n'ait pas suivi. En celle-là l'un & l'autre est coupable & punissable , dans le for exterieur. La simonie réelle , est celle où la convention est executée de part & d'autre : & c'est la plus criminelle de toutes. Tous ceux qui ont part à de tels traitez , comme mediateurs , depositaires , ou autrement , sont coupables de simonie.

Or les peines de ce crime sont grandes : la déposition pour les clercs , l'excommunication pour les laïques. De plus ceux qui l'ont commis,

Navy.
mar. c. 13.
n. 103 &c.

Gloß. n. 6.
unde Clero.
non res. d.
in 6.

mis, n'en doivent tirer aucun avantage. C'est pourquoy les anciens canons ont déclaré nulles, les ordinations simoniaques. Ce qui signifie seulement qu'elles sont illicites, comme il a été dit, au sujet de l'hérésie: & que ceux qui ont été ainsi ordonnez, ne peuvent exercer aucune fonction, sans tomber dans l'irregularité. Si l'acte simoniaque est la collation d'un benefice, elle est absolument nulle: le benefice demeure vacant & impétrable, & le possesseur simoniaque est obligé à la restitution de tous les fruits. De plus s'il a quelque autre benefice légitimement aquis, il le perd & doit en être dépouillé.

La confidence est regardée comme une espece de simonie: & souvent elle y est jointe. C'est un fidei-commis en matiere beneficiale, c'est-à dire un traité: par lequel une personne reçoit un benefice, pour en rendre les fruits à un autre, ou même en restituer le titre, après un certain temps. Un homme de guerre, par exemple, obtient par son credit un benefice de grand revenu, & le met sur la tête d'un frere ou d'un domestique, qui luy en rend la plus grande partie, se contentant d'une petite pension. Oubien, pour conserver dans une famille un benefice qui la fait subsister, après la mort du titulaire, on en fait pourvoir un ami, qui n'en est que le dépositaire, en attendant que l'enfant à qui on le destine soit en âge. Cet abus fut commun en France à la fin du seizième siècle. Plusieurs grands benefices, & même des évêchez, étoient ainsi possédez sous d'autres noms, par des femmes ou des heretiques. La peine de la confidence est la même que de la simonie. Outre l'obligation de restituer, il y a excommunication de plein droit & perte de tous les benefices.

C. si quis
epi ex com.
Caled. &
passim. l. q.

Const Pli
Jun.
1569

CHAPITRE XII.

De l'homicide, du concubinage, &c.

LEs crimes dont nous venons de parler attaquent principalement la majesté de Dieu; les autres sont plus contre le prochain. Le plus grand est l'homicide, & entre les homicides, le plus atroce est l'assassinat; or on appelle proprement assassins ceux qui s'engagent par promesse, à tuer quelqu'un. Le II. concile de Lion a prononcé excommunication de plein droit, avec perte d'offices & de benefices, non seulement contre eux, & contre ceux qui les emploient; mais encore contre ceux qui les retirent chez eux, ou leur donnent quelque secours que ce soit. Le duel est aussi très-rigoureusement défendu par les loix ecclésiastiques, dès le temps qu'il passoit pour légitime, par la coutume des peuples barbares & se faisoit par autorité publique: & par la même raison on défendoit aussi les tournois; jusques à priver de sépulture ecclésiastique, ceux qui y étoient tuez. Mais ces défenses s'observoient mal & les tournois ne laissoient pas de se faire; comme en Espagne les combats de taureaux continuent, quoy que défendus sous les mêmes peines. L'église a encore prononcé des peines très-severes, contre ceux qui procurent l'avortement; & font ainsi perir les ames des enfans: privez du batême: contre les parens, qui exposent leurs enfans: contre ceux qui les étouffent, les faisant coucher avec eux.

L'homicide & toutes sortes de violences contre les clercs, sont plus rigoureusement

*C. de homici-
cid. in 6.*

*C. 2. de clerico.
pugn. n. ducl.
c. 1. de purg.
Conc. Trid.
sess. 25. c. 17*

*C. 1. de Tom.
c. 1. de*

*Co. st. P. i. v.
1. nov. 567.
Const. An-
cyr. 20.
c. sicur. 20.
de homici.*

*C. ult. de his
qui fil. eccle-
siae*

punies. Il y a excommunication de plein droit ^{1. q. 4.} contre celui qui frappe un clerc sacré, si ce ^{C. si quis.} n'est par la nécessité d'une juste défense, & si ^{fuad. 9. c.} celui qui attente contre la vie de l'évêque ou ^{in qu. b. 12.} du pâtre, étoit vassal de l'église, ou patron: ^{ce pœn. ex} il perd son fief, ou son droit de patronage. ^{con. Lat. IV.} Les violences commises par les clercs sont aussi plus criminelles que les autres. Il ne leur est pas permis de porter les armes, même en guerre juste: un clerc sujet à frapper, doit être déposé: & celui qui a tué, même par accident, est irregulier. Si ce n'est que l'accident ne pût être prévu, & que l'action qui l'a causé fût de loy bonne: comme ce prêtre, qui en sonant une cloche, la fit tomber sur un enfant, qui en fut tué. Celui qui se tue soi-même est traité comme un pecheur impenitent, c'est à-dire privé de sépulture & des prières ecclesiastiques.

Après l'homicide, le plus grand crime est l'adultere; & on y rapporte toutes les conjonctions illicites, qui vont à corrompre la source de la naissance des hommes, & faire naître des enfans dans l'infamie & la misere. L'église s'attachant à la loy de Dieu, punit sévèrement ces sortes de crimes. Elle condamne également l'adultere de l'homme & de la femme, quand il vient à sa connoissance. Toutefois en France le juge d'église ne punit point les laïques pour cause d'adultere, dans le for extérieur. L'adultere est un empêchement au mariage, que ceux qui l'ont commis voudroient contracter ensemble, quand ils se trouvent libres. Tout mariage ou concubinage, avec une autre personne, du vivant du premier mary, ou de la première femme, est en effet un adultere. Le concubinage toléré, ou du moins impuni, suivant les loix civiles, est un

Conc. Trid. sess. 24 c. 8. crime selon les loix de l'église. Les laïques ; mariez ou non , qui entretiennent des concubines , doivent être repris d'office par les ordinaires : & après trois monitions , s'ils ne les quittent , ils peuvent être excommuniés. Les femmes qui sont ainsi entretenues publiquement , doivent être chassées des lieux qu'elles scandalisent , avec le secours du bras séculier.

Mais ce crime est bien plus grand dans les clercs. Il étoit rare pendant les premières siècles. Les ordinations se faisoient avec grand choix , & après de longues épreuves : & les clercs inférieurs , qui étoient en plus grand nombre que les autres , étoient la plupart mariez. Dans le dixième siècle le concubinage des prêtres mêmes étoient devenu si fréquent & si public , qu'il passoit presque pour permis.

Petr. Dam. opusc. 17. init. opusc. 18. c. 4. & dissert. 1. dist. 32. c. nullus s. ex Syn. Rom. Nicol. 11. sess. 20. C'est pourquoi depuis ce tems , il y a eu plusieurs constitutions pour le reprimer. On défendit au peuple d'assister aux messes des prêtres concubinaires : & on ordonna qu'ils seroient déposés. Mais le mal continuant , la rigueur des peines s'est adoucie. Par le concile de Basse les clercs concubinaires publics doivent d'abord être privez , pendant trois mois , des fruits de leurs bénéfices : & si après le terme préfix par le supérieur , ils ne quittent leurs concubines , ils doivent être privez des bénéfices mêmes. Que s'ils retournent à leur mauvaise habitude , ils seront déclarés incapables de tous offices ou bénéfices ecclésiastiques.

Pragmat. tit. 19. c. 20. Concord. tit. 32. Ce decret du concile de Basse fut accepté par la pragmatique , & ensuite inferé dans le concordat. Le concile de Trente l'a encore adouci. *Conc. Trid. sess. 25. c. 14.* Après la première monition les clercs concubinaires perdent seulement la troisième partie des fruits : après la seconde monition , ils perdent tous les fruits & sont suspendus de toutes

leurs fonctions : après la troisième monition , ils sont dépouillez de leurs benefices & de leurs offices , & rendus inhabiles à en posséder. S'ils recidivent ; ils sont excommuniez. On tient pour concubines à l'égard des clercs , non seulement celles dont il est prouvé qu'ils abusent , mais toutes femmes suspectes , c'est à-dire qui ne sont pas au dessus de tout soupçon. On punit à proportion les fautes quoique passageres , que font les clercs contre leur voeu de continence. Autrefois un prêtre ne pouvoit s'en relever , que par une penitence de dix ans : encore étoit-ce un relâchement de l'ancienne discipline , suivant laquelle il devoit être dépoulé sans misericorde. Que si un clerc s'abandonnoit jusques à ces crimes , qui font injure à la nature , on doit l'enfermer pour faire penitence le reste de sa vie , & dérober aux yeux du peuple un tel scandale.

dist. 32. c. interdictum ex
con. Nic. c.
31. dist. 81.
cum omnib.
ex o. c. Ca.
r. b. 4. dist.
6. c. ult.

c. 4. de ex-
cess. pral. ex
conc. Lat.
III c. 3. de
vita & ho-
nest. ex conc.
Later. IV.

CHAPITRE XIII.

De l'usure.

QUANT à l'usurpation du bien d'autrui , l'église ne condamne pas seulement le vol , & le larcin , mais l'usure , qui étoit permise , par les loix civiles aux payens , & même aux Juifs , par la loy de Dieu , à l'égard des étrangers. Mais cette même loy la leur défendoit à l'égard de leur prochain : & J. C. qui est venu expliquer & accomplir la loi , nous a enseigné que tout homme est nôtre prochain. Aussi nous a-t-il ordonné de prêter sans en espérer de profit : & la tradition constante & perpetuelle de l'église catholique l'a toujours entendu ainsi : qu'il n'est permis de tirer

Levit. XXV.
36. 37.
Deut.
XXXII.
19.

Lw. X. 294
Luc. VI 34.
35. Nic. conc.
c. 17. 14. q.
3. & 4. per.
821.

aucun profit du prest de l'argent , ou des autres choses , qui se consomment par l'usage , & ne sont estimées que par leur quantité ; c'est-à-dire le nombre , le poids ou la mesure ; comme le bled & le vin.

La raison est que dans les contrats qui se font entre les hommes , on cherche autant qu'il est possible l'égalité : en sorte que l'un reçoive ce qui l'accommode , pour autant d'une autre chose , qui accommode l'autre. Ainsi dans les échanges & les partages , on tend à la plus grande égalité , jusques à suppléer par des sours de deniers à l'inégalité des choses. Ainsi dans la vente , l'intention des parties est d'égaliser , autant qu'il se peut , le prix à la chose. Que si nous pouvons donner à un autre ce dont il a besoin , sans nous incommoder , la loi de l'humanité nous y oblige : comme de montrer le chemin , ou d'allumer un flambeau. C'est e son iement des contrats gratuits comme le prest & le dépost. Je ne dois point refuser à mon ami , de garder son argent dans mon coffre , comme le mien , & je serois injuste d'en vouloir être payé. Tout de même je ne dois point lui refuser une somme d'argent , qui n'est inutile & dont il a besoin , étant assuré de sa bonne foi ; & s'il me la rend dans le tems convenu ; je n'ai aucun droit de lui rien demander de plus.

Il n'en est pas de même des corps certains : comme sont des meubles , un cheval , une maison : on y distingue la propriété d'avec l'usage , parce que l'on s'en sert sans les consumer , quoi que non , sans quelque détérioration. De-là vient qu'encore que le propriétaire puisse les prêter gratuitement : il peut aussi les louer à prix d'argent , sans injustice. Car bien qu'après s'en être servi , on me rende les mêmes

meubles : on ne me les rend pas précisément tels , que je les ai livrez : il y a toujours quelque déchet , plus ou moins considerable , selon le tems pendant lequel on s'en sert & l'usage qu'on en fait : & ce déchet peut être estimé par de l'argent , pour revenir à l'égalité parfaite. C'est le fondement du bail à loyer , qui peut toutefois par la coutume , excéder de beaucoup cette égalité naturelle , à cause de la multitude de ceux , qui en même tems ont besoin d'une même chose. Mais celui à qui vous avez prêté mille écus pour un an , vous payant au terme , vous rend précisément autant que vous lui avez baillé ; en sorte qu'il n'y a aucune raison de lui rien demander de plus.

Il est vrai qu'il faut supposer deux conditions , que votre argent vous fût inutile , quand vous l'avez prêté , & qu'il vous soit rendu au terme convenu. Car si on vous le rend plus tard , & que ce retardement vous cause quelque dommage , il est juste qu'il soit réparé , & que le plaisir que vous avez fait à votre ami , ne vous soit pas onereux. Et comme la preuve & l'estimation des dommages & interest est difficile dans le for extérieur , les loix civiles ont jugé qu'il y en avoit toujours , quand le debiteur étoit en demeure de payer , & les ont fixez parmi nous au denier vingt , c'est à dire à un vingtième par an. Voilà le fondement des interêts que l'on adjuge du jour de la demande.

*glossa in q.
conc. 3. de
usur.*

Tout de même , si lors que j'ai prêté mon argent , il m'étoit nécessaire , ou utile , à autre chose : si j'étois prest à racheter une rente , dont les arrerages ont continué de courir : ou à faire mes provisions , des choses nécessaires à ma subsistance , qu'il m'a falu depuis acheter plus cher : ou si j'ai perdu l'occasion présente ,

*S. Tho. d. q.
78. art. 2.
ad 1. & ibi
Cajetan*

d'acheter à bon marché un héritage de grand revenu : en tous ces cas , je puis me faire récompenser du tort que j'ai souffert , ou du profit certain , que j'ai manqué : & c'est ce que l'on appelle, *lucrum cessans & damnum emergens* Et comme les marchands ont des occasions continuelles de faire profiter leur argent, en l'employant en marchandises sur lesquelles ils gagnent : on leur permet de prendre un certain intérêt, plus ou moins grand , selon la longueur du terme ; mais il faut , pour autoriser ces sortes d'intérêts , que le profit futur soit certain : comme si un laboureur prenoit le bled qu'il va semer.

L'argent peut encore profiter si le contrat est plutôt une société qu'un prêt. Si deux personnes se joignent pour un négoce , où l'un met son argent , l'autre son industrie : il est juste que le profit soit partagé comme la perte. Et c'est le fondement des polices d'assurance & des autres contrats maritimes. On met de l'argent sur un vaisseau , à condition de le perdre si le vaisseau perit ; ou d'en retirer un profit considérable , s'il vient à bon port. Il n'y a point là de prêt : & chacun demeure propriétaire de son argent. Ou si l'on veut c'est acheter le hazard & l'espérance : comme si l'on achetoit le coup de filet d'un pêcheur.

Une autre manière légitime de faire profiter l'argent , est la constitution de rente. On a douté quelque tems si l'église pouvoit l'autoriser : & enfin elle a été approuvée. En effet , on peut vendre dix mille livres un héritage de cinq cens livres de rente , à condition de le pouvoir racheter à perpétuité , pour pareille somme de dix mille livres , sans jamais être forcé au rachapt. Pourquoi donc ne pourra-t-on pas aussi recevoir dix mille livres , & s'o-

E. in civit.

6 c. navig.
infi. de usur.

l. 8. ff. de
contr. empt.

Innoc. in c.
in civit. de
usu.

Const. Mar
tini V. Alia
Calixti III.
extrau com.
de empt.
Const. Pli
v. 1568.

bliger à payer tous les ans cinq cens livres de rente, en hypothéquant cet héritage, ou d'autres encore, ou des meubles de grande valeur, si l'on n'a point d'immeubles: enfin en donnant au créancier ses sûretés? Voi à la constitution de rente: qui diffère essentiellement du prêt, en ce que le sort principal est aliéné à perpétuité, sans qu'il y ait aucun droit de le repeter, tant qu'il y a sûreté pour le paiement des arrérages.

On permet aussi les rentes viagères à fond perdu. Je donne dix mille livres à un hôpital, à la charge de recevoir mille livres par an, ma vie durant. C'est une donation à condition onéreuse: ou si l'on veut, une vente d'un gain fortuit, puisque je puis mourir le lendemain. Un autre trafic permis, & qui semble approcher le plus de l'usure est celui des Monts de pitié. On les nomme ainsi, parce qu'ils sont établis en faveur des pauvres, qui y trouvent un secours prompt & assuré dans leurs besoins. Ce sont des bureaux, où l'on prête à tous venans, les sommes qu'ils demandent, à proportion de la valeur des gages qu'ils apportent. S'ils les retirent dans le terme convenu, ils payent, outre la somme qu'ils ont empruntée, une taxe modique pour les frais du bureau, les salaires des commis, & la conservation des gages. S'ils ne les retirent pas après un certain tems, on les vend; & après avoir retiré la somme prêtée & la taxe, on rend le reste du prix aux parties. Il y a de ces Monts de pitié en Italie & en Flandre. En general on ne doit pas légèrement condamner les contrats approuvés par les loix des princes Chrétiens, ou par des coutumes immémoriales: sans avoir bien pesé les raisons de l'utilité publique & bien examiné les principes de la jurisprudence. C'est ôter à

*Brilla Leon
X. in conc.
L. u. scilicet, . . .
mit.*

un homme le sien , que de lui persuader une restitution qu'il ne doit pas.

5. The. d. 9.
q. 8. rt. 1.
ed. 3.

Mais d'ailleurs les moyens de faire profiter l'argent , qui sont approuvez dans le tribunal extérieur , ne le sont pas toujours dans celui de la conscience. Les loix civiles tolèrent souvent de moindres maux , pour en éviter de plus grands ; & les coutumes humaines , quelques anciennes qu'elles soient , ne prescrivent jamais contre la loi de Dieu. Il faut se défier principalement des intérêts qui roulent uniquement sur le *lucrum cessans & damnum emergens*. On s'y flate ordinairement ; & on est en grand danger de s'y tromper , à moins que d'être bien persuadé de cette parole de

1. Tim. vi.
8.

saint Paul , que ceux qui veulent devenir riches s'exposent à de grandes tentations : & de ce que dit J. C. même ; qu'il est impossible de

Math. vi.
21.

servir Dieu & l'intérêt. Qui le croira fermement , aimera toujours mieux dans le doute perdre du sien , que profiter aux dépens d'autrui.

La vraie usure est le profit que l'on tire d'un pur prêt ; en sorte qu'après le terme échû , on exige plus que ce que l'on n'a prêté , soit par obligation , soit avec des gages , ou autrement , soit sous couleur d'une condamnation d'intérêt , d'une vente , d'un engagement , ou de quelque autre contrat permis ; car il y a une infinité de moyens de pallier l'usure. Il faut toujours revenir au fonds ; & voir de bonne foi , si l'on cherche à profiter , ou seulement à ne pas perdre.

e. 3. de usury.
87. q. 5.

L'usure est donc défendue à tous les Chrétiens. Le III. concile de Latran , ordonne , que tous les usuriers seront privez des sacremens & de la sepulture ecclésiastique ; & que personne ne recevra leurs oblations. Le II. concile de

Lyon défend de les loger, ou de leur louer des maisons. Ils ne sont pas seulement obligés à restitution; mais encore leurs enfans & tous leurs heritiers. L'usure est défendue plus rigoureusement aux clercs, comme devant être plus désintéressés que le commun des Chrétiens & plus éloignés de tout gain sordide. Le concile de Nicée ordonne que les clercs usuriers soient déposés: ce qui dans les siècles suivans a été confirmé par plusieurs canons, & on y a ajouté la perte des offices & des bénéfices.

c. 1. de usur.
in 6.
14. q. 6. in 2.
nos 9. de
usur.
14. q. 4. c.
Ne: hoc. ex
S. Leo. e.
c. 17. d. ff.
46. dist. 47.
per tot.

Le crime de faux devint fréquent depuis qu'il fut ordinaire de faire venir de Rome des lettres de grace ou de justice. On le voit par les constitutions d'Innocent III. entre autres par celle qui condamne ceux qui fabriquent des fausses bulles à l'excommunication, & à la perte des bénéfices ceux qui s'en aident. L'établissement des banquiers expéditionnaires a rendu ces falsifications difficiles & rares. Je ne vois rien de particulier à dire des autres crimes. L'église condamne tout ce qui est contraire non seulement à la loi de Dieu mais à celles des hommes: puis que la loi de Dieu nous ordonne d'obéir aux puissances souveraines.

c. ad fals. a-
rios 7. de
rim. f. l. 6.
Rom. xii.

CHAPITRE XIV.

Du délit commun & du cas privilégié.

L'Eglise n'avoit point d'autres crimes à juger du commencement que des crimes purement ecclesiastiques, parce que les Chrétiens ne commettoient point de crimes sujets à la vengeance publique. S'il y en a dans

*Apolog. c. 4.
f.*

vos prisons, disoit Tertullien, ils ne sont accusés que d'être Chrétiens: ou s'ils sont accusés d'autre chose, ils ne sont plus Chrétiens. Ce qu'il dit de tous les Chrétiens, se doit entendre à plus forte raison des clercs, que l'on choisissoit toujours entre les plus parfaits. S'il y en avoit un qui tombât dans quelque crime, & ne voulût pas se soumettre à la sainte discipline de l'église, pour faire une serieuse penitence; il avoit toute liberté de retourner au paganisme, où il trouvoit toutes sortes d'avantages temporels. Ainsi il ne deshonoroit plus l'église.

*l. 9. 8. Cod.
de eplsc.
aud.*

*Nov. 83. c.
1. 123. c.
21.*

Les privileges que les empereurs Chrétiens donnoient aux évêques & aux clercs, ne changeroient rien à la poursuite des crimes publics. Les évêques pouvoient rendre des sentences arbitrales, du consentement des parties: mais en matiere civile seulement. Les clercs & les moines n'avoient que leurs évêques pour juges, dans les matieres pecuniaires. Pour les crimes civils, c'est à dire sujets aux loix, l'évêque & le juge seculier en jugeoient concurremment. Si l'évêque en connoissoit le premier, il déposoit le coupable, puis le juge seculier s'en faisoit: si ce juge avoit prévenu il renvoyoit le coupable à l'évêque pour être déposé avant l'exécution. Tel étoit le droit de Justinien. Pour les crimes ecclesiastiques, les clercs n'étoient jugés que par les évêques. On savoit que l'église abhorre le sang, & on voyoit tous les jours les évêques interceder pour les criminels les plus étrangers à l'église: afin de leur sauver la vie: ainsi on n'avoit garde de leur laisser la punition entiere de leurs clercs, s'il y en avoit d'assez malheureux, pour commettre des crimes dignes du dernier supplice: on auroit craint de laisser

ces crimes impunis. Il est vrai que les canons défendoient aux clercs d'intenter aucune action devant les juges seculiers, & plus au criminel qu'au civil : parce que le desir de vengeance est plus contraire à l'évangile, que l'esprit d'intérêt. Mais nous ne voyons rien dans les sept ou huit premiers siècles pour ôter aux juges seculiers la punition des clercs mal-fauteurs : si ce n'est des évêques, dont la dignité attiroit un respect particulier, & qui rarement tomboient dans des crimes. Enfin la maxime s'établit en vertu des fausses decretales, que les laïques ne devoient prendre aucune connoissance des affaires des clercs ni de leurs nœurs ; & ce fut le principal sujet de la persecution que souffrit saint Thomas de Cantorberi.

Ainsi la discipline s'étant relâchée, & les crimes n'étant plus rares chez les clercs, l'effet le plus sensible du privilege clerical, fut de mettre les coupables à couvert des rigueurs de la justice. Une des plaintes de Pierre de Cugueres, étoit que ceux qui vouloient commettre de grands crimes, prenoient auparavant la tonsure, pour s'assurer l'impunité. Il y a un exemple fameux du prévôt de Paris de Tigouville qui fut privé de sa charge, & obligé à une grande réparation, pour avoir condamné & fait executer à mort deux écoliers convaincus de larcin, nonobstant le privilege clerical. Cependant on se plaignoit, que les juges d'église faisoient peu de justice des crimes : qu'ils se contentoient de penitences legeres, qu'ils n'abandonnoient presque jamais au bras seculier ; & qu'à Rome on obtenoit facilement des absolutions & des rehabilitations.

Les juges laïques crurent donc être obligez

*Cenc. Cale.
c. 9.
Carth. III.
c. 9.*

*vita qua.
dr. p. 1. c. 24.
hist. Eccles.
l. v. lxxi. c.
6.*

Lib. P. Beret.

*Monstrel. ii
vol. ch. 12.
Pasquier. liv.
9. ch. 27.*

pour maintenir la sûreté publique , d'excepter les crimes les plus atroces , & en prendre connoissance , au moins conjointement avec le juge d'église ; & c'est ce qu'ils nommerent cas privilégiés. Car comme le privilège clerical avoit passé en droit nommun , on regarda comme un privilège cette restriction , que l'on y apporta , quoy qu'en effet elle ramenât l'ancien droit commun.

*Embert. inst.
lib. 3. c. 8.*

*Ferret. liv.
3. c. 2.*

Il y a plus de trois cens ans que la distinction du délit commun & du cas privilégié est établie , & toutefois on ne convient pas bien encore de la qualité & du nombre des cas privilégiés. Quelques uns veulent que ce soient les cas royaux ; d'autres y comprennent tous les crimes atroces , principalement ceux qui emportent attentat contre l'autorité publique , comme port d'armes , fausse monoye , rebellion à la justice. Enfin suivant la prétention des juges laïques , le délit commun se réduit aux cas légers comme des injures verbales & aux crimes purement ecclésiastiques ; c'est à dire aux conventions à la discipline , dont le juge séculier n'a aucun droit de connoître. Le juge d'église connoît seul du délit commun : quand il y a cas privilégié le juge d'église & le juge laïque font l'instruction conjointement. On distingue encore entre les cas privilégiés : car il y a quelques cas atroces dont on prétend que l'énormité rend le coupable indigne du privilège clerical.

Moul. 39.

Dans les cas de renvoy les pratiques ont été différentes. Suivant l'ordonnance de Moulins , le juge laïque devoit connoître d'abord du cas privilégié , puis renvoyer l'accusé au juge d'église , pour le délit commun : mais cette pratique donoit des sujets de plaintes aux uns & aux autres juges : d'avoir empiété sur la ju-

jurisdiction, ou d'avoir usé de trop d'indulgence ou de trop de rigueur. C'est pourquoi l'édit de Melun ordonna, que l'un & l'autre juge instruisoient conjointement le procès ; & que chacun ensuite donneroit son jugement séparé. Ainsi ils rendent témoignage à la conduite l'un de l'autre.

Melun. 2.

Fevret. lib. 8. ch. 1. 3p

Mais comme l'ancienne pratique duroit encore en quelques lieux, elle a été abolie par l'édit de Février 1678. confirmé par déclaration de Juillet 1684. Suivant ces dernières ordonnances, l'édit de Melun doit être exécuté par tout le royaume ; & l'instruction des procès pour les cas privilégiés se fait conjointement par les juges d'église & par les juges royaux, qui sont tenus pour cet effet d'aller au siège de la jurisdiction ecclesiastique ; si ce n'est que l'official veuille se transporter au siège royal, pour le bien de la justice ; comme pour éviter de faire transférer le prisonnier. L'un & l'autre juge doit rédiger les dépositions des témoins, les interrogatoires, & tout le reste de l'instruction dans des cahiers séparés, chacun par son greffier, afin de juger chacun sur ses procédures : si ce n'est que l'un des deux ait commencé l'instruction seul. Car comme on ne voit la qualité du crime que par les charges, l'official peut d'abord informer ; puis appeler le juge laïque, pour le cas privilégié. Tout de même le juge royal peut informer, avant que l'accusé ou le promoteur demande le renvoi en cour d'église, pour le délit commun. Si le procès s'instruit en un parlement, on n'y appelle point l'official ; mais l'évêque supérieur du clerc accusé, est tenu de donner son vicariat à un des conseillers clercs du parlement. Tel est l'usage de France pour les procès criminels des ecclesiastiques.

CHAPITRE XV.

Des jugemens criminels en general.

TOut ce que nous voyons dans l'antiquité touchant la forme des jugemens ecclesiastiques, regarde la condamnation des coupables : qui enseignoient une mauvaise doctrine, ou scandalisoient l'église par leurs mauvaises mœurs : en un mot ce que nous appelons aujourd'hui le criminel. Pour les matieres civiles, l'église n'en conoissoit que par arbitrage. Mais de tout tems elle a eu droit d'imposer des pénitences salutaires, à ceux qui se sont accusez de leurs fautes ; & même de châtier ceux qui les nioient, s'ils en étoient convaincus d'ailleurs. On n'observoit autres formalitez dans les jugemens ecclesiastiques, que celles qui étoient absolument necessaires, pour ne pas juger sans connoissance de cause. On gardoit sur tout les regles marquées dans l'écriture : de ne recevoir pas facilement les accusations, principalement contre les prêtres & les évêques : puisque la présomption étoit pour eux, vû la circonspection que l'on apportoit pour les bien choisir. De ne croire que ce qui étoit prouvé au moins par deux ou trois témoins. De punir les faux témoins suivant la loi du talion ; c'est à dire de la même peine, que l'accusé auroit souffertes. De reprendre & corriger publiquement les coupables ; afin de donner de la terreur aux autres. On ne s'en tenoit pas à la rigueur des regles : mais on examinoit soigneusement la qualité des personnes, les accusateurs, les accusés, les témoins ; qu'elle étoit leur vie & leur réputation, de quel

1. Tim. V.
12.

Consl. Apost.
lib. 2. c. 42.

Deut.

XXIX. 15.

Matth.

XVIII. 16.

Consl. Apost.

lib. 2. c. 42.

Deut. XIX

19.

1. Tim. v.

20.

Consl. ap. 2.

c. 37.

quel esprit ils paroissent poussez, dans l'affaire presente. Toutefois les juges se donnoient de garde, de ne pas tomber dans la preoccupation & l'acception de personnes, si condamnée dans l'écriture; & se representoient qu'ils seroient jugez, comme ils auroient jugé les autres. Voilà les saintes regles, que les évêques se propoient dans leurs jugemens, ils ne regardoient les jugemens seculiers, que pour imiter ce qu'ils avoient de meilleur; & se souvenoient toujours qu'ils étoient pasteurs & non juges de rigueur.

Les procedures se reduisoient donc à celles, que nous voyons dans les conciles, dont nous avons les actes: comme le concile d'Ephese & le concile de Calcedoine. Quelqu'un formoit une plainte, par un libelle ou requeste; l'accusé étoit cité trois ou quatre fois, afin d'avoir lieu de se défendre. S'il refusoit opiniâtement de comparoître, la contumace étoit un crime punissable des dernieres peines; c'est-à-dire de la déposition, ou de l'excommunication. S'il comparoissoit, il étoit interrogé & ouï en ses défenses. On lui produisoit les témoins & les écritures proposées contre lui: enfin les évêques rendoient leur jugement. Les notaires de l'église, c'est à dire des diacres ou des lecteurs, exercent à écrire en notes, redigeoient fidelement les actes; c'est-à dire le procès verbal de tout ce qui s'étoit fait & dit, par les juges & les parties: les faisant parler directement, & rapportant tout mot pour mot, jusques aux interruptions & aux exclamations. On inseroit dans ces actes les pieces, qui avoient été lûes; & ils étoient conservez, pour faire foi à toujours de la regularité des jugemens. Telle étoit l'ancienne forme des jugemens ecclesiastiques.

On a toujours distingué le for interieur de la conscience, d'avec le for extérieur : & on a attribué au premier, l'imposition des pénitences, pour les pechez confessez, les absolutions sacramentales, & les indulgences : & au second les crimes & les peines. Vers le douzième siècle l'étude du droit civil, fit emprunter les formalitez des loix, pour les appliquer aux affaires ecclesiastiques : ainsi on prit pour des accusations en forme & des inscriptions, les plaintes par écrit dont il étoit parlé dans les canons, sur tout dans les fausses decretales : car il faut avoïer, que l'on en a tiré la plupart des maximes sur lesquelles est fondée la procedure moderne des jugemens criminels. Suivant ces principes, le pape Innocent III. dans le concile de Latran, a distingué trois manieres de poursuivre les crimes : par accusation, par dénonciation, par inquisition. Celui qui poursuit par voye d'accusation doit être present, la proposer par écrit, & s'inscrire solennellement dans les actes : se soumettant à la peine du talion, s'il ne prouve pas. S'il prouve, le coupable doit être condamné suivant la rigueur des canons, jusques à la déposition & la dégradation s'il y échet. C'est cette voye qui semble avoir été formée sur le modele des loix civiles : aussi les preuves que l'on en rapporte ne sont tirées que des fausses decretales. Celui qui poursuit par dénonciation doit user auparavant d'admonition charitable : & n'a point besoin de s'inscrire solennellement. Il se contente de donner avis au juge du crime commis, & n'a pas pour but la vengeance publique, mais seulement la correction du coupable : aussi cette poursuite peut se terminer à une peine moindre qu'elle n'est portée par les canons. La loi de la correction frater-

c. qualiter & quando 24. de accus.

c. superius 26. eod.

l. 1. ff. de accus. l. 3. cod.

2. q. 8. per 201.

d. c. superius de accus.

nelle, portée dans l'évangile, étoit entendue par les anciens généralement; & appliquée aux juges mêmes: & les fausses decretales, sur lesquelles on prétend établir les accusations rigoureuses ordonnent de commencer tous-
 jours, par l'admonition charitable. Aussi dans l'usage, la voye d'accusation s'est évanouie.

Math.
XVIII. 154
Const ap.
lib. 2. 6.

2. q. 2. c. 15.
c. 2 de accuso

La procedure par voye d'inquisition est celle que le juge fait de lui-même, sans accusateur ni dénonciateur; étant seulement excité par la diffamation; c'est à-dire par la voix publique. Cette voye est devenue tres-commune depuis le tems du concile de Latran, même dans les cours seculieres: qui ont emprunté la procedure des cours ecclesiastiques, pour le criminel, aussi bien que pour le civil. De ces inquisitions sont venues nos enquêtes, ou plutôt informations, comme nous les nommons en matiere criminelle; & l'inquisition sur diffamation revient à ce que nous appelons une information d'office: quand le juge se trouvant sur le lieu du crime commis *in flagranti*, entend sur le champ les témoins: ce qui est rare dans l'usage. On distinguoit une quatrième voye de proposer un crime, par forme d'exception; comme la récrimination contre l'accusateur, ou le reproche contre un témoin: alors il n'étoit besoin ni d'inscription ni d'aucune autre formalité, puisque l'accusé ne proposoit pas le crime, pour en poursuivre la vengeance, mais pour se défendre. Il en étoit de même, si le crime n'étoit objecté qu'incidemment en un procès civil, pour empêcher que la partie adverse ne fût pourvue d'un bénéfice. Mais ces distinctions ne sont point de notre usage; & la procedure criminelle des cours ecclesiastiques de France, est conforme à celle des cours seculieres & à l'ordonnance

d. c. super-
his de accuso

de 1660. autant que le permet la diversité des personnes & des matieres.

CHAPITRE XVI.

De la procedure criminelle.

LA premiere procedure importante est l'information, que le juge fait d'ordinaire, sur la plainte d'un particulier, ou du promoteur. Il n'y a que le promoteur qui puisse accuser & demander la punition du coupable, pour le corriger, reparer le scandale, ou purger l'église d'un ministre indigne : les particuliers peuvent seulement se rendre dénonciateurs secrets, & parties civiles pour la poursuite de leurs dommages & intérêts. Encore faut-il que l'accusé soit un clerc : car si c'étoit un laïque, & que l'official eut prononcé contre lui une condamnation d'interêts civils ; les juges royaux prétendroient qu'il y auroit abus. Sur la plainte le promoteur obtient permission d'informer. Le juge donne ses ordonnances, pour assigner les témoins, sous peine d'être mulctez d'aumônes, ou emprisonnez par imploration du bras seculier. S'ils viennent, il leur fait prêter serment & reçoit leurs dépositions. L'information est communiquée au promoteur : & suivant les charges, il forme ses conclusions. Si la matiere est legere, il demande que l'accusé comparoisse pour être oïi, ce qui tend à proceder par voye ordinaire. Si le cas est grave, le promoteur conclut à l'ajournement personel, ou à la prise de corps ; & le juge donne son decret. Les juges d'église sont depuis plusieurs siècles, en possession d'avoir des prisons, & on a fondé ce droit sur une fausse decretale du pape Uge

Ferret. 8. c.

4. n. 121

bain I. mais ils ne peuvent faire les captures de leur autorité, que dans leurs prétoires ou dans les maisons épiscopales; pour les faire dehors; ou transférer les prisonniers, ils ont besoin du bras seculier, & prenoient autrefois un pareatis du juge royal; mais ils n'en ont plus besoin depuis l'édit de 1695.

17. q. 4. c. 6
attent. 13.
de illi glossa
Imbert. 3.
c. 8.
art. 4. 40

L'accusé étant pris ou simplement ajourné, doit répondre par sa bouche. Car on ne se défend point par procureur en matiere criminelle. L'interrogatoire est communiqué au promoteur, pour voir s'il y a lieu de poursuivre la procedure extraordinaire, par recollement & confrontation. Car quelquefois le juge ordonne qu'il sera procedé par voye ordinaire, comme en matiere civile. Mais si la matiere est grave: soit que l'accusé denie, ou qu'il confesse: le juge doit ordonner que les témoins seront recolez & confrontez. Le recolement se fait, pour voir s'ils persistent dans leurs dépositions, ou pour les faire expliquer, s'ils n'ont pas parlé assez clairement: la confrontation, pour voir s'ils connoissent l'accusé & s'ils lui soutiennent en face, ce qu'ils ont dit contre lui: & pour lui donner moyen de son côté de reprocher les témoins. Car c'est à la confrontation, qu'il le doit faire, avant que d'avoir ouï la lecture de la déposition; toutefois s'il a preuve par écrit des reproches, il peut les proposer même après la confrontation en tout état de cause. On n'a point d'égard aux reproches generaux: mais si l'accusé articule des faits précis & concluans, le juge pourra en suite lui en permettre la preuve.

c. cum cum
mo. 53. de
testib.
Ordon. crim.
tit. XV. art.
2.

Après la confrontation, le procès est instruit, & doit être communiqué au promoteur: pour prendre ses conclusions définitives. Il peut toutefois prendre encore des conclusions

Hildob. ep.
3^o

c. canon gra-
vis. 2. de of.
Alex III.
Fezres 2. c.
4^o

préparatoires, pour demander quelque addition d'information, ou perquisition d'un témoin, ou que l'accusé soit appliqué à la question. L'usage de la question par les tourmens, autrefois inconnus dans les tribunaux ecclésiastiques, comme tenant trop de la rigueur des jugemens séculiers, s'y est introduit depuis environ cinq cens ans, & les juges laïques ne leur disputent pas ce droit. Mais les officiaux n'en usent plus en France; peut-être le peril de tomber en irregularité, par l'effusion de sang, ou-même par la mort du patient, a-t-il contribué à l'abolir. Quand le promoteur a donné ses conclusions définitives, il n'y a plus qu'à juger.

L'officiel doit se faire assister de conseil, autant qu'il est possible, pour juger avec plus de sûreté & d'autorité: comme de prêtres gradués & instruits des affaires, ou de juges d'un siège royal, ou d'avocats. S'il ne s'en trouve pas au lieu de la résidence, il peut s'en passer: car il est seul juge dans le tribunal ecclésiastique. La sentence doit être rédigée par écrit, & ensuite prononcée à l'accusé & même signifiée, afin qu'il puisse appeler, si bon lui semble. Si il se trouve innocent, il doit être renvoyé absous, ce qui emporte dépens, dommages & intérêts: ou bien il sera déchargé de l'accusation, ce qui emporte seulement les dépens. Si l'accusé est trouvé coupable, la sentence doit exprimer, premièrement le crime dont il est convaincu, puis la peine; ou bien, sans spécifier le crime, on le condamne pour les cas résultans du procès. Voilà quelle est la suite ordinaire de la procédure criminelle en cour d'égèse.

Mais il peut arriver plusieurs incidens, qui en changent l'ordre ou en retardent le cours;

Le plus considerable est la contumace. Si l'accusé, étant ajourné personnellement, ne se presente point, l'ajournement personnel est converti en prise de corps; mais si tôt qu'il a subi l'interrogatoire, il doit être élargi; à moins qu'il ne se trouve plus chargé qu'il n'étoit par l'information. Si l'accusé veut se représenter & ne le peut, par maladie ou par autre empêchement legitime: il doit faire proposer son exoine, c'est-à-dire son excuse, par un procureur: & offrir d'en faire preuve, pour obtenir un délai. Si celui qui est en decret de prise de corps, est absent & fugitif, le juge ordonne qu'il sera assigné à trois briefts jours, & ses biens saisis & annotez avec imploration du bras seculier. Les assignations ou cris en cas de ban, comme d'autres les nomment, se font par le crieur juré, ou par un sergent, selon les usages des lieux, au marché public, & devant la porte de l'église: ailleurs on se contente de les faire par affiches, à la porte de l'officialité. Les trois citations solennelles rendent la procedure complete, & font que le contumax peut être jugé définitivement. Son opiniâtreté à fuir est regardée comme une confession tacite: mais il est toujours reçu à purger la contumace: pourvû qu'il revienne dans les cinq ans, qu'il se mette en état, c'est-à-dire qu'il entre en prison, & consigne les dépeas.

En jugeant par contumace, on prononce toujours suivant la rigueur des canons. Le premier jugement porte, que les défauts & contumaces sont declarez bien & dûement obtenus, contre un tel absent & fugitif: & pour le profit, que le recolement vauira confrontation. Ensuite on donne un second jugement: par lequel l'accusé est déclaré atteint & con-

vaincu de tel crime ; avoir encouru telle censure , être privé de tous ses benefices ; & le reste des peines qui conviennent au cas. Voilà la procédure de la contumace entiere : mais elle est rare en cour d'église. Comme il n'y a point de peine afflictive , on ne craint pas tant de s'y presenter : & ceux qui sont poursuivis pour le délit commun simplement, ne sont pas d'ordinaire des vagabons ni des fugitifs.

Si après l'interrogatoire d'un prisonnier , le juge trouve la matiere plus legere , ou qu'il n'y ait pas à craindre qu'il s'absente : il peut ordonner qu'il sera élargi , en baillant caution de se représenter toutes fois & quantes qu'il sera cité. Si en jugeant le procès l'accusé ne se trouve point convaincu , mais seulement suspect : on ordonne qu'il sera plus amplement informé , & cependant l'accusé est mis hors des prisons. Mais en ce cas il demeure *in reatu* , c'est à-dire prévenu de crime , & le procès peut être continué ; c'est pourquoi la sentence doit marquer un certain terme , afin que l'accusé ne soit pas en peine toute sa vie.

Les cas du plus amplement informé , sont à peu près ceux où avoit autrefois lieu la purgation canonique. Quand un évêque ou un prêtre étoit diffamé de quelque crime par bruit commun : quoi qu'il n'y eût point de preuve contre lui , quoique personne en particulier ne l'accusât : il ne laissoit pas de devoir se purger su vant les canons : afin qu'il ne restât point de rache à sa réputation. Il venoit dans l'église , & juroit sur les tombeaux des martyrs , & sur tout ce qu'il y avoit de plus saint , qu'il étoit innocent du crime qu'on lui imposoit. Quelquefois il amenoit avec lui un certain nombre de compurgateurs , personnes de probité notoire , & qui le conussent particulie-

l. q. s. c. 6.
7. & c. ex
Gregor. ep.
ibid. c. 16.
ex conc.
Troslei.

rement

rement : ils faisoient tous le même serment que lui : c'est-à-dire , qu'ils le croyoient innocent : & ce témoignage étoit reçu comme une preuve de sa bonne renommée , suffisante pour détruire la diffamation contraire. Celui qui n'osoit prêter le serment , ou ne trouvoit pas le nombre suffisant de compurgateurs , étoit réputé convaincu. Et voilà la purgation canonique. Il y en avoit une autre , que les canons appellent purgation vulgaire , introduite par l'ignorance & la simplicité des peuples barbares. C'étoit le combat singulier , & les épreuves de l'eau ou du feu. Tout cela passoit pour des moyens de connoître la vérité , faire de preuves legitimes. Celui dont le champion demeurait victorieux ; ou qui résistait au feu sans se brûler , ou à l'eau sans se noyer , étoit réputé innocent. On appelloit ces épreuves le jugement de Dieu. Mais l'église universelle les a reprouvées , comme temeraires , & contraires à la loi de Dieu , qui nous défend de le tenter.

Revenons à notre procédure. Si après toute l'instruction faite , l'accusé propose des faits justificatifs concluans , & dont la preuve soit facile , il doit-y être reçu suivant l'ordonnance , qui toutefois n'est usée en ce point. Les faits concluans sont comme l'*alibi*. S'il veut prouver qu'il étoit en un lieu éloigné de celui où le crime a été commis : comme quand saint Athanase représenta vivant Arsene que l'on l'accusait d'avoir tué. Telle est en gros la procédure criminelle suivant l'usage présent de la France. Celle des cours ecclesiastiques est la même que des cours seculieres , & se regle suivant les mêmes ordonnances. J'ai crû toutefois qu'il étoit bon de la rapporter ici en abrégé , en faveur des ecclesiastiques à

d. purg.
vu g. per
tot.

Socr. l. c.
29 H. st.
l. 1. l. xi.
n. 31.

qui les livres du palais ne sont pas si familiers.

CHAPITRE XVII.

Des jugemens des évêques.

LEs causes criminelles des évêques sont celles dont les anciens canons parlent le plus : & qui ont donné sujet à la plus part des regles , touchant la preuve & la punition des crimes. Depuis que les fausses décrétales ont été reçues , ces causes sont devenues plus difficiles & plus rares : & dans les derniers siècles , il y a très-peu d'exemples , sur tout en France , que l'on ait fait le procès à des évêques ; en sorte que l'on ne convient pas bien des regles que l'on y devoit suivre. Il est constant que pendant les huit premiers siècles , les évêques étoient souvent accusez ; que leurs causes étoient examinées par les conciles provinciaux : qu'ils y étoient jugez , condamnez , & déposez , s'il y avoit lieu : & que les jugemens des conciles étoient ordinairement exécutez. Il y a toutefois quelques exemples d'évêques condamnez qui ont eu recours au S. siège ; principalement ceux qui n'avoient point d'autre supérieur immédiat , comme les patriarches.

Mais le premier canon qui permet nommément aux évêques d'appeller au pape , est le septième canon du concile de Sardique , tenu l'an 347. qui porte : Quand un évêque déposé par le concile de la province aura appelé à l'évêque de Rome , s'il juge à propos que la cause soit examinée de nouveau ; il écrira aux évêques de la province voisine , afin qu'ils en

soient les juges. Et si l'évêque déposé persuada à l'évêque de Rome d'envoyer un prêtre d'auprès sa personne, il le pourra faire, & envoyer des commissaires pour juger par son autorité avec les évêques.

On dispute encore sur l'exécution de ce canon : & la pratique des tems qui ont suivi, ne paroît guere differente de celle des tems précédens ; sinon depuis le pape saint Leon & le milieu du cinquième siècle. Le pape étant chef de l'église de droit divin, a toujours eu droit de corriger tous les évêques, quand ils n'observoient pas la discipline : & principalement quand ils condamnoient injustement leurs freres. Mais il ne s'ensuit pas que le saint siège fût regardé comme un tribunal ordinaire au-dessus de tous les conciles particuliers ; ni que les plaintes que l'on y portoit fussent des appellations réglées, comme un second degré de juridiction. C'étoit des remedes extraordinaires, contre des vexations, en des causes generales où toute l'église se trouvoit interessée comme en la cause de saint Athanasie, en celle de saint Jean Chrysostome, en celle de saint Flavien de C. P.

Depuis le neuvième siècle, les fausses decretales, comprises dans le recueil d'Isidore, étant reçues, établirent une nouvelle discipline. Il n'y avoit que certaines personnes, qui pussent accuser les évêques : il falloit y observer certaines formes : & sur tout il n'y avoit que le pape qui eut droit de les juger, même en premiere instance. Le concile de la province pouvoit bien instruire & examiner le procès ; mais la décision devoit toujours être réservée au saint siège. Et comme il étoit impossible de recourir à Rome pour les moindres actions intentées contre les évêques ; on éta-

Ep. 2. Steph.

3. 7. 2. c. att.

d. 2. m. c.

Eva. 5. 3.

q. 6. c. quan.

v. 3. ex. l. c.

th. 9. q. 3.

c. si aut. 6.

ex. l. c.

blit ensuite la distinction des causes majeures, c'est à-dire de celles où il pouvoit y avoir lieu à la déposition, & celles-là demeurerent réservées au saint siège. Or en general toutes les causes majeures, depuis ce tems ont été censées appartenir au pape seul en premiere instance : & voici ce que les canonistes lui attribuent. Declarer les articles de foi : convoquer le concile general : approuver les conciles & les écrits des autres docteurs : diviser & unir les évêchez, ou en transférer le siège : exempter les évêques & les abbez de la jurisdiction de leurs ordinaires : transférer les évêques, les déposer : les rétablir : juger souverainement ; en sorte qu'il n'y ait point d'appel de ses jugemens.

La pragmatique a reconnu que les causes majeures, dont l'énumération expresse se trouve dans le droit, doivent être portées immédiatement au saint siège : & ailleurs, qu'il y a des personnes, dont la déposition appartient au pape ; en sorte que s'ils sont trouvez meriter cette peine, ils doivent lui être renvoyez avec leur procès instruit.

Ce droit est confirmé par le concile de Trente. Il défend premierement de citer un évêque à comparoir personnellement, si ce n'est pour cause où il échut privation ou déposition ; ni de recevoir contre lui des témoins, qui ne soient contextes & de probité connue. Ensuite il ordonne, que les causes criminelles contre les évêques, si elles sont graves pour meriter déposition ou privation, ne seront examinées & terminées qu'à par le pape. Que s'il est nécessaire de les commettre hors la cour de Rome, ce sera au metropolitain, ou aux évêques que le pape choisira, par commission speciale signée de sa main. Qu'il ne leur commettra

que la seule connoissance du fait, & l'instruction du procès; & qu'ils seront obligez de l'envoyer si-tôt au pape, à qui le jugement définitif est réservé. Les moindres causes criminelles des évêques seront examinées & jugées par le concile provincial ou par ceux qu'il aura députez. Voilà la disposition du concile de Trente.

En France on soutient l'ancien droit, suivant lequel les évêques ne doivent être jugés, que par les évêques de la province, assemblez en concile; y appelant ceux des provinces voisines, jusques au nombre de douze: sauf l'appel au pape, suivant le concile de Sardique. Dès le tems du concile de Trente le clergé de France protesta contre son decret sur cette matiere. En 1632. René de Rieux évêque de Leon en Bretagne, ayant suivi la reine Marie de Medicis, & s'étant retiré avec elle au Pais-bas; fut accusé de crime d'état, *Mém. du clergé t. 1. part. c. 1.* sous le ministere du cardinal de Richelieu. Le pape Urbain VIII. par un bref du 8. Octobre, commit l'archevêque d'Arles & les évêques de Bologne, de saint Flour, & de saint Malo, pour lui faire son procès: ils le jugerent définitivement, le priverent de son évêché, & le condamnerent à de grosses aumônes. Mais sous la regence de la reine Anne d'Autriche, le clergé assemb'lé en 1645. écrivit au pape Innocent X. qui donna commission à sept autres évêques, pour juger l'appel, que l'évêque de Leon avoit interjeté de la sentence des quatre commissaires; elle fut cassée, & l'évêque de Leon rétabli.

Le clergé dans la suivante assemblée en 1650 resolut de pourvoir, à ce qu'à l'avenir on ne fît plus de pareilles entreprises; & le 23. de Novembre il fit signifier au nonce du

pape un acte de protestation contre le bref de 1622. à ce qu'il ne pût préjudicier aux évêques de France, ni être tiré à conséquence : & que les causes majeures des évêques soient jugées par le concile de la province, y appelant, s'il est besoin, des évêques voisins jusques au nombre competent, & sauf l'appel au saint siége. En 1654. il y eut un autre attentat contre l'unanimité des évêques. Le parlement de Paris accepta une commission du grand seau, pour faire le procès au cardinal de Reiz, archevêque de Paris, accusé de crime de lèse-majesté : le parlement prétendoit que ce crime faisoit cesser tout privilège. Le clergé s'en plaignit ; & soutint que les évêques ne devoient être jugés que par leurs confreres. La commission fut revoquée par arrêt du conseil, & le roi donna une déclaration conforme le 26 avril 1657. par lequel il ordonna, que le procès des évêques seroit instruit & jugé par des juges ecclésiastiques, suivant les saints decret.

CHAPITRE XVIII.

Des peines canoniques.

IL reste à parler des peines, que le juge d'église peut imposer. Il y en a de deux sortes ; les pures spirituelles, comme la déposition & l'excommunication ; & celles qui tiennent du temporel, comme les condamnations d'aumônes, la fustigation, la prison. Le pouvoir d'imposer des peines spirituelles est essentiel à l'église ; & elle l'a exercé dans le plus fort des persecutions. Car ces peines consistent plutôt à s'abstenir & à refuser, qu'à faire quel-

que chose de positif. Dépoier un prêtre, c'est déclarer que l'on ne le tient plus pour prêtre; que l'on ne veut plus que personne reçoive le sacrement de sa main, ni écouter ses instructions. Excommunier un laïque, c'est déclarer que l'on ne le compte plus pour chrétien; & qu'on le met au rang des infideles.

Les autres peines qui tiennent plus de la juridiction coercitive, ne laissent pas d'être fort anciennes. De tout tems l'église a imposé par penitence aux coupables, des aumônes, des jeûnes, & d'autres afflictions corporelles: leur refusant l'absolution, s'ils ne se soumettoient à la penitence; & passant jusques à l'excommunication s'ils croupissoient longtemps dans le crime, sans demander la penitence, ou sans y satisfaire. S. Augustin parle de la fustigation ou peine de verge, comme pratiquée par les évêques; à l'exemple des maîtres sur leurs domestiques, des peres sur leurs enfans, des professeurs des arts liberaux sur leurs disciples. Ainsi il y a apparence que l'église en usoit principalement sur les jeunes clercs. Les abbez en usoient aussi sur les moines, comme d'une correction paternelle & domestique: & les disciplines volontaires semblaient en être venuës. Les prisons à tems ou perpetuelles, ont été regardées comme des peines canoniques: parce qu'il étoit ordinaire d'enfermer dans les monasteres les prêtres, ou les autres clercs déposez pour de grands crimes: afin d'y passer le reste de leurs jours en penitence; sans que le public, qui ne les voyoit plus, fût scandalisé de leur chute. D'autres fois les coupables incorrigibles & excommuniiez étoient exilez par le secours de la puissance seculiere, comme Nestorius & plusieurs autres; ou bien le juge ecclesiastique leur fai-

23 q. 5. c.
1 ex ep st
ad Marcel.
lm.

c. 3. de
crim. fals.

soit faire serment de quitter le païs. Voilà les peines que nous trouvons usées, dans les jugemens ecclesiastiques. Les moindres ne sont que des corrections salutaires : les plus grandes sont des moyens d'empêcher les coupables de nuire aux fideles, sans leur ôter les moyens de se convertir. Mais l'église a toujours eu horreur des peines de sang ; & sur tout de la mort, qui ne laisse plus de tems pour faire penitence.

Suivant l'usage present de la France, le juge d'église peut condamner à l'amende honorable, pourveu qu'elle se fasse dans son pretoire, & non ailleurs où il n'a point de territoire. Il peut imposer des peines pecuniaires ; non sous le titre d'amendes, mais d'aumônes : dont il doit marquer l'application à certaines œuvres pies. Il peut condamner à quelque fustigation licite, non au fouet, qui se donne publiquement par la main du bourreau. Il ne peut condamner au bannissement, mais bien enjoindre à un clerc étranger, de se retirer du diocèse. Il peut condamner à prison perpetuelle, ou pour des fructs moindres : à des retraites pendant certain tems, dans un monastere, ou dans un seminaire. Il est nécessaire d'observer ces distinctions, pour ne pas donner lieu aux appellations comme d'abus.



CHÂPITRE XIX.

*De la déposition ou dégradation.
De la suspension.*

LEs plus grandes de toutes les peines canoniques sont , la déposition pour les clercs , & l'excommunication pour les laïques. La déposition est la privation de toutes fonctions publiques que le clerc pouvoit exercer en vertu de son ordre. Un prêtre , par exemple , étant déposé n'a plus droit de célébrer la messe , ni d'administrer les sacrements. Non que les sacrements ne soient valides : mais le prêtre qui consacre , ou administre , contre la défense de l'Eglise , pèche grièvement : & tous ceux qui assistent à son sacrifice , ou reçoivent de lui des sacrements , participent à son péché. Mais la déposition prive entièrement le clerc , de tous les droits , qui ne dépendent point de l'ordre ; comme la juridiction , la jouissance des bénéfices , les honneurs. Il est réduit au rang d'un simple laïque ; & tous ses bénéfices sont vacans & impetrables , du jour de la sentence de condamnation.

Dans les premiers siècles on se servoit indifféremment des noms de déposition & de dégradation ; pour marquer que le clerc condamné , perdoit son rang & tomboit du degré de son ordre. Pour rendre cette peine plus sensible , on introduisit la cérémonie de dépouiller publiquement le clerc déposé de ses ornemens : & si un concile jugeoit , qu'un évêque ou un clerc eût été injustement déposé , on le rehabilitoit en lui rendant les marques de son rang : ce qui est ordonné au IV. concile de Tolède

11. q. 3. c. 1.
episc. 65. ex
conc. Tolet.
IV, c. 20.

*dist. 8. c. c.
1. e. conc.
Cabilon.*

tenu l'an 633 Quoique le clerc déposé fût réduit à l'état des laïques, on ne souffroit pas qu'il menât une vie séculière; mais on l'envoyoit dans un monastere, pour faire pénitence: & s'il négligoit de la faire, il étoit excommunié. Dans les derniers tems, on a distingué deux sortes de dégradation, verbale & actuelle.

*Pontific.
Ronde.*

La dégradation verbale, est la simple déposition, sans ceremonie extérieure: la dégradation actuelle se fait ainsi. Le clerc qui doit être dégradé, est revêtu de tous ses ornemens, & tient en ses mains un livre, ou autre instrument de son ordre, comme s'il alloit en faire la fonction. En cet état il est amené devant l'évêque, qui lui ôte publiquement tous ses ornemens l'un après l'autre: commençant par celui qu'il a reçu le dernier à l'ordination & finissant par lui ôter l'aube, ou le surplis & lui faire raser toute la tête, pour effacer la couronne & ne laisser aucune marque de cléricature. Il prononce en même tems, pour imprimer de la terreur, certaines paroles contraires à celles de l'ordination. Cette triste ceremonie ne se pratique, que quand on doit livrer le clerc dégradé à la cour séculière: c'est pourquoi le juge laïque y doit être présent, afin de recevoir aussi tôt le coupable. Mais l'église doit interceder, pour lui sauver la vie; & elle obtient de l'enfermer & le mettre en penitence.

*c. 87. nov.
nus de verb.
signif.*

On demandoit pour la dégradation, le même nombre d'évêques, que les anciens canons demandoient pour la déposition. Car pour juger & déposer un évêque, il falloit un concile, composé de douze évêques au moins: pour déposer un prêtre, il falloit un concile de six évêques: pour déposer un diacre, il en falloit trois. Il n'y avoit que les moindres clercs, que leur

*15. q. 7. si
9. 153. c.
Felix 4. ex
conc. Carth.*

évêque pût juger accompagné seulement de son clergé. Cette pratique n'étoit pas difficile dans les tems où les conciles étoient fréquens & nombreux, & où les crimes étoient rares dans les évêques & les clercs. Mais dans les derniers tems, il s'est trouvé souvent des prêtres coupables de grands crimes; & il étoit difficile en France & encore plus en Allemagne, d'assembler tant d'évêques. D'ailleurs les évêques ne faisoient point de difficulté de juger les prêtres eux seuls, ou par leurs officiers; de sorte que les juges séculiers, à qui cette dégradation sembloit n'être qu'une cérémonie affectée, pour rendre difficile l'exécution des jugemens, ont eu de la peine à l'attendre toujours; & à laisser cependant de grands crimes impunis. D'autant plus, que quand ils avoient condamné un clerc, pour le cas privilégié, l'évêque ne vouloit point le dégrader sans connoissance de cause. On s'est donc insensiblement endurci contre le respect des personnes consacrées par les ordres; on ne craint point de les livrer aux ministres de justice, & nous ne voyons plus en France de dégradation. Toutefois le concile de Trente, voulant faciliter la punition des crimes, a déclaré: que pour la déposition ou la dégradation solennelle d'un prêtre, ou d'un autre *Seff. 13. c. 4.* clerc; l'évêque pouvoit au lieu d'autres évêques appeler autant d'abbes crosse & mitre, ou d'autres personnes constituées en dignité ecclésiastique.

Il y a d'autres peines canoniques, qui ne tendent qu'à priver le Chrétien des biens spirituels pour un tems, afin de l'exciter à rentrer dans le devoir. On en compte trois; la suspension, l'interdit & l'excommunication: & on les appelle plutôt censures que peines. Car

encore que l'excommunication retranche le Chrétien pour toujours de la société des fideles; l'intention de l'église n'est pas qu'il demeure dans ce miserable état: mais qu'il se reconnoisse & revienne demander l'absolution. Il n'en est pas ainsi du clerc déposé; l'intention est qu'il demeure toute sa vie privé du ministère dont il s'est rendu indigne; & s'il est réhabilité, c'est une dispense & une grace extraordinaire.

La suspension est une interdiction à un clerc, de faire les fonctions de son ordre pendant un certain tems. S'il étoit interdit pour toujours, de toutes ses fonctions, ce seroit la déposition. Et comme la déposition est la dernière peine que l'église puisse prononcer contre un clerc: il étoit à propos qu'il y en eût de moindres, que l'on pût proportionner aux fautes. C'est pourquoy il y a plusieurs degrez de suspension. Elle est locale ou personnelle. Locale, si le prêtre n'est interdit de ses fonctions que dans un certain lieu: personnelle, s'il l'est en tous lieux: & elle peut encore être générale, ou bornée à certaines fonctions. Il peut être suspendu, quant à la prédication, non quant à l'administration de la penitence, ou quant à la célébration de la messe. La suspension peut être bornée à un tems, plus long ou plus court; & après ce tems, elle cesse de plein droit; ou bien elle est imposée tant qu'il plaira à l'évêque, & alors il faut attendre qu'il la leve expressement. Quelquefois aussi un clerc est interdit, non des fonctions de son ordre, mais de quelque autre droit: comme un chanoine du droit de suffrage ou de l'entrée au chœur, ou il est privé pour un tems du revenu de son bénéfice: le tout suivant la qualité des fautes & les usages des églises. La-

suspense est une peine propre aux clercs : & celui qui ne l'observe pas tombe dans l'irrégularité. C'est d'ordinaire la première peine, que prononcent les juges ecclesiastiques ; & ils prétendent la pouvoir ordonner sur l'interrogatoire de l'accusé : parce, disent-ils, que le decret d'ajournement personnel emporte suspension contre les clercs, comme interdiction contre les officiers laïques.

CHAPITRE XX.

De l'excommunication.

L'Excommunication regarde tous les Chrétiens. Elle avoit divers degrez, suivant la pratique de l'antiquité. Un évêque qui avoit manqué de venir au concile, ou qui avoit ordonné un clerc d'un autre diocèse, étoit privé de la communion des autres églises : & devoit se contenter de communiquer avec la sienne. C'étoit une espèce de suspension du commerce spirituel avec les confreres. La regle de saint Benoist nomme excommunication l'exclusion de l'oratoire, ou de la table commune ; & c'étoit la peine des moines, qui n'y venoient pas à tems. Dans l'usage des derniers siècles, l'excommunication se prend pour l'anathême : c'est à dire le retranchement de la société des fideles. Elle est fondée sur cette parole de l'évangile : Si celui que vous avez repris, n'obéit pas à l'église : qu'il vous soit comme un payen & un publicain : & sur ce precepte de saint Paul : Si un Chrétien est nommé impudique, ou avare, ou idolâtre, ou médisant ; ou yvrogne, ou voleur ; vous ne devez pas manger avec lui. Ce que saint

*dist. 15. c.
placit. 10.
ex cec.
Carthag.*

*dist. 52. c.
si quis.
Reg. c. 44.*

*Nat.
XVII. 17.*

I. Cor. V. 11.

*I. o. II. 20.
c. 12.*

*Homil. 21 in
Josue.*

Augustin explique, s'il est jugé & denoncé tel ; & Origene avoit dit avant lui, qu'on ne doit chasser de l'église que pour un péché manifeste. Autrement s'il étoit à la liberté de chacun de se separer de ceux dont il condamne la conduite, on donneroit ouverture aux schismes & aux jugemens temeraires. Saint Paul dit encore: Que si quelqu'un n'obéit pas à nôtre parole, notez-le, & ne vous mêlez point avec lui ; afin qu'il ait de la confusion. Et ne le regardez pas comme vôtre ennemi, mais corrigez-le comme vôtre frere. Voilà les regles de l'excommunication. Elle doit être précédée au moins de trois monitions: car J. C. ordonne de reprendre celuy qui nous a offensé, premierement en particulier, puis en presence de deux ou trois témoins, & enfin devant l'église, avant que de l'éviter. Elle doit être jugée & denoncée par celuy qui a autorisé dans l'église. L'effet est de fuir tout commerce avec l'excommunié. Le but est de le couvrir d'une confusion salutaire: mais on ne doit pas cesser de l'aimer & de procurer son salut.

*2. Thess.
III. 14.*

*Basil. epist.
47.*

Suivant ces regles les saints évêques des premiers siècles ne venoient que rarement & difficilement, à ce remede extrême de l'excommunication. Quand quelqu'un étoit accusé, ils examinoient soigneusement sa conduite: s'ils trouvoient l'accusation veritable, ils le reprenoient d'abord en particulier: si cette correction ne suffisoit par pour l'obliger à se reconnoître: l'évêque prenoit un témoin ou deux, & en leur presence avertissoit l'accusé, avec adresse & douceur: s'il s'endurcissoit, l'évêque le reprenoit publiquement devant l'église. Il employoit pour le guerir toutes sortes de remedes. La consolation, pour adoucir

*Const.
Apost. LL.
2. c. 37.*

Ibid. c. 38.

Ibid. c. 41.

le mal : la rigueur des reproches & des menaces , pour nettoyer la playe , & ôter l'enflure : les jeûnes , contre la corruption. Enfin s'il voyoit que le mal eût gagné toutes les parties , & qu'il n'y eût plus d'esperance de guérison ; il prenoit conseil des évêques & des prêtres les plus expérimentez : & après avoir mûrement délibéré & long tems attendu , il retranchoit de l'église le membre corrompu ; de peur qu'il n'infestât les autres. Mais il ne faisoit qu'avec douleur , avec larmes , & pour obéir à cette parole de saint Paul : ôrez le méchant d'entre vous.

L'excommunié étoit traité comme un infidèle : les Chrétiens n'avoient point de commerce avec luy , sur tout pour les prieres. Il ne laissoit pas d'entrer dans l'église , pour ouïr la lecture des saintes écritures & la prédication , car les infidèles mêmes y étoient admis ; mais on le faisoit sortir avec eux , pour luy faire desirer de rentrer dans la participation des prieres : & pour faire craindre aux autres de tomber , par son exemple. Cependant l'évêque ne l'abandonnoit pas , sur il romboit pour la seconde fois. Il ne témoignoît pas en avoir horreur , & ne l'éloignoit pas de sa compagnie , ny même de sa table : imitant le sauveur , qui mangeoit avec les pharisiens & les pecheurs. Il le consoloit & luy donoit courage , de peur qu'il ne tombât dans l'abbatement & le desespoir. Que s'il se convertissoit & montrait des fruits de penitence , l'évêque le recevoit avec joye , comme l'enfant prodigue & après luy avoir imposé les mains , pour le reconcilier à l'église ; il l'admettoit même à la participation des prieres & des sacremens. Nonobstant toutes ces sages précautions , si quelqu'un , fût-ce un laïque , se plaignoit que

Const.
Apost. lib.
2. c. 38.

Ibid. c. 32.

Ibid. c. 40.

Ibid. c. 43.

conc.
car

son évêque l'eût excommunié légèrement, par animosité, ou par quelque autre fâcheuse disposition : la cause étoit portée au concile de la province ; comme étant des plus importantes de l'église, puisqu'il s'agissoit de l'état spirituel d'un Chrétien. Telle étoit l'ancienne discipline touchant l'excommunication.

A mesure que les mœurs du commun des Chrétiens se relâcherent, & que le mérite des évêques diminua : les causes d'excommunication furent plus fréquentes, & la discrétion moindre, pour user de ce remède extrême. Depuis le neuvième siècle les ecclésiastiques employèrent souvent ces armes spirituelles, pour repousser les violences que la plupart des petits seigneurs exerçoient contre eux, en pillant le patrimoine de l'église : encore falloit-il quelquefois y joindre le glaive matériel, & se défendre à main armée. La dureté croissant toujours on passa à des rigueurs peu connues à l'antiquité ; d'excommunier des familles, des provinces & des nations entières, ou du moins y interdire l'exercice de la religion ; d'établir des excommunications de plein droit, qui seroient encourues si tôt que le crime seroit commis, sans monition ny jugement : d'en réserver quelques unes au pape, en sorte qu'il falût aller à Rome, pour s'en faire absoudre d'accompagner la publication des excommunications des cérémonies-sensibles, comme d'éteindre & jeter à terre des cierges allumés, faire sonner les cloches, & prononcer des maledictions terribles.

D'ailleurs on ordonna excommunication de plein droit, contre ceux qui communiquoient avec les excommuniés : ce qui n'est pas sans fondement dans l'antiquité, puisque le concile d'Antioche tenu en 341. prononce excommunication

munication contre ceux qui osent communiquer avec des clercs déposez. Ainsi une seule excommunication en produisoit une infinité d'autres. Car on expliquoit avec une extrême rigueur, la défense d'avoir commerce avec les excommuniés : & par-là on étendoit cette peine jusques aux biens temporels. On prétendoit donc que personne ne devoit approcher d'un excommunié, non pas même les domestiques, les enfans, la femme ; & qu'il ne luy étoit permis, ny de paroître en jugement, ni d'exercer aucun droit.

Enfin le pape Gregoire V. I. vers l'an 1080. poussa jusques au dernier excès les conséquences de l'excommunication ; soutenant qu'un prince excommunié étoit privé de tout son pouvoir, que ses vassaux étoient quittes du serment de fidélité, & que ses sujets ne luy devoient plus d'obéissance. Mais à force de vouloir faire craindre la puissance de l'église, on la rendit méprisable ; & on réduisit les choses à ce point, que les laïques craignoient peu les censures & que les prélats les plus sages n'osoient presque les employer.

Il fallut apporter divers temperamens à ces maximes. Gregoire V. I. luy-même excepta de l'excommunication les femmes des excommuniés, leurs enfans, leurs serfs : ceux qui communiquoient avec eux par ignorance ou par nécessité ; comme pour acheter des vivres en passant, ou pour leur faire l'aumône.

L'excommunication encourue pour avoir communiqué avec l'excommunié, fut nommée excommunication mineur : qui ne prive que de la perception des sacremens, non de l'entrée de l'église ny du commerce des fideles. Ainsi il n'étoit plus à craindre que les excommunications s'étendissent à l'infini. L'obligation

15. q. 6. c.
2. Greg. vii.
lib. vi. c. 7.
2. Hys. c.
clef. 1. v.
1211 n. 36.

11. q. 3. c.
quoniam
800.

Sess. 2.

Pragm. tit.

2. conc.

tit. 23

Sess. 15. 3.

d'éviter les excommuniez, ne laissoit pas de causer encore de grands embarras: principalement, à cause des excommunications generales & de plein droit. C'est pourquoy le concile de B. fl: declara, que l'on ne seroit obligé d'éviter que deux sortes d'excommuniez: ceux qui le seroient nommément & solennellement. & ceux dont l'excommunication seroit si notoire, qu'il seroit impossible d'en douter. Ce decret fut confirmé par une constitution de Martin V. & fut inseré dans la pragmatique, & ensuite dans le concordat.

Le concile de Trente a encore apporté quelque restrictions, à l'usage de l'excommunication; reconnoissant, que si elle n'est employée sobrement, & avec circonspection, elle devient méprisable, & même nuisible. Premièrement quant aux monitoires pour venir à revelation, le concile veut, qu'ils ne soient decernez que par l'évêque pour grande cause & après meure deliberation: & qu'il ne cède point à l'autorité du magistrat seculier, pour les accorder. Le concile défend à tous les juges ecclesiastiques, d'employer l'excommunication, pour faire executer leurs ordonnances; tant que l'exécution se peut faire par contraintes temporelles, sur les biens ou sur les personnes, même avec l'aide du bras seculier. Mais il défend au juge seculier, d'empêcher les juges ecclesiastiques d'excommunier, ny de les contraindre à absoudre: ny de prendre aucune connoissance de la justice de l'excommunication.

Tel est donc aujourdhuy l'usage de l'excommunication. Il doit y avoir cause suffisante, c'est-à-dire quelqu'une de celles qui sont exprimées dans le droit: ou du moins un peché notable & scandaleux, puisqu'il ne

s'agit de rien moins, que de la dernière de toutes les peines spirituelles. Le défaut de cause rend l'excommunication injuste, mais on doit toujours la craindre. Celuy qui la prononce doit avoir juridiction contentieuse: il faut qu'il y ait trois monitions précédentes, publiées au moins à deux jours d'intervalle l'une de l'autre: que la sentence d'excommunication soit écrite, que la personne y soit nommée, & la cause exprimée. Les noms des excommuniés doivent ensuite être publiez dans l'église & affichés à la porte, afin que tout le monde soit tenu de les éviter. S'ils y entrent, on doit les en chasser & si on ne le peut, il faut cesser l'office divin & quitter l'église. Ces formes se doivent observer à l'excommunication portée par le juge.

Mais celles qui sont portées par la loy sont encouruës de plein droit, si tôt que l'action est commise. Ainsi celui qui a commis une simonie; ou frappé un clerc, doit s'abstenir dès lors de l'entrée de l'église, jusques à ce qu'il ait été absous; la formule du prône le fait voir. Et ce sera la faute du coupable, si l'absolution est différée: puisqu'elle ne se refuse point à qui se met en devoir. Mais il n'y a que celui qui conoit l'excommunication portée par la loy, qui soit obligé à l'observer: & on peut en ignorer plusieurs, sans que l'ignorance soit criminelle. Car ces ex-

gloss. in c. eos 22. de sent. e. con. in 6 gloss. in c. 22. 1. eod. Navarr. man. c. 171. n. 50.

communications de plein droit sont en si grand nombre, qu'il est difficile, même aux plus savans canonistes, d'en faire le dénombrement exact. Dans le Sexte seul, on en compte trente deux: dans les Clementines, cinquante: vingt un dans la bulle *in coena Domini*: & une infinité d'autres, dans diverses bulles & constitutions nouvelles des

papes sans compter celles des constitutions synodales, & des diverses ordonnances des évêques, des regles & des constitutions des réguliers. Mais dans tous les anciens canons, compris dans le decret de Grarien & les decretales, à peine en trouve-t-on trente: encore qui voudra bien les examiner, trouvera que la plûpart ordonnent l'excommunication, non pas pour estre encouruë de plein droit: mais pour être imposée par le juge en tel cas, contre ceux qui en seront convaincus. Rien n'empêche d'entendre ainsi les paroles du fameux canon, *Si quis suadente diabolo*; qui dit, Que si quelqu'un porte ses mains violentes sur un clerc, ou sur un moine, il sera soumis au lien de l'excommunication, c'est à-dire quand il sera convaincu & condamné. Il est vray que la glose l'explique de l'excommunication de plein droit, & cette opinion a prévalu.

CHAPITRE XXI.

De l'Interdit.

L'Interdit est la défense de célébrer les divins offices, ou d'administrer les sacrements, dans un certain lieu: une province, un royaume; ou d'y admettre certaines personnes, quelque part qu'ils aillent. Le premier s'appelle interdit local, le second personnel. Si l'un & l'autre est joint, on l'appelle interdit mixte. Cette peine étoit peu connue dans les premiers siècles, aussi bien que les excommunications generales: si ce n'est contre les heretiques, ou les schismatiques manifestement separés de l'église. A l'égard des autres

pecheurs, les Chrétiens ne s'en séparoient point, s'ils n'étoient excommuniés nommément : & les saints évêques tenoient pour maxime, de ne pas retrancher de l'église les pecheurs, quand ils sont si puissans, ou en si grand nombre, qu'il n'y a pas lieu d'espérer qu'ils se corrigent par la censure : mais plutôt de craindre, qu'ils ne se portent à la révolte, & au schisme manifeste. C'est la doctrine de saint Augustin ; qui dit encore, qu'avec la multitude il faut plutôt user d'instructions, que de commandemens ; d'avertissemens, que de menaces : & employer la severité contre les pechez des particuliers. Il loue la charité & la prudence de saint Cyprien, qui ne rompit jamais la communion, avec des évêques, qu'il reprenoit d'être avarés, usuriers & usurpateurs du bien d'autrui ; & il reprend severement un jeune évêque, qui pour le péché du maître avoit excommunié toute une famille. Il avoit toutefois que des évêques d'un grand nom, en avoient quelquefois usé autrement : & nous trouvons en effet dans saint Basile un exemple d'une excommunication, contre plusieurs complices d'un rapt, avec leurs familles : & contre le bourg entier, qu'il l'avoit favorisé. Mais nous ne voyons point que l'empereur Constance ni l'empereur Valens, quoi qu'herétiques & persecuteurs des catholiques, ayent été excommuniés, ni exclus d'entrer dans l'église : & les excommunications prononcées contre l'empereur Anastase, & contre Léon l'Iconoclaste, ne s'étendoient point à leurs sujets.

Les plus anciens interdits que j'aye remarquez, sont vers la fin du sixième siècle : où Gregoire de Tours rapporte plusieurs exemples

23. q. 4. c.
cum quisque
19. c. non po-
tuit 32. ex
Aug. lib 3.
cont. Par-
men.
epist. 22. al.
64.

Ecd. lib. 3.
conc. Parme
de bapt.
cont. Donat.
lib. 4.

24. q. 3. c. 1.
ex epist. ad
Auxil. 71.

Basile. epist.
144.

Hist. ecclésiast.
liv. XXXIV.
m. 53.

d'évêques, qui à l'occasion de quelques grands crimes, faisoient cesser l'office dans l'église, comme pour la mettre en deuil. Mais depuis le pape Gregoire VII. nous voyons souvent des excommunications générales & des interdicts, pour les crimes des souverains. En excommuniant un empereur, ou un autre prince, on excommunioit aussi tous les fauteurs ou adhérens, c'est à-dire, tous les sujets, qui demeuroient dans son obéissance : on mettoit en interdit tout le pays, afin que ceux mêmes qui ne suivoient pas son parti, fussent excités à se soulever contre lui, pour ne pas porter la peine de son crime. Les évêques en usoient de même ; & souvent pour la désobéissance d'un seigneur, ou des chefs d'une communauté de bourgeois, ils mettoient les villes en interdit. Il suffisoit pour attirer cette peine, que la communauté ou le seigneur refusât de chasser un particulier excommunié.

pragmat.
tit. 228

L'expérience a fait voir que ces rigueurs nuisoient plus à la religion qu'elles n'y servoient. Les innocens souffroient pour les coupables ; puisqu'ils étoient privés des offices divins & des sacremens. A la longue les peuples s'y endurcissoient ; & méprisoient la religion, dont ils ne voyoient plus d'exercice, & dont on ne les instruisoit point. On remarque qu'un certain lieu de la Marche d'Ancone, avoit été si long-tems en interdit ; qu'après qu'il fut levé, les hommes de trente & de quarante ans, qui n'avoient jamais ouï de messe, se moquoient des prêtres célébrant. Quelquefois les peuples, ne pouvant souffrir cette honte, se soulevoient, & en venoient à des violences ouvertes. Aussi fut-on obligé de modérer la rigueur des interdicts.

E. alme aut.
de fest. ex-
com in 6.

Glof. in d.c.
alma.

Dès le commencement nous voyons, que

l'on exceptoit toujours l'administration du baptême aux enfans & de la penitence aux mourans. On accorda par privilege à la plupart des reguliers, de n'être point compris dans les interdits generaux. Ainsi il leur étoit permis de faire l'office dans leurs églises : mais à porte fermées , sans chanter ; ni sonner les cloches. On ajouta , de prêcher quelquefois , pour exciter le peuple à penitence ; donner la confirmation , & l'eucharistie en viatique ; dire une messe basse tous les dimanches, mais à portes fermées & les excommuniez exclus. Ensuite on permit l'administration de la penitence : la messe basse tous les jours , l'office solennel , quatre ou cinq fois l'année , aux plus grandes festes.

*C. responsa
42. de senz.
excom.*

*D. c. almal. in
6. & ibi
glos.*

La peine de ceux qui violent l'interdit , est de tomber dans l'excommunication. L'interdit doit être prononcé avec les mêmes formes que l'excommunication : par écrit , nommément . avec expression de la cause , & après trois monitions. Il ne faut pas tant de ceremonie pour la cessation d'office ; *cessatio à divinis* : elle peut même arriver sans ordonnance du juge , par un simple accident : comme quand une église est polluée. Il y a des constitutions qui ordonnent l'interdit de plein droit en certain cas , aussi bien que l'excommunication , il y en a qui ordonnent la suspension pour les clercs : ainsi cette division est commune à toutes les trois censures : toutes peuvent être imposées par le droit , ou par l'homme : par la loy generale , ou par un jugement particulier.

CHAPITRE XXII.

Des absolutions.

IL reste à voir comment être delivré des censures. Celles qui ont été prononcées par le juge, ne peuvent être levées que par la même autorité. C'est à dire par le juge même; par son successeur, son délégué, ou son supérieur en juridiction. Quant à celles qui sont prononcées par la loi, elles peuvent être levées par le juge ordinaire, & même par tout prêtre ayant pouvoir de donner l'absolution sacramentelle : d'où vient que d'ordinaire nous commençons par une absolution generale de toutes censures. Mais un simple prêtre ne peut absoudre de celles qui sont expressément réservées à l'évêque, ou au pape. L'excommunication nulaire peut aussi être levée par tout prêtre approuvé : & tout prêtre approuvé ou non, peut absoudre de toutes censures comme de tous pechez, ceux qui sont à l'article de la mort. L'absolution doit être entièrement libre. Il est défendu aux juges séculiers d'user de peines temporelles, pour obliger les ecclésiastiques à lever les censures : celuy qui se seroit fait absoudre par force, encourroit une nouvelle excommunication ; & le cas est arrivé plusieurs fois depuis les rigueurs des derniers siècles. Comme les censures ne doivent être imposées que pour la correction : on ne peut en refuser l'absolution à celuy qui la demande, pourvu qu'il se soumette : & qu'il satisfasse entièrement à l'église & au particulier qu'il a offensé. Mais on s'est contenté dans les derniers tems, qu'il

*Conc. Trid.
sess. 15. c. 3.*

le:

le promît avec serment, ou en donnât d'autres sûretés. Il n'en est pas de même de la dispense d'irregularité, ou de la réhabilitation d'un clerc déposé. Ce sont des grâces que l'on n'a aucun droit de demander, & dont les exemples ont été rares dans l'antiquité.

Mais à présent on met presque en même rang les irregularitez, la suspension; & les autres censures; & comme les cas réservés au pape se sont extrêmement multipliés: il a fallu en faciliter l'absolution. On distingue donc les censures & les irregularitez qui viennent d'un péché occulte d'avec celles qui sont publiques: & on compte pour publiques, celles qui ont été portées au for contentieux. Le concile de Trente a donné pouvoir aux évêques d'absoudre de tous les cas occultes; quoique réservés au saint siège. Quant aux censures publiques il faut recourir à Rome & obtenir une commission, pour se faire absoudre par l'évêque ou par son grand vicaire. Ces commissions s'expédient à la daterie, par simple signature & les banquiers les font venir comme les autres expéditions. On obtient par la même voye la dispense des irregularitez publiques: car pour les occultes, l'évêque en peut dispenser dans le for de la conscience, excepté celle qui vient de l'homicide volontaire. Mais quelque grace qu'ait obtenue en cour de Rome un clerc criminel: elle ne le relève que des suites du délit commun, pour le cas privilégié, il est traité comme les autres criminels: & il ne peut en avoir la remission, que par des lettres du prince, suivant notre usage de France.

*Conc. Trid.
sess. 24. c.
licet. 6.*

Comme selon la rigueur des canons, un excommunié est infame & incapable de paroître en justice; on étoit embarrassé, pour la

E. ad pra-
sent. 15. de
appel.
C. vericrah.
52. de sent.
excom.

procédure qu'il devoit faire, en poursuivant son absolution. C'est ce qui a introduit les absolutions à cautele, *ad cautelam*. Celuy qui se prétend excommunié injustement, poursuivant son appel, ou autre procédure, pour en être relevé commence par demander cette absolution; qui est ainsi qualifiée, parce que ne demeurant pas d'accord de la validité de son excommunication, il prétend n'avoir besoin d'absolution: que par précaution; & pour ne pas donner lieu à l'exception d'excommunication: Par ce même motif de précaution, se sont introduites les absolutions générales qui ont passé en stile; comme celle qui est toujours la première clause des signatures & des bulles de cour de Rome, & qui n'est qu'à l'effet d'obtenir la grace demandée, de peur que l'on ne l'accuse de nullité. Car si l'impétrant étoit effectivement excommunié, il seroit obligé d'obtenir une absolution expresse. Au reste l'absolution n'est jamais présumée, quelque long-tems que l'excommunication ait duré; parce que c'est une peine perpétuelle de sa nature, quoique non dans le desir de l'église. Celuy qui croupit un an entier dans l'excommunication, sans se mettre en devoir de se faire absoudre, peut suivant le droit nouveau être poursuivy, comme suspect d'herésie: mais cette rigueur ne s'observe, qu'en pays d'inquisition.

Cave. Trid.
sess. 25. c. 5.



CHAPITRE XXIII.

Des appellations.

IL arrive souvent que l'on se pourroit contre les jugemens rendus, soit au civil, soit au criminel: & il y a deux voyes de se pourvoir, par opposition, ou par appellation. La voye d'opposition, quoique défendue par l'ordonnance, se pratique encore en plusieurs sieges. Elle a lieu quand on se plaint de la nullité de la sentence, ou de quelque défaut de la procedure, & on se pourvoit par opposition devant le même juge: mais l'appel doit être employé, quand on se plaint que le juge a mal jugé dans le fonds, pretendant qu'un autre plus éclairé ou plus juste rendra un meilleur jugement, sur les mêmes instructions.

Dans les premiers siècles, les appellations comme les autres procederes, étoient rares dans les tribunaux ecclesiastiques. L'autorité des évêques étoit telle & la justice de leurs jugemens ordinairement si notoire qu'il falloit y acquiescer. Nous voyons toutefois dans le concile de Nicée, que si un clerc, ou même un laïque, prétendoit avoir été déposé ou excommunié injustement par son évêque, il pouvoit se plaindre au concile de la province: mais nous ne voyons point, que l'on y eût recours pour de moindres sujets: ny qu'il y eût de tribunal réglé, au dessus du concile de la province; Que si un évêque se plaignoit de la sentence d'un concile: le remede étoit d'en assembler un plus nombreux, joignant les évêques de deux ou de plusieurs provinces.

Conc. Nic.
can. 5.

Can. 31 7. Quelquefois les évêques vexez avoient recours au pape, & le concile de Sardique leur en donnoit la liberté. Mais quoy qu'il en soit de l'orient, nous voyons depuis ce tems en occident, de frequentes appellations à Rome: excepté d'Afrique, où il étoit nommément défendu d'avoir recours aux appellations de delà la mer; à cause du trouble qu'elles pouvoient causer dans la discipline. Nous voyons les plaintes qu'en fait saint Cyprien au pape saint Corneille: & du tems de saint Augustin la lettre du concile d'Afrique au pape saint Celestin.

10. 2. Conc. p. 4-4. Hist. Ecclef. liv. xxv. n. 6 1. 15 Dist. 80 c. 1. ex Clem. et. 7. Dig. 99. c. 2. 2. ex A. nacl. en. 1. c. 4. en. 3. c. 3. Anic. ep. 1. 2. 9. 6 c. 3 ex Arac. ep. 1 Dist. 17. c. 1 ex Marcell. ep. 2.

Depuis que les fausses decretales eurent cours, les appellations devinrent toujours plus frequentes. Car ces decretales établissent les divers degrez de juridiction, des archevêques, des primats, & des patriarches; comme si ils avoient eu lieu dès le second siecle: & elles permettent à tout le monde de s'adresser au pape directement. En sorte que dans la suite, la cour de Rome prétendit pouvoir juger toutes les causes, même en premiere instance, & prévenir les ordinaires dans la juridiction contentieuse, comme dans la collation des benefices. On y recevoit sans moyen les appellations de l'évêque ou d'un juge inferieur. On recevoit l'appel des moindres interlocutoires, puis on évoquoit le principal: souvent même on évoquoit les causes en premiere instance. Saint Bernard écrivant au pape Eugene, se plaint fortement de ces abus: & marque l'exemple odieux d'un mariage qui, sur le point d'être célébré, fut empêché par une appellation frivole. Il représente le concile, comme une cour souveraine chargée de l'expedition d'une infinité de procez; cour de Rome remplie de solliciteurs

de Consider. lib. 3. c. 1.

& des plaideurs : car ils étoient obligez à s'y rendre de toute la chrétienté. Les metropolitains & les primats suivirent cet exemple. On ne vit plus qu'appellations frivoles & frustratoires ; on appelloit, non seulement des jugemens , & des reglemens de procedure , mais des actes extrajudiciaires , des ordonnances provisionnelles , des corrections d'un évêque , ou d'un supérieur regulier. On formoit des appellations vagues & sans fondement. On appelloit , non seulement des griefs, forferts , mais des griefs faturs ; on faisoit durer plusieurs années la poursuite d'un appel , c'étoit une source de chicanes infinies. On le peut voir par tout le titre des decretales.

Les deux conciles de Latran , sous Alexandre & Innocent III. remedièrent en partie à ces abus. Ils défendirent d'appeller en plusieurs cas particuliers , & généralement des interloctatoires réparables en définitive : & des corrections , reglemens , ou ordonnances en matière de discipline : comme de celles que fait un évêque , dans le cours de sa visite , ou un supérieur regulier. Le concile de Basse passa plus avant. Il défendit les évocations à la cour de Rome : & ordonna , que dans les lieux , qui en seroient éloignez de plus de quatre journées , toutes les causes fussent traitées & terminées par les juges des lieux ; excepté les causes majeures , réservées au saint siége. Il ordonna de plus , que toutes les appellations seroient relevées au supérieur immédiat ; sans jamais recourir plus haut , fût ce au pape. *omisso medio* : & que les appellations au pape , seroient commises par un rescrit sur les lieux , *in partibus* , jusques à fin de cause inclusive-ment : le tout sous peine de nullité & des dé-

*c. ut deb.
115. c. 9. de
appell. c.
reprehensib.
26. eod.
sess. 31.*

Pragm. tit.
5 de caus.
Canc. tit.
6 7. 28.
9 30.

pens. Ce decret fut inferé dans la pragmatique, & ensuite dans le concordat : qui ajoûte, que la cause d'appel au saint siege doit être commise sur les lieux, jusques à la troisieme sentence conformes; que ces causes commises sur les lieux, doivent être terminées dans les deux ans : & qu'il n'est point permis d'appeller de la seconde sentence interlocutoire conforme : ou de la troisieme sentence definitive conforme. Ce droit a été confirmé par le Concile de Trente.

Feß. 13 c. 1.
fess. 24. c.
20

Ord. 1539.

Quant à la procedure en cause d'appel, elle est semblable en France à celle des juges seculiers, aussi bien qu'en premiere instance, & se regle par les ordonnances. On n'use plus même en cour d'église, d'apôtres ou lettres de renvoy, que l'appellant devoit obtenir du juge à quo : mais l'appel s'interjette par un acte & se relève par requête, ou par commission du metropolitain, qui tient lieu de lettres de selief. Si en premiere instance la cause a été jugée à l'audiance, c'est appellation verbale : si l'instance a été jugée par rapport, c'est procès par écrit. En ce dernier cas, l'appellant doit faire apporter le procès, c'est-à-dire les actes, au greffe du juge d'appel : & l'intimé, c'est-à-dire celui qui est assigné sur l'appel, doit fournir la sentence renduë à son profit. Cela fait, on prend l'appointement de conclusion : en execution duquel l'appellant fournit ses griefs, & l'intimé ses réponses. Le juge ayant examiné tout le procès, c'est-à-dire, ce qui a été écrit & produit, tant en cause principale, qu'en cause d'appel : donne la Sentence ; par laquelle il infirme la sentence du juge inferieur, ou la confirme. On peut appeller de cette seconde sentence, & même d'une troisieme, ou d'une quatrieme,

s'il y a autant de degrez de jurisdiction : enfin à l'infini, jusqu'à ce qu'il y ait trois sentences conformes, de differens tribunaux. Ce que les canonistes ont emprunté de la loy ^{l. 1. cod. no} de Justinien, qui défend d'appeller trois fois. ^{tert o appelo} Si l'appellant ne relève point son appel, & ne fait point intimier la partie adverse; il peut être assigné en desertion d'appel, après le terme qu'il a pour le relever; mais avant ce terme expiré, l'appel peut être anticipé, pour accélérer. Il est permis à l'appellant de renoncer à son appel, soit expressément, soit tacitement, en exécutant la sentence. Mais si l'appel est relevé, il ne peut plus s'en desister, que par acquiescement; sur lequel le juge prononce, & qui emporte amende.

CHAPITRE XXIV.

De l'appel comme d'abus.

IL y a deux sortes d'appellations : appel simple, appel qualifié; savoir appel comme de juge incompetent, appel comme de dény de renvoy, appel comme de dény de justice, appel comme d'abus. Il n'y a en France que l'appel simple, qui soit entierement de la jurisdiction ecclesiastique, & on prétend qu'elle ne peut prononcer que par bien ou mal jugé. Les appellations qualifiées se relevent contre ceux qui jugent; & au nom du roi comme protecteur des canons & de la justice. L'appel comme d'abus est une plainte contre le juge ecclesiastique, lorsqu'on prétend qu'il a excédé son pouvoir ou entrepris, en quelque maniere que ce soit, contre la jurisdiction seculiere, ou en generale, contre les libertez

de l'église gallicane. L'appel comme d'abus doit être réciproque ; & on peut se pourvoir par cette voye contre les entreprises du juge seculier : quoy qu'il soit plus rare dans l'usage.

*Marca de
Concord.
IV. c. 19.*

*Féret liv.
1. c. 1. 2. 3.*

*de mvo ge-
ner conc-
lit 7e. p.
217.*

*Preuv. 1 b.
Gall. c. 7.
n. 27.*

Cette procedure est particuliere à la France. On en voit des traces dès le commencement du quatorzième siècle, dans les plaintes de Durand évêque de Mende, contre les juges seculiers : & on en voit encore des preuves plus expressees au milieu du siècle suivant. Alors l'appel comme d'abus devint plus ordinaire, pour reprimer les contraventions à la pragmatique, & ensuite au concordat.

Dans les commencemens l'appel étoit toujours qualifiée, comme d'abus notoire : & on convient qu'il le doit être : que cette appellation est un remede extraordinaire, qui ne doit être employé, qu'en de grandes occasions, où le public est intéressé : c'est pourquoy le procureur general y est toujours partie principale. Mais dans la pratique, ces regles ne sont pas exactement observées ; on appelle comme d'abus fréquemment & en matieres legeres, nonobstant les plaintes du clergé & les ordonnances des rois.

On observe mieux les regles suivantes. L'appel comme d'abus ne se releve qu'en cour souveraine, & d'ordinaire au parlement : d'où vient que si un diocese s'étend en deux parlemens, on oblige l'évêque d'avoir un official en chacun : afin que s'il y a des appellations comme d'abus, chaque parlement en conoisse dans son ressort. L'appel comme d'abus peut être aussi relevé au conseil du roi & au grand conseil, par ceux qui y ont leurs causes commises : L'appel comme d'abus a lieu par tout le royaume, même en pais d'obe-

dience. L'abus ne se couvre par aucun laps de tems, lorsqu'il est fondé sur l'incompétence du juge d'église: l'on peut appeller comme d'abus, même après trois sentences conformes, parce que cet appel tire la cause de l'ordre de la juridiction ecclesiastique. On prétend toutefois qu'il ne l'entre pas tout à-fait. Car bien que le parlement entier soit un corps laïque une grande partie des officiers sont nécessairement clercs: & par conséquent on les reputé instruits des canons, & zélés pour la discipline de l'église. La formule ordinaire de cet appel, est d'appeller de l'ordonnance du juge, & de tout ce qui s'en est ensuivi: mais quand il s'agit d'une bulle, ou d'un rescrit du pape: on luy rend ce respect, de ne pas appeller de la concession du rescrit, mais de l'exécution: pour ne s'en prendre qu'à la partie, & ne se plaindre que de la procédure faite en France.

Quoique cette appellation nous soit particulière, les autres païs ont quelquefois employé des moyens équivalens, pour se défendre des entreprises de la cour de Rome. Venise y a résisté fortement: souvent en Espagne on a retenu des bulles, sans en permettre l'exécution: l'Allemagne ne souffre pas que l'on contrevienne au concordat Germanique: chaque païs a ses anciens usages, ses franchises & ses privilèges.

CHAPITRE XXV.

Des libertez de l'église Gallicane.

DE tous les païs Chrétiens, la France a été la plus soigneuse de conserver la li-

bercé de son église, & de s'opposer aux nouveautés introduites par les canonistes ultramontains; particulièrement depuis le grand schisme d'Avignon. La tradition constante des bonnes études en France depuis le tems de Charlemagne pendant plus de neuf cents ans: l'antiquité de la monarchie, la piété des rois, qui tous ont été catholiques: leur puissance, qui va toujours s'affermissant; nous a donné plus de facilité à maintenir nos libretés, qu'aux autres nations, qui n'ont pas eu les mêmes avantages.

Toutes les libretés Gallicanes roulent sur ces deux maximes: Que la puissance donnée par J. C. à son église, est purement spirituelle; & ne s'étend ny directement, ny indirectement, sur les choses temporelles; Que la plénitude de puissance qu'a le pape, comme chef de l'église, doit être exercée conformément aux canons reçus de toute l'église: & que lui même est soumis au jugement du concile universel, dans les cas marquez par le concile de Constance. Ces maximes ont été déclarées solennellement par le clergé de France, assemblé à Paris en 1682. comme étant l'ancienne doctrine de l'église Gallicane. On en tire plusieurs conclusions, qui sont autant d'articles de nos libretés.

La puissance que J. C. a donnée à son église, ne regarde que les choses spirituelles, & ne se rapporte qu'au salut éternel: donc elle ne s'étend point sur les choses temporelles. Aussi a-t-il dit: Mon royaume n'est point de ce monde. Et ailleurs: Rendez à Cesar ce qui appartient à Cesar, & à Dieu ce qui appartient à Dieu. Donc toute personne vivante doit être soumise aux puissances souveraines: car il n'y a point de puis-

conc. Const.
sess. 4 c^o 5.

Joan. xviii.
36.

Math. xxii.
11.

Rom. xiii.
7.

sance qui ne vienne de Dieu ; & celles qui sont, sont ordonnées de Dieu. Ainsi qui résiste à la puissance, résiste à l'ordre de Dieu. Ce sont les paroles de saint Paul ; dont nous tirons ces conséquences. Le roy ne tient sa puissance temporelle que de Dieu seul. Il ne peut avoir d'autres juges de ses droits, que ceux qu'il établit luy même. Personne n'a droit de luy demander compte du gouvernement de son royaume. Et quoy qu'il soit soumis à la puissance des clefs spirituelles, comme pecheur : il ne peut en souffrir aucune diminution de sa puissance, comme roy. Nous rejettons la doctrine des nouveaux theologiens, qui ont crû que la puissance des clefs, s'étendoient indirectement sur le temporel, & qu'un souverain étant excommunié, pouvoit être déposé de son rang : les sujets absous du serment de fidélité, & les états donnez à d'autres. Nous croyons cette doctrine contraire à l'écriture sainte ; & à l'exemple de toute l'antiquité chrétienne ; qui a obéi sans résistance à des princes heretiques, infideles & persecuteurs ; quoique les Chrétiens fussent assez puissans pour s'en défendre. Nous croyons que cette doctrine renverse la tranquillité publique & les fondemens de la société.

De la distinction des puissances suit la distinction des juridictions : & de-là vient qu'en France on ne souffre point que les ecclesiastiques entreprennent sur la juridiction temporelle ; comme il a été marqué en particulier. Si on ne le souffre pas aux ecclesiastiques François, encore moins aux étrangers ; & au pape, dont les prétentions sont plus grandes sur le temporel des princes. Nous n'en reconnoissons point non plus dans les

*Preuves des
Libert. Gal.
ch. 3. 7.*

*P. 100. lib.
G. ch. 4.*

*Tertull.
ap. 1. 353*

*Preuv. lib.
G. ch. 7. 8.
9.*

Fr. lib Gal.
ch. 23 24.

nonces que le pape envoie au roi, & nous ne les regardons que comme des ambassadeurs des princes étrangers. De-là viennent encore les formalitez qui s'observent, pour la reception des legats à latere, Le pape n'en envoie point en France, qu'à la priere ou du consentement du roi. Le legat étant arrivé, promet avec serment & par écrit de n'user de ses facultez, qu'autant qu'il plaira au roy & conformément aux usages de l'église Gallicane. Ses bulles sont examinées au parlement, pour recevoir les modifications nécessaires. Il ne peut subdeleguer personne, pour l'exercice de sa légation, sans l'express consentement du roy. Sortant de France, il y laisse les registres & les sceaux de sa légation, & les deniers provenans de ses expéditions sont employez en œuvres pies. Si les facultez du vice legat d'Avignon s'étendent sur les terres de l'obéissance du roy, elles sont sujettes aux mêmes restrictions.

Fr. lib Gal.
ch. 22. 25.

Nous ne reconnoissons point que le pape puisse accorder aucune grace qui concerne les droits temporels. Comme, de legitimer des bâtards ou restituer contre l'infamie, afin de rendre les impetrans capables de successions, de charges publiques, ou d'autres effets civils. Par la même raison on n'a point d'égard aux provisions de cour de Rome, en ce qui est contraire aux droits des patrons laïques. Nous ne souffrons point que le pape fasse aucune levée de deniers en France: ny sur le peuple, comme aumônes pour les indulgences; ny sur le clergé, comme emprunt: ou autrement; si ce n'est de l'autorité du roy & du consentement du clergé. On ne souffre point que le pape permette aux ecclesiastiques l'alienation de leurs immeubles; sinon avec

Fr. lib Gal.
ch. 40.

les conditions requises suivant les loix du royaume. Mais on souffrirait bien moins qu'il ordonnât l'alienation malgré le clergé *etiam inuitis clericis*. Les biens consacrés à Dieu, ne laissent pas d'être des biens temporels ; dont la conservation importe à l'état.

De même les personnes consacrées à Dieu ne laissent pas d'être des hommes & des citoyens, soumis comme les autres, au roy & à la puissance seculiere, en tout ce qui regarde le temporel : nonobstant les privileges qu'il a pû aux souverains de leur accorder. Car l'abus & l'extension excessive de ces privileges seroit une autre sorte d'entreprise sur la puissance temporelle. De-là vient que les ecclésiastiques qui sont officiers du roy, ne peuvent alleguer leur privilege, pour prétendre être exempts de sa juridiction, quant à l'exercice de leurs charges. De-là vient encore que le clergé ne peut s'assembler que par la permission du roy : & que les évêques, quoy qu'ils fussent mandez par le pape, ne peuvent sortir du royaume sans congé. Car les évêques par le crédit que donne leur dignité, & par les biens temporels qui y sont attachez, tiennent dans l'état un grand rang, même temporel : & le pape comme souverain d'un partie de l'Italie est un prince étranger, dont les intérêts d'état peuvent être opposez à ceux de la France. De là vient aussi que les étrangers ne peuvent posséder de benefices en ce royaume, ny être superieurs de monasteres. Voilà les consequences de la premiere maxime, que la puissance propre à l'église ne s'étend point sur le temporel.

L'autre maxime, que la puissance supreme du pape doit être exercée suivant les canons ; est fondée sur ce que dit Jesus-Christ :

Pr. lib. Gal. ch. 12.

Luc. XXII. 29.

Les rois des nations les dominant , & ceux qui ont la puissance sur eux , sont appelez bien-faiteurs : il n'en sera pas ainsi de vous. Et saint Pierre parlant aux pasteurs : Conduisez le troupeau de Dieu , non en dominant sur votre partage , mais vous rendant l'exemple du troupeau , du fonds du cœur. Par où nous apprenons , que le gouvernement de l'église n'est pas un empire despotique , qui n'a pour loy que la volonté du souverain ; mais un gouvernement de charité ; où la puissance n'est employée qu'à faire regner la raison ; où l'autorité du chef ne paroît point , tant que les inférieurs font leur devoir ; mais éclate & s'élève au dessus de tous , pour les y faire rentrer , & leur faire observer les regles. Il doit , comme dit saint Gregoire , dominer sur les vices , plutôt que sur les personnes.

*Greg pasto-
ral part. 2.
c. 6. lib. 1.
Ep. 14. l. 6
2^e Ep. 37.*

Nous ne tenons donc en France pour droit canonique , que les canons reçûs d'un consentement universel par toute l'église catholique : ou bien les canons des conciles de France , & les anciennes coûtumes de l'église Gallicane. Ainsi nous recevons premierement tout l'ancien corps des canons de l'église Romaine , apporté par Charlemagne , mais depuis oublié pendant long-tems. Les canons recueillis par Gratien , en tant qu'ils ont autorité par eux-mêmes ; car on convient que sa compilation ne leur en donne aucune. Les decretales , non seulement des cinq livres de Gregoire I X. mais plusieurs du Sixte & des Clementines , qui ne sont contraires ni à nos libertez , ni aux ordonnances des rois , ni aux usages du royaume : ce qui en retranche au moins la moitié. Les constitutions plus nouvelles ont bien moins d'autorité parmy nous.

Quant aux conciles oecumeniques, il faut distinguer les matieres de discipline & les matieres de foy. Pour la foy, quiconque ne s'y soumet pas, est heretique; pour la discipline, les reglemens des conciles ne sont pas également reçus. On a laissé de tout tems à chaque église une grande liberté de garder ses anciens usages. Ainsi il ne faut pas s'étonner, si ayant reconnu le concile de Trente pour legitime & oecumenique, nous n'avons pas encore accepté les decretis de discipline: quoy qu'à vray dire, il n'a pas tenu au clergé de France; il a témoigné le desirer par plusieurs actes solempnels.

Pr. l. b. Gal.
ch. 14.

Nous ne croyons donc point que les nouvelles constitutions des papes, faites depuis trois cens ans, nous obligent, sinon en tant que nôtre usage les a approuvées. De là vient que nous ne recevons que trois ou quatre des regies de la chancellerie de Rome. Que les bulles qui sont apportées en France, hors celles du stile ordinaire, comme les provisions de benefices, ne peuvent être publiées ny executées qu'en vertu des lettres du roy, & après avoir été examinées au parlement. Que nous ne croyons pas être sujets aux censures de la bulle *in cœna Domini*, ainsi nommée parce que le pape la publie tous les ans le Jeudy saint. Ny aux decretis de la congregation du saint office, c'est-à dire, de l'Inquisition de Rome. Ny à ceux de la congregation de l'Indice des livres défendus: ou des autres congregations, érigées par les papes depuis un siecle, pour leur servir de conseils dans les affaires de l'église ou de leur état temporel. Nous honorons les decretis de ces congregations, comme des consultations de docteurs graves: mais nous n'y reconnoissons aucune jurisdiction sur l'église de France.

Pr. lib. Gal.
ch. 3.

De là vient encore que nous ne recevons point de dispenses, ny contre le droit naturel & divin. ny contre la disposition expresse des canons, quand ils défendent de dispenser: ny contre les loüables coutumes & les statuts particuliers des églises, confirmez par le saint siege. De-là vient encore que nous ne souffrons point que le pape trouble l'ordre des juridictions: en recevant des appels sans moyens, ou évoquant les causes en première instance; ny qu'il tite les parties de leur país, pour poursuivre les causes évoluës au saint siege. Il est vray que dans la collation des benefices, nous nous sommes plus conformés au droit nouveau; accordant au pape la prévention & tout ce qui est compris dans le concordat; dont toutefois plusieurs articles favorables au pape, ne sont pas observez comme les reserves ôrées par le concile de Trente. Mais nous avions résisté à plusieurs nouveautés que le concile a retranchées: & nous apportons plusieurs restrictions à ce droit de collation, qui n'ont pas lieu dans les autres país. Car nous ne souffrons point que le pape donne eux étrangers ny benefices en France, ny pensions: comme il fait sur les benefices d'Espagne, nonobstant les loix du país. Il ne peut augmenter les taxes des benefices de France, sans le consentement du roy & du clergé. Nous ne prenons point de bulles pour les petits benefices, mais de simples signatures, dont les frais sont beaucoup moindres.

Voilà ce que nous pouvons appeller liberté, & rapporter aux deux maximes établies cy-dessus: que la puissance ecclesiastique est purement spirituelle: & qu'elle doit être employée suivant certaines regles. Ce n'est pas que nous n'ayons plusieurs usages, qu'il est difficile

difficile d'accorder avec la pureté de l'ancienne discipline, comme on a pû voir dans tout ce traité. Quelques uns peuvent être regardez comme des privileges, que le consentement de l'église & du prince a autorisez : les autres peuvent être comptez pour des abus, que le malheur des tems n'a pas encore permis de corriger. Mais il ne laisse pas d'être vray que dans les desordres des derniers siècles, la France a conservé plus fidèlement qu'aucun autre país les fondemens de la discipline de l'église.

E I N.

MEMOIRE DES AFFAIRES du Clergé de France.

LEs princes Chrétiens ont accordé à l'église diverses immunités, sans toutefois exempter les héritages, des anciennes redevances, dont ils étoient chargés. Saint Ambroise reconnoît que les terres de l'église païoient les tributs, comme les autres. Sous les rois de la famille de Charlemagne, il fut ordonné que chaque église auroit une certaine quantité de terre, *unum mansum*, libre de toute charge & de tout service; permettant, si elle en avoit plus, d'en rendre quelque redevance aux seigneurs. On prétendit, depuis, que les biens ecclésiastiques devoient être entièrement libres; pour n'être pas de pire condition, que les terres des prêtres Egyptiens du tems de Joseph. Le concile de Latran sous Alexandre III. en 1179. défendit aux consuls & aux recteurs des villes sous peine d'excommunication, d'obliger les clercs à contribuer aux charges publiques: permettant toutefois à l'évêque & au clergé, de contribuer volontairement, en cas de nécessité, ou d'utilité considérable. La même défense fut confirmée au concile de Latran sous Innocent III. en 1215. qui ajouta, que le clergé ne pourroit faire de contribution, même volontaire, sans consulter le pape.

Cependant les croisades firent des occasions d'imposer des subsides considérables sur les biens ecclésiastiques. Philippe Auguste se croisa avec Richard roy d'Angleterre en 1188. pour reprendre Jérusalem sur Saladin, qui

1.
immunités
du clergé.

21. q. 1. c. si
tributu n. 27.
c. manum.
28. 2. q. 8.
c. conventor
21. Con-
Vern c. 50.
23. 3. 8. c.
sanctum 25.
c. l. 1. de
cons.

Gen. XLVI.
26.

c. Non mi-
ni 4. de

imm. eccl.
c. adversus.
7. eod.

II.
Décimes

en avoir chassé les Chrétiens Latins. On ordonna que tous ceux qui n'iroient point à ce voyage, de quelque condition qu'ils fussent, payeroient une fois la dixme de tous leurs meubles & d'une année de leur revenu. C'est la dixme Saladine qui est comptée ordinairement pour la premiere imposition faite sur les ecclesiastiques.

Le concile de Latran sous Innocent III. *(conc. Lat. infirmité)* ordonna, que tous les clercs payeroient la vingtième partie de leurs revenus ecclesiastiques, pendant trois ans, pour le secours de la terre sainte; & le pape avec les cardinaux se taxerent à la dixième: c'étoit en 1215. les seigneurs s'étoient notablement incommodés par les deux premières croisades, & plusieurs ecclesiastiques s'étoient enrichis.

Ces levées devinrent fréquentes dans le même siècle. Sous saint Louis il y eut treize subventions en vingt ans: sous Philippe le Bel vingt une décimes en vingt huit ans. Il s'en trouve presque dans tous les regnes, depuis Philippe Auguste. Comme l'on publioit des croisades & des indulgences, non seulement contre les infidèles pour le secours de la terre sainte, mais encore contre les hérétiques & les autres excommuniés, on étendit aussi les décimes à ces croisades. Ainsi en 1226. Honorius I. I. accorda une décime à Louis VIII apparemment pour la guerre contre les Albigeois. Ainsi Urbain IV. en 1262. en accorda une à Charles d'Anjou pour la guerre contre Mainfroi: & après les vèpres Siciliennes, Martin IV. en accorda une, pour la guerre contre Pierre d'Arragon. Sous ce même prétexte, les rois permirent aussi aux papes de faire des levées sur le clergé de France, pour leurs guerres contre les en-

ennemis de l'église. Ainsi Philippe Auguste accorda une aide à Innocent III. pour la guerre contre l'empereur Otton IV. Philippe le Bel accorda à Jean XXII. deux décimes, pour la guerre contre Louis de Bavière; & en prit sa part.

Ces décimes en faveur des papes se multiplièrent pendant le Schisme d'Avignon, où chacun des papes traitoit de guerre sainte la guerre qu'il faisoit à ceux de l'autre obédience. Mais alors on s'y opposa fortement en France, comme à toutes les autres exactions des officiers de la cour de Rome. Dès avant le Schisme on avoit établi la manière de lever les décimes, comme étant des subventions fréquentes. Il y a une constitution de Boniface VIII. qui déclare fort en détail quels sont les biens sujets à la décime: & une autre de Clement V. au concile de Vienne, qui ordonne qu'elle soit payée suivant les anciennes taxes.

Cette Clementine parle des décimes accordées aux rois par les papes: & ce fut en ce tems, que l'on commença d'en accorder, même sous prétexte de religion; comme les deux décimes que Clement VI. accorda à Philippe de Valois en 1348. pour les besoins de l'état. Depuis l'extinction du Schisme & le concile de Bâle, les décimes furent plus rares, & il y eut de la part des papes plusieurs tentatives sans effet. En 1501. Louis XII. leva une décime, par permission du pape, pour secourir les Vénitiens contre le Turc. En 1516. Leon X. donna une bulle par laquelle il accorda à François I. une décime pour un an, sur le clergé de France, qui ne seroit employée à autre usage, qu'à la guerre contre le Turc; suivant le dessein du roy, qu'il

avoit appris. On dressa pour lors, une taxe de chaque benefice en particulier, qui est au-dessous de la dixième partie du revenu: & ce département de l'an 1516. a toujours été suivy depuis. En ce même tems, fut passé le concordat entre le pape & le roy par lequel les annates furent établies tacitement, en abolissant la pragmatique qui les défendoit; & c'est une autre espece d'imposition sur le clergé de France, pour la subsistance de la cour de Rome. Depuis ce tems, il se trouve plusieurs levées faites sur le clergé de France, sans consulter le pape. En 1527. le clergé offrit 1300. mille livres, pour la rançon du Roy François I. En 1532. le revenu des biens ecclésiastiques fut partagé entre le roy & le clergé. En 1551. le clergé fit encore une offre considerable. En 1557 les receveurs des decimes furent créés en titres d'office, & pour leurs gages on augmenta les decimes d'un sol pour livre. Ce qui prouve qu'il y avoit alors des decimes ordinaires.

Depuis le contrat de Poissy fait en 1561, les levées sur le clergé, au profit du roy, ont été continuelles. L'abus que plusieurs faisoient des revenus ecclésiastiques, excitoit la haine des heretiques & l'indignation même des catholiques. Il y en eut des plaintes, aux états tenus en 1560. à Orléans, puis à Pontoise. On fit assembler par l'autorité du roy plusieurs prélats à Poissy en 1561. pour traiter de la reformation de l'église: & là fut tenu le fameux colloque, avec les ministres de la religion prétendue reformée, le party étoit alors si puissant, que le clergé étoit menacé d'une entière destruction. Ces prélats passerent donc un contrat par lequel ils s'obligerent, au nom de tout le clergé, à payer au roy 1600. mille

III.
Contrats
de Poissy &
de Melun

livres par an, pendant six ans : & de plus à le remettre en possession de ses domaines, de ses aides & de ses gabelles engagées à l'hôtel de ville, pour 620. mille livres de rente faisant sept millions 560. mille livres de principal, qu'ils s'obligeoient de racheter dans dix ans.

Le roy toutefois, sans se liberer, fit de nouvelles constitutions de rentes pour 436000. livres dont il assigna le paiement sur cette imposition : comme si elle eut été perpétuelle. Le clergé de son côté, fit diverses constitutions de rentes pour retirer son temporel aliéné ou éviter de nouvelles alienations. Le tout montant à 753000. livres de rente : & avec les 436 mille livres qui ne furent point acquittées, 1189, mille livres. Le clergé ayant fourni au roy toutes les sommes promises prétendoit être quitte : & d'ailleurs accusoit de nullité tous ces contrats, tant avec le roy qu'avec la ville : au contraire le Prevost des marchands & la ville de Paris soutenoit que les rentes étoient dûes. Le roy différa le jugement de cette contestation, qui est encore inécisée.

Le clergé assemblé à Melun en 1580. fit un autre contrat où sans approuver ces rentes, sur lesquelles on protesta réciproquement, il promit d'imposer sur les bénéfices 1300. mille livres par an, pendant six ans : savoir 1206. mille livres à quoy l'on fit monter par erreur les rentes de la ville de Paris : & le surplus, pour acquitter quelque partie du principal. En 1586 le clergé accorda encore pareille levée pour dix ans. Le contrat fut renouvelé en 1596. en 1606 en 1616. & ainsi toujours depuis, de dix ans en dix ans, avec les mêmes protestations. Cette imposition

s'appelle la decime ordinaire. Elle a été reduite en 1636. à 1296. mille livres ; parce que l'on avoit racheté quelque partie du principal. Elle n'est employée qu'au payement des rentes de l'hostel de ville sur le clergé , & aux gages des officiers. Elle s'impose sur le pied du département de 1516.

La decime ordinaire comprend tous les benefices , c'est-à-dire tous ceux qui jouissent d'un revenu ecclesiastique certain & ordinaire , même les pensionnaires. Elle s'étend sur les offices claustraux , qui ont un revenu séparé. Les chevaliers de saint Jean de Jerusalem furent compris en la decime de 1516. sous le nom de Rhodiens , parce que leur residence étoit encore à Rhodes , ils furent aussi compris au contrat de Poissy & aux autres suivans : mais ils prétendoient être exempts en vertu de leurs privileges : sur quoy ils furent long-tems en procès au conseil , avec le clergé. Enfin par transaction passée en 1606. ils s'obligerent à contribuer aux décimes , & leur taxe fut reduite à 28000. livres : ils l'ont continuée depuis & on l'appelle la contribution des Rhodiens. Les Jesuites ont été aussi compris aux decimes , pour les benefices unis à leurs colleges. On y a compris en 1635 les maisons religieuses , de nouvelle fondation : & generalement tous les benefices omis dans la taxe de 1519.

On établit des bureaux des décimes en Boarn , incontinent après que la religion catholique y fut rétablie : & toutefois les ecclesiastiques de cette province & de Navarre s'en sont long-tems défendu & jusques en 1679. L'imposition des decimes se fait en vertu du contrat passé avec le roi , & suivant le département réglé en 1516. qui a été re-

IV.
Décime ordinaire.

Art. 9 Acte
1672

v. Edit de
1599.

rectifié de tems en tems. Ce département general regle ce que doit porter chaque diocese, & dans chaque diocese, se fait le regalement sur chaque benefice en particulier. La levée se fait par les receveurs particuliers des dioceses, qui après le terme expiré envoient contraindre les beneficiers, puis remettent les deniers entre les mains des receveurs provinciaux, qui payent au receveur general. Il n'y a point de solidité, ny un beneficier ny un diocese ne payent point pour l'autre. On doit décharger ceux qui ont été spoliez du revenu de leurs benefices. Ce qui arrivoit fréquemment du tems des premiers contrats à cause des guerres pour la religion. On a égard à toutes sortes d'hostilitez & aux interversions des deniers des décimes faites par les gouverneurs des provinces ou autrement. Mais toutes ces causes de non valeurs doivent être examinées & prouvées. Tout possesseur du benefice paye la taxe; même l'usurpateur. On contraint l'oeconomie, le receveur ou fermier soit general soit particulier, jusques à concurrence du prix de son bail: même après le décès du titulaire. Le successeur est tenu de deux années pour le passé s'il est pourveu par mort: de trois, s'il est resignataire, en faisant apparoir par le receveur des décimes, des diligences faites contre le predecesseur. On ne peut demander plus de trois années de décimes pour le passé.

V.
Subven-
tions extra-
ordinaires.

Depuis le contrat de Melun & les suivans, la décime étant établie comme une levée reglée & ordinaire: & le roy n'en profitant plus, puisqu'elle est employée au payement des rentes de la ville: il a demandé au clergé d'autres secours. Ce sont les subventions extraordinaires, qui d'abord n'ont été accordées qu'en

qu'en de grandes occasions , puis à toutes les assemblées En 1621, à l'occasion de la guerre contre les prétendus reformez & du siege de Montauban , le clergé consentit à une nouvelle création d'offices dont la finance vint au roy. En 1628. le roy obtint un bref du pape Urbain V I I I. pour exhorter le clergé à luy aider , aux frais du siege de la Rochelle; & le clergé donna trois millions. En 1636. à l'occasion de la guerre étrangere le clergé accorda au roi l'alienation de 300. mille livres de rente , rachetable par le clergé au denier douze. En 1641. on prétendit taxer le clergé extraordinairement , pour l'amortissement des nouveaux acquets faits depuis 1620. sur quoy l'assemblée tenuë à Mante composa pour cinq millions 50. mille livres , à une fois payer. Le clergé jugea cette maniere d'imposition plus avantageuse que celle d'une certaine somme tous les ans , qui devenoit une creüe de la decime ordinaire. En 1650. le sacre du roy fut l'occasion de la subvention extraordinaire : en 1660. son mariage : ainsi ces subventions ou dons gratuits sont devenus ordinaires , & ont été accordez par toutes les assemblées de cinq ans en cinq ans ou environ. En 1675. outre le renouvellement du contrat pour les décimes ordinaires , le clergé fit un don de quatre millions 500. mille livres pour le payement duquel le roy prit , entre autres choses les debars des payeurs des rentes poursuivis depuis long-tems , tant pour les rentes amorties que pour les autres parties demeurées entre leurs mains. Plus une taxe sur les acquereurs des biens d'église alienez , estimée à 400. mille livres , qui étoit la taxe du huitième denier. Ces impositions à une fois payer se reglent

sur le pied de Mante, rectifié en 1645. tout différent de celui de 1516. qui est suivy pour les decimes. Les Rhodiens, les Jesuites & les nouvelles religions portent aussi leur part des subventions extraordinaires.

VI.
Aliena-
tions du
temporel.

Un des moyens de fournir aux subventions a été l'alienation du temporel des églises. On l'a pratiqué fréquemment pendant les guerres civiles du seizième siecle. En 1563. il y eut un édit de Charles IX. portant permission au clergé d'aliener des biens d'église, pour 100 mille écus d'or de rente; qui fut confirmé par une bulle de Pie IV. Il y eut plusieurs autres bulles & édits semblables pendant les années suivantes jusques en 1585. & les alienations permises par ces édits montent à plus d'un million de rente. Ces alienations n'étoient pas ordonnées, mais seulement permises subsidiairement au défaut de tous autres moyens de fournir au roy la somme qu'il demandoit, pour le maintien de l'état & de la religion. Les beneficiers devoient auparavant faire tous leurs efforts pour payer la taxe de leurs deniers: vendre leurs meubles, même l'argenterie des églises hors la plus necessaire: prendre de l'argent à constitution de rente: couper des bois: faire des beaux emphyteotiques ou des échanges. Enfin on ne devoit vendre qu'à la dernière extremité.

Mais il s'y commit de grands abus & il se fit une grande dissipation des biens d'église sous pretexte de ces ventes. Il y eut souvent collusion entre les commissaires deputez pour faire la vente & les acquereurs. On faisoit les adjudications à vil prix: on estimoit le fonds seul sans compter les bois ny les édifices: on vendoit les heritages neces-

faïres & les plus commodes ; on en vendoit pour de plus grandes sommes qu'il n'étoit porté par l'édit. Aussi à l'assemblée de Melun le clergé protesta de ne plus souffrir aucune alienation de son temporel. En effet il est de l'intérêt public de conserver les biens temporels des églises pour le spirituel , afin de fournir au service divin , à l'entretien des clercs & aux aumônes , autrement toutes ces charges retombent sur les laïques : pour le temporel, parce que les bénéficiers déchargent leurs familles & font quelque dépense qui retourne au profit des pauvres.

Le roy a toujours permis de retirer ces biens alienez pour subvention. Dès le commencement en 1563. on permit de les racheter dans l'an comme par retrait lignager ou féodal : ce qui fut executé par des deniets levz sur les dioceses. Ces rachats sont favorables de la part du clergé , puisque les biens d'église sont régulièrement hors de commerce : mais les juges laïques les regardent comme contraires à la sûreté des acquisitions & à la paix des familles. A chaque renouvellement du contrat , le clergé obtient la prorogation de la faculté de ce rachat pour cinq ans. Plusieurs biens alienez ont été retirez effectivement ; & la taxe du huitième denier est sur ce fondement , le roy entrant aux droits du clergé pour confirmer la possession aux acquereurs.

Une autre maniere d'imposition sur le clergé , a été la création des offices de receveurs. La recette des décimes se faisoit du commencement par les évêques ou par ceux qu'ils commettoient : Henry II. en 1557. créa un receveur des décimes & autres deniers casuels en chaque ville épiscopale. Ces officiers furent supprimez & rétablis plusieurs fois jus-

VII.
Officiers
des déci-
mes.

ques en 1573. Alors le clergé en consentit l'établissement, à la charge d'en avoir la nomination & la disposition pour fournir au roy une subvention extraordinaire. Ce sont les receveurs particuliers des decimes en chaque diocese. En 1611. pour fournir la subvention extraordinaire on créa en chaque diocese un receveur alternatif, & deux contrôleurs, un ancien alternatif. En 1628. on ajouta un receveur & un contrôleur triennal. Ces receveurs particuliers reçoivent la taxe de chaque beneficier: & la portent à la recette generale provinciale, établie en chaque ville où il y a generalité des finances. La recette generale provinciale se faisoit du commencement par de simples commis du receveur general du clergé. En 1594. furent créés en titre d'office des receveurs generaux provinciaux, un en chaque generalité, avec faculté au clergé de les rembourser. On y ajouta en 1621. un procureur provincial alternatif, & deux contrôleurs l'ancien & l'alternatif. En 1625. on ajouta encore le receveur & le contrôleur triennal. Tous ces offices appartiennent au clergé, qui en a acquis la propriété en payant la finance au roy, & les a revendus aux particuliers avec faculté de rachat perpetuel. Ces alienations d'offices sont une espece d'emprunt ou constitutions de rente, puisque les gages & les émolumens se prennent sur le clergé. Les officiers ont été souvent taxez par forme de supplément de finance ou d'augmentation de gages, pour fournir au roy des subventions extraordinaires. Il n'y a que le receveur general qui n'est point officier. Le clergé n'y a jamais consenty, étant necessaire qu'il dépende absolument de lui. Sa charge est une simple com-

mission, que l'assemblée generale accorde gratuitement par autant de contrats qu'elle en fait avec le roy. Ny le receveur general, ny les particuliers ne rendent compte qu'au clergé. Tous les officiers des decimes, quoy qu'ils ayent provision du roy, sont reputez officiers du clergé: & comme tels sont exempts des droits de marc d'or, de quart denier, de confirmation d'heredité, des recherches des chambres de justice; & des taxes sur les officiers de finance. Ils sont aussi exempts de taille & de logemens de gens de guerre.

Les receveurs particuliers rendent compte aux évêques & aux syndics & deputez de chaque diocese, chacun après l'année de son exercice, dans six mois. Les receveurs provinciaux rendent compte au receveur general, qui leur envoie les états de recouvrement, & seul arreste & signe leurs comptes.

VIII.
Comptes
des levées
sur le
Clergé.

Tous retiennent par leurs mains leurs gages & taxations. Le receveur general rend compte aux assemblées generales. Il compte non seulement de la décime ordinaire, mais de la levée pour les frais communs, soit de la grande, soit de la petite assemblée. Cette levée se fait par avance suivant un pied particulier, & ne passe point par les mains des receveurs provinciaux. Les sommes à une fois payer, que le clergé accorde au roy par subvention extraordinaire, n'entrent point dans les comptes du clergé. Le roy traite du recouvrement avec qui il luy plaît; & le clergé fournit au traitant les départemens generaux & particuliers.

Ny les decimes ny les subventions extraordinaires ne se levont que du consentement du clergé, selon qu'il les accorde & les impose, étant contraires aux privileges des

IX.
Assemblée
du clergé.

personnes & des biens ecclésiastiques, anciens & si universels, qu'ils ont passé en droit commun. Les assemblées du clergé sont donc nécessaires pour ordonner ces impositions. Il y a des assemblées ordinaires & d'extraordinaires. Les ordinaires sont ou particulières de chaque diocèse, ou provinciales de chaque province ecclésiastique, ou générales de tout le clergé de France. Elles ne se peuvent faire que par la permission du roy : mais à chaque renouvellement du contrat pour les décimes ordinaires, la première clause stipulée de la part du roy, est la permission au clergé de s'assembler dix ans après. Ce qui a toujours été pratiqué depuis 1586. Ces assemblées ne sont point des conciles, étant convoquées principalement pour les affaires temporelles & par députez seulement, comme les assemblées d'états. Il n'y a que des bénéficiers qui puissent y être députez, & par la province où est leur bénéfice. Chaque province envoie quatre députez : deux du premier ordre, l'archevêque & un évêque, ou deux évêques : deux du second ordre, qui doivent être *in sacris*, & avoir un bénéfice dans le diocèse qui les députe. Le roy marque le lieu pour chaque assemblée. Il doit être près de la cour ; & pendant quelque temps on le marquoit autre que Paris, de peur que les députez ne se détournassent à d'autres affaires.

Outre la grande assemblée de dix ans en dix ans il y a les petites pour ôûir les comptes du receveur general. D'abord on nommoit un député de chacune des quinze provinces, pour ôûir les comptes ; & ils y pouvoient varier au nombre de cinq. En 1615. on permit d'envoyer deux députez pour les comptes,

faisant en tout trente-deux, avec les deux
agens. Les assemblées des comptes se tenoient
tous les deux ans jusques en 1625. qu'elles
furent réduites à cinq ans; dont l'une se
confond avec la grande, l'autre se tient dans
l'intervalle, comme en 1660 1670 1680 Le
roy leur demande des subventions extraor-
naires aussi bien qu'aux grandes. Les assem-
blées extraordinaires se tiennent par les pré-
lats qui se rencontrent à la cour, avec les
agens généraux; lorsqu'il arrive quelque
affaires imprévû hors le tems des assemblées
ordinaires.

Du commencement il y avoit des syndics
& députez généraux du clergé établis en 1564.
mais comme ils abusèrent de leur pouvoir
en consentant aux constitutions des rentes,
ils furent abolis à l'assemblée de Melun en
1579. & l'on créa des agens & solliciteurs
généraux, pour solliciter à la suite de la cour
les affaires du clergé. ils sont deux, tous deux
du second ordre, nommez tour à tour par
les provinces, outre les quatre deputez. Leur
fonction dure cinq ans, & on en nomme deux
nouveaux à chaque assemblée, où les anciens
rendent compte de leur gestion.

X.
Agens
du clergé.

Les syndics généraux avoient aussi juris-
diction, pour tout ce qui concerne les de-
cimes. En les suprimant l'assemblée de Me-
lun érigea des chambres ecclésiastiques ou
bureaux généraux des decimes, qui furent
établis par édit en 1580. dans huit villes
métropolitaines: Paris, Lion, Roüen, Tours,
Bourges, Toulouse, Bourdeaux, Aix. Paris
étoit pour la province de Sens. Chacune de
ces chambres est composée de dix ou douze
juges, qui doivent être graduez & dans les
ordres sacrez. Ils sont choisis par les arche-

XI
Chambres
ecclésiasti-
ques

416 *Mem. des affaires du clergé de F.*

vêques. Ils jugent souverainement de tous les différends qui concernent les décimes & subventions du clergé; & exercent leur fonction gratuitement. Leur juridiction a été souvent confirmée par les lettres du roy & les arrêts des cours. Il y a des bureaux particuliers des décimes en plusieurs diocèses, accordez par le contrat de 1615 & composez de l'évêque, des syndics & deputez des diocèses, pour juger les mêmes matieres en premiere instance, & jusques à vingt livres sans appel. En chaque diocese il y a un syndic ou solliciteur des affaires ecclesiastiques, érably par l'ordonnance de Blois & confirmé en 1579. 1596. & toujours depuis. Il est élu par l'assemblée synodale, qui seule peut le destituer. Il y a aussi des syndics provinciaux établis par l'assemblée de Melun.

F I N.

T A B L E

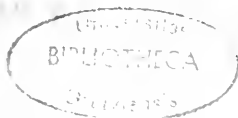




TABLE DES CHAPITRES.

PREMIERE PARTIE.

- I. **H**istoire du droit ecclesiastique. 1.
II. **D**ivisions du droit ecclesiastique: 15.
I I, Du clergé en general. 21.
IV. Des irregularitez. 26.
V. De la tonsure. 32.
VI. Des quatre ordres mineurs. 36.
VII. Des ordres sacrez en general. 40.
VIII. Des sôndiacres & des diacres. 45.
IX. Des Prêtres. 51.
X. De la promotion des évêques. 55.
XI. De la consecration de l'évêque. 66.
XII. Des fonctions intérieures de l'évêque. 71.
XIII. Des fonctions extérieures de l'évêque. 75.
XIV. Des archevêques, des patriarches, des primats. 78.
XV. Des érections & des suppressions d'évêchez. Des évêques titulaires. Des coadjuteurs. 83.
XVI. De la translation & de la renonciation. De la vacance du siege. 87.
XVII. Des chanoines. 92.
XVIII. Des curez. Des chorevêques. Des archiprêtres. 97.
XIX. de l'archidiacre, du vicaire general, du penitencier du theologal. 100.
XX. Des universitez. Des colleges. Des seminaires. 103.
XXI. De l'origine & du progrès de la vie monastique. 109.

TABLE

- XXII. Des autres orares de religieux. *P. 116.*
- XXIII. Des vœux & de la profession religieuse
Id. P. 122.
- XXIV. De la pauvreté & des autres obser-
vances regulieres. *P. 125.*
- XXV. De la cléricature des reguliers, &
de leurs exemptions. *P. 132.*
- XXVI. Des reformes. *P. 138.*
- XXVII. Du gouvernement des reguliers. *p. 144.*
- XXVIII. Des religieuses. Les ermites. *p. 148.*
- XXIX. Des privilèges du clergé. *P. 153.*

II. PARTIE.

- I. De l'année. Des festes. Des abstinences. *P. 157.*
- II. De l'office divin. *P. 162.*
- III. Du baptême, de la confirmation, de
l'eucharistie. *P. 166.*
- IV. De la penitence, de l'extrême-onction, de
l'ordre. *p. 170.*
- V. Du mariage, des empêchemens. *p. 174.*
- VI. Des solennitez du mariage, de sa disso-
lution. *178.*
- VII. De la construction & consecration des
églises. *p. 184.*
- VIII. Des reliques, des vases sacrez, des
livres. *p. 189.*
- IX. Des sepultures. *193.*
- X. Des biens de l'église en general. *P. 196.*
- XI. Suite de l'état des biens d'église. *P. 200.*
- XII. De l'alimantation & de l'acquisition des
biens d'église. *P. 205.*
- XIII. Des dixmes. *P. 209.*
- XIV. Des benefices en general. *p. 214.*
- XV. Des collateurs des benefices. *p. 215.*
- XVI. Du droit de patronage. *p. 221.*
- XVII. Des graduez. *p. 224.*
- XVIII. De l'indult. De la regale & des au-
tres nominations au roy. *P. 227.*

DES CHAPITRES.

- XIX.** Des capacités requises pour les bénéfices. *P. 232.*
XX. Des résignations. Des dévoluts. *P. 236.*
XXI. De la forme des provisions. *P. 240.*
XXII. De la prise de possession. *P. 244.*
XXIII. De l'usage des biens d'église. Des réparations.
XXIV. Autres charges des bénéfices.
XXV. Les pensions.
XXVI. Des commendes.
XXVII. De la pluralité des bénéfices.
XXVIII. De la résidence.
XXIX. Des unions de bénéfices.
XXX. Des hôpitaux.

III. PARTIE.

- I.** De la juridiction ecclésiastique.
II. Des conciles.
III. Des juges ordinaires & des juges délégués.
IV. Des officiers de la juridiction ecclésiastique.
V. De la compétence du juge d'église.
VI. De la procédure civile. *P. 303.*
VII. Suite de la procédure.
VIII. De l'hérésie & des autres crimes sensibles.
IX. De l'inquisition. Son origine.
X. De la procédure de l'inquisition. *P. 326.*
XI. De la simonie.
XII. De l'homicide. Du concubinage, &c.
XIII. De l'usure.
XIV. Du délit commun & du cas privilégié.
XV. Des jugemens criminels en général. *P. 362.*
XVI. De la procédure criminelle.
XVII. Les jugemens des évêques. *P. 362.*
XVIII. Des peines canoniques.

TABLE DES CHAPITRES.

XIX. *De la deposition ou Degradation. De la suspense.*

XX. *De l'excommunication.*

XXI. *De l'interdit.*

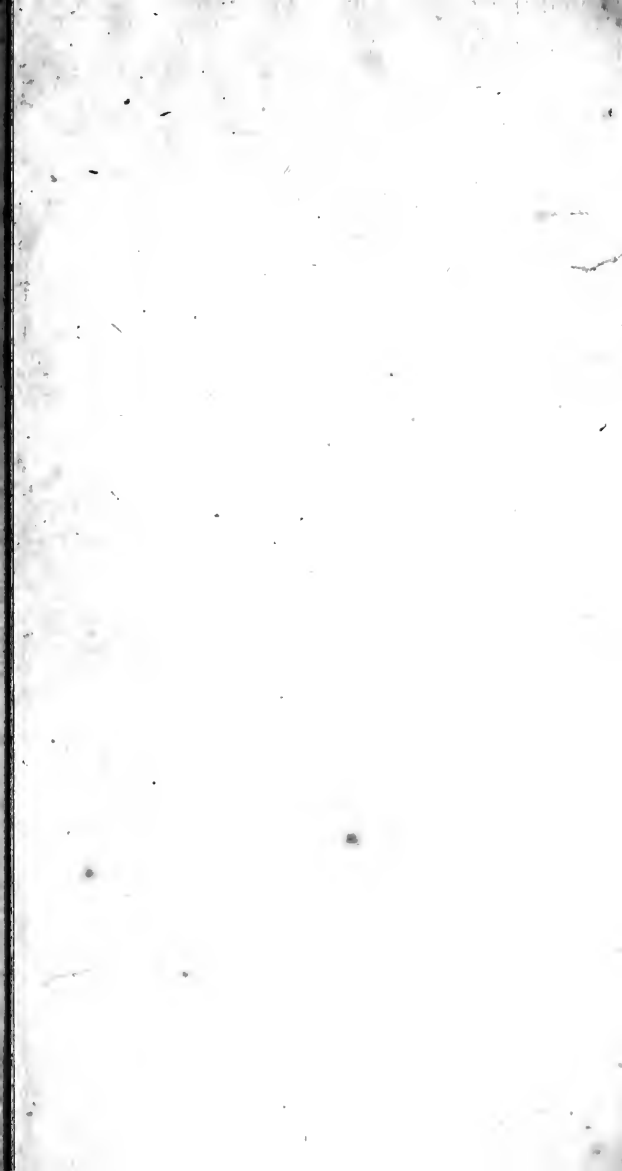
XXII. *Des absolutions.*

XXIII. *Des appellations.*

XXIV. *De l'appel comme d'abus.*

XXV. *Des libertez de l'Eglise Gallicane.*

Fin de la Table.



La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Échéance

Th
Univers
I

--	--	--

CE

at

5a*

